



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Troisième session - 32e Législature

Le mercredi 16 juin 1982

Vol. 26 - No 75

Président: M. Claude Vaillancourt

Table des matières

Affaires courantes

Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec	4901
Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite du Québec	4901
Rapport annuel de la Société des alcools du Québec	4901
Rapport annuel de la Commission des transports du Québec	4901
Pétition réclamant le report des projets de loi nos 68 et 70	4901
Pétition concernant le centre hospitalier Jeffery Haie	4902
Pétitions réclamant le report des projets de loi nos 68 et 70	4902

Dépôt de rapports de commissions élues	
Étude du projet de loi no 200 - Loi modifiant la charte de la ville de Montréal	4902

Questions orales des députés	
Congédiements aux Abattoirs Roy de Saint-Charles-de-Bellechasse	4903
L'investissement du gouvernement dans Québecair	4903
Représentants des minorités au sein des organismes gouvernementaux	4906
Déversement accidentel d'acide sulfurique dans la rivière York	4910
La location d'espaces à bureaux par le gouvernement	4911
Création d'emplois dans la ville de Richmond	4912
Congédiements aux Abattoirs Roy (suite)	4914

Motions non annoncées	
Le 19 juin proclamé journée des chevaliers de Colomb	4915

Travaux des commissions	4915
-------------------------	------

Question de privilège	
Avis d'une motion privilégiée visant à établir une violation des privilèges d'un membre à l'Assemblée	4915

M. Jean-François Bertrand	4915
---------------------------	------

Avis à la Chambre	4917
-------------------	------

Affaires du jour

Motion de censure reprochant au gouvernement une utilisation irresponsable des deniers publics	4917
M. Reed Scowen	4917
M. Bernard Landry	4920
M. Pierre-C. Fortier	4923
M. Pierre-J. Paradis	4925
M. Rodrigue Biron	4927
M. Reed Scowen (réplique)	4930
Reprise du débat sur le discours sur le budget et sur les trois motions de censure de l'Opposition	4932
Mme Thérèse Lavoie-Roux	4932
M. Claude Lachance	4935
M. Hermann Mathieu	4939
M. René Blouin	4942
M. Fabien Bélanger	4944
M. Guy Chevrete	4946
M. Yvon Vallières	4952
M. Roma Hains	4955
M. Gilles Grégoire	4956
M. Albert Houde	4958

Table des matières (suite)

Motion demandant à la commission qui étudie le projet de loi no 37 de déposer son rapport à l'Assemblée le 17 juin	
Question de règlement sur le libellé de la motion	4961
Débat sur la motion	4968
M. Jean-François Bertrand	4968
M. Gérard D. Levesque	4973
M. Gilles Rocheleau	4975
M. Lucien Lessard	4979
M. Clifford Lincoln	4980
M. Harry Blank	4982
M. Fernand Lalonde	4983
M. Michel Pagé	4987
M. Guy Chevette	4992
M. Lucien Caron	4994
M. Michel Bissonnet	4995
M. Fabien Bélanger	4996
M. Cosmo Maciocia	4998
Mme Lise Bacon	4999
M. John Kehoe	5000
M. Pierre-C. Fortier	5002
M. Robert Middlemiss	5003
M. Jacques Brassard	5005
M. Claude Dauphin	5006
M. Jean-Pierre Saintonge	5008
M. William Cusano	5010
M. Mark Assad	5011
Ajournement	5013

Abonnement: 25 \$ par année pour les particuliers
60 \$ par année pour les institutions et organismes publics

Chèque rédigé à l'ordre du ministre des Finances et adressé à
Éditeur officiel du Québec
Diffusion commerciale des publications gouvernementales
1283, boulevard Charest-Ouest
Québec G1N 2C9
Tél. (418) 643-5150

0,75 \$ l'exemplaire - Index 5 \$ disponibles au
Service des documents parlementaires
Assemblée nationale
Édifice H - 4e étage
Québec G1A 1A7

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mercredi 16 juin 1982

(Dix heures sept minutes)

Président...

Le Président: Un instant de recueillement.

Veuillez vous asseoir.
Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
M. le ministre des Finances.

**Rapport de la Société des loteries
et courses du Québec**

M. Parizeau: M. le Président, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de déposer en deux copies le rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec pour l'année 1981-1982.

Le Président: Rapport déposé.

M. le ministre délégué à l'Administration, par M. le leader du gouvernement.

**Rapport de la Commission administrative
du régime de retraite**

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais déposer le huitième rapport annuel 1981 de la Commission administrative du régime de retraite du Québec.

Le Président: Rapport déposé.

M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

**Rapport de la Société
des alcools du Québec**

M. Biron: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1981-1982 de la Société des alcools du Québec.

Le Président: Rapport déposé.

M. le ministre des Transports.

**Rapport de la Commission
des transports du Québec**

M. Clair: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel pour l'année 1981-1982 de la Commission des transports du Québec, en deux exemplaires.

Le Président: Rapport déposé.

Est-ce que des députés auraient des pétitions à déposer?

M. Levesque (Bonaventure): M. le

Le Président: M. le député de Bonaventure et leader de l'Opposition.

**Pétition réclamant le report
des projets de loi nos 68 et 70**

M. Levesque (Bonaventure): ... en vertu des dispositions de l'article 180 de notre règlement, je voudrais faire dépôt d'une pétition signée par environ 135 membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, du comté de Bonaventure. On voudrait qu'il y en ait plus, mais tout de même, Bonaventure ce n'est pas Québec non plus, on n'a pas tous les fonctionnaires chez nous.

Une voix: Il y en a eu 5006 hier.

M. Levesque (Bonaventure): 5006 hier. Je vois que les règlements indiquent que la pétition doit contenir un exposé clair, succinct, précis et en termes modérés. J'espère que ce que je vais vous lire sera conforme aux règlements.

"Attendu que le régime de retraite fait partie intégrante de nos conditions de travail;

"Attendu que le gouvernement envisage de modifier unilatéralement, sans accord de notre syndicat, ces mêmes régimes de retraite aux fins d'augmenter nos contributions;

"Attendu que les autres régimes de retraite auxquels le gouvernement est partie ne sont pas modifiés en concordance;

"Attendu que le gouvernement envisage par voie de législation de réduire nos salaires pour récupérer les augmentations prévues à nos conventions collectives venant à échéance le 31 décembre 1982;

"Attendu que la politique salariale actuelle nous a déjà été imposée par le gouvernement par sa loi d'exception de 1979, loi 62;

"Attendu qu'une telle attitude équivaut pour le gouvernement au non-respect de sa signature;

(10 h 10)

"Attendu que selon l'esprit et la lettre du Code du travail les parties à une négociation doivent négocier de bonne foi;

"Nous demandons par votre entremise, à titre de membre de l'Assemblée nationale, que l'adoption de ces projets de loi soit reportée sine die afin de permettre que les négociations pour le renouvellement de la convention collective se fassent de bonne foi

et traitent de ces sujets. Même si nous ne sommes pas considérés comme des citoyens à part entière, nous nous souviendrons en temps opportun que nous devrions avoir droit de parole sur ce que doivent être nos conditions de travail. Respectueusement soumis."

Le Président: Pétition déposée.
M. le député de Jean-Talon.

**Pétition concernant le centre
hospitalier Jeffery Hale**

M. Rivest: M. le Président, je voudrais déposer une pétition de quelque 3000 noms qui s'ajoutent à une pétition analogue de 5000 noms que j'ai déjà déposée concernant le centre hospitalier Jeffery Hale dans la circonscription électorale de Jean-Talon.

**Pétitions réclamant le report
des projets de loi nos 68 et 70**

Pendant que je suis debout, je voudrais également déposer une pétition de la part de membres du Syndicat des fonctionnaires. J'ai déjà déposé une pétition de plus de 1000 noms et, maintenant, il y a un supplément qui m'arrive; est-ce que l'Assemblée me dispense de lire les remarques? Peut-être que je pourrais simplement lire la conclusion pour abrégé.

"Nous demandons par votre entremise, à titre de membre de l'Assemblée nationale, que l'adoption de ces projets de loi - c'est-à-dire les projets de loi 68 et 70 - soit reportée sine die afin de permettre que les négociations pour le renouvellement de la convention collective se fassent de bonne foi et traitent de ces sujets. Même si nous ne sommes pas considérés comme des citoyens à part entière, nous nous souviendrons en temps opportun que nous devrions avoir droit de parole sur ce que doivent être nos conditions de travail."

Le Président: Pétition déposée.
M. le député de Duplessis.

M. Perron: M. le Président, j'aurais une pétition à déposer à l'Assemblée nationale et je voudrais vous demander une directive. Considérant que c'est la même pétition, avec les mêmes attendus et les mêmes demandes, est-ce que je me dois de la lire?

Le Président: Étant donné que le député de Jean-Talon a eu une dispense, je pense que l'Assemblée va vous accorder cette même dispense.

Des voix: La conclusion.

Le Président: La conclusion?

M. Perron: Je dépose cette pétition provenant des fonctionnaires provinciaux du comté de Duplessis.

Une voix: Est-ce que vous l'appuyez?

M. Perron: Quelqu'un me demande si je l'appuie. Comme je ne suis pas supposé faire de commentaires sur cette pétition, je la dépose immédiatement.

Le Président: Pétition déposée.
Y a-t-il d'autres pétitions?

M. Chevrette: Il est bon, le règlement des fois, hein?

Le Président: Dépôt de rapports des commissions élues.
M. le député de Gaspé.

Étude du projet de loi no 200

M. LeMay: M. le Président, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires municipales, qui a siégé les 14 et 15 juin 1982 aux fins d'étudier article par article le projet de loi privé no 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Est-ce que ce rapport sera adopté? Rapport adopté.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales des députés
M. le député de Laporte.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

M. Bourbeau: M. le Président, j'aurai une question à adresser au premier ministre. Est-ce que le premier ministre va être ici ce matin? Je remarque qu'il n'est pas en Chambre.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, il sera ici dans quelques secondes.

Le Président: Dans quelques secondes
M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: J'ai une question à adresser au premier ministre.

Le Président: Il sera ici dans quelques secondes. M. le député de Beauce-Sud.

Congédiements aux Abattoirs Roy

M. Mathieu: M. le Président, j'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture. En son absence, peut-être pourrais-je l'adresser à l'adjoint parlementaire au ministre du Travail. Cela concerne en quelque sorte un conflit de travail, peut-être pas un conflit, mais des congédiements massifs, quitte au ministre de l'Agriculture à compléter quand il viendra. M. le Président, nous savons que SOQUIA est un organisme gouvernemental sous la juridiction du ministre de l'Agriculture. Cette entreprise s'est portée acquéreur des Abattoirs R. Roy Inc., de Saint-Charles-de-Bellechasse. Ce fut un investissement de quelques millions de dollars dans le cadre de la politique d'autosuffisance alimentaire. Cette entreprise fonctionnait avec environ 120 employés. Or, la semaine dernière, il y a eu congédiement de 11 employés et cette semaine congédiement de 53 employés.

Vous savez que, dans un comté rural, ce sont des pertes d'emploi qui font mal, M. le Président. C'est pourquoi je voudrais demander, en l'absence du ministre de l'Agriculture, à l'adjoint parlementaire du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre s'il est courant de ce problème, à quoi est due cette situation et ce qu'il entend faire pour réintégrer les employés congédiés et pour sauvegarder les emplois des autres.

Le Président: M. l'adjoint parlementaire au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Dean: M. le Président, je prends avis de la question. Je répondrai dans les plus brefs délais.

M. Pagé: Merci. M. le Président, question additionnelle.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: On sait que la Loi sur les normes du travail oblige les employeurs du Québec qui prévoient être obligés de procéder à des licenciements collectifs à se plier à certaines conditions: des avis, entre autres, une indemnité, dans certains cas, une paie de vacances, des congés, etc. On sait de plus que le gouvernement du Québec n'est pas lié par cette loi. L'adjoint parlementaire du ministre pourra-t-il nous indiquer quel traitement a été accordé à ces travailleurs qui occupaient un emploi pour une entreprise dont le principal actionnaire, le seul actionnaire est SOQUIA, c'est-à-dire une société d'État?

Le Président: M. l'adjoint parlementaire au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Dean: M. le Président, comme je l'ai dit au député de Beauce-Sud, je prends avis de la question et il me fera plaisir de répondre dans les plus brefs délais au député de Portneuf.

Le Président: Merci. M. le député de Laporte, question principale.

L'investissement du gouvernement dans Québecair

M. Bourbeau: M. le Président, j'aimerais poser une question au premier ministre. En juillet dernier, le gouvernement du Québec annonçait avoir investi 15 000 000 \$ dans Québecair et subséquemment, il a été révélé que la somme était plutôt de 18 000 000 \$. On a appris également que le gouvernement s'était engagé à payer 3 000 000 \$ l'été prochain aux actionnaires de Québecair, ce qui fait un engagement total, à ce jour, de 21 000 000 \$. Or, le premier ministre a blâmé hier Petro-Canada d'avoir payé pour Petrofina une fois et demie - selon lui - la valeur de la compagnie Petrofina. On sait que l'été dernier, Nordair avait offert de payer 7 000 000 \$ pour Québecair, ce qui fait que le gouvernement a payé jusqu'à maintenant pour Québecair trois fois la valeur de la compagnie. Étant donné que le gouvernement du Québec a payé pour Québecair trois fois la valeur de la compagnie, le premier ministre estime-t-il que l'investissement du gouvernement du Québec dans Québecair, soit trois fois sa valeur, est aussi rentable que celui du gouvernement du Canada via Petro-Canada lors de l'achat de Petrofina?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, ce que j'ai dit hier sur la fabrication récente, coûteuse et exorbitante, en fait, de ce qu'on appelle Petro-Canada, je le maintiens. On a acheté à un prix d'amis - c'est le moins qu'on puisse dire, un prix d'amis au pluriel, à part cela - une entreprise pour en fabriquer un symbole. Maintenant...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lévesque (Taillon): ...dans le cas de Québecair, je ferai remarquer au député de Laporte qui doit sûrement être capable de faire la distinction, qu'il ne s'agit pas d'achat de propriété. Il s'agit d'un effort pour capitaliser, rentabiliser un peu convenablement. Bien sûr, comme il s'agit de quelque chose de québécois, cela fait rigoler en face, nécessairement. Pour ce qui est d'entrer dans les tenants et les aboutissants,

vu qu'on a à maintes reprises discuté de cette opération littéralement à la fois de sauvetage et, on l'espère, de renflouement de Québecair, je vais demander encore une fois à mon collègue, le ministre des Transports, d'éclairer le mieux possible la lanterne du député de Laporte.

Le Président: M. le ministre des Transports.
(10 h 20)

M. Clair: Simplement, le député de Laporte établit un parallèle entre un investissement pour essayer effectivement de mieux capitaliser une entreprise québécoise, qui s'appelait Québecair, pour un total de 15 000 000 \$, il essaie de faire une comparaison avec l'achat de Petro-Canada à 1 500 000 000 \$. Je pense qu'il y a une différence entre les deux. Je rappelle au député ce qu'il a eu l'occasion d'entendre à plusieurs reprises de ma part en cette Chambre. Le gouvernement du Québec n'a pas acheté Québecair, mais, dans un geste défensif afin de conserver le contrôle à des intérêts québécois du dernier transporteur aérien régional de second niveau au Québec, qui s'appelait Québecair, le gouvernement a investi 15 000 000 \$ en actions privilégiées afin de mieux capitaliser cette entreprise qui en avait besoin pour faire face aux difficultés qu'elle éprouvait, au même titre qu'Air Canada, en 1977, a été recapitalisée par le gouvernement fédéral. On a converti à ce moment plus de 350 000 000 \$ de prêts en capital-actions. Air Canada bénéficie de prêts d'environ 400 000 000 \$ de la part du gouvernement fédéral à un taux de 7%. Je pense que le député ressuscite un dossier au sujet duquel j'ai eu l'occasion de fournir toutes les explications. L'offre que nous avons faite en ce qui concerne le rachat des actions privilégiées, offre faite au moment de la transaction de l'été dernier, répondait en tout point à l'offre qui avait été faite par Air Canada et Nordair. Je ne vois pas pourquoi le député voudrait essayer de soulever à nouveau de la poussière là-dessus.

Le Président: Question additionnelle. M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: M. le Président, les journaux annonçaient hier que Petro-Canada avait augmenté de 40% ses ventes par rapport à l'an dernier. Or, le journal Le Soleil, quant à lui, citant le président de Québecair, M. Alfred Hamel, fait état de la possibilité d'un investissement additionnel de 25 000 000 \$ du gouvernement du Québec dans Québecair. Selon certains rapports...

Le Président: Question, s'il vous plaît!

M. Bourbeau: ... le ministre pourrait-il confirmer que Québecair aurait perdu, en

1981, une somme de 10 000 000 \$ en déficit d'exploitation, et, pour les trois premiers mois de l'année 1982, le déficit d'exploitation aurait été d'environ 4 000 000 \$. Depuis cette date, le déficit est d'environ 1 000 000 \$ par mois et ceci, tous les mois. Devant ce désastre que constitue l'engloutissement de plusieurs millions de dollars du gouvernement du Québec dans Québecair, le ministre peut-il confirmer que le gouvernement s'apprêterait à réinvestir une somme de 25 000 000 \$ additionnels dans Québecair?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Clair: M. le Président, je peux confirmer le déficit d'exploitation pour l'année 1981 puisque c'est moi-même qui ai eu l'occasion d'en informer le député. Il se sert aujourd'hui d'une information que je lui ai moi-même donnée. En ce qui concerne les difficultés de Québecair, je ne comprends vraiment pas, encore une fois, l'acharnement du député de Laporte à tout mettre sur le dos de ce transporteur aérien. Bien calmement, comment se fait-il que Braniff, le huitième plus gros transporteur aérien des États-Unis - 8500 personnes - soit en faillite et qu'Air Canada, pendant son premier trimestre d'exploitation, ait perdu 27 000 000 \$ en grande partie par sa propre faute, parce qu'elle a voulu essayer de faire une concurrence mortelle à Québecair et à Nordair pour les vols vers le Sud?

Des voix: Ah!

Une voix: Cela, ils n'en parlent pas.

M. Clair: Ils n'en parlent pas, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

M. Clair: Le député de Laporte va entendre la réponse. En ce qui concerne l'année 1982, il est vrai - j'ai eu l'occasion de le dire publiquement - que Québecair connaît des difficultés au même titre que d'autres transporteurs. Elle a mis de l'avant un plan de redressement pour essayer de tirer son épingle du jeu, par exemple, en suspendant les vols vers le Sud, en essayant de rationaliser la flotte, en disposant d'un certain nombre d'actifs. Ce que je comprends mal, c'est comment il se fait, alors qu'Air Canada qui, elle aussi, nous appartient comme Québécois, comme contribuables canadiens, en grande partie par sa propre faute, le député de Laporte n'en parle pas, non plus.

Aujourd'hui, dans la revue de presse, le mercredi 16 juin, déclaration de M. Jean

Douville, président-directeur général de Nordair: "Nordair, 12% de moins de passagers. La direction de l'entreprise prévoit maintenant joindre les rangs des transporteurs aériens déficitaires cette année." Il n'y a pas de quoi se réjouir ni des difficultés d'Air Canada, ni des difficultés de Nordair, ni des difficultés de l'ensemble des transporteurs aériens qui, dans le monde, cette année, envisagent des pertes de l'ordre de 3 000 000 000 \$.

M. le Président, je ne vois vraiment pas pourquoi le député de Laporte essaie de s'acharner sur le dos d'une compagnie qui est en difficulté, qui en a connu un grand nombre, en raison même des décisions du gouvernement fédéral et d'Air Canada. Aujourd'hui, tout ce qu'il trouve le moyen de faire, c'est d'essayer de ternir la réputation de Québecair.

M. le Président, à la question à savoir si le gouvernement envisage à court terme de réinvestir 25 000 000 \$, tel que l'a rapporté un journal cette semaine, la déclaration de M. Hamel, si vous la lisez bien - M. Hamel est un homme d'affaires - dit essentiellement deux choses. Il dit: Si le gouvernement du Québec nous avait capitalisés comme Air Canada a été capitalisé par le gouvernement fédéral, c'est au moins 25 000 000 \$ de plus qu'il aurait dû investir dans Québecair. Il souligne qu'à son avis - c'est son droit de penser cela - le geste du gouvernement du Québec a été tardif et pas suffisamment lourd en termes d'investissement. C'est sa déclaration et non pas celle du gouvernement, puisque, actuellement, le plan de redressement qui est en cours chez Québecair nous laisse croire, nous laisse espérer que Québecair pourra se redresser et continuer à être un transporteur aérien qui offre des services convenables, d'abord et avant tout dans les régions du Québec, et qui fournit des occasions d'emploi et de développement dans le transport aérien aux francophones du Québec.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: M. le Président, la réponse du ministre des Transports nous confirme donc qu'effectivement...

Le Président: Question, s'il vous plaît!

M. Bourbeau: ... le gouvernement du Québec contrôle Québecair, puisque c'est lui qui la capitalise.

Dans les circonstances, le ministre trouve-t-il...

Des voix: Question.

Une voix: Il n'a rien compris.

M. Bourbeau: Je répète ma question principale. Le ministre trouve-t-il que payer une compagnie trois fois sa valeur, c'est un bon investissement?

Une voix: C'est ce qu'on veut savoir.

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Clair: M. le Président, les actifs de Québecair sont beaucoup plus importants que les 7 000 000 \$ ou les 15 000 000 \$ auxquels le député fait référence.

M. le Président, je renonce à essayer d'expliquer à nouveau au député que le gouvernement du Québec n'est pas propriétaire de Québecair. Dans le fond, il le sait très bien, ayant lui-même été un homme d'affaires. Connaissant la structure financière de Québecair, il sait très bien que le gouvernement de Québec n'est pas propriétaire de Québecair et qu'il n'a pas l'intention de le devenir. Ce que nous avons posé comme geste, c'est d'essayer de mieux capitaliser une entreprise qui en avait grand besoin et qui faisait face à une possibilité de nationalisation comme filiale de Nordair ou d'Air Canada. On pensait, à ce moment-là, que tant dans l'intérêt d'une éventuelle fusion Québecair-Nordair, que nous poursuivons toujours, que dans l'intérêt même des services aériens au Québec, la proposition d'Air Canada était inacceptable et qu'on pouvait développer une proposition qui soit meilleure, plus acceptable, tant pour les employés de Québecair que pour les services aériens des régions au Québec qui en ont grand besoin.

Le Président: Dernière question additionnelle, M. le député de Brome-Missisquoi, sans préambule, s'il vous plaît.

M. Paradis: M. le Président, le ministre nous parle de capitaliser dans Québecair avec l'argent des contribuables. Il y a déjà 21 000 000 \$ d'engagés, on parle de 25 000 000 \$ additionnels. Quand va-t-il nous parler de rentabiliser en fusionnant avec une autre compagnie québécoise avec un siège social au Québec, avec un président francophone, Québecair-Nordair, pour avoir quelque chose de rentable pour transporter les Québécois au lieu de garrocher l'argent des contribuables là-dedans?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Clair: M. le Président, le député de Brome-Missisquoi, dans ce cas-là, m'appuiera sûrement au cours des mois qui viennent dans toute cette question de la fusion Québecair-Nordair. Je lui dis une chose cependant. S'il ne fait pas la distinction

entre l'achat, le contrôle à 100% de Québécois par Air Canada et une fusion acceptable pour le Québec entre Québécois et Nordair, il devrait la faire parce que ce qui était proposé l'été dernier, dans l'esprit du député de Laporte et de certains autres, c'était la fusion. C'était de sortir les Québécois du contrôle, d'un rôle significatif dans le transport aérien dans le centre du Canada, ce qui était inacceptable pour le gouvernement du Québec, ce qui était inacceptable pour les employés de Québécois, pour la direction de Québécois, et qui aurait dû être inacceptable aussi pour le député de Brome-Missisquoi.

(10 h 30)

Je l'ai déjà dit et je le répète, s'il y a une fusion un jour entre Québécois et Nordair, ce sera grâce et non pas malgré l'investissement que le gouvernement du Québec a fait dans Québécois, je lui en donne ma parole.

Le Président: Question principale, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Représentants des minorités au sein des organismes gouvernementaux

M. Scowen: J'aimerais poser une question au premier ministre concernant la nomination de personnes aux régies, commissions permanentes, aux conseils d'administration de ces régies et commissions ici au Québec.

Il y a deux jours, j'ai rendu public un document préparé par les chercheurs de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, qui indiquait que le nombre de personnes de la minorité linguistique anglophone avait diminué depuis deux ans parmi les nominations dans ce groupe de personnes.

Hier, le ministre des Affaires culturelles a rendu public un autre document - un résumé d'un document qui paraîtra plus tard cette année - qui contenait d'autres chiffres, bien sûr, mais qui indiquait la même chose. Il n'indiquait pas qu'il y avait une baisse; il y avait une indication, d'après lui, d'une hausse légère, mais les deux documents constataient qu'il y a une sous-représentation et de la minorité linguistique anglophone et des groupes minoritaires.

Ce matin, pour éviter des chicanes, parce que je pense que la population ne veut pas de bataille de chiffres ni une espèce de démagogie de ma part ou de la part des autres, je veux simplement demander au premier ministre si, premièrement, il accepte qu'il existe au sein des conseils d'administration de ces régies une sous-représentation, s'il peut s'engager à essayer de corriger la situation dans les plus brefs délais, et surtout s'il peut accepter que CIPACC ou une autre organisation rende publics les chiffres précis, chaque année,

pour que la population puisse vérifier le progrès fait.

On soulève ce matin des questions concernant surtout les régies parce que c'est dans les régies, où les nominations sont faites sur le plan politique par le gouvernement, que cet écart pouvait être corrigé le plus vite.

En terminant, comme je sais que le premier ministre va probablement vouloir répéter sa réponse en anglais et en français, je voudrais répéter l'essentiel de ma question en anglais, avec votre permission.

This week, we made public a report prepared by the research staff of the National Assembly Library indicating that there has been a decrease in the last couple of years in the number of anglophones on the "régies" and boards of the Government of Québec. A second report was made public yesterday or, at least, a "résumé" of the report was made public yesterday by the minister of Cultural Affairs, which did not necessarily agree with the figures we put out but, at least, indicated, as in the first report, that there is a serious underrepresentation of both people of the anglophone linguistic minority and cultural groups in Québec.

The question is that I would like to know from the Prime Minister if, considering the fact that this can be changed rapidly, because these are all political nominations, he is willing, first of all, to accept that the problem exists and that he is going to attempt to correct it as rapidly as possible and, secondly, if he is willing to allow the population to monitor the progress that he is making by asking CIPACC or some other organization in the Government to put out figures each year showing the progress that is being made?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je n'entrerai pas dans le détail des deux rapports légèrement contradictoires que le député de Notre-Dame-de-Grâce, en premier, a rendu publics et qui, ensuite, ont été, je dois le dire, corrigés quelque peu - c'est le moins qu'on puisse dire - par les recherches qu'a fait effectuer de son côté le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. Quand il y a une différence du simple au double, c'est quand même assez important.

Cela étant dit, en ce qui concerne non seulement les domaines des régies, des commissions, etc., les organismes, de "nominations politiques", comme le disait le député, non seulement là, mais aussi dans l'ensemble de la fonction publique, nous savons qu'il y a une sous-représentation, c'est évident. Dans le secteur précis qu'a évoqué le député, je dois dire cependant

qu'au lieu de s'accroître - ce n'est pas le moment d'agiter des drapeaux et de triompher parce qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire - la sous-représentation, tranquillement, diminue et surtout depuis un certain nombre de mois. Le député aurait pu prendre la peine de le remarquer.

Pour ce qui est de répondre à sa question, oui, on va continuer nos efforts. Deuxièmement, il n'y a pas de raison du tout que le CIPACC, en particulier, le gouvernement fournissant des données, puisse non seulement continuer à suivre les choses, à nous harceler au bon moment, mais qu'il puisse également rendre public tout ce qu'il fait, tout ce qu'il réussit à faire et tout ce qui traîne encore, c'est tout.

Yes, as far as the two questions that the Member for NDG was asking, the answer is yes in both cases. There is underrepresentation, we know that, whether it is directly as to the anglophones or the Anglo-Saxon stock community or the cultural groups, the ethnic communities, there is underrepresentation, it is true. It has been that way for years. Maybe traditionally, other career directions were more attractive to our English-speaking fellow citizens, but since it has become, I think, a pressing subject and a worthwhile subject, the answer is yes in both cases to the question. One, we are going to keep on trying because over the last few months specially, maybe the Member for NDG could have noticed that, there has been some progress but there is still a hell of a long way to go. So we are going to keep on doing our best in that direction. Second, the group called CIPACC, which has been mandated to follow things like that, not only will continue doing it, but there is no reason why it should not make public everything that it does or that it notices along the way.

M. Godin: M. le Président.

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: M. le Président, just a few words before the comment on the document prepared by Mr. Scowen and bearing his name. We are working on it everyday. We were the first Government to do it. We established the CIPACC, we named as the head of CIPACC a very respected and honorable member of the Anglophone community of Québec. He has the trust and confidence of Mr. Scowen, among other people. Each week, with the help of Mr. Scowen to achieve that goal and with the help of my colleagues on this side of the House, we work to make sure that a fair proportion of jobs are allowed, allocated to Anglophones and Allophones in Québec. We have been the first Government to really

work on that and to put some money on that and people to work on that.

J'aimerais aussi... Le député de Notre-Dame-de-Grâce dit qu'on ne fera pas de chicane de chiffres, M. le Président. Je pense que c'est s'en tirer un peu facilement, un peu rapidement. Dans le document qui porte son nom, qu'il attribue de façon peu scrupuleuse à l'Assemblée nationale, les chiffres sont effectivement des recherches de l'Assemblée nationale et du Parlement mais les commentaires sont du député de Notre-Dame-de-Grâce. Les commentaires sont que les anglophones...

M. Scowen: Question de privilège.

M. Godin: Cela va faire mal...

Le Président: Question de privilège, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: M. le Président, je veux vous dire que j'ai essayé très soigneusement d'éviter une bataille de chiffres ou des études aujourd'hui. Excusez-moi.

Le Président: M. le député, j'ai compris dans votre question, effectivement, que vous ne vouliez pas parler de chiffres, mais rien n'empêche le ministre de parler de chiffres. M. le ministre.

M. Godin: The Member for NDG has been throwing figures in the public. I think it is about time we correct these figures. In the document bearing his name, he talks about 20% Anglophones, when it is 20% anglophones plus Allophones. In the figures he is using, he is counting only the Anglophones, this is why he gets 4%; when you put the two together, you get 11,4% of Anglophones and Allophones inside the public organism. So, coming from one of the...

Venant d'un des critiques financiers de l'Opposition, M. le Président, cela m'inquiète beaucoup. S'il manipule les chiffres par rapport aux anglophones et allophones du Québec comme il manipule les chiffres de l'économie du Québec, je comprends pourquoi M. Landry, chaque fois qu'ils ont un échange, a raison contre lui, que ce soit à la télévision ou ailleurs. Ce sont des chiffres truqués, M. le Président. Ce qui m'étonne de la part de mon collègue que je respecte, c'est qu'il y a une semaine, nous avons échangé ensemble, au Parlementaire sur cette décision. Je vous ai avisé de ce que je vous dis ce matin et, malgré mes avis respectueux et amicaux, vous avez continué à maintenir les mêmes chiffres erronés. Je vous pose la question suivante: Quel jeu jouez-vous? Voulez-vous agir ici comme agent provocateur en semant de faux chiffres corrigés par moi il y a une semaine? C'est la question que je lui pose, M. le Président.

En toute honnêteté, il devrait reconnaître qu'il y a une erreur dans son document, le republier, le recorriger et le redéposer aux journalistes, M. le Président.
(10 h 40)

Des voix: C'est cela! Bravo!

Le Président: Question additionnelle.

M. Scowen: M. le Président, je ne sais pas si je dois soulever une question de privilège, mais j'ai l'intention, avec votre permission, de répondre aux déclarations du ministre.

Le Président: Question additionnelle, s'il vous plaît.

M. Scowen: Premièrement, l'étude que j'ai rendue publique cette semaine a été faite par les recherchistes de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec.

Le Président: Question additionnelle, s'il vous plaît!

M. Scowen: Deuxièmement...

Le Président: Question additionnelle.

M. Scowen: ... n'est-il pas vrai qu'elle a été faite par ces personnes? N'est-il pas vrai que cette étude a été faite sur la base de 120 régies qui existaient ici en 1980, que cela a été refait ce mois-ci par les mêmes personnes, le même groupe, sur la base des mêmes 120 régies et que ce rapport indiquait qu'il y avait une baisse de 60 à 48 membres de la communauté anglophone définie comme étant les gens dont la langue maternelle est l'anglais? C'est le rapport que j'ai déposé aujourd'hui et je mets au défi n'importe quel membre de ce gouvernement et n'importe quel citoyen du Québec de prouver qu'il y a un seul chiffre dans ce texte qui est faux.

Deuxièmement, M. le Président...

M. Godin: M. le Président, à une telle invitation...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Scowen: ... n'est-il pas vrai...

M. Payne: M. le Président, question de privilège.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Vachon, sur une question de privilège.

M. Payne: Si le député de Notre-Dame-de-Grâce veut lancer un défi, je l'accepte avec plaisir, parce que j'ai les chiffres, M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je ne crois pas qu'une bataille de chiffres constitue une question de privilège.

Question additionnelle, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Le dernier volet de ma question...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Scowen: ... additionnelle, M. le Président, est le suivant: N'est-il pas vrai qu'à la suite du dépôt de ce document avant-hier, le ministre a convoqué une conférence de presse d'urgence dans laquelle il a présenté, non pas un autre rapport, mais une page, un résumé d'un document qui, comme il l'a dit, va paraître d'ici à quelques mois, qui n'est pas rendu public, qui ne donne aucun détail régie par régie et qui est tout simplement une fiche de propagande qu'il a soulevée le lendemain pour contrer un document qui a été fait par l'Assemblée nationale du Québec?

Le Président: M. le ministre.

M. Godin: M. le Président, question de privilège.

Le Président: Sur une question de privilège.

M. Godin: Le document du député est daté du 10 juin 1982, vérification faite. Seulement quelques exemples et très calmement, M. le Président, il mentionne la Commission des biens culturels, douze francophones, zéro autres. Or, depuis trois mois, sinon quatre, nous avons nommé Mme Ann McLaren de Sherbrooke à cette commission, depuis quatre mois - c'était donc quatre mois avant le 10 juin, M. le Président - et deuxièmement, M. Aurélien Gill qui est un Montagnais. À la Commission des affaires sociales, il annonce zéro. Or, nous avons nommé M. Georges Wurtele à cette commission il y a trois mois. À Radio-Québec, 21, zéro. Or, nous avons nommé Mme Nadia Assimopoulos à cette commission. Cela fait quatre personnes. Au Conseil de planification et de développement, 33 contre zéro. Or, nous avons nommé, depuis quatre mois, M. Kémal Wassef, Mme Mitzi Dobrin, M. Donald Murphy...

Des voix: Trois!

M. Godin: Au Conseil des universités, M. Scowen dit zéro, or il y a M. Robert Volders...

Des voix: Quatre!

M. Godin: ... M. Ed. B. Clayton...

Des voix: Cinq!

M. Godin: Nous en sommes donc rendus à cinq plus quatre égale neuf. Également, M. le Président, à l'Office de la protection du consommateur, il y a quatre mois, quatre mois avant le 10 juin, Mme Juanita Westmoreland-Traoré. Par conséquent, nous en sommes rendus à onze, ce qui veut dire, sur 1000 nominations, 1% de plus pour les anglophones que les chiffres mentionnés par mon collègue. Je lui ai dit tout cela, M. le Président, il y a une semaine et, malgré mes avis amicaux - je le répète - il n'en a pas tenu compte pour jeter de l'huile sur le feu...

Des voix: C'est cela.

M. Godin: ... et cela m'étonne beaucoup de sa part.

Une voix: Pour diviser les Québécois!

Le Président: Dernière question additionnelle, M. le député de Vachon. À l'ordre, s'il vous plaît!

Deux dernières questions additionnelles, M. le député de Vachon et M. le député de Laurier.

M. Payne: Merci, M. le Président. C'est intéressant de voir que le député de Notre-Dame-de-Grâce ne veut pas du tout qu'on contredise ses chiffres. Je me demande si je peux poser une question au ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Serait-il intéressé - à moins que je continue la même liste pour contredire le député de Notre-Dame-de-Grâce - à déposer les noms des personnes représentées au sein des organismes publics, parce que je suis en mesure de savoir que ce nombre est beaucoup plus élevé que sous le règne de l'Opposition en face? Est-ce que le ministre serait prêt à déposer la liste au complet pour contredire le député?

Le Président: M. le ministre.

M. Godin: Avec un immense plaisir, pour ne pas parler de jouissance, et même allant jusqu'à l'orgasme, M. le Président.

Le Président: Dernière question additionnelle, M. le député de Laurier. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Laurier, question additionnelle.

M. Sirros: M. le Président, cela doit être de la jouissance prématurée de la part du ministre des Communautés culturelles, parce que je ne vois pas de quoi jouir quand on augmente quelque chose de 1% alors

qu'on sait qu'il y a un manque d'à peu près 10%.

Le Président: Question, s'il vous plaît!

M. Sirros: Ma question est la suivante? N'est-il pas vrai que le gouvernement et en particulier le ministre des Affaires sociales viennent d'effectuer des nominations à travers la province de Québec dans le réseau de la santé et des services sociaux? Est-ce qu'on pourrait avoir un ordre de grandeur sur le pourcentage de ces nominations qui proviennent des communautés culturelles et anglophones, étant donné que ce sont des nominations qui sont purement politiques? Juste pour avoir une idée. On a déjà demandé dans le passé d'avoir ces renseignements, on ne les a pas eus. Est-ce que le ministre des Affaires sociales pourrait s'engager à déposer lui aussi, comme vient de le faire le ministre des Communautés culturelles, les noms de toutes les personnes qui ont été ainsi nommées par le ministre?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, non seulement puis-je m'engager à le faire, mais l'ensemble de nos collègues ont reçu ou recevront incessamment la liste de ce qu'on appelle les socio-économiques qui sont des personnes qui oeuvrent bénévolement aux conseils d'administration d'environ un millier d'établissements. Je pense que vous l'avez reçue récemment. Pour chacun de vos comtés, on a fait établir la liste. Vous aurez tous la liste des personnes qui sont nommées par le ministre des Affaires sociales en vertu de la loi et qui siègent bénévolement aux conseils d'administration des établissements de santé et de services sociaux.

Le Président: Un court complément de réponse, M. le ministre de l'Immigration.

M. Godin: Seulement deux choses. Je pense que sur un sujet comme cela, il y a unanimité des deux côtés de la Chambre, mais cela n'autorise pas l'Opposition à utiliser des chiffres incomplets. Je remercie l'Opposition de continuer à pousser là-dessus. On travaille ensemble pour cet objectif. Je dois dire que tous mes collègues de ce côté de la Chambre - je le répète - ont été très sensibles, depuis que j'ai le dossier, à mes demandes dans ce sens, ainsi qu'aux demandes du CIPACC. Nous allons continuer dans cette direction.

Le Président: Merci. Question principale, M. le député de Gaspé.

Des voix: Bravo!

Déversement accidentel d'acide sulfurique dans la rivière York

M. LeMay: Merci, M. le Président. Je m'efforcerai à l'avenir de poser des questions plus fréquemment, étant donné que cela fait plaisir à l'auditoire. Ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Vous savez sans doute, M. le ministre, qu'il y a eu un déversement accidentel de près de 3600 tonnes d'acide sulfurique dans la rivière York par la compagnie Mines Gaspé à Murdochville. Or, la rivière York est une des rivières les plus recherchées par tous les pêcheurs de saumon du monde. Je voudrais savoir, M. le ministre, ce que vous avez fait, ce que votre ministère a fait quand vous avez appris cette catastrophe et ce que vous comptez faire dans l'avenir pour éviter que pareil désastre ne se reproduise.

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Léger: M. le Président, le député me permettra certainement de donner la partie de réponse que je lui ai donnée hier en privé, puisqu'il n'a pu poser sa question en public, de la répéter publiquement et continuer avec l'évolution du dossier. (10 h 50)

Il est vrai que, dès que la soupape du tuyau qui reliait les réservoirs d'acide sulfurique a sauté, ça s'est répandu non seulement sur le sol, mais dans le sous-sol. Cette quantité est suffisamment grande pour que des mesures soient prises immédiatement. Urgence-Environnement-Québec a été directement et rapidement impliquée. Elle a immédiatement construit une immense tranchée de 25 pieds de profondeur pour retenir le déversement de ces matières sulfuriques dans le sous-sol. On y a aussi ajouté de la soude caustique et on a dirigé ces polluants par pompage vers un parc à déchets qui est sous contrôle.

Cependant, il y a eu de l'infiltration dans les tuyaux d'égout de la municipalité, et ceci nous a obligés à neutraliser la plus grande partie de ces effluents dans les égouts de la municipalité en y ajoutant de la soude caustique. On a aussi, à la sortie de l'usine d'épuration, fait un blocage et un pompage au moins des deux tiers, de façon que les deux tiers qui sont pompés soient dirigés vers le parc à déchets. Il peut rester un sixième des égouts qui sont actuellement neutralisés. Ce qui arrive finalement, c'est que la rivière York n'est pas acidifiée et nous faisons, toutes les trois heures, des analyses d'échantillonnage de la rivière York. Au moment où on se parle, c'est autour de 6,8 à 7. C'est donc dire qu'il n'y a aucun problème pour la rivière York actuellement.

L'usine d'épuration de la municipalité

elle-même a cessé de fonctionner vendredi. Comme ça arrive souvent, je pense que chaque municipalité devrait - d'ailleurs, la loi l'y oblige - avertir immédiatement le ministère de l'Environnement quand son usine ne fonctionne pas de façon que des mesures soient prises immédiatement. On peut dire que l'usine sera réparée cette semaine, mais que, actuellement, il ne semble pas y avoir de conséquence pour la rivière York, qui est une rivière à saumon des plus recherchées.

M. LeMay: Question additionnelle.

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. LeMay: Merci, M. le Président. Je voudrais que le ministre me dise s'il a l'intention, soit par avis, par ordre ou par règlement, de voir à éviter que pareille chose se produise même ailleurs au Québec. Il y a certainement des usines qui déversent des acides sulfuriques qui produisent la corrosion des tuyaux en question et, éventuellement, ces tuyaux percent, se brisent. Est-ce que le ministre entend éviter dans l'avenir, même pour d'autres endroits du Québec, que pareille chose se produise?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Léger: M. le Président, quand arrive un accident comme celui-là, la première chose qu'on cherche à faire, ce n'est pas d'essayer de trouver si c'est un accident dont la responsabilité doit être imputée à la compagnie. La première action, c'est d'essayer de le contrer. Nous analysons en même temps la structure de cette tuyauterie pour voir si elle était adéquate et nous verrons plus tard à déterminer les responsabilités. Pour l'avenir, dans les autres situations, c'est sûr que les inspections régulières nous permettent de voir si les constructions vétustes devraient être corrigées. Quand c'est accidentel, on ne peut pas nécessairement, pendant qu'on est en train de corriger les désastres, commencer à déterminer qui est coupable et s'il y aura des poursuites de ce côté-là.

Le Président: Question principale, M. le député de Louis-Hébert, sans question additionnelle.

M. Doyon: Merci, M. le Président. Quoi qu'il en soit...

M. Lincoln: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: Je voudrais poser une

courte question additionnelle au ministre de l'Environnement sur le même sujet. Je sais que votre analyse montre un PH de 6,8. Est-ce que vous pouvez nous assurer que vous allez continuer vos analyses pour les quinze prochains jours ou le prochain mois pour être sûr que ça ne descendra pas à moins de 6? Quand ça descendra à moins de 6, les prochaines générations de saumon seront attaquées. Combien de temps allez-vous continuer vos analyses pour être sûr que ça ne descendra pas à moins de 6?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Léger: Je me préparais à répondre à cette question hier parce que je m'attendais que le député de Nelligan me la poserait hier. Je peux lui assurer que nous allons faire des analyses aussi longtemps qu'il y aura un risque de contamination.

Le Président: Question principale sans additionnelle, M. le député de Louis-Hébert.

La location d'espaces à bureaux par le gouvernement

M. Doyon: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. On sait que l'administration municipale de la ville de Québec a annoncé la construction d'une gare intermodale à Québec, ce sur quoi nous sommes tous d'accord, pour revitaliser le centre-ville. Dans ce projet qui a été présenté au public, on prévoit l'adjonction d'un important édifice à bureaux d'une superficie très considérable. On sait, M. le Président, qu'actuellement le taux d'inoccupation des espaces à bureaux est très élevé dans la région de Québec, particulièrement dans le comté de Louis-Hébert et à Sainte-Foy. On sait aussi que la plupart des espaces à bureaux qui sont libres actuellement sont la propriété d'entreprises privées.

Alors, je voudrais avoir l'assurance de la part du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement qu'il va tenir compte de ce taux d'inoccupation des espaces à bureaux extrêmement élevé dans la région de Québec, à Sainte-Foy, et qu'il va aussi tenir compte de certaines pages et de certains paragraphes du dernier volume de propagande présenté par le Parti québécois, Le virage technologique, où on dit qu'on va privilégier l'entreprise privée.

J'aimerais savoir ce que le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement a l'intention de faire de façon à être consistant avec ce qui se trouve dans le volume, Le virage technologique, et, en même temps, en tenant compte de la situation économique des propriétaires d'espaces à bureaux au Québec qui ne

peuvent assumer économiquement un taux d'inoccupation plus élevé des espaces à bureaux qui sont déjà vacants, M. le Président.

Le Président: M. le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

M. Marcoux: M. le Président, je veux d'abord indiquer qu'il est évident que le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, qui a participé à la conception, à la rédaction du document Le virage technologique, souscrit entièrement à ces objectifs et va inscrire son action concrète dans cette orientation gouvernementale.

Deuxièmement, je dois dire que, concernant le problème de la location d'espaces, j'ai rendu publiques, il y a déjà quelques mois, les prévisions de location d'espaces pour le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement dans la région de Québec. Vous savez qu'avant, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement réagissait simplement aux demandes des ministères au fur et à mesure que les demandes lui parvenaient. Nous nous sommes dotés, il y a quelques mois, d'une direction de la planification et nous avons pu établir ainsi nos besoins pour l'ensemble de la région de Québec, ce qui nous a amenés aux conclusions suivantes.

Sur 900 000 mètres carrés en propriété et en location dans la région de Québec, moitié en propriété et moitié en location, nos besoins diminueront, pour les années à venir, compte tenu de la diminution du personnel à la fonction publique, d'environ 70 000 mètres carrés.

Nous savons qu'il y a, selon les données de la CUQ, la Communauté urbaine de Québec, un taux de vacance d'espaces d'environ 8% sur l'ensemble du territoire de la Communauté urbaine de Québec. Si nous ajoutons, pour les cinq ou six prochaines années, une diminution de 70 000 mètres carrés en location, cela devrait nous conduire, toutes choses étant égales, par ailleurs, à un taux d'inoccupation d'environ 15% ou 16%.

C'est évidemment une situation qui sera difficile pour les propriétaires de locaux pour location, mais notre objectif, en ce sens, c'est, évidemment, d'administrer les finances publiques de la meilleure façon et d'en venir à une meilleure gestion possible dans la location du parc d'espaces pour l'ensemble du Québec, en particulier de la région de Québec, comme première étape.

Je peux dire au député de Louis-Hébert que je suis extrêmement sensible au point de vue qu'il vient de développer concernant la location du parc d'espaces de la Communauté urbaine de Québec et de l'ensemble de ses composantes.

Le Président: Fin de la période des questions.

On m'informe que le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme a un complément de réponse à une question du député de Richmond.

Création d'emplois dans la ville de Richmond

M. Biron: Oui, M. le Président. Le député de Richmond, cette semaine, m'a demandé combien d'emplois ont été créés dans la ville de Richmond par le gouvernement du Québec et combien d'emplois ont été perdus à cause de décisions du gouvernement fédéral.

Je suis heureux de répondre que la compagnie Bombardier, division des vêtements et accessoires, a reçu une subvention, en janvier 1982, de 84 640 \$ du gouvernement du Québec pour protéger 78 emplois. La compagnie Bombardier, division des produits de plastique, 99 emplois; Service aux entreprises manufacturières du gouvernement du Québec, une aide technique dans le domaine de la gestion et de l'informatisation, de même qu'une autre subvention en vertu du programme APEX pour l'organisation d'exportations en février 1982.

Les Chaussures Brown du Canada Ltée, cette compagnie qui employait normalement 775 personnes en emploi maintenant 300 à cause de la décision du gouvernement fédéral de suspendre les contingentements sur la chaussure. Malgré cela, le gouvernement du Québec a donné une subvention de 61 805 \$ pour aider à la modernisation de cette entreprise, en avril 1982.

Création Noryla Inc., plaquettes murales décoratives, quatre emplois. Elle prévoit d'autres emplois. Elle a reçu l'aide du programme PUE du gouvernement du Québec. (11 heures)

Thermo 2000, équipements de système de chauffage électrique, quatre emplois. Le service aux entreprises manufacturières est intervenu en 1981 pour problèmes de marketing.

Domac Inc., confection de vêtements. Le gouvernement du Québec, par le service à l'entreprise manufacturière, est intervenu pour des services de gestion-conseil.

Sirbec Enr, imprimerie commerciale, quatre emplois. Elle a obtenu l'aide du programme PUE du gouvernement du Québec.

Les Industries modernes Inc., pour des activités d'engrenage industriel et le traitement thermique de métaux, 75 emplois, ont reçu en janvier 1980 une subvention de 250 000 \$ et en août 1981 une autre de 385 000 \$.

Les magasins Cooprix ont eu une subvention de 70 200 \$ du programme PECEC du gouvernement du Québec: 15

emplois permanents, 8 temporaires.

Richbec Inc., entreprise qui contrôle d'autres entreprises dans le domaine du transport et du béton, 59 emplois, a reçu une subvention de 175 000 \$ du programme PECEC du gouvernement du Québec.

M. le Président, dans la ville de Richmond - si le député de Richmond s'occupait de son monde et de ses entreprises, il le saurait lui-même, il n'aurait pas eu besoin de poser la question ici, depuis deux ans seulement, le grand total des emplois créés ou protégés par le gouvernement du Québec est de 630. Le total des emplois perdus à cause d'Ottawa est de 554, dont 475 dans le domaine de la chaussure.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Richmond.

M. Vallières: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Richmond, question additionnelle.

M. Vallières: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord indiquer au ministre que s'il suivait ses dossiers, il n'aurait pas eu besoin de prendre avis de la question, il aurait répondu quand je le lui ai posée.

Je veux également...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Vallières: Vous devriez voir à la bergerie, M. le Président.

Le ministre s'est employé à démontrer qu'il y avait soutien d'emplois dans bien des cas. J'aimerais qu'il nous indique le nombre d'emplois nouveaux qui ont été créés et qu'il en fasse la répartition. Puisque le ministre dit connaître très bien ses dossiers, je lui ai posé une question le 12 mai 1982, relativement aux 1500 congédiements qui ont eu lieu à la compagnie Johns Manville à Asbestos et, concernant ces congédiements qui, j'imagine, ne dépendent pas du gouvernement fédéral. Je voulais savoir le nombre de nouveaux emplois que son ministère avait créés dans la ville d'Asbestos pour mettre fin à cette question chaotique de chômage que nous connaissons. Il pourrait peut-être nous indiquer également combien de nouveaux emplois son ministère a contribué à créer dans la ville d'Asbestos et nous indiquer, pour ce qui est de la ville de Richmond, combien de nouveaux emplois son ministère a créés.

Par la même occasion, j'aimerais qu'il nous commente une déclaration contenue dans le discours sur le budget 1979-1980 que

je veux vous lire, parce que c'est très court, en provenance du ministre des Finances actuel et qui disait: "Les secteurs traditionnels du textile, du vêtement, de la chaussure et du meuble qui, en 1977, ont perdu 20 000 emplois, et dont des pans entiers étaient menacés de disparition, ont été sauvés par des mesures radicales. Le gouvernement fédéral a accepté de poursuivre, pendant trois ou quatre années, une politique de contingentement à la fois solide...

Le Président: Question, s'il vous plaît!

M. Vallières: ... et sérieuse à l'égard de ces trois secteurs."

Le ministre d'ajouter, en terminant: "J'attends toujours les signes de la reprise des investissements dans ces secteurs...

Le Président: M. le député de Richmond, s'il vous plaît!

M. Vallières: ... c'est pourquoi il est important que l'on s'entende bien sur l'objectif. Pendant trois ans, les gouvernements vont..."

Le Président: M. le député de Richmond, il est de tradition, lors des compléments de réponse, d'accorder au député qui a posé la question, une courte question additionnelle. S'il vous plaît, je vous demande votre collaboration.

M. Vallières: Je termine, puisque ça vient de la bouche du ministre des Finances du Québec, qui nous dit...

Le Président: M. le député de Richmond. Votre collaboration, s'il vous plaît!

M. Vallières: Il y a deux phrases, ce sera moins long que de se chicaner comme les ministériels veulent le faire.

"... au bout de trois ans ces industries soient concurrentielles avec les producteurs des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest. On ne leur demandera pas de l'être avec Tal'wan et la Corée."

Le Président: Je vous remercie beaucoup de votre collaboration, M. le député.

M. Vallières: Le ministre nous dit: "Mais je dois solennellement avertir les dirigeants de ces industries qu'ils ne doivent pas compter, à l'expiration de ces trois années, sur un appui exceptionnel du gouvernement". Peut-être que le ministre pourrait nous indiquer si la position du gouvernement actuel a changé et s'il a, cette fois, décidé d'aider ceux qui ont des

problèmes dans l'industrie de la chaussure.

Le Président: M. le ministre.

M. Biron: J'invite le député de Richmond à venir au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du gouvernement du Québec pendant quelques heures. Je lui montrerai et je lui expliquerai chacun des programmes du gouvernement du Québec depuis déjà plusieurs années, en particulier, dans le domaine du textile, des vêtements et de la bonneterie, dans le domaine de la chaussure, dans le domaine du meuble, dans le domaine des entreprises innovatrices dynamiques, dans le domaine de l'exportation. On va tout lui expliquer cela; il va pouvoir comprendre exactement ce qu'on fait, ce que le gouvernement du Québec fait pour protéger et créer des emplois au Québec pendant que des décisions complètement irresponsables sont prises, pendant qu'on fait du sabotage du côté du gouvernement fédéral.

Je suis quand même surpris de voir le député de Richmond ici. Hier, alors que ses travailleurs, ses travailleuses, ses industriels de la chaussure demandaient au gouvernement fédéral de protéger leur emploi, il n'était pas là pour protester avec eux.

Le Président: M. le député de Richmond sur une question de privilège.

M. Vallières: Oui, M. le Président, une question de privilège, puisque le ministre m'y invite, m'indiquant que je ne participais pas, hier, à une manifestation. Je vais vous lire un télégramme que les députés libéraux ont fait parvenir hier au ministre Gray.

Des voix: Oh! Oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je pense, M. le député de Richmond, que vous n'avez pas à lire un télégramme pour poser une question de privilège.

M. Vallières: M. le Président, je dois vous dire - et je pense que le ministre devrait s'en réjouir - qu'hier les députés libéraux ont adressé une missive au ministre Gray.

Le Président: M. le député de Richmond, s'il vous plaît!

M. le ministre, en complément de réponse, brièvement, s'il vous plaît.

M. Biron: Oui, M. le Président.

Une voix: On va lui donner une prime de séparation.

M. Biron: Justement, parce qu'on me

posait des questions sur l'industrie de la chaussure, hier, à Ottawa, pendant que les travailleurs et les travailleuses de la chaussure voulaient réclamer leur droit à leur travail, à leur gagne-pain, des députés du Parti québécois sont allés les appuyer: le député de Shefford, le député de Chauveau, le député de Johnson.

Des voix: Bravo!

M. Biron: C'est quand même surprenant. Lorsque les travailleurs et les industriels ont besoin des gens de l'Opposition, ils sont absents et muets. Ils étaient là pour célébrer la venue de la reine, mais quand il faut défendre les intérêts des travailleurs du Québec, c'est plus difficile.

Je résume. Dans la seule ville de Richmond, le gouvernement du Québec a donné, dans les deux dernières années, au-delà de 1 600 000 \$ pour protéger ou créer 630 emplois pendant que le fédéral en a saboté 554.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le leader de l'Opposition, sur une question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! (11 h 10)

M. Levesque (Bonaventure): ... je n'ai pas interrompu qui que ce soit, j'ai écouté religieusement le débat, les questions et réponses. Je pense que de tout cela il résulte une question que l'on doit se poser et j'en fais une question de privilège. Je demande à la présidence si on peut reprocher à un député d'être à l'Assemblée nationale et de ne pas être ailleurs, alors que nous sommes dans la dernière et la plus importante partie de la session. Je pose la question, M. le Président, parce que ça peut se répéter. On pourrait, par exemple, se demander où étaient les députés péquistes lors de la manifestation, l'autre soir, devant l'Assemblée nationale. Où étiez-vous?

Le Président: Non, j'ai très bien compris la question. Je pense que poser la question, c'est y répondre.

Complément de réponse; M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en complément de réponse au député de Beauce-Sud.

Congédiements aux Abattoirs Roy

M. Garon: M. le Président, le député de Beauce-Sud a posé une question tout à l'heure concernant les Abattoirs Roy. Il est exact qu'il y a eu une mise à pied

temporaire d'une cinquantaine d'employés, du 21 juin au 19 juillet. Je ferai remarquer au député de Beauce-Sud, par exemple, que, si cela n'avait été de la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire, cette entreprise serait fermée depuis deux ans. C'est grâce à SOQUIA que l'entreprise est en fonctionnement depuis deux ans puisque tout le monde sait, dans le milieu, sauf peut-être les libéraux qui renseignent le député de Beauce-Sud, que c'est grâce à SOQUIA que l'entreprise est ouverte. Maintenant, les approvisionnements étant moins importants à ce moment-ci, étant de 3500 porcs par semaine au lieu d'un abattage, d'un approvisionnement de 6000 porcs habituellement, l'entreprise est capable de faire ses abattages avec 50 ou 55 employés plutôt qu'avec une centaine d'employés. C'est pourquoi elle a fait une mise à pied temporaire et, connaissant à quel point il est difficile de maintenir sur pied une entreprise comme les Abattoirs Roy, je suis persuadé que les gens de Bellechasse préfèrent voir les Abattoirs Roy avoir une cinquantaine d'employés plutôt que de ne pas en avoir du tout.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: Oui, M. le Président. Le ministre vient de passer aux aveux en disant que cet abattoir serait fermé depuis deux ans. Ma question serait la suivante: Si c'est un si bon investissement, pourquoi SOQUIA vient-elle de se porter acquéreur, en avril dernier, d'à peu près 60% des actions de cette entreprise, ce qui fait que SOQUIA est maintenant propriétaire de 100% des actions de cette entreprise? Si c'est un bon investissement, il vient de dire que cela aurait dû être fermé depuis deux ans, comment explique-t-il... Est-ce qu'il juge que c'est un bon investissement à même les fonds publics?

Le Président: M. le ministre.

M. Garon: M. le Président, le député de Beauce-Sud qui se plaignait qu'il y avait des mises à pied devrait être heureux que SOQUIA, par son intervention, a maintenu des emplois dans Bellechasse parce que c'est la raison; cela fait longtemps que la banque aurait tiré la "plug" si SOQUIA n'était pas intervenue. C'est pourquoi, M. le Président, s'il y a des emplois qui ont été maintenus dans Bellechasse depuis deux ans, c'est grâce à la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire qui a maintenu en place, en fonctionnement, les Abattoirs Roy. Quand le député de Beauce-Sud dit que c'est du patronage, je dirai au député de Beauce-Sud qu'il ne connaît pas ses organisateurs parce que M. Roy est plutôt connu dans

Bellechasse comme un organisateur libéral.

Le Président: Motions non annoncées. M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

**Le 19 juin proclamé
journée des chevaliers de Colomb**

M. Biron: M. le Président, je voudrais faire inscrire au procès-verbal de cette Assemblée que cette motion est présentée conjointement par le député d'Orford et moi-même: Qu'à l'occasion des célébrations du centième anniversaire de fondation de l'Ordre des chevaliers de Colomb, les membres de l'Assemblée nationale reconnaissent le dévouement et les nombreux services rendus à la collectivité québécoise en décrétant que le samedi 19 juin 1982 soit proclamé journée des chevaliers de Colomb.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement unanime?

Une voix: Consentement.

Le Président: Consentement. M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, je souscris à la motion non annoncée du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, mais je n'ai pas l'intention de faire une intervention, étant donné que, le 23 avril, j'ai à peu près tout dit ce qu'il y avait à dire concernant les chevaliers de Colomb. Si on veut que je recommence, cela me fera plaisir. M. le Président, je pense qu'on va adopter la motion telle que présentée par le ministre.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée? Adopté. M. le député de Maskinongé. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Picotte: Merci, M. le Président. Je fais motion pour que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de respecter les engagements électoraux de M. Denis Vaugeois, député de Trois-Rivières, ministre des Affaires culturelles d'alors, qui disait que le gouvernement du Québec allait réaliser dans sa première année d'un deuxième mandat la construction d'un nouveau centre de détention à Trois-Rivières. Je fais motion pour que le gouvernement respecte ses engagements.

Le Président: Y a-t-il consentement pour...

Des voix: Non.

Le Président: Non? Absence de consentement.

Des voix: ...

Le Président: S'il vous plaît! Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Avis à la Chambre. M. le leader du gouvernement.

Travaux des commissions

M. Bertrand: M. le Président, il y aurait des motions à faire et non pas des avis. Au niveau des motions, je ferais motion pour qu'à compter de 11 h 15 et jusqu'à 13 heures, ensuite, de 15 heures à 18 heures et ce soir de 20 heures à 24 heures la commission des affaires municipales se réunisse à la salle 81-A pour étudier article par article le projet de loi no 37 et au salon rouge ce matin, de 11 heures à 13 heures, la commission des finances et des comptes publics, pour étudier les projets de loi 68 et 70. Cet après-midi, cette commission se déplacera pour aller à la salle 91-A, toujours pour étudier les mêmes projets de loi, de 15 heures à 18 heures, et ce soir elle reviendra au salon rouge pour poursuivre l'étude de ces mêmes projets de loi de 20 heures à 24 heures.

Le Président: Ces motions seront-elles adoptées?

Des voix: Adopté.

Question de privilège

Le Président: Adopté.

Avant l'appel des affaires du jour, j'aimerais vous faire part d'une lettre que j'ai reçue à 8 h 50 ce matin, à mon bureau, et qui se lit comme suit: "M. le Président, conformément à l'article 49, paragraphe 1 du règlement, je désire soulever une question de privilège sur les événements survenus à la commission parlementaire des affaires municipales, le vendredi 11 juin dernier, en la salle 81-A au moment de l'étude article par article du projet de loi no 37, Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive. De plus, conformément à l'article 49.3, je voudrais vous aviser que j'ai l'intention de proposer une motion, tel que prévu à l'article 79, pour qu'action soit prise à la suite de la question de privilège que j'aurai soulevée. Veuillez agréer, M. le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs." Et c'est signé Jean-François Bertrand. M. le leader du gouvernement.

**Avis d'une motion visant à établir
une violation des privilèges
d'un membre de l'Assemblée**

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: M. le Président, je crois

que la gravité des événements qui se sont déroulés à la commission parlementaire permanente des affaires municipales vendredi, à l'occasion de l'étude article par article du projet de loi no 37, qui propose le regroupement des villes de Baie-Comeau et de Haute-Rive, la gravité de ces événements, dis-je, nous oblige en même temps, ici à l'Assemblée nationale, à faire valoir les droits de cette Assemblée et aussi, dans les circonstances, à présenter dans les termes les plus sobres possible l'argumentation qui nous amène à nous prévaloir des dispositions de notre règlement et aussi à nous référer à la Loi sur la Législature pour qu'action soit prise à la suite de ces événements.

L'article 48 du règlement dit, M. le Président, qu'une violation des droits de l'Assemblée ou d'un de ses membres constitue une question de privilège. Je pense que dans le vrai sens du terme il y a eu, vendredi, violation des droits de l'Assemblée et qu'à ce moment-ci, conformément à l'article 48, nous sommes en droit de soulever une question de privilège.

L'article 49 dit: "Lorsqu'un député désire soulever une question de privilège, il doit, avant l'appel des affaires du jour, à la suite d'un avis écrit donné au président au moins une heure avant l'ouverture de la séance... signaler la violation dont il veut se plaindre." M. le Président, je vous ai fait parvenir une lettre une heure au moins avant que nous n'entreprenions nos travaux ce matin et, dans cette lettre, je vous indiquais que j'avais l'intention de soulever une question de privilège puisque, à mon point de vue, il y a eu violation des droits de l'Assemblée nationale vendredi dernier, lors de la séance de la commission parlementaire permanente des affaires municipales qui étudiait le projet de loi no 37.

L'article 49.3 dit aussi que "le député qui soulève une question de privilège et qui désire proposer une motion prévue à l'article 79 pour qu'action soit prise doit, dans le cas du paragraphe 1 - dont je me suis prévalu - l'indiquer dans l'avis donné au président." Effectivement, M. le Président, dans la lettre que je vous ai transmise, je vous ai en même temps avisé que nous avions l'intention de nous prévaloir de l'article 79 qui nous permet de prendre action pour faire en sorte que les droits de l'Assemblée nationale puissent être respectés et rétablis. L'article 79 se lit de la façon suivante: Si un député désire qu'action soit prise à la suite d'une question de privilège qu'il a soulevée, il doit le proposer par une motion annoncée. Cette motion est privilégiée.

(11 h 20)

M. le Président, hier, le député du comté de Saguenay et ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche s'est levé pour vous faire une demande de directive. Il a relaté un certain nombre de faits qui se sont

déroulés à la commission parlementaire permanente des affaires municipales vendredi dernier. Il vous a demandé si, dans les circonstances, il n'y avait pas eu violation des droits de l'Assemblée nationale et, surtout, s'il n'y avait pas eu des infractions commises sur la base de l'article 46 de la Loi de la Législature. En même temps, il vous demandait quelles étaient les dispositions qui étaient prévues et quels étaient les moyens qu'un député de l'Assemblée nationale ou que l'ensemble des parlementaires de l'Assemblée nationale pouvaient utiliser pour que les droits de l'Assemblée soient protégés et soient rétablis.

Vous avez, M. le Président, avec diligence, fait part de votre directive, de votre réponse, hier après-midi, à 15 heures, à la reprise des travaux et vous avez indiqué très clairement quels étaient les moyens qui étaient à la disposition des parlementaires de l'Assemblée nationale, quels étaient les articles sur la base desquels on pouvait procéder à un certain nombre de décisions et d'actions, et aussi, vous avez vous-même fait état, dans cette directive que vous avez rendue de certains des éléments qui avaient été portés à votre attention relativement aux travaux de cette commission parlementaire. Vous avez vous-même d'ailleurs qualifié les événements qui s'y sont produits et vous avez aussi indiqué quelles étaient les mesures que vous aviez prises comme président de l'Assemblée nationale et comme protecteur, gardien, défenseur des droits et privilèges des membres de l'Assemblée nationale dans les circonstances plus particulières visées par la demande de directive qui vous avait été transmise par le député du comté de Saguenay.

M. le Président, en ce moment, nous avons en main des éléments qui nous permettent de croire que des infractions ont été commises sur la base de l'article 46 de la Loi sur la Législature et je le lis:

"Les actes suivants sont défendus et considérés comme infractions aux dispositions de la présente sous-section:"

Je lis trois des sept paragraphes qui indiquent quels sont les types d'infractions:

1^o Commettre des voies de faits sur la personne d'un député ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session;

2^o Molester, menacer ou tenter de violenter ou d'intimider un député;

4^o Commettre des voies de fait sur la personne des officiers de l'Assemblée nationale, et apporter des empêchements à l'accomplissement de leurs devoirs.

M. le Président, sans vouloir immédiatement procéder à ce que permet l'article 79 du règlement, je veux tout de

même vous aviser qu'en respectant l'article 48 du règlement, en respectant l'article 49, paragraphes 1 et 3, en respectant l'article 79, et aussi en tenant compte de l'article 46, paragraphes 1, 2 et 4 de la Loi sur la Législature, nous allons nous en remettre à l'application de l'article 81 et présenter au cours des prochaines heures ou des prochains jours une motion annoncée qui nous permettra d'identifier une ou plusieurs personnes qui, en vertu de l'article 81, auraient violé les droits de l'Assemblée nationale ou d'un ou plusieurs de ses membres, et que nous allons aussi, dans cette motion, exposer les faits reprochés à cette ou à ces personnes et que cette motion permettra un débat, puisqu'elle est privilégiée. Par la suite, il y aura convocation de la commission de l'Assemblée nationale.

Le Président: Affaires du jour, M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Aux affaires du jour, je vous demanderais d'appeler l'article 4.

Le Président: Il s'agit d'une motion privilégiée présentée en vertu de l'article 24 du règlement de l'Assemblée nationale.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Je vous prie de m'excuser, M. le Président. J'aurais aimé, avant d'entreprendre le débat, que le leader parlementaire nous indique ses intentions pour la présente journée pour le travail en Chambre.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Avis à la Chambre

M. Bertrand: M. le Président, il y aura d'abord discussion de cette motion privilégiée inscrite en vertu de l'article 24 du règlement au nom du député de Notre-Dame-de-Grâce. Ce débat, tel que prévu par le règlement, se terminera quinze minutes avant la fin de la présente partie de la séance, c'est-à-dire à 12 h 45, et, à ce moment-là, le vote sera demandé. Deuxièmement, lorsque nous reprendrons nos travaux à 15 heures, cet après-midi, nous poursuivrons le débat sur la motion inscrite au nom du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et aussi sur les motions de censure inscrites au nom d'un certain nombre de députés de l'Opposition. Ce soir, lorsque nous

reviendrons à l'Assemblée nationale, à 20 heures, nous procéderons à ce débat prévu en vertu de l'article 156 inscrit au nom du leader parlementaire du gouvernement.

Motion de censure reprochant au gouvernement une utilisation irresponsable des deniers publics

Le Président: Merci. J'appelle donc l'article 4, une motion privilégiée en vertu de l'article 24, au nom du député de Notre-Dame-de-Grâce: "Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste dont le mauvais choix de priorités dans les interventions à caractère économique constitue une utilisation improvisée et irresponsable des deniers publics."

Comme il s'agit d'une motion privilégiée, je convoque donc immédiatement les deux leaders à une conférence des leaders sur le partage du temps d'ici 12 h 45. La parole est au député de Notre-Dame-de-Grâce. Le débat peut quand même commencer.

Des voix: Bravo!

M. Reed Scowen

M. Scowen: On arrive à la fin de la session et nous avons proposé cette motion de blâme un peu pour donner un résumé de la situation économique qui s'est développée au Québec non seulement depuis quelques mois, mais depuis quelques années. Par cette motion, on blâme sévèrement le gouvernement péquiste dont le mauvais choix de priorités dans les interventions à caractère économique constitue une utilisation improvisée et irresponsable des deniers publics.

D'abord, je veux vous dire que vous allez entendre de notre côté, ce matin, un seul discours de 45 minutes à peu près, mais ce discours sera fait par trois députés, moi-même et deux de mes collègues, le député d'Outremont et le député de Brome-Missisquoi. Nous allons essayer, durant cette période, de vous persuader que la situation économique est mauvaise au Québec et qu'elle est mauvaise depuis longtemps. Je sais très bien que ceux qui parleront du côté du gouvernement vont prétendre que ce n'est pas vrai, que c'est plus ou moins normal, mais, au moins, la population et vous, M. le Président, aurez l'occasion d'entendre le débat des deux côtés et de décider vous-mêmes qui a raison.

Je dirai premièrement que, quant à moi, je consacrerai la plus grande partie de mon discours à faire la démonstration que les choses vont mal. Vous vous étonnez peut-être du fait que c'est nécessaire d'essayer de faire la démonstration que l'économie du Québec est très faible, que nous sommes

dans une situation désastreuse, mais c'est devenu nécessaire de le faire parce que depuis des mois et des mois les ministres du secteur économique prétendent que c'est le contraire qui est vrai.
(11 h 3D)

Si je comprends bien les arguments du gouvernement, ils sont à peu près les suivants: L'économie du Québec était très bonne jusqu'en septembre 1981. En septembre 1981, il y a eu une crise économique créée par le gouvernement fédéral. Depuis ce temps, non seulement le Québec mais tout le Canada souffre énormément et le Québec, - finalement, ils l'admettent - souffre beaucoup plus que les autres provinces, mais c'est parce que nous avons plus de PME ici qui sont plus touchées par cette récession économique. Voilà, en gros, je pense, l'argument du gouvernement qu'ils ont répété sans cesse depuis quelques mois.

Nous prétendons, au contraire, que l'économie du Québec a commencé à s'affaiblir, comparativement au reste du Canada, il y a quelques années, qu'elle continue de s'affaiblir et que cela va continuer. Nous prétendons aussi que cela n'a rien à voir avec la présence, en plus grand nombre au Québec, des petites et moyennes entreprises.

Je ne vais pas faire une bataille de chiffres, ce matin, M. le Président, mais je vais en souligner deux seulement. Le premier et, je pense, de loin le plus important, concerne la création d'emplois. Tous les ministres prétendent que la création d'emplois au Québec a été très forte depuis cinq ans et nous prétendons que c'est très faible. Alors, il reste un écart dans nos prétentions. Je cite, par exemple, le ministre d'État au Développement économique, dans son intervention sur le discours sur le budget, le 27 mai: "Il est clair qu'entre 1976 et 1980, il s'est créé plus d'emplois en brut et en relatif qu'il ne s'en était créé de 1970 à 1976." C'est une déclaration très précise, avec les années indiquées d'une façon très précise également.

J'ai sorti les chiffres et il n'y a qu'une seule source pour ces chiffres. C'est un tableau qui est rendu public tous les mois par Statistique Canada. Je vois que, pour la période 1970 à 1976, le nombre d'emplois créés a été de 330 000. Pour les années 1976 à 1980, c'est 233 000. Effectivement, dans les périodes où le ministre prétendait qu'il y avait plus d'emplois créés, avec les chiffres très précis - on utilise toujours la même source - il est dans l'erreur par une marge de 100 000 emplois.

Mais il y a une chose qui est un peu bizarre. Il a comparé une période de quatre ans avec une période de six ans, parce que, de 1976 à 1980, à moins que je ne sache pas compter, c'est quatre ans et, de 1970 à 1976, c'est six ans.

De toute façon, c'était peut-être une erreur de sa part. Il ne voulait vraiment pas parler de deux périodes différentes. Alors, j'ai examiné les chiffres sur un plan plus équilibré, cinq années. Les cinq dernières années, au Québec, 229 000 emplois ont été créés et, les cinq années précédentes, 281 000. Il y a eu plus d'emplois créés dans les cinq années précédant la période péquiste. Notre part de tous les emplois créés au Canada a passé de 21% à 16%.

M. le Président, ce sont les chiffres des tableaux de Statistique Canada 71-001 et 71-201. Ce sont les mêmes chiffres que tout le monde utilise. Il est complètement faux de dire que nous avons créé plus d'emplois ici depuis 1976 qu'on en a créé dans la période précédente.

C'est la même chose pour les investissements. Je cite encore le discours du ministre: "La croissance des investissements au cours des années que j'ai mentionnées a été considérablement plus élevée, pour la première fois dans l'histoire, au niveau des investissements manufacturiers et industriels, qu'en Ontario et que la moyenne canadienne."

Alors, je reviens au tableau et, comparativement aux cinq années précédant novembre 1976, il y a eu un affaiblissement dans les investissements manufacturiers, de 20% à 25%, après cette date.

M. le Président, il est possible que le ministre se lève dans quelques minutes et dise exactement le contraire. Mais pour ceux et celles qui sont intéressés à connaître la vérité, je vous rappelle qu'on utilise toujours les mêmes tableaux. Dans le cas des immobilisations, c'est la série 61-205 et 61-206, et les chiffres que je vous donne sont véridiques.

C'est étonnant d'être obligé...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je m'excuse de vous interrompre, M. le député, mais pour bien clarifier la situation quant au partage du temps, le Parti libéral aura 35 minutes, le parti ministériel aura 35 minutes, le représentant du Parti libéral aura un droit de réplique de 12 minutes et le vote aurait lieu vers 12 h 50. Cela fait 47 minutes, au total, pour le parti de l'Opposition et 35 pour le parti ministériel.

M. Scowen: Merci, M. le Président. Je pense que je vais arrêter de citer les chiffres parce qu'ils sont véridiques, ils sont là. Je vais simplement donner une dernière indication. Depuis longtemps maintenant, le gouvernement a prétendu que nous sommes dans une situation plus difficile ici au Québec, que notre affaiblissement économique est attribuable au fait que nous avons ici une prépondérance de PME.

On a étudié le dossier, on a étudié les chiffres et les documents du gouvernement.

Je ne vais pas les citer tous, mais je pourrai le faire si cela devient nécessaire. Ils indiquent tous que le pourcentage de PME au Québec est à peu près le même que dans le reste du Canada. Il y a beaucoup de PME très importantes, ici, mais elles ne sont pas plus importantes que celles du reste du Canada, quand on parle de proportions.

Pourquoi est-il nécessaire de faire la démonstration, chiffres à l'appui, que les affaires vont mal ici? Je pense que, finalement, ce n'est pas nécessaire parce que je suis certain que quand les gens qui vivent ici regardent autour d'eux, ce qui est révélé dans les chiffres est bel et bien évident.

Je vous demande, M. le Président, quand vous retournerez dans votre ville ou votre village en fin de semaine, de regarder autour de vous, de regarder votre parc industriel. Est-ce qu'il y a beaucoup plus d'investissements, de nouvelles compagnies installées qu'il n'y en avait il y a cinq ans? Est-ce que l'entretien de votre ville est mieux fait aujourd'hui? Est-ce que vos routes, vos chemins sont dans une meilleure condition? Est-ce que vous trouvez qu'il est plus facile aujourd'hui de trouver un emploi que cela l'était il y a cinq ans? Est-ce plus facile pour vous, vos enfants, vos amis et vos parents de trouver une vie économique satisfaisante ici au Québec? Je pense que, beaucoup plus que les chiffres, la vie qu'on constate autour de nous est une indication réelle de cet affaiblissement économique du Québec.

Quand on fait des sondages depuis des années et des années, la même chose revient toujours, les Québécois n'ont pas confiance au gouvernement du Parti québécois dans le domaine économique. Ils ont raison et continuent d'avoir raison. Le Parti québécois a essayé pendant tout ce temps de vous persuader du contraire et il le fait non pas avec des actes, non pas avec des gestes, il le fait avec une espèce de publicité et de slogans bien orchestrés dans le but de vous persuader que tout va bien.

Je vous donne un exemple. Ils ont sorti les programmes Loginove, Logirente et maintenant Corvée-habitation, mais la construction des maisons est plus faible que jamais ici au Québec. Ils ont tenu trois sommets économiques, un à Pointe-au-Pic, un à Montebello, un à Montréal et chacun a été déclaré un grand succès. Les gens disaient: Mon Dieu! ils font quelque chose dans l'économie'. Mais ce qu'ils faisaient, M. le Président, c'était des efforts de relations publiques.

Ils ont fait des motions de blâme contre le gouvernement fédéral, ils ont sorti des catalogues comme ça, avec des déclarations d'intentions, des décisions "fonctionnaristes", des séminaires, des aide-mémoire, toutes sortes de documents qui n'ont rien à voir avec le vrai développement

économique.

Je veux simplement vous donner une dernière indication, un dernier exemple, c'est un document qui s'appelle Le virage technologique. C'est censé être un programme de développement économique pour les cinq prochaines années. En effet, c'est un catalogue d'activité des fonctionnaires, pas chiffré, sans objectif, mais coiffé - et c'est l'élément central que je veux soulever - d'un slogan: Le virage technologique. C'est volé directement du discours en deuxième lecture de 1967, 1968 ou 1969 - je ne me rappelle pas exactement - quand la Société de développement industriel a été créée parce que cette société a été créée il y a plus d'une dizaine d'années avec l'objectif d'effectuer un virage technologique. Maintenant, chaque député du côté ministériel se lève pour dire: On va maintenant effectuer notre virage technologique. Cela ne dit rien. On est déjà assez avancé sur le plan technologique ici, au Québec, quand on se compare au reste du monde; il faut avancer encore, il y a des choses à faire, mais ce n'est pas par des slogans que cela va se faire.

(11 h 40)

Je vais donner l'occasion à mes collègues de parler en détail des éléments qui, nous le croyons, sont à la base de ce problème d'affaiblissement de l'économie du Québec, un affaiblissement ressenti péniblement depuis maintenant plusieurs mois et plusieurs années par la population et bien reflété dans tous les sondages d'opinion qu'on tient sur la compétence du Parti québécois.

En terminant, je veux simplement vous dire ce que je pense et qui est l'élément clé là-dedans. C'est soit une incohérence, soit une contradiction, soit une confusion, soit une hypocrisie dans le choix entre le secteur privé et le secteur public. Si vous regardez le programme officiel du Parti québécois, vous allez voir qu'il veut favoriser, comme priorité d'intervention dans l'économie, un prolongement soutenu du secteur public. Or, dans le tout dernier document du gouvernement, on dit, et je cite: "La responsabilité d'assurer un développement soutenu repose d'abord sur le secteur privé."

Voici deux documents qui sont en flagrante contradiction l'un avec l'autre. C'est comme si on disait: On est pour le Parti québécois et pour le Parti libéral. C'est de l'hypocrisie, peut-être, c'est un effort de tout faire pour tout le monde. C'est, au fond, notre problème. Je persiste à croire que toutes les actions du gouvernement - et vous le verrez - nous mènent à la même conclusion: c'est le secteur public sur lequel, vraiment et fondamentalement, il se penche. La raison est que, fondamentalement, il n'a pas confiance aux Québécois, il ne croit pas que chaque Québécois puisse réussir lui-même

dans le domaine économique, il pense qu'il est nécessaire que le développement économique du Québec se fasse par le gouvernement parce que les individus sont trop faibles pour le faire seuls, les entrepreneurs québécois ne peuvent réussir, et qu'il faut que les entreprises soient la propriété du gouvernement. Vous en aurez des exemples dans quelques instants.

Effectivement, c'est un peu bizarre, quand on y pense pour la première fois, mais les mauvaises priorités de ce gouvernement sont fondamentalement un manque de confiance - c'est un signe de manque de confiance - dans la population du Québec de réussir dans le domaine économique. Mes collègues vont poursuivre cet argument dans quelques minutes. Merci.

M. Paradis: Très bien.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre d'État au Développement économique.

M. Bernard Landry

M. Landry: Après la démonstration de malhabileté à interpréter des chiffres en matière culturelle qu'a faite le député de Notre-Dame-de-Grâce au cours des derniers jours, vous deviez bien vous attendre ce matin, quand il s'est levé, que ses aptitudes économiques n'étaient guère plus brillantes que ses aptitudes culturelles, lui qui a confondu allègrement, et j'espère de bonne foi - autrement, ce serait jeter de l'huile sur le feu d'une querelle profonde - le nombre de ceux qui ne parlent pas français au Québec avec le nombre de ceux qui parlent anglais.

Pour faire des erreurs aussi grossières, il faut vraiment ne pas avoir le talent des chiffres. On vient, pendant quinze minutes, d'avoir la nième illustration de cette caractéristique du député de Notre-Dame-de-Grâce. Mais, indépendamment de cela, essayons de voir le degré de véracité de quelques-unes de ses affirmations les plus fondamentales. Il a dit - vous pouvez vous référer au journal des Débats, on vient de l'entendre - que les ministériels et le gouvernement prétendent que l'économie du Québec, présentement, va bien. J'aurais presque envie de dire qu'il ment, même si c'est un mot dur, parce que, tous les jours, le premier ministre, mes collègues et moi-même, avec tous les agents économiques, reconnaissons et constatons que l'espace économique québécois, comme tous les pays occidentaux, les États-Unis, l'Amérique et le Canada connaissent leur pire crise depuis 1929. Cela est une chose simple. Tout le monde nous a entendus le dire. Comment le député de Notre-Dame-de-Grâce peut-il prétendre le contraire avec une assurance qui

me désarme à chaque fois? Nous sommes les premiers à dénoncer ce qui se passe dans l'économie, et non seulement à le dénoncer, contrairement aux libéraux d'Ottawa et à ceux de Québec, mais à agir. Mon collègue de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, en particulier, s'attachera à démontrer les efforts loyaux et honnêtes d'un gouvernement qui n'est qu'un gouvernement provincial pour faire face à une crise qu'il n'a pas créée et qui est une conséquence directe des politiques monétaires du gouvernement du Canada.

Donc, sur cette affirmation qui était centrale dans l'intervention du député de Notre-Dame-de-Grâce, il n'y a probablement personne au Québec, même de son propre parti, qui ne reconnaisse qu'il a tort. Il a cependant essayé - et je pense que là-dessus il ne se guérira pas - de revenir en arrière pour la période de 1976 à 1981. Encore là cela a été reconnu. Il nous force à en reparler.

Ce qui nous intéresse, c'est la dure lutte du présent et l'aménagement de l'avenir. On ne peut pas le laisser continuer à faire des affirmations aussi dénuées de sens. Donc, il m'entraîne pour la nième fois encore à redire formellement et de mon siège que durant la période 1976 à 1981, le Québec a connu une montée économique vérifiable dans toutes les statistiques, celles du Québec, celles d'Ottawa, comme il n'en avait pas connu depuis l'époque où nous avons des statistiques comparatives entre le Québec et l'Ontario. Au chapitre de l'emploi, en particulier, il a reconnu clairement 230 000 emplois entre 1976 et 1981. On n'avait pas promis, nous, 100 000 emplois; on en a créé 230 000.

En termes de croissance économique, tout le monde se rappelle la dernière campagne électorale. Pour être sûr que peut-être on pourrait convaincre un certain nombre de députés libéraux, on a pris nos arguments dans le Toronto Globe and Mail, qui n'est pas un journal péquiste et qui a reconnu dans deux éditoriaux que la croissance économique du Québec avait été supérieure à celle de l'Ontario. Au chapitre de la productivité, cela traîne dans tous les livres de statistiques: il y a deux endroits en Amérique du Nord où la productivité a monté entre 1976 et 1981, l'Alberta et le Québec. Au chapitre des revenus des agriculteurs, même chose. On a monté de dix points, l'autosuffisance agricole du Québec provoquant des retombées économiques non seulement à l'exploitation primaire, mais également dans les usines de transformation agro-alimentaire. Donc, il m'a forcé à revenir là-dessus. Vous comprendrez, M. le Président, pourquoi je l'ai fait. Ce n'est pas pour magnifier des actions antérieures ou pour nous en vanter, parce que malgré cela, malgré ces réalisations assez extraordinaires,

le Québec, entre 1976 et 1981, était loin, nous l'avons toujours dit, de faire le plein de son fantastique potentiel économique.

Je pense que la population là-dessus a répondu. Le député parle de sondage, etc. Il y a douze ou treize mois il y a eu un sondage extraordinaire et le Parti québécois a eu 50% des voix après en avoir eu 41% en 1976. Je pense que cela ne vaut plus la peine de revenir là-dessus. Sauf que - et encore une fois, non seulement le gouvernement l'admet, mais il le proclame - il est survenu en 1981 une catastrophe comme on n'en avait pas connu depuis 1929. Il est survenu que lorsque les taux d'intérêt du Canada ont passé à cinq points plus hauts que les taux d'intérêt américains, nos statistiques positives de croissance de l'emploi se sont transformées immédiatement en statistiques négatives et nous avons commencé, après avoir créé dans l'ordre 62 000, 47 000, 54 000, 51 000, 41 000, 66 000 nouveaux emplois par année, à partir de septembre 1981, à passer à moins 2000, à moins 17 et, en mai, à moins 148. (11 h 50)

Personne ne nie ce désastre. Ce qu'il faut scruter, ce sont les causes de ce désastre. Il n'y a pas un économiste sérieux, qu'il soit Québécois, Canadien ou Américain, qui se penche sur la situation économique québécoise qui va avoir l'idée saugrenue d'attribuer aux priorités bonnes ou mauvaises d'un gouvernement provincial une catastrophe économique de cette ampleur. Le premier ministre Trudeau lui-même - et cela va faire mal au coeur d'un certain nombre de chômeurs d'entendre cela et à un certain nombre de chefs de PME qui ont fait faillite et qui ont perdu leur entreprise - dans le Toronto Star du 7 juin 1982, le premier ministre du Canada, candidement, admet: "Inflation fight, tragic error, Trudeau says." Tous ceux qui nous écoutent, qui ont perdu leur emploi, qui ont perdu leur entreprise, les propriétaires qui ont perdu leur maison ont été victimes, M. le Président, d'une erreur tragique. C'est tragique de l'entendre et c'est tragique d'entendre cet aveu. C'est attristant de voir que notre Opposition en cette Chambre, au lieu de regarder vers les véritables causes du désastre, essaie de s'acharner, en vassal attardé des libéraux fédéraux, sur un gouvernement provincial dont je réitère que c'est celui qui, sur le plan économique, s'est le plus occupé d'établir des priorités et de déterminer des performances dans l'économie québécoise avant que la crise ne survienne.

Le député de Notre-Dame-de-Grâce a dit à certains d'entre vous: Allez voir dans votre parc industriel. Évidemment, de par nos fonctions, mon collègue de l'Industrie et du Commerce et moi-même, les parcs industriels du Québec, on les connaît. On est allé inaugurer et visiter des entreprises dans

à peu près tous et chacun d'entre eux. On ne les repassera pas, il y en a aux quatre coins du Québec. Je vais parler de trois et les gens vont pouvoir vérifier si le député de Notre-Dame-de-Grâce avait raison.

Dans le parc industriel de Val-d'Or, dès 1976, nous avons, avec les agents économiques locaux, déterminé - et les gens de Val-d'Or nous écoutent - des agrandissements considérables du parc qui ont été facilités en particulier par la cession de terres qui appartenaient au ministère des Terres et Forêts. Le parc a été agrandi d'une surface considérable. Or, le mois dernier, je suis retourné à Val-d'Or, après y être retourné à plusieurs reprises pour y inaugurer des entreprises, et j'ai eu une demande formelle des agents économiques locaux pour agrandir encore le parc, alors que le député de Notre-Dame-de-Grâce, dans son discours, a demandé aux gens: Est-ce que, dans votre parc industriel, il y a plus d'entreprises? M. le Président, à Val-d'Or, il y en a tellement que le parc est plein. Il faut agrandir de nouveau. C'est le premier exemple.

Le deuxième exemple - cela ne vous surprendra pas si je l'emploie - c'est celui de Laval, le parc industriel du centre. Le parc industriel du centre de Laval est rempli à capacité. Il y a un an et demi, on a été obligé d'ajouter des subventions pour agrandir l'infrastructure, agrandir le parc et déjà le commissaire industriel de ma ville de Laval me prévient que cet agrandissement n'est pas suffisant, en pleine crise. En pleine crise, les terrains nouvellement aménagés sont soit l'objet d'options ou de réserves et nous devons encore - et remarquez que ce n'est pas une chose qui nous déplaît - agrandir le parc.

J'ai donné un exemple en plein coeur du Québec, à Laval. J'en ai donné un dans le nord-ouest. Je vais en donner un dans l'est. Là, je demande aux gens de Mont-Joli ainsi qu'à vous, M. le Président, de constater quelle est la véracité des propos du député de Notre-Dame-de-Grâce. Le parc industriel de Mont-Joli, entre 1976 et 1981, s'est rempli comme un oeuf d'une foule de petites et moyennes entreprises qui ont justement fait notre prospérité et qui ont créé 85% des 230 000 emplois que le député de Notre-Dame-de-Grâce admet lui-même.

C'est beau, quand on est dans l'Opposition - c'est son devoir - de s'opposer, mais il ne faut pas faire plus de mal à l'économie qu'elle n'en subit présentement. La motion du député parle de priorités. Je vais lui poser, par votre intermédiaire, M. le Président, quelques questions. Y a-t-il un autre gouvernement en Amérique du Nord que le gouvernement du Québec qui publie au vu et au su de tout le monde, après des mois de discussions avec les agents économiques, après des sommets, des mini-

sommets, de véritables stratégies de développement économique? Y en a-t-il un autre que le gouvernement du Québec? Nous avons publié, sur une période de 18 mois, Bâtir le Québec, phase 1 et nous avons scrupuleusement réalisé chacune des étapes qui y étaient mentionnées. Cela a été un facteur considérable dans les performances que nous avons connues entre 1976 et 1981. Nous venons de publier Le virage technologique, Bâtir le Québec, phase 2.

M. le Président, vous avez entendu la façon méprisante dont en parlait le député de Notre-Dame-de-Grâce. Cela ne me déplaît pas qu'il dise cela parce que je sais que, quand il dit cela, il entre en contradiction flagrante avec tous les vrais décideurs de l'économie québécoise, en particulier, la Chambre de commerce du Québec, la Chambre de commerce de Montréal, celle de Laval, l'Association des manufacturiers canadiens, le Centre des dirigeants d'entreprises et autres. Ceux-là ont compris le sens de cette stratégie, ont reconnu qu'il était essentiel que le Québec prenne le virage technologique et ont reconnu que l'effort de planification du gouvernement souple et indicatif était un excellent instrument pour leur permettre à eux et au secteur public de continuer la croissance.

Quand un parti rétrograde, dont la clientèle est essentiellement rétrograde, se met à contredire même ceux qui normalement devraient être ses alliés naturels, le monde des affaires, vous pensez bien que le gouvernement prend cela comme un hommage et voit cela d'un oeil extrêmement favorable. Cela veut dire que le gouvernement sera le gouvernement longtemps et l'Opposition sera l'Opposition longtemps. C'est une bonne nouvelle et une mauvaise nouvelle, puisque le gouvernement est bon et l'Opposition mauvaise, mais comme c'est parti, cela va durer longtemps et on va essayer de mériter cette confiance que les Québécois ne peuvent sûrement pas donner à nos amis d'en face.

J'ai parlé jusqu'à ce moment de choses assez générales. Je vais maintenant donner une série d'exemples précis pour démontrer que même si, entre 1976 et 1981, les performances de l'économie du Québec ont été remarquables elles ont été bien en deçà du potentiel extraordinaire de notre économie, non pas à cause de nos mauvais choix de priorités, mais à cause de l'action néfaste qui dure depuis plus d'un siècle - et qui est prouvable mathématiquement - du gouvernement du Canada qui n'a jamais compris l'économie québécoise même si, la plupart du temps, il y a une forte délégation de députés québécois à la Chambre des communes du Canada.

Le dernier exemple est d'hier, si je puis dire. Le Québec, depuis très longtemps,

est la patrie de l'industrie de la chaussure. Nous avons 5000 travailleurs et travailleuses encore là-dedans, parce qu'il y a eu des massacres au cours des années antérieures. On a 74 députés québécois à Ottawa, dont le premier ministre, et ils n'ont pas pu empêcher qu'en pleine crise le gouvernement du Canada lève les quotas et rejette littéralement à la rue des milliers et des milliers d'hommes et de femmes qui se consacrent à cette industrie traditionnelle qu'est la chaussure. Comment expliquer cela? Est-ce que ce sont les mauvaises priorités économiques du gouvernement du Québec? Est-ce que ce sont des erreurs que mes collègues économiques et moi avons faites? Est-ce l'attitude du premier ministre du Québec ou si ce n'est pas simplement une erreur tragique, comme dit M. Trudeau, brutale et grossière de la politique économique canadienne? Qui peut dire le contraire? Qu'il se lève! C'est le premier exemple.

Deuxième exemple: L'industrie de l'électronique. On parle du virage technologique, des secteurs de pointe. Tout le monde sait - cela a été débattu et redébattu - que le gouvernement du Canada, dans une seule compagnie ontarienne, Consolidated Computer, a mis 150 000 000 \$ de notre argent pour arriver à une faillite lamentable. Je vous dis - et j'espère que le député de Notre-Dame-de-Grâce le comprendra et nous appuiera sur cette question - les fédéraux n'ont pas mis dans l'industrie électronique du Québec pendant dix ans, toutes les industries comprises, ce qu'ils ont mis dans une compagnie ontarienne. Voyez-vous, M. le Président, ce que j'ai en tête quand je dis que, malgré des performances convenables en 1976 et en 1981, l'économie du Québec n'a pas pu faire le plein de son fabuleux potentiel?

(12 heures)

Un troisième exemple, célèbre lui aussi, pour lequel on n'a pas eu l'appui de l'Opposition: le choix du chasseur F-18A plutôt que le F-16. Vous vous souvenez que le gouvernement du Québec, qui n'a quand même pas de compétence militaire, qui n'a pas d'aviation, qui n'a pas d'étude technique là-dessus, recommandait, pour des raisons économiques, le choix du F-16, qui aurait été fait presque 100% au Québec: la cellule à Canadair et les turbines à Longueuil. Des gens de Cartierville, de la ville de Laval, etc., des gens de Longueuil et de la rive sud, pendant des années, auraient eu un emploi assuré, intéressant et bien rémunéré avec le F-16 fabriqué 100% au Québec ou presque. Le gouvernement du Canada a décidé de choisir le F-18A.

Cependant, surtout pendant la campagne référendaire, on nous a fait miroiter que ce F-18A produirait 50% de ses retombées économiques au Québec. Cela veut dire qu'on

n'avait pas tout, mais on ne perdait pas tout. La justice aurait voulu, comme l'Ontario a presque 100% de l'automobile, qu'on ait presque 100% de l'avion. Nos 74 braves, après des efforts inouïs la nuit et le jour, nous ont sorti la promesse, pendant la campagne référendaire, qu'on en aurait 50%. Savez-vous combien on va peut-être en avoir? Sûrement pas plus que 30%. Cela reste des chiffres, des théories, du papier.

Ce n'est pas ça du tout, ce sont des jeunes hommes et des jeunes femmes du Québec, diplômés de nos écoles techniques, de nos cégeps, de nos écoles d'ingénieurs qui n'auront pas, pas pendant un an, deux ans ou trois ans, mais pendant dix ans ou pendant quinze ans, les emplois auxquels ils auraient eu droit si le gouvernement du Canada n'avait pas, vis-à-vis de l'économie québécoise, une stratégie catastrophique, une hémorragie interne permanente qui, en dépit de nos efforts, ne nous a jamais permis de réduire notre taux de chômage simplement à la moyenne canadienne. On a toujours eu à peu près le double du chômage ontarien.

C'est sûr qu'on peut dire: Le gouvernement du Québec blâme les fédéraux. C'est vrai, ce n'est pas drôle, on aimerait mieux faire autre chose que ça. Sauf qu'on considère que c'est notre devoir de dire et redire à la population du Québec que le système économique canadien, l'espace économique dont on est prisonnier ne nous convient pas. Ce n'est pas agréable de répéter ça sans cesse, mais il y a tellement d'exemples.

J'ai rappelé l'autre jour en cette Chambre que notre société Bombardier avait fait des soumissions en Ontario pour vendre du matériel de transport, des wagons. Bombardier est un grand expert mondial dans ce domaine. Elle en vend à Mexico, une des plus grandes villes du monde, elle va en vendre avec presque certitude à New York. Elle a essayé d'en vendre en Ontario. C'est bien naturel, on est Canadien ou on ne l'est pas, comme dit M. Trudeau. Bombardier fait des soumissions en Ontario, arrive le plus bas dans les prix, le plus haut dans la qualité, avait eu l'assurance de M. Bill Davis, prédicateur référendaire en son temps, que Bombardier serait traité de façon équitable. La décision se prend, le contrat est donné à Hawker Siddely, d'Ontario, et on n'entre pas une seule voiture Bombardier en Ontario.

Quand on parle vraiment affaires et qu'on se tourne vers les gros marchés, les grandes villes, les grandes populations à niveau de vie élevé du sud, on voit ce qu'est l'économie. Quand les Québécois sont traités justement, équitablement, sans les préjugés "Canadian" vis-à-vis de nos productions économiques, on voit de quel genre de performance on est capable.

C'est pour ça que nous allons voter contre la motion du député qui, non

seulement est imprécise, non seulement est fausse, mais joute l'absurdité. Si l'Opposition avait voulu vraiment rendre service à la population, aux chômeurs, aux petites et moyennes entreprises au lieu de s'amuser à faire de vagues motions à caractère purement politique contre le gouvernement, elle aurait été mieux de s'attaquer vigoureusement, tout en restant libérale et fédéraliste - il y en a qui ne changeront pas là-dessus, je le sais et je ne leur en veux pas pour cela - au moins aux vraies causes, d'appuyer le gouvernement dans les efforts qu'il fait pour minimiser les effets de la crise et relancer, par exemple, par Le virage technologique, notre économie, et de blâmer ceux qui, de tout temps, par vice même de la structure économique canadienne, nous ont empêchés de nous épanouir.

J'ai parlé beaucoup pour le député de Notre-Dame-de-Grâce. Je voudrais terminer en parlant pour vous, M. le Président, et, par votre intermédiaire, pour la population.

C'est vrai que la crise est grave et qu'on se chicane ou non sur ses causes ne fera pas qu'une personne va avoir un emploi de plus ou avoir un emploi de moins. Cependant, sans avoir un optimisme injustifié, sans se faire d'illusion, je demande aux gens de se souvenir de la période de 1976-1981 où, par les bons choix politiques et économiques, agricoles et industriels, on a réussi à avoir un taux de croissance plus élevé que celui de l'Ontario.

Dès que la conjoncture va s'améliorer - les malheurs, les orages et les ouragans ne sont pas éternels - dès que le beau temps va revenir - les stratégies du gouvernement sont prêtes, plus les programmes d'urgence que nous avons dans la construction en particulier et les 170 000 000 \$ que j'ai annoncés, la semaine dernière, pour nous aider à passer la mauvaise période - quand le beau temps reviendra, le député de Notre-Dame-de-Grâce, comme l'ensemble de la population du Québec, sera en mesure de voir ce qu'un gouvernement déterminé, qui travaille en pleine concertation avec les agents économiques, patrons et syndicats, est capable de faire à nouveau pour remettre l'économie du Québec sur la voie de la croissance.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député d'Outremont.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: M. le Président, j'ai écouté attentivement le ministre d'État au Développement économique nous dire que, s'il y avait du chômage, c'était, bien sûr, la faute d'Ottawa. S'il y avait du chômage, c'était à cause de la situation difficile, et que l'espace économique canadien ne nous

convient pas. Un peu plus et il concluait, encore une fois, que la seule façon de remédier au chômage, c'est de faire l'indépendance du Québec. J'ose espérer que nous aurons une élection, à ce sujet, très bientôt.

M. le Président, il me fait plaisir d'appuyer la motion de mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce. Le gouvernement du Québec choisit mal ses priorités et c'est la raison principale pour laquelle nous avons des difficultés dans le domaine de l'emploi et dans le domaine du développement économique au Québec, non seulement cette année, mais depuis 1976.

Dans les quelques minutes qui me sont allouées, M. le Président, j'aimerais passer trois messages. Le premier, c'est que le gouvernement s'est très peu ou ne s'est pas préoccupé du développement économique depuis qu'il est au pouvoir, depuis 1976. Bien sûr, il a publié des volumes comme Bâtir le Québec, phase 1 et Bâtir le Québec phase 2, mais la question que nous sommes en droit de nous poser, c'est: Où furent les priorités véritables du gouvernement?

Quand on analyse les budgets des dernières années, on s'aperçoit que, sous le régime libéral, il y a eu des emplois créés à une très grande échelle. La proportion du budget qui était allouée au développement économique était de l'ordre de 15%, de 1972 à 1976. Cela variait très peu: 15,1%, 15,2%, 15,5%, 15,2% et 15,3%. Donc, c'était environ 15%. Mais, par la suite, de 1977 à 1982, ces chiffres diminuent: 13%, 12,4%, 12,2% et, l'année dernière, c'était 10,4%.

Ce qui est pire, M. le Président, si on fait la part des choses, c'est que, si on déduit de ces montants, qui ont été votés pour le développement économique, l'inflation qui grugeait les montants d'argent qui étaient alloués, on s'aperçoit qu'en termes réels, la croissance des budgets, qui ont été alloués sous le régime libéral, était de 4%, 5%, 6% et 8% d'augmentation par année, alors que, sous le régime du gouvernement québécois, l'augmentation réelle était de moins 9,2% en 1977, moins 1% en 1978, 0,8% en 1979 et 0,6% en 1980.

M. le Président, on s'aperçoit que les priorités du gouvernement étaient ailleurs. Elles n'étaient pas dans le développement économique. Bien sûr, cette année, il y a eu une remontée. Depuis cinq ou six ans qu'on a négligé l'économie, cette année, on a voulu mettre le paquet et il y a une augmentation - c'est tout récent - pour faire face à une crise économique qui, d'après lui, était récente.
(12 h 10)

Il est vrai, M. le Président, que la situation est difficile, mais il est également vrai que, dans les questions de développement économique, il faut tenter d'aider ceux qui sont les vrais développeurs

de l'économie et d'avoir des politiques à long terme. Le fait que les priorités, depuis 1976, ont été mises de côté, est une indication éclatante que les priorités du gouvernement n'étaient pas de ce côté.

Le deuxième message que j'aimerais passer est celui-ci: le gouvernement a tellement mal administré la province depuis 1976 qu'il n'a plus de marge de manoeuvre maintenant. Ceci a été dit et redit, mais je crois qu'il vaut la peine de faire état de certaines statistiques pour démontrer qu'alors que les déficits budgétaires étaient très peu élevés de 1973 à 1977, on s'aperçoit qu'ils grimpent allègrement depuis 1977 pour passer de 884 000 000 \$ en 1977-1978, à 1 500 000 000 \$ en 1978-1979, 2 000 000 000 \$, 3 000 000 000 \$ et maintenant, la dette publique, qui était de 5 000 000 000 \$ en 1976, sera de 18 000 000 000 \$ à la fin du présent exercice.

Où est donc passé tout cet argent puisque je viens de dire que la proportion des budgets qui ont été dépensés depuis 1976 ne l'a pas été pour le développement économique? Cela a donc dû être dépensé pour autre chose et je laisserai à mon collègue le député de Brome-Missisquoi le soin d'explorer davantage ce filon.

Ce qui est pire, c'est qu'avec l'accroissement de ces déficits budgétaires, la dette publique a augmenté. Alors qu'en 1976 le gouvernement n'avait à payer qu'environ 500 000 000 \$ pour le service de la dette, ce sera cette année au-delà de 2 000 000 000 \$. Il ne faut pas être très grand financier pour savoir que plus on s'endette, plus la charge d'intérêt devient écrasante et comme elle dépassera 2 000 000 000 \$ cette année, c'est autant d'argent de moins que le gouvernement peut avoir pour faire un effort additionnel pour relancer l'économie.

Contrairement à ce que peut prétendre le gouvernement, une analyse de cette dette nous démontre que 90% de cet accroissement est attribuable à la dette elle-même et non pas au taux d'intérêt. Il n'y a que 10% qui sont attribuables au taux d'intérêt proprement dit. C'est donc dire que le gouvernement a peu dépensé pour assurer le développement économique, qu'il a investi dans d'autres priorités qui n'étaient pas les priorités du développement économique, qu'il a tellement dépensé qu'on se trouve maintenant avec une dette écrasante et que le seul paiement des taux d'intérêt empêche le gouvernement de faire les choses qu'il devrait faire alors que nous sommes, de toute évidence, dans une crise très aiguë depuis six mois.

Il est évident maintenant que le ministre des Finances est à la merci de Wall Street. Il a tellement dépensé que ce sont maintenant les financiers de New York qui lui disent quoi faire, quelle taxe augmenter,

où dépenser son argent et il a perdu toute manœuvre qu'il pouvait avoir.

Le troisième message que j'aimerais passer, c'est que, non content de mal administrer la province, non content de ne pas avoir de priorités dans le développement économique, comme l'ont fait voir les budgets des cinq ou six dernières années, ce gouvernement s'est permis de faire des investissements farfelus pour glorifier le nationalisme économique mais qui ne faisaient absolument rien pour créer de l'emploi.

Je cite deux exemples. Le premier, nous en avons déjà parlé, il s'agit d'Asbestos Corporation. Alors que le gouvernement devra dépenser quelque 60 000 000 \$ pour acquérir cette industrie et alors que cet investissement a été fait pour honorer une promesse électorale on peut se poser des questions et se demander ce que cela a donné d'acquérir cette société.

Bien sûr, en période électorale, on disait que cela créerait de l'emploi. Je vous donne la réponse, M. le Président, c'est zéro. On a indiqué que cela pourrait donner plus de sécurité aux travailleurs déjà à l'emploi d'Asbestos Corporation. J'ai des nouvelles pour vous, puisque déjà, depuis que le gouvernement s'est porté acquéreur de cette société, la vente de l'amiante a tellement décliné que cette société doit maintenant mettre du personnel à la porte. De fait, il y a eu de 300 à 400 personnes qui ont perdu leur emploi depuis que le gouvernement est propriétaire de cette entreprise.

De plus, on a dit que cela pourrait augmenter la santé au travail. Depuis que le gouvernement est propriétaire de cette mine, absolument rien n'a été fait de ce côté-là. On a également dit que cela pourrait permettre une recherche additionnelle pour trouver de nouvelles applications. Le fait de posséder une mine - nous l'avons dit et nous le redisons - n'apporte absolument rien pour atteindre cet objectif.

Non content d'avoir acquis Asbestos Corporation, voilà que maintenant le ministre de l'Énergie et des Ressources se permet de considérer probablement l'achat de sociétés dans le domaine du pétrole pour créer Pétro-Québec. Hier, j'ai eu l'occasion de poser une question au premier ministre là-dessus. Quoi qu'il ait dit que son gouvernement n'en faisait pas une priorité - bien sûr, avec les finances délabrées du gouvernement dans le moment - le gouvernement ne devrait même pas penser ou considérer un investissement de l'ordre de 1 000 000 000 \$ qui ne créerait aucun emploi au Québec.

Je crois en avoir assez dit. J'ai passé mes trois messages: ce gouvernement n'a pas eu de priorités de développement économique depuis 1976; il a mal administré la province depuis qu'il est au pouvoir; il n'a plus maintenant aucune marge de manœuvre et

malgré cela, il se permet des investissements farfelus, qui ne créent aucun emploi au Québec.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Pierre-J. Paradis

M. Paradis: Merci, M. le Président. Je vais tenter, dans les dix minutes qui sont à ma disposition, de m'adresser spécialement aux jeunes Québécois, de m'adresser à ces jeunes et parler du souvenir qu'ils conservent des gouvernements qui ont précédé le gouvernement péquiste. Je m'adresse à ces jeunes pour leur demander quel souvenir ceux qui nous suivront auront du gouvernement péquiste. Je me souviens, comme jeune Québécois, du gouvernement libéral de Jean Lesage: c'était le gouvernement de la révolution tranquille. C'est toujours l'étiquette qu'on utilise pour qualifier ce gouvernement. Je me souviens du gouvernement libéral de Robert Bourassa: le gouvernement de l'essor économique, le gouvernement du développement de la Baie-James.

Quel souvenir aurons-nous du gouvernement péquiste? Quel souvenir les gens qui nous suivent, ceux qui sont dans les écoles, auront-ils de ce gouvernement péquiste? Ils auront la priorité de ce gouvernement comme souvenir, un gouvernement d'indépendantistes, un gouvernement de séparatistes et un gouvernement qui aura manqué son coup pour faire l'indépendance également.

On a hérité, nous, les jeunes, au Québec, de la révolution tranquille, on a hérité du boom économique des années soixante-dix à soixante-seize. On hérite présentement du premier mandat du Parti québécois. Pourquoi ce gouvernement a-t-il été porté au pouvoir? Pas pour son option séparatiste. Parce que c'est un parti qui a pu, avec de la propagande, de la publicité, faire croire aux gens que tout irait bien en endettant les Québécois - là, je parle à celui qui sort de l'université ou à celui qui est père de famille, présentement - pour 10 000 000 000 \$ en cinq ans de pouvoir. Avant de venir en politique, je vous souligne respectueusement, M. le Président, que je ne pouvais même pas m'imaginer ce qu'étaient 10 000 000 000 \$. Essayez de calculer cela, les jeunes, et vous verrez que vous aurez une dette supplémentaire de 6600 \$ à supporter lorsque vous fonderez votre famille; 6600 \$! Si vous ajoutez tous les déficits accumulés, on est rendu à 18 000 000 000 \$, pour la société québécoise, et on n'en a plus les moyens. Cela fait entre 11 400 \$ et 12 000 \$ de dette en plus des prêts et bourses aux étudiants.

On va se rappeler du gouvernement péquiste comme d'un gouvernement séparatiste, on va se rappeler du gouvernement péquiste comme d'un gouvernement qui nous a endettés et qui a endetté les générations à venir. Si je vous disais, moi, député de Brome-Missisquoi, que je pense que c'est de la mauvaise administration et véritablement de l'incompétence à la tête des finances du Québec, vous diriez: Il est partisan. Ce que je vous dis là, ce sont des mots que j'emprunte au ministre de l'Industrie et du Commerce dans un discours qu'il prononçait en 1979. C'est lui qui vous le dit et je le répète: "Je pense que c'est de la mauvaise administration et véritablement de l'incompétence à la tête des finances du Québec."

Aujourd'hui, il nous arrive, de concert avec son écrivain: Bâtir le Québec I; Bâtir le Québec II; virage technologique... Vire ici, vire là... Un écrivain, un propagandiste. Il ne parle pas comme les gens qui, dans nos comtés, ont bâti le Québec, les générations qui nous ont précédés, les gouvernements qui nous ont précédés qui ont, eux, vraiment bâti le Québec. Lui, il a écrit le livre. Si vous ne me croyez pas parce que cela vient du député de Brome-Missisquoi, je vais vous le dire dans un autre langage et vous allez certainement me croire. C'est quelqu'un du côté ministériel qui le disait. En 1979, le ministre de l'Industrie et du Commerce et député de Lotbinière dit: "On a pris de l'argent dans les autres ministères, on a mis tout cela ensemble pour faire une campagne de publicité. On a un gouvernement de publicistes. On invente des programmes nouveaux au gouvernement non pas pour servir la population, mais pour faire de la publicité pour le Parti québécois; publicité péquiste à gauche, à droite, ça on en a. (12 h 20)"

M. le Président, c'est un ministériel aujourd'hui, celui qui nous disait cela en 1979. Il a peut-être changé d'idée pour un petit portefeuille de ministre, mais qui est le vrai député de Lotbinière? Celui de 1979 ou celui de 1982 qui nous dit que, maintenant, ces livres ne sont plus de la publicité? Il nous dit que ces campagnes de propagande ne sont plus des campagnes de propagande, que c'est dans l'intérêt des Québécois aujourd'hui, alors qu'en 1979 c'était dans l'intérêt des péquistes. C'est drôle comme ça change, M. le Président. Il s'agit peut-être de prendre la direction de Montréal chaque fin de semaine, pour retourner dans nos comtés, pour s'apercevoir de ce qui arrive aux centaines d'étudiants qu'on retrouve sur le bord de la Transcanadienne, qui "font du pouce" et qu'on fait monter dans nos voitures. Il suffit de leur demander ce qu'ils pensent.

Il suffit également d'avoir fait la

campagne électorale dans Louis-Hébert, où on retrouve une population étudiante importante, et de demander à ces gens quel avenir ils entrevoient avec un gouvernement péquiste au Québec, l'avenir qu'ils entrevoient bien à court terme. Quand on y pense, ces jeunes sont des personnes dans lesquelles vous avez beaucoup investi, M. le Président, dans lesquelles j'ai beaucoup investi, dans lesquelles l'ensemble des travailleurs du Québec a beaucoup investi pour les envoyer à l'université. Ils nous coûtent des fortunes à former. Quel est l'espace vital, quel est l'oxygène, quelles sont les perspectives d'avenir, quel est le droit au travail de ces jeunes lorsqu'ils sortent de l'université? Que nous disent - dans nos voitures, lorsqu'on les véhicule "sur le pouce"? Il y avait quelques vieilles Volks autrefois, quand le prix de l'essence était raisonnable, et ils réussissaient à se véhiculer eux-mêmes. Là, ils sont tous "sur le pouce" parce que ce parti a adopté la taxe sur l'essence.

Ils nous disent: On s'en va en Ontario, on s'en va dans l'Ouest canadien, on s'en va aux États-Unis. Ce sont nos richesses humaines présentement. Après avoir fait fuir les sièges sociaux, après avoir étouffé l'entreprise privée par des commissions, des régies de toutes sortes, des réglementations à outrance, après les avoir fait fuir également, on est en train de faire fuir ce qu'il y a de plus précieux et de vital pour l'avenir du Québec, nos jeunes Québécois, notre richesse humaine. Je leur ai dit: Le PQ nous dit qu'il y a une crise économique ailleurs aussi. Pourquoi changer de place? Ils ont dit: On est certain qu'ici, au Québec, il n'y a pas d'emploi à cause de l'administration de ce gouvernement, mais là-bas on a une possibilité d'avoir de l'emploi. C'est cet espoir qui fait que nos richesses humaines s'expatrient présentement. Vous vérifiez vos statistiques là-dessus, M. le ministre. Mais, dans les programmes de propagande, de publicité, on a trouvé un moyen de remédier à tout cela de façon très temporaire. Je vais vous expliquer le principal programme de création d'emplois du Parti québécois, le programme du ministre d'État au Développement économique.

Nos jeunes sortent. Ceux qui restent ici s'en vont à l'aide sociale. C'est la seule source de revenu qu'ils ont. Cela coûte cher à la province de Québec. Il faut trouver quelqu'un pour payer. On investit, comme le ministre nous en annonce à peu près tous les mois dans tous les livres, dans tous les documents, dans des programmes communautaires dont la durée, par magie, est de 20 semaines et on rend ainsi nos jeunes admissibles à l'assurance-chômage. Là, on n'a plus besoin de s'en préoccuper durant un an. C'est le fédéral qui paie et on vient en Chambre crier contre le fédéral. Là,

quand ils retomberont de l'assurance-chômage à l'aide sociale, on va les recycler dans un petit programme Bernard Landry, super ministre d'État au Développement économique, et on va créer un chômeur et un assisté social. Ce n'est pas ça que nos jeunes veulent.

M. le Président, on se rappellera de ce gouvernement comme d'un "trip" péquiste, comme d'un "trip" séparatiste - un "trip", cela veut dire un voyage - mais c'est un voyage à crédit, comme je l'ai mentionné tantôt. C'est un voyage à crédit pour lequel les générations futures vont payer. Je sais que l'orateur qui me suit, c'est le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Je vous l'ai présenté brièvement par deux de ses citations, mais je ne voudrais pas terminer sans le citer une troisième fois. En 1979, celui qui va vous parler quand je m'assoierai et vous allez l'entendre, vous l'avez entendu du ministre d'État au Développement économique - disait: On ne pouvait pas finir ce discours sur le budget sans avoir la petite "toune" séparatiste contre le gouvernement fédéral. Cela, on l'a toujours. Vous étiez ici à la période des questions. On a eu la petite "toune" séparatiste. Mais arrêtez donc de nous parler de la "toune" séparatiste et arrivez donc avec de la création d'emplois permanents pour nos jeunes du Québec plutôt que de petits programmes écrits dans des livres OSE 1, OSE 2, OSE 3. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: M. le Président, je suis un peu surpris d'entendre le discours du député de Brome-Missisquoi, quoique je l'aie vu évoluer pendant les derniers mois, les derniers quinze ou dix-huit mois qu'il est ici, mais autrefois, lorsque je l'ai connu dans une autre formation politique, alors qu'il était vice-président de l'Union Nationale, les discours...

M. Paradis: Question de privilège.

Des voix: Ah! Ah!

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je m'excuse. M. le député de Brome-Missisquoi, vous savez que nous sommes dans un débat limité, et dans un débat limité, je pense qu'il faut éviter d'interrompre les personnes.

M. Paradis: Très brièvement. J'ai été pendant neuf mois membre de l'exécutif de l'Union Nationale, mais je n'ai jamais été vice-président de l'Union Nationale. Il ne sait

même pas ce qui s'est passé dans son propre parti.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre.

M. Biron: M. le Président, à l'époque où le député de Brome-Missisquoi militait dans l'Union Nationale, il faisait des discours sur la confiance en l'avenir, sur notre capacité en tant que Québécois de réussir quelque chose. Il ne faisait pas de discours pour détruire le monde, pour faire peur au monde et dire aux jeunes: Allez-vous-en dans l'Ouest, allez-vous-en en Ontario. Il faisait des discours pour dire: Nous autres, les Québécois, on est capables de faire des choses. Il avait des objectifs positifs. Bien sûr, j'aimais travailler avec lui à cette époque, mais depuis qu'il milite dans les rangs du Parti libéral du Canada... excusez-moi, du Québec - c'est la même chose, d'une façon ou d'une autre - il a changé ses discours et il essaie de faire peur au monde. Il essaie de dire aux jeunes: Vous n'êtes pas capables de réussir. Il essaie de convaincre la population du Québec que cela ne donne rien, d'oeuvrer et de militer au Québec.

Pourtant, j'inviterais mes amis de l'Opposition à venir avec moi dans des tournées. J'ai fait toute une série de tournées dans tout le Québec. J'ai rencontré des gens, des hommes d'affaires, des femmes d'affaires, des développeurs économiques dans toutes les régions du Québec. Je reviens de ces tournées, de la dernière en particulier, enthousiasmé par la qualité de nos administrateurs québécois, par la confiance des hommes et des femmes qui administrent nos entreprises, par la foi en l'avenir de ceux et celles qui développent économiquement le Québec. Ces gens disent: Il y a des choses à faire au Québec. On est capable de travailler avec le gouvernement du Parti québécois, avec le gouvernement du Québec, parce que c'est notre gouvernement. C'est un gouvernement qui nous écoute. C'est un gouvernement qui, lorsqu'on lui demande de faire des choses, répond "présent", et non pas comme le gouvernement d'Ottawa.

Des travailleurs et des travailleuses de la chaussure, des industriels sont allés là hier. Il y en a 7000 qui sont dehors depuis six mois, qui ont perdu leur job. Il y a des gens qui sont en train de perdre leur entreprise. J'ai rencontré un chef d'entreprise, il y a trois semaines, dans le sud de Montréal, un chef d'entreprise de 55 ans. Il avait 65 emplois il y a six mois et là, il a perdu tous ses emplois. Il a perdu toutes ses entreprises. Il a perdu 400 000 \$ à cause d'une décision du gouvernement fédéral. Pendant ce temps, ces gens critiquent le gouvernement fédéral en disant: Cela ne vous coûte rien. Protégez nos

emplois. Au secours! Sauvez nos jobs! Ottawa reste sourd aux ouvriers de la chaussure. On leur a dit: Allez vous faire pendre ailleurs. Nous autres, on n'est pas intéressés. C'est la réponse qu'ils ont.

À l'époque où le député de Brome-Missisquoi oeuvrait avec moi dans une autre formation politique, il me semble qu'on essayait d'avoir des idées positives. Il me semble qu'on faisait confiance aux gens. Il me semble qu'on disait aux gens: Au Québec, on est capable de faire des choses. Le député de Brome-Missisquoi ou les autres de l'Opposition nous disent que les jeunes devraient aller dans l'Ouest ou en Ontario. Avez-vous téléphoné dernièrement? Êtes-vous allé en Ontario et dans l'Ouest "Canadian" voir ce qui se passe là depuis quelques mois? C'est un fléau, à l'heure actuelle. J'ai des statistiques sur le chômage qui viennent de sortir, des taux comparés de chômage au Québec et dans le reste du Canada depuis un an. Au Québec, le chômage a augmenté - c'est vrai - depuis un an de 33%, mais dans le reste du Canada, il a augmenté de 46%. Les usines ferment là-bas. Quant aux mégaprojets énergétiques dans l'Ouest du Canada, regardez ce qui arrive avec les sables bitumineux. Regardez ce qui arrive avec Dome Petroleum qui était la plus grande pétrolière au Canada. Regardez ce qui arrive. Ils sont pénalisés à cause des décisions fédérales de vouloir essayer de serrer à la fois les grandes et les petites entreprises.

Il me semble, M. le Président, que le député de Brome-Missisquoi ou nos amis d'en face devraient réaliser ce que le gouvernement du Québec fait. Le gouvernement du Québec fait confiance aux chefs d'entreprises, de petites et moyennes entreprises, bien sûr, mais on fait aussi confiance aux grandes entreprises, sauf lorsque ces grandes entreprises décident de ne pas travailler en vue d'aider le développement économique et la création d'emplois au Québec.

Il y a des rumeurs qui ont circulé l'an dernier et qui étaient à peu près fondées sur Domtar. Savez-vous ce que le gouvernement du Québec a fait pour Domtar? On a investi de l'argent pour acheter la majorité des parts de Domtar pour forcer cette entreprise à garder son siège social au Québec et à continuer à créer des emplois au Québec en investissant au Québec et non pas à l'extérieur. Il me semble que c'est une décision qu'il fallait prendre. D'autres entreprises veulent travailler en faisant confiance aux Québécois, à leur gouvernement et aux travailleurs, il y a des grandes multinationales. Vous connaissez la compagnie Générale Électrique du Canada, ce n'est pas une PME. Ces gens m'écrivaient dernièrement en me disant ceci, je les cite: "Nous voulons rendre hommage à la

population et au gouvernement du Québec pour la chaleur de leur accueil et l'étroite collaboration qu'ils nous ont apportée dans la réalisation de cette nouvelle usine." La compagnie Générale Électrique du Canada, ce n'est pas une petite entreprise. Rendre hommage au gouvernement du Québec pour l'accueil et la collaboration qu'on leur a donnés, cela veut dire que le Québec s'occupe de ses entreprises et que le Québec travaille à créer des emplois au Québec, peu importe la taille de l'entreprise.

Bien sûr, on veut aider davantage nos PME québécoises, elles en ont besoin. Ce qu'on fait, on a une foule de programmes, mon collègue, le ministre d'État au Développement économique, vous en a parlé tout à l'heure. On a le programme d'urgence pour sauver les entreprises, des fonds de roulement à court terme qu'on veut leur prêter en aidant à payer la différence d'intérêt qui est épouvantable pour ces entreprises. Cela fonctionne très bien. Ce matin, on me faisait un rapport. On a au-delà de 15 000 000 \$ de garantie dans ces entreprises et on a déjà 2985 emplois protégés depuis que le programme est en marche, depuis quelques semaines seulement.

On a aussi un programme de promotion touristique qu'on a considérablement augmenté cette année, parce qu'on croit qu'on va pouvoir profiter, au Québec, de cet attrait touristique.

Alors, on a augmenté le programme de promotion touristique. Le Centre de recherche industrielle du Québec, cette année, obtient 13 000 000 \$ pour aider les PME québécoises parce que c'est un Centre de recherche industrielle pour les PME québécoises.

Le programme UNI-PME, les jeunes dont nous parlait tout à l'heure le député de Brome-Missisquoi, on s'en occupe, on a recréé cette année le programme UNI-PME justement pour favoriser ces jeunes qui sont diplômés de cégeps, d'universités, dans les sciences économiques, pour acquérir l'expérience nécessaire au niveau des PME québécoises. On va payer 50% de leur salaire jusqu'à un maximum donné pour la première année, pour leur donner l'expérience des entreprises manufacturières et, en même temps, donner le goût aux entreprises manufacturières d'engager ces jeunes diplômés d'université.

Un programme d'aide à la gestion, spécialisation marketing, cette année. On a constaté aussi, à travers nos tournées au Québec, qu'on avait besoin d'aider nos entreprises dans le domaine de la mise en marché, du marketing. On a créé un nouveau programme juste pour aider ces entreprises à engager des spécialistes en marketing ou des jeunes diplômés d'université qui vont se spécialiser en marketing, pour leur aider à faire la mise en marché de leurs produits.

Innovation-Recherche, cela n'a jamais existé dans le temps de mes collègues d'en face du Parti libéral. On ne s'est jamais préoccupé du développement économique d'Innovation-Recherche, sauf à peu près pour endetter les gens dans SIDBEC-Normines et tout cela. Dans Innovation-Recherche, cette année, on aura 10 000 000 \$ de nouveaux crédits qui viennent d'être votés dans le plan d'urgence annoncé par mon collègue, le ministre d'État au Développement économique, pour aider justement des entreprises à innover, à développer de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production, et particulièrement dans les secteurs à haute technologie.

Il me semble que ce sont des efforts importants que le gouvernement du Québec consent à faire cette année, justement pour protéger les entreprises québécoises, créer des emplois ou au moins protéger les emplois existants.

Développement des exportations: La semaine prochaine, lundi prochain, je serai à Ottawa à une conférence des ministres du commerce pour discuter d'exportation, du commerce extérieur. Les rapports qu'on a jusqu'ici, c'est que c'est le gouvernement du Québec, parmi tous les gouvernements des provinces canadiennes, qui est le plus avancé pour aider ses entreprises, avec des politiques pour aider et donner le goût à ses entreprises d'exporter. C'est le Québec, ce sont les entreprises québécoises qui, depuis les cinq dernières années, ont la plus forte augmentation d'exportation de leurs produits. Il me semble que c'est quelque chose d'intéressant à réaliser.

Ce sont des actions précises qui sont venues, bien sûr, des chefs d'entreprises qui ont le goût d'exporter, qui sont venues de la qualité des travailleurs et des travailleuses du Québec qui réussissent à produire des produits de qualité, mais aussi grâce à l'intervention du gouvernement du Québec dans ce sens. On veut y aller encore davantage. Ce matin même, dans le journal *Le Soleil* de Québec, il y avait un titre où on disait: "Québec veut persuader les PME d'accroître leurs exportations dans l'Ouest américain." On n'a pas entendu des déclarations et des motions de la part de l'Opposition. Cela fait longtemps qu'on travaille dans ce sens. On disait ceci, je le cite: "S'ils n'étaient pas déjà des adeptes de la côte du Pacifique américain, 150 dirigeants des PME québécoises réunis hier au Reine Élisabeth sont sûrement aujourd'hui des convertis. Le gouvernement du Québec, par l'Office québécois du commerce extérieur, aura alors atteint un de ses objectifs: accroître les exportations québécoises, notamment, sur les territoires américains."

On ne veut pas attirer ces entreprises à l'autre bout du monde d'abord et avant

tout, on a le territoire américain collé sur nous, avec 100 000 000 de population. Ce sont des clients crédibles, ce sont des clients qui ont de l'argent dans leurs poches, qui veulent nous aider. On veut justement créer des programmes pour pouvoir aider ces entreprises à conquérir ces marchés. On n'attendra pas après le gouvernement fédéral, ça l'air qu'on attend pas mal longtemps avant qu'il agisse en fonction des entreprises québécoises. On veut agir rapidement dans ce sens.

M. le Président, mon temps avance rapidement. Juste cette année, on aura augmenté de 65% les crédits disponibles à la Société de développement industriel du Québec pour lui permettre non pas d'engager des fonctionnaires, on n'a pas le droit d'engager plus mais de transférer des sommes à des entreprises comme levier pour leur permettre à la fois de se développer, à la fois d'investir, à la fois de trouver de nouveaux produits, à la fois d'innover, à la fois de conquérir de nouveaux marchés. Ce sont des programmes qu'on essaie de mettre les plus simples possible, mais, surtout, nous voulons répondre rapidement aux besoins des entreprises québécoises.

Donc, augmentation du budget de transfert aux entreprises de 65%. Environ 140 000 000 \$ seront engagés cette année en transfert aux entreprises pour permettre aux entreprises d'investir au Québec, de ne pas craindre d'investir au Québec parce que le gouvernement du Québec est là pour seconder les entreprises. Sa priorité, c'est le développement économique et je pense bien que, depuis un bon bout de temps, on a prouvé que c'était notre priorité parce qu'on s'en occupe activement, on crée des programmes qui répondent exactement aux besoins des entreprises de chez nous.

Pendant ce temps, on a quand même à faire concurrence à un autre gouvernement qui vient briser notre marché, qui vient briser nos entreprises, qui vient briser les reins des entrepreneurs et surtout des travailleurs québécois. Ce n'est pas un membre du Parti québécois qui va le dire, c'est un industriel, le président de l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada: "La seule et dernière chance de notre industrie, c'est que les élus du peuple - les députés libéraux - fassent reculer immédiatement ces fossoyeurs de l'industrie manufacturière canadienne." Ces fossoyeurs sont les bureaucrates, les technocrates à Ottawa qui sont appuyés, à l'heure actuelle, par le cabinet fédéral, par le gouvernement fédéral. Ce n'est pas le gouvernement péquiste qui le dit, c'est un président de chefs d'entreprises canadiens qui le dit. Donc, c'est quelque chose d'important à réaliser.

De plus, j'ai offert depuis que je suis ici de collaborer avec le gouvernement

d'Ottawa dans plusieurs domaines. Chaque fois, on nous a dit non. J'ai offert de collaborer dans le domaine du textile, du vêtement, de la bonneterie, pour dire: Ne créez pas un programme pour rien, ça va faire de la bureaucratie pour rien. On va mettre votre argent et notre argent dans le même compte, on va trouver des fonctionnaires des deux paliers de gouvernement et on va faire des rapports à la fois à Québec et à Ottawa et le chef d'entreprise aura deux chèques: un qui vient d'Ottawa et un qui vient de Québec. On a dit non, "no way", ça ne va pas, on veut reprendre le leadership, nous du gouvernement fédéral, et on veut détruire le gouvernement du Québec dans le domaine de l'industrie de la chaussure, du textile, de la bonneterie et du vêtement. Depuis ce temps, savez-vous ce qui se fait? On a à peu près deux ou trois demandes d'acceptées depuis six mois. Tout est gelé parce que Ottawa ne réussit pas à marcher dans sa bureaucratie gouvernementale.

Je termine en vous disant encore une fois que les chefs d'entreprises du Québec, heureusement, ne sont pas comme nos amis d'en face. Ils ne sont pas des sépulchres blanchis, ils sont dynamiques, ils sont efficaces, ils ont confiance en l'avenir, ils ont la fierté d'être des Québécois. On sait qu'on passe à travers une période économique difficile. Bien sûr, il faudra bousculer aussi certaines habitudes, certains intérêts. Grâce au gouvernement du Québec, grâce à la conviction des chefs d'entreprises du Québec, grâce à la confiance et à la foi inébranlables que ces chefs d'entreprises ont dans leur capacité de réussir et non pas grâce à la confiance que les membres de l'Opposition ont, ils n'ont pas de confiance du tout, mais grâce à notre confiance et à notre intérêt dans l'avenir, je peux vous assurer que le développement économique du Québec, c'est vraiment la priorité du gouvernement québécois.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, votre droit de réplique.

M. Reed Scowen (réplique)

M. Scowen: Je me demande si le ministre a trouvé la cause des gens de l'industrie de la chaussure assez importante pour se rendre à Ottawa lui-même hier? Je pense que la réponse est non. Il en a beaucoup parlé aujourd'hui, mais je pense qu'il était ici, à Québec, pendant que les représentants de l'industrie de la chaussure étaient à Ottawa. C'est lui le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

(12 h 40)

Voilà, M. le Président, un débat beaucoup trop court, mais qui a donné, je

pense, à tout le monde, l'occasion d'entendre les deux côtés et de décider un peu mieux qui a raison dans le grand débat sur l'économie du Québec. On me dit qu'aujourd'hui, 70% de la population du Québec est insatisfaite du gouvernement. Si vous connaissez dix personnes, sept vont vous dire que le gouvernement péquiste n'est plus compétent ou n'est pas compétent. Je pense que c'est dans le domaine économique surtout que ces 70% sont insatisfaits et les chiffres démontrent que c'est une opinion qui est répandue depuis longtemps.

Surtout dans le dernier discours qu'on a entendu, celui du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, on a peut-être vu la clé de l'affaire. Le ministre a fait beaucoup de déclarations, en dix minutes, en faveur de l'entreprise québécoise. Mais, à un moment donné, il a dit: Bon! On a acheté le contrôle de Domtar pour forcer ces gens à rester ici. Ce geste du gouvernement nous a coûté au-delà de 300 000 000 \$. Mais le ministre, à un moment donné - je pense que cela n'est pas partagé par son gouvernement - a dit: On fait confiance aux hommes d'affaires et, de l'autre côté, on a acheté le contrôle de Domtar pour obliger les gens, pour forcer - je le cite - les gens à rester ici. Si, après cinq ans, le gouvernement a créé pour les entreprises d'ici un climat tel qu'il est obligé d'acheter avec les fonds publics le contrôle des entreprises privées pour les forcer à rester ici, je pense que c'est la preuve la plus claire que la population en général n'est pas d'accord avec les belles déclarations, les slogans, les sommets et l'hypocrisie évidente que manifestent quotidiennement non seulement le ministre, mais tous ses collègues.

Depuis cinq ans, on a investi... En 1979, le prédécesseur du ministre nous a obligés à investir 150 000 000 \$ dans la compagnie SIDBEC. Aujourd'hui, ces 150 000 000 \$ de fonds publics investis par le Parti québécois sont une perte totale.

Nous avons été obligés par le gouvernement d'investir 80 000 000 \$ dans la compagnie Asbestos. Aujourd'hui, ce montant est perdu en grande partie et beaucoup d'emplois sont aussi perdus. Les gens de Thetford-Mines ne sont pas plus heureux, pas plus contents ni plus riches depuis cet achat.

On va investir dans quelques semaines un autre montant de 50 000 000 \$ dans une raffinerie de sucre qui va remplacer des emplois qui sont dans le secteur privé par des emplois dans le secteur public.

On a investi 15 000 000 \$ ou 20 000 000 \$ dans la compagnie Québecair, qui était une compagnie privée, dirigée par des entrepreneurs québécois du secteur privé, et qui est maintenant passée au domaine public.

Comment concilier, M. le Président,

d'une part, une manifestation de confiance dans l'entreprise publique au moins de la part du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, et, d'autre part, une situation que tout le monde reconnaît, où ces mêmes entreprises disent au gouvernement: Non, merci; on a notre voyage avec votre incertitude politique, avec vos impôts, avec vos règlements, avec votre hostilité envers le secteur privé manifestée par les ministres depuis cinq ans, sans arrêt; on a notre voyage avec vos tendances à nationaliser les compagnies au Québec et à obliger les compagnies qui sont encore dans le secteur privé mais qui concurrencent ces compagnies à concurrencer l'État.

Si vous ne me croyez pas, demandez-le aux entrepreneurs dans le domaine du sciage qui sont obligés de concurrencer la société d'État REXFOR, et j'en passe.

Cette déclaration d'appui du secteur privé est contredite quotidiennement par les gestes de ce gouvernement. On peut donner d'autres exemples. J'en donnerai deux. On a perdu la moitié de notre industrie pharmaceutique depuis cinq ans au profit des autres régions du Canada. C'est une industrie de haute technologie, très intéressante pour toute la population, avec beaucoup d'emplois très bien rémunérés dans toutes les régions du Québec et surtout à Montréal. La moitié est partie. Quant à la compagnie Volkswagen, on a essayé par tous les moyens d'obliger le gouvernement fédéral à la forcer à venir ici, mais la compagnie Volkswagen, qui n'est ni française, ni anglaise, mais une multinationale qui avait le choix, a examiné les deux possibilités, soit Ontario ou Québec, et toutes les pressions que le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada pouvaient exercer étaient faites pour rien parce que la compagnie elle-même ne voulait pas venir ici.

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre!

M. Scowen: Ce n'est pas parce que les Québécois sont bêtes; c'est que le gouvernement a une série de politiques qui sont néfastes pour toute la population et surtout pour l'économie du Québec.

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre!

M. Scowen: Je peux vous donner d'autres exemples, mais je pense que si vous posez des questions à des gens de l'entreprise, ils vous diront la même chose. Ils vont dire: Les beaux discours, les déclarations des ministres sont le maquillage de la réalité, et l'économie du Québec telle que conçue par le Parti québécois est malsaine pour l'entreprise et les entrepreneurs.

Je pense que vous avez là essentiellement le noyau du problème. Le gouvernement du Parti québécois ne fait pas confiance aux Québécois; il fait confiance au gouvernement, il fait confiance aux bouquins de politique, il fait confiance aux fonctionnaires pour diriger les entreprises, il fait confiance aux fonds publics pour acheter les entreprises québécoises afin qu'elles servent l'État et non la population.

Au fond, M. le Président, quant à moi le choix est très clair. Il y a les gens qui vont préférer l'un ou l'autre, mais essentiellement vous avez de ce côté, et je pense que la population le comprend de plus en plus, une Opposition, un parti politique - un jour un gouvernement, certainement - qui a confiance aux Québécois comme entrepreneurs, comme travailleurs, afin qu'ils réussissent eux-mêmes de leur propre initiative, sans le besoin de contrôle, d'aide, de subvention ou de nationalisation par le gouvernement. C'est un parti politique avec un programme qui fait confiance aux Québécois comme Québécois. En face, le gouvernement actuel n'a pas cette confiance en la population, il fait confiance à l'État.

Le ministre d'État au Développement économique a dit dans son discours sur le budget qu'il est possible que le Parti libéral se trompe en faisant de telles déclarations. Le 13 avril 1981, quand ces questions ont été soumises à la population de façon très démocratique et le résultat a été de 80 sièges pour le gouvernement et de 40 pour nous. Il faut que j'admette très sincèrement que, dans ce cas, je pense qu'il a raison. Vous me permettez aussi de dire qu'aujourd'hui, alors que commence une sixième année de pouvoir, les gens, j'en suis persuadé, deviennent de plus en plus conscients que ce n'est plus le cas. Les arguments qu'on fait valoir depuis cinq ans sont devenus de plus en plus évidents avec la détérioration continuelle de l'économie.

Je pense, en terminant, que la meilleure chose que je puisse faire pour être très clair, c'est de citer une phrase d'une déclaration qui a été faite par le ministre de l'Industrie et du Commerce quand il avait un peu plus de liberté de pensée et de parole qu'il n'en a aujourd'hui, quand il s'intéressait, autant qu'il s'y intéresse aujourd'hui, à l'économie. Mon collègue en a cité plusieurs extraits, mais je pense que cette phrase, qu'il a prononcée en 1979, avant la crise économique, est d'une évidence très claire parce qu'on partage parfaitement sa déclaration. Je le cite: "Le gouvernement empêche les gens de s'épanouir économiquement au Québec." C'est une belle déclaration, M. le ministre, je suis d'accord avec vous, mes collègues sont d'accord avec vous et, maintenant, on se rend compte que 70% de la population est finalement d'accord avec vous. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Qu'on appelle les députés pour le vote, puisqu'il y aura certainement une demande de vote enregistré. Qu'on appelle les députés!

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît, vous pouvez aller vous asseoir. S'il vous plaît! Je vais lire la motion sur laquelle va porter le vote. C'est une motion privilégiée, en vertu de l'article 24 du règlement, du député de Notre-Dame-de-Grâce qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste dont les mauvais choix de priorités dans les interventions à caractère économique constituent une utilisation improvisée et irresponsable des deniers publics." Que ceux et celles qui sont pour veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Scowen, Mme Lavoie-Roux, MM. Lalonde, Vaillancourt (Orford), Bourbeau, Blank, Caron, Mathieu, Assad, Vallières, Mme Dougherty, MM. Lincoln, Paradis, Picotte, Pagé, Gratton, Fortier, Rocheleau, Bissonnet, Polak, Maciocia, Cusano, Dubois, Sirros, Saintonge, Dauphin, French, Doyon, Kehoe, Houde, Middlemiss, Hains, Leduc (Saint-Laurent).

Le Vice-Président (M. Jolivet): Que ceux et celles qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire-adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Bertrand, Mme Marois, MM. Bédard, Morin, Laurin, Bérubé, Landry, Gendron, Mme LeBlanc-Bantey, MM. Lessard, Marcoux, Biron, Godin, de Bellefeuille, Richard, Clair, Chevrete, Marois, Duhaime, Garon, Tardif, Léonard, Martel, Proulx, Ouellette, Mme Lachapelle, MM. Brassard, Dean, Gagnon, Dussault, Desbiens, Fallu, Grégoire, Bordeleau, Leduc (Fabre), Marquis, Charbonneau, Boucher, Mme Harel, MM. Beauséjour, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Champagne, Perron, Blais, Blouin, Gravel, Laplante, Lavigne, Brouillet, Rochefort, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamisque), LeMay, Rodrigue, Payne, Beaumier, Tremblay, LeBlanc, Lafrenière, Paré, Lachance, Dupré.

Le Secrétaire: Pour: 35
Contre: 62

Le Vice-Président (M. Jolivet): Motion rejetée. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Je ferais motion, M. le Président, pour qu'on suspende nos travaux jusqu'à 15 heures.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Est-ce que cette motion est adoptée? Adopté.

Suspension de nos travaux jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 h 04)

(Reprise de la séance à 15 h 02)

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez prendre place.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Brassard: M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 7 du feuillet.

Reprise du débat sur le discours sur le budget et sur les trois motions de censure

Le Vice-Président (M. Rancourt): Reprise du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure du député de Vaudreuil-Soulanges, du député de Nelligan et du député de Gatineau. La parole était à Mme la députée de L'Acadie.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Tous les citoyens du Québec doivent malheureusement le réaliser, les finances publiques du Québec sont dans un état lamentable. Faut-il rappeler que, depuis l'avènement au pouvoir du Parti québécois, à la fin de 1976, le gouvernement a réussi à accumuler le double championnat des déficits et des taxes. Pour une troisième année consécutive, le Québec aura un déficit de 3 000 000 000 \$, si bien qu'au 31 mars 1983, la dette totale du Québec sera de l'ordre de 18 000 000 000 \$, soit trois fois et demi la dette nette de 5 000 000 000 \$ qu'il y avait quand ce gouvernement a pris le pouvoir en 1976. La dette publique par personne est passée de 3838 \$ en 1976 à 5276 \$ en 1980. Pour résumer ce triste championnat, M. le Président, inutile de dire que le Québec détient le championnat de la dette publique au Canada depuis 1976. Pourtant, ces déficits répétés, que des observateurs ont qualifiés d'explosifs et que, même hier, le député de Fabre reconnaissait également comme étant explosifs, ne nous mettent pas à l'abri des hausses de taxes. Sans doute que le ministre des Finances, lorsqu'il a déposé son dernier budget au mois de mai, nous a fait croire qu'il n'y aurait cette année qu'une augmentation de taxes de 250 000 000 \$. Pourtant, tout le monde le sait fort bien, ceci n'était qu'une partie du budget, puisque les principales hausses de taxes avaient été décrétées au moment de ce nouveau budget qui nous avait été présenté par le ministre des Finances en

novembre dernier. Il s'agissait évidemment d'une nouvelle forme de manipulation de l'opinion publique dans laquelle le gouvernement est devenu un grand maître et, comme le faisait remarquer M. Alain Dubuc, de la Presse, les mauvaises nouvelles ont été annoncées une à une au compte-gouttes depuis novembre dernier, si bien que la population a pu s'y habituer et que même le ministre des Finances nous laissait sous l'impression que la hausse des taxes pour cette année n'était que de 250 000 000 \$.

M. le Président, si l'on fait le résumé des taxes qui ont été ajoutées au compte-gouttes depuis novembre dernier, c'est un montant supplémentaire de 1 227 000 000 \$ dont il faut parler et que le gouvernement va chercher chez les contribuables, qu'il s'agisse de la hausse de la taxe de vente de 1%, des taxes sur le tabac, les vins, l'essence, des plaques d'immatriculation, des postes de péage, des autoroutes, des frais modérateurs sur l'aide juridique, sur la Régie du logement, de la hausse du prix des chambres dans les hôpitaux et des taux imposés aux personnes en centre d'accueil, hausse qui peut être normale jusqu'à un certain point, mais qui, cette année, a été fulgurante, si bien que bien des familles se sont trouvées désemparées devant cette hausse considérable.

À ces 1 200 000 000 \$, il faut ajouter évidemment les 521 000 000 \$ que le gouvernement ira chercher en reniant sa propre signature sur des salaires qu'il a déjà consentis aux fonctionnaires des secteurs public et parapublic, de même que 145 000 000 \$ qu'il va chercher dans les régimes de retraite. Si vous ajoutez à ceci des coupures supplémentaires de 670 000 000 \$ qui seront imposées à la population au niveau des services, c'est un montant global de 2 500 000 000 \$ que le gouvernement va chercher chez les contribuables sous une forme ou sous une autre, soit sous forme de taxes directes ou indirectes ou dans les coupures de services.

D'ailleurs, le président du Conseil du trésor lui-même reconnaissait que ces coupures imposées sont vraiment des coupures dans les services. Il s'agit de se référer à une lettre et à un document de référence qu'il adressait lui-même aux membres, aux organisations locales du Parti québécois pour leur expliquer la problématique des finances publiques et dans lesquels il disait que la contribution des citoyens au chapitre des taxes supplémentaires était de l'ordre de 1 300 000 000 \$ et avait été, en 1981-1982 et en 1982-1983, de 1 500 000 000 \$ en diminution de services, qu'ils paient déjà par leurs taxes. C'est le président du Conseil du trésor qui s'exprime: "Compte tenu que les services offerts à la population ont été comprimés de 875 000 000 \$ en 1981-1982

et qu'ils le sont cette année de l'ordre de 670 000 000 \$..." Il n'écartait pas la possibilité, pour faire face aux dépenses, d'imposer un nouvel effort collectif à ses concitoyens.

M. le Président, comment se fait-il que nous en soyons rendus là? Le gouvernement du Parti québécois a beau continuer de prétendre qu'il est la victime de circonstances hors de son contrôle, faut-il rappeler qu'il a ajouté, depuis cinq ans, plusieurs milliers de fonctionnaires à la liste de paie du gouvernement, à l'intérieur de la fonction publique, mais peut-être davantage dans le personnel affecté aux nombreuses régies et offices qu'il a mis sur pied? Il a augmenté les dépenses deux fois plus rapidement que ne l'a fait l'Ontario et plus rapidement que ne le justifiait l'augmentation de la richesse collective.

D'ailleurs, il n'est pas étonnant de voir que, maintenant, le ministre des Finances, pour justifier ses hausses de taxes, ne compare plus l'état de nos finances à celui de l'Ontario comme on avait l'habitude de le faire, mais au gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Il faut bien le comprendre parce que, dans le budget que l'Ontario a déposé cette année, il y a une augmentation de taxe de 550 000 000 \$ et cette province connaîtra, pour la première fois, un déficit d'au-delà de 2 000 000 000 \$, soit 2 200 000 000 \$. N'oublions pas qu'elle a une population de 33% supérieure à la nôtre, alors que nous connaissons quand même un déficit présumé... Il ne faudra pas se surprendre si, à la fin de l'année, on se retrouve avec un déficit plus près des 4 000 000 000 \$ que des 3 000 000 000 \$ annoncés par le ministre des Finances actuellement.
(15 h 10)

Il faut comprendre que les comparaisons avec l'Ontario mettent en relief de plus en plus la mauvaise administration gouvernementale et l'irresponsabilité gouvernementale. D'ailleurs, depuis plusieurs années, l'Ontario coupait dans ses dépenses publiques alors que le gouvernement du Québec continuait d'augmenter les dépenses publiques au lieu de s'engager dans des solutions concrètes. Au moment où les signes d'une crise apparaissaient sérieusement à l'horizon de nos finances publiques, c'est-à-dire dès son premier mandat, le gouvernement, occupé à préparer un contexte préférendaire favorable, a attendu d'être en situation d'urgence et aujourd'hui il l'impose à l'ensemble de la population avec toutes les conséquences graves que ceci implique.

M. le Président, l'état des finances précaires, pour ne pas dire lamentables, du gouvernement a des conséquences extrêmement graves pour la population. D'abord, au plan du chômage, il n'est pas inutile, dans les circonstances, de rappeler que l'écart de notre taux de chômage avec

l'Ontario et la moyenne canadienne, constamment, n'a cessé de s'élargir depuis que ce gouvernement est au pouvoir. M. le Président, nous l'avons rappelé et à combien de reprises. Mais toujours, de l'autre côté, on faisait valoir les emplois qu'on avait créés. Tout ceci, aujourd'hui, est dégonflé et on se trouve devant une situation catastrophique.

Au plan des services à la population, il y a aussi des conséquences graves. Nous n'avons qu'à penser au domaine de la santé. J'aurai l'occasion de revenir là-dessus dans un autre discours. Je vais simplement donner deux exemples. Alors qu'on ne coupe pas d'une façon significative dans les dépenses publiques, quand a-t-on pensé couper au ministère des Affaires intergouvernementales? Oh! On coupe un si léger pourcentage comparativement à ce qu'on coupe dans d'autres domaines. A-t-on pensé réduire les dépenses de Radio-Québec? A-t-on pensé réduire les dépenses de la publicité? Sans doute, le ministre des Communications nous dira: Nous n'augmentons pas aussi rapidement qu'avant. Je le pense bien, M. le Président. Personne n'a oublié que, de 1977 à 1979, le gouvernement avait augmenté ses dépenses, dans le domaine des communications, de 3 500 000 \$ à 15 000 000 \$, ce qui ne s'est pas vu ailleurs, au Canada.

Parmi les coupures dans les services à la population, quand vous pensez que, maintenant, on coupe à l'ensemble des personnes âgées. Qu'on vive en bas du seuil de la pauvreté ou qu'on ait les revenus suffisants, on coupe d'une façon absolument égale dans les médicaments. On coupe dans les services dentaires. Je ne suis pas contre une rationalisation des services dentaires, mais à voir la façon dont on procède, il n'y a aucune rationalité.

M. le Président, je vais vous donner deux exemples qui vont peut-être vous toucher davantage. Savez-vous où on va faire les économies dans les services? On vient de couper dans l'aide sociale aux personnes handicapées qui veulent se réintégrer dans nos ateliers de réadaptation.

Je vois un député de l'autre côté de la Chambre qui nie cette chose. M. le Président. Les personnes handicapées qui vivent en résidence avaient une allocation de 90 \$ et on leur accordait, puisqu'elles allaient travailler dans des ateliers huit heures par jour, une allocation pour leurs frais de voyage, leurs frais de vêtement, parce que quand on sort cela occasionne des dépenses, leurs frais de nourriture pour l'heure du midi, de 21 \$ par semaine, soit environ 94 \$ par mois. Là, on vient de décider que l'on soustrait cette allocation de 94 \$, qui étaient pour des fins bien précises, de l'aide sociale de 90 \$. À toutes fins utiles, on annule l'aide sociale.

M. le Président, on a aussi trouvé le

moyen de retrancher aux bénéficiaires de l'aide sociale qui doivent suivre des traitements d'hémodialyse l'allocation bien modeste qu'on leur accordait pour une diète spéciale. On est rendu que l'on va chercher dans des domaines aussi névralgiques, c'est le cas de le dire! Quand on enlève à un bénéficiaire de l'aide sociale, qui, en plus, doit subir une hémodialyse deux ou trois fois par semaine, le petit montant que représentait sa diète spéciale et qui est nécessaire au plan médical, les gens vous le diront, on peut se demander où sont les priorités de ce gouvernement.

Pourtant, on nous parle encore d'un toit sur le stade olympique de je ne sais combien, 66 000 000 \$, même si on le remet à un an, deux ans ou trois ans, et on continue d'être présent et même - si on se fie aux représentations du ministre des Affaires intergouvernementales - d'être davantage représenté sur la scène internationale. Pendant ce temps-là, on coupe dans le vif, là où ça fait vraiment mal à la population.

Une dernière conséquence, parce que je n'ai pas le temps de m'étendre davantage, compte tenu du temps qui m'est alloué, de ces difficultés financières dans lesquelles le gouvernement a plongé le Québec, ce sont les répercussions sur le plan social. Le gouvernement, qui ne sait vraiment plus comment se tirer de cette impasse difficile, doit avoir recours à des bous émissaires. D'ailleurs, c'est un peu la marque de commerce de ce gouvernement de se trouver des bous émissaires. Il n'est jamais responsable de rien. Mais c'est surtout sa marque de commerce de dresser les citoyens les uns contre les autres en exploitant les préjugés des uns contre les autres. Les premiers bous émissaires qu'on a trouvés, ce sont les employés de la fonction publique et parapublique.

Qu'il y ait un ralentissement dans l'accroissement de leur salaire, tout le monde de ce côté-ci est d'accord; qu'il y ait un effort d'établissement de parité de salaire entre les gens de la fonction publique et les gens du secteur public, les gens de ce côté-ci sont d'accord. Ce à quoi nous nous opposons, c'est qu'unilatéralement on bafoue les conventions collectives, on renie les signatures qu'on a soi-disant négociées de bonne foi. Ceci crée un climat de méfiance, un climat qui ne peut être que destructeur pour le Québec.

On assiste à la même chose avec les médecins. Eux aussi, on peut s'y attaquer, parce qu'ils sont très bien payés. Encore une fois, on a toujours l'impression que le gouvernement discute avec ces personnes avec un couteau sur la gorge. Dans le cas des médecins, on a l'impression que le gouvernement, n'ayant aucune marge de manoeuvre pour une véritable négociation, va

de toute façon aboutir, tôt ou tard, à un décret ou à une loi spéciale. Lentement, en se traînant les pieds, il conduit toujours toutes les personnes qu'il a choisies comme boucs émissaires vers ce dénouement: de toute façon, si on ne se rend pas aux ultimatums du gouvernement, celui-ci aura toujours le gros bout du bâton, il pourra toujours s'en remettre à des décrets ou à des lois spéciales.

Un dernier exemple: la façon dont le gouvernement a résolu le problème des médecins en régions éloignées. Tout le monde est d'accord pour qu'on résolve les problèmes des régions éloignées, mais alors que toutes les autres provinces ont trouvé le moyen de le faire non pas par une approche punitive, mais en préconisant des mesures positives, ce gouvernement-ci, lui, a décidé de recourir pour le moment, au moment où on se parle, uniquement à des mesures punitives et c'est encore par décret qu'il est intervenu. Il n'a pu s'entendre, évidemment; il ne s'entend plus avec personne. Mais il n'y a pas de problème pour le gouvernement: il lui reste toujours le décret.

M. le Président, je ne signale que ces quelques exemples pour démontrer que le gouvernement qui est devant nous, parce qu'il n'a pas su administrer la province d'une façon responsable, crée des problèmes considérables aux citoyens du Québec et surtout crée et engendre des situations de conflit qui pourraient dégénérer, si le gouvernement ne s'arrête pas à temps, en des problèmes extrêmement graves.

J'étais ici, hier, pour entendre quelques-uns de nos collègues d'en face parler des difficultés financières de la province. Ils ont peut-être fait un pas. Au moins, aujourd'hui, ils reconnaissent que la situation est catastrophique, même si on leur parlait depuis trois ou quatre ans. Encore une fois, c'est la faute de tout le monde et son père sauf la leur.

(15 h 20)

M. le Président, j'aimerais vous poser une question bien précise. Ce gouvernement administre la province depuis six ans. Quand aura-t-il atteint assez de maturité pour reconnaître sa propre responsabilité dans l'administration des affaires du Québec et arrêter de tenter continuellement de rejeter la faute sur tous les autres et ne pas assumer ses propres responsabilités? Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Bellechasse.

M. Claude Lachance

M. Lachance: Je vous remercie, M. le Président. En entendant la députée de L'Acadie, je n'ai pas été surpris du ton du discours, quoique la députée de L'Acadie a

l'habitude de ne pas se caractériser par ses propos négatifs, virulents à l'endroit du gouvernement. Cependant, ce qui m'a le plus surpris dans son intervention, c'est le fait qu'elle ait émis un grand nombre de critiques qu'on entend depuis déjà plusieurs jours et, malheureusement, pas tellement de suggestions pour essayer d'améliorer la situation. Il y a cependant un point sur lequel je voudrais revenir: le toit du stade olympique.

M. le Président, vous savez, le stade olympique existe maintenant depuis six ans et, il ne faut pas se le cacher, il n'y a pas encore de toit sur le stade, malgré les besoins évidents qui existent à ce niveau. On peut dire que s'il n'y a pas de toit sur le stade, c'est à cause des bêtises du gouvernement Bourassa qui nous a légué en héritage cette patate chaude.

M. le Président, nous sommes à discuter d'un budget comportant des dépenses prévues de l'ordre de 22 600 000 000 \$ et des revenus prévisibles de l'ordre de 19 600 000 000 \$, pour un déficit totalisant 3 000 000 000 \$. Pour mieux saisir la portée de chiffres aussi impressionnants, vous allez sûrement me permettre, M. le Président, de faire une comparaison qui va nous ramener à des proportions plus modestes, pour que tout le monde comprenne bien. Toutes proportions gardées, le déficit du gouvernement du Québec, par rapport à ses dépenses et à ses revenus, c'est comme une personne à qui il manquerait 3000 \$, sur des dépenses annuelles de 22 600 \$ pour être capable de boucler son budget. La grande question qui se pose, c'est de savoir à quoi servira ce manque à gagner, ce déficit de 3000 \$ ou de 3 000 000 000 \$, si on parle du déficit du budget du gouvernement du Québec. Si c'est pour payer des bien durables, pour faire des investissements d'une durée prolongée, je pense que tout le monde admettra qu'il n'y a pas de problème. Comme un individu n'a pas à payer comptant une maison dont il va se servir durant 20, 30, 40 ou 50 ans même, de la même façon, le gouvernement n'a pas à payer comptant le coût de construction d'une route, d'une école ou d'un hôpital qui va durer pendant plusieurs années. Mais, par exemple, M. le Président, si on fait un déficit pour payer les dépenses courantes, en fait, pour payer l'épicerie, c'est différent. On peut dire que le clignotant rouge s'allume, que le danger est présent et il faut réagir avec vigueur, au risque de perdre le contrôle et de s'enliser davantage.

M. le Président, le budget du 25 mai constitue une saine réaction à une situation économique difficile. Il ne faut pas se le cacher. Je n'essaierai pas de redorer la situation que nous devons tous vivre. Elle est pénible et la mesure controversée de la révision de la rémunération, par exemple,

dans les secteurs public et parapublic, est tout à fait dans cette optique d'essayer d'assainir les finances publiques du Québec. Ici, je voudrais ouvrir quand même une courte parenthèse pour dire que les employés de l'État - ils sont 300 000 - ne sont pas responsables de la situation économique difficile dans laquelle nous nous trouvons, mais, comme tous les citoyens du Québec, syndiqués du secteur privé comme non-syndiqués, il est évident que les employés de l'État, les 300 000, doivent également faire leur part pour aider à résorber cette crise économique qui nous confronte.

M. le Président, dans l'intervention que je fais maintenant, je n'ai pas l'intention de tenir des propos partisans, en tout cas, le moins possible. Je voudrais plutôt faire des constatations, apporter des suggestions sur des améliorations possibles, même si ces suggestions risquent de ne pas plaire à tout le monde, et peut-être de voir cela avec un état d'esprit un peu plus large que ce à quoi nous sommes habitués dans cette Chambre. Si on regarde un peu la situation ici au Québec, M. le Président, c'est bien évident qu'il n'y a rien de rose. Je vous rappellerai seulement que, depuis neuf mois au Québec on a eu 3300 faillites, qu'on a perdu 150 000 emplois, ce qui est dramatique, qu'on a un taux de chômage chez les jeunes qui dépasse les 20% et que la richesse des Québécois en moyenne a diminué de 3,6% en un an. Évidemment, ce n'est pas un tableau reluisant. C'est ce qui a amené le gouvernement à prendre certaines mesures, évidemment, qui ne sont pas très populaires. Cette situation occasionne des problèmes au niveau de l'équilibre budgétaire et on voit, par exemple, qu'il y a des augmentations au chapitre de certaines dépenses qu'on pourrait appeler des dépenses pratiquement incompressibles, qui sont très importantes. Je citerai l'aide sociale où il y a une augmentation par rapport au budget de l'an dernier de l'ordre de 17,1%, l'aide juridique, comme vous le savez, à laquelle sont admissibles les plus démunis de la société, où il y a une augmentation de 9,4% les prêts-bourses aux étudiants, où il y a une augmentation de 14,3% et l'assistance-maladie, de 6,5%.

M. le Président, pour le gouvernement, le résultat de la crise, c'est un déséquilibre important entre les revenus et les dépenses. Si vous me le permettez, je vais illustrer les problèmes auxquels on fait face uniquement en ce qui concerne les dépenses pour les frais de santé. J'ai ici une coupure de la Presse du 18 décembre 1981. À ce moment, on donnait les statistiques concernant les dépenses de coûts de santé au Québec par rapport à la moyenne canadienne per capita.

On avait ici au Québec un per capita annuel de 649 \$ pour l'année 1980 par rapport à la moyenne canadienne qui était de

588 \$. Cela signifiait que les coûts de santé publique au Québec avaient doublé en l'espace de cinq ans seulement. Parmi les facteurs qui peuvent expliquer cette hausse, on note que la population consomme davantage de services assurés par l'État; également, un autre facteur important, c'est le fait que le nombre de professionnels de la santé ne cesse de croître.

Pour l'année en cours, dans le budget 1982-1983, si on décompose le budget concernant la Régie de l'assurance-maladie ou les soins de santé, on arrive avec des services médicaux dont le coût est de l'ordre de 1 037 000 000 \$. Vous voyez que c'est une somme très importante. Les soins dentaires dont bénéficient les enfants de moins de seize ans: 79 900 000 \$. Comme vous le savez, les médicaments qui sont offerts gratuitement pour les personnes âgées de 65 ans et plus, c'est une somme de 112 903 000 \$ qui est prévue à ce chapitre. Comme je l'ai indiqué tantôt, l'aide sociale, avec le chômage aigu que nous connaissons, amène un déboursé d'environ 1 400 000 000 \$ pour l'année financière en cours.

(15 h 30)

Dans le domaine de la santé, je vous ai dit tantôt que j'avais l'intention de faire certaines suggestions. Au risque de déplaire à certains individus, je suis prêt à faire certaines suggestions au gouvernement. Ces suggestions, je me fais le porte-parole d'un certain nombre de personnes dans la société, dont mes concitoyens de Bellechasse, pour vous en faire part. D'abord, dans le domaine de la santé, pour essayer de diminuer les coûts, pour diminuer les abus, je pense que ce serait une excellente mesure que d'imposer le carnet de santé obligatoire. Le carnet de santé obligatoire, ce n'est pas une question d'inquisition auprès des malades, des patients; il s'agirait de consigner à l'intérieur du carnet certains renseignements de la part du médecin traitant, de façon que les autres médecins sachent quels sont les services qu'un patient a pu recevoir, et ainsi éviter des redoublements de diagnostic très dispendieux. Deuxièmement, comme

suggestion, lorsque je vais chez le médecin, j'aimerais bien savoir combien cela coûte. J'aimerais qu'on oblige les usagers à signer un document qui atteste, premièrement, du service médical qui a été rendu, et, deuxièmement, qui fait connaître le coût et ce que le professionnel de la santé va obtenir de la part de la Régie de l'assurance-maladie, que ce soit un médecin ou encore un dentiste.

Troisièmement, une autre suggestion. Je pense qu'il conviendrait, dans certains cas, d'exiger un modeste déboursé pour certains bénéficiaires de médicaments, certaines personnes qui peuvent présentement les obtenir gratuitement. Il ne s'agit pas, encore

là, de les surcharger de façon inacceptable, mais il s'agirait, à mon avis, de faire en sorte que les abus soient diminués de façon considérable. J'aimerais vous citer un exemple vécu dans mon comté par une personne qui m'a relaté cet événement, pour vous montrer jusqu'à quel point, parfois, certaines personnes peuvent exagérer, et ceci aux frais de l'État, donc de l'ensemble des contribuables du Québec.

Cela se passait dans une petite municipalité de Bellechasse, comme ça peut se passer ailleurs au Québec. Une bonne maman, une mère de famille se promène sur le trottoir. Elle aperçoit un sac de déchets comme on en voit souvent, un sac vert, qui s'était brisé; probablement qu'il avait été brisé par un animal. En passant à côté du sac, elle constate qu'il y avait des médicaments qui sortaient du sac. Imaginez les dangers, pour les jeunes enfants qui se promènent sur le trottoir, de prendre ces médicaments pour des bonbons et ainsi de s'intoxiquer et peut-être même de se rendre jusqu'à la mort. La bonne dame ramasse tout ça un peu en panique pour éviter que des enfants puissent s'intoxiquer ou utiliser ces médicaments et elle apporte cela à la maison. Quelle ne fut pas sa consternation de voir qu'à l'intérieur du sac, il y avait toute une trousse de pharmacie avec des libiums, des valiums, des médicaments du genre, des bouteilles à moitié pleines, d'autres aux trois quarts, avec des prescriptions qui provenaient de trois ou quatre médecins des paroisses voisines. Cette dame a pu voir que, malheureusement, c'était une personne bénéficiaire des largesses gouvernementales qui avait abusé et qui avait décidé, à un moment donné, de faire le ménage et d'envoyer ça à la poubelle.

Il ne s'agirait pas d'étouffer ces personnes qui, pour la grande majorité, en ont besoin, mais je pense que, si on imposait un montant de 1 \$ par prescription ou encore 0,50 \$, ce serait déjà un élément qui pourrait avoir un effet modérateur.

En ce qui concerne les bénéficiaires de l'aide sociale qui sont aptes au travail, il y en a beaucoup présentement, malheureusement. Pour avoir été à la direction d'une municipalité comme maire, j'ai une suggestion à faire et j'aimerais qu'elle puisse éventuellement être étudiée sérieusement. C'est qu'on demande aux bénéficiaires de l'aide sociale qui sont aptes au travail de s'inscrire à leur municipalité pour un certain nombre d'heures par semaine pour être en mesure de faire du travail productif. Ce qu'ils font présentement, attendre leur chèque, on ne peut pas dire que c'est très revalorisant sur le plan humain. Ils pourraient rendre service à la société en attendant de pouvoir jouir de conditions améliorées par rapport au sort

dont ils sont victimes présentement. Il ne s'agirait pas, encore là, d'abuser de ces personnes, mais de leur demander de travailler dix ou douze heures par semaine pour faire du travail utile à l'ensemble d'une collectivité. Il me semble que ce serait là quelque chose de très positif.

M. le Président, j'ai ici une coupure de journal qui date de deux semaines. On dit que c'est un triste record: le dollar - on pourrait dire maintenant la piastre à Trudeau - valait 0,8006 \$. Au rythme actuel, la piastre à Trudeau descend d'un cent par semaine par rapport à la devise américaine. Présentement, soit deux semaines plus tard, il est rendu à 0,78 \$. Pourtant, à Ottawa, ce n'est pas un gouvernement du Parti québécois.

On a toute une série, je dirais presque de malheurs qui sont annoncés quotidiennement. On voit cela dans les journaux. L'une des mesures qui nous frappent présentement, c'est le gel des salaires ou la diminution de salaires que certains employés doivent - ils n'ont pas le choix - accepter pour continuer à travailler, faute de quoi ils se retrouveraient en chômage.

Dans mon comté, une entreprise qui s'appelle les Presses lithographiques de Lac-Etchemin est spécialisée dans l'impression. Eh bien, elle a dû, récemment, imposer ou, en tout cas, demander à ses travailleurs, qui sont une centaine, d'accepter une diminution de salaire de l'ordre de 11%. Je suis certain que ce n'est pas de gaieté de coeur qu'ils ont accepté cette diminution de salaire qui, finalement, a pour effet de ramener le salaire qu'ils ont à celui de 1980. Ces exemples sont nombreux. Je vois dans la Presse du 9 juin: "La Consolidated Bathurst réduit les salaires de ses cadres" et "Coupe de dépenses et gel de salaires chez Bell Canada". Dans la Presse du 11 juin, deux jours plus tard: "La Banque Nationale gèle les salaires de son personnel. La semaine de travail sera plus longue. Elle passera de 35 à 37,3 heures dans tous les services du siège social de la Banque Nationale."

M. le Président, quand on voit des exemples comme ceux-là, je pense que cela justifie le gouvernement du Québec d'agir comme il le fait présentement vis-à-vis des employés de l'État, même si ce n'est pas de gaieté de coeur qu'on le fait.

Lorsqu'on regarde ce qui se passe ailleurs, dans le monde, si on a une certaine ouverture d'esprit, on constate que la récession, c'est un mal qui est vraiment mondial. Je vous citerai, à titre d'exemple, le chômage dans le monde. On a dit qu'au Québec il y avait environ 425 000 chômeurs et ce, évidemment, à part les personnes qui bénéficient de l'aide sociale. Au Canada, il y en a environ 1 250 000. Aux États-Unis, nos puissants voisins du Sud, il y a plus de

10 000 000 de chômeurs présentement, dont la moitié sont des Noirs, semble-t-il, des personnes de couleur qui n'ont pas d'emploi. En Grande-Bretagne, il y a 3 000 000 de chômeurs. En République fédérale allemande - on cite souvent, en exemple, l'Allemagne de l'Ouest comme un modèle - 8% de la main-d'oeuvre active est en chômage.

M. le Président, ces exemples nous montrent bien qu'il y a des problèmes partout et que le gouvernement du Parti québécois ne peut être tenu responsable de toutes les calamités. On a vu, dernièrement, à la conférence de Versailles où étaient réunis les chefs des sept pays industrialisés du monde, dont M. Trudeau, que cela n'a pas donné grand-chose.

C'est la même chose en ce qui concerne la baisse de la consommation mondiale de pétrole. On nous a reproché, au Québec, que parce qu'il y a une surtaxe sur l'essence, cela a fait en sorte que la consommation d'essence a diminué de façon radicale. C'est vrai que cela a diminué, mais ce n'est pas un phénomène unique au Québec. À titre d'exemple, une fois de plus, dans l'ensemble du monde, en 1981, on estime à 3% la baisse de consommation de pétrole; une diminution de 7,4% en Grande-Bretagne, 9,6% en France, 10,3% en République fédérale allemande et 12,6% en Suède. Chez nos voisins du Sud, c'est la même chose, une diminution de 6,4% de la consommation de pétrole et, au Japon, 5,6% de moins en 1981 par rapport à 1980. (15 h 40)

M. le Président, il y aurait beaucoup de choses à dire pour démontrer jusqu'à quel point les problèmes économiques difficiles que nous traversons sont vraiment des problèmes mondiaux. Mais je pense qu'on ne doit pas rester les bras croisés devant ce qui arrive. On doit regarder ce qu'on peut faire. Je suis un peu sensible au cri d'alarme ou à l'appel que l'assemblée des évêques du Québec a lancé à la population lors de son message du 1er mai. Vous me permettrez de le citer brièvement, M. le Président: "La lutte contre les fermetures et leurs effets demeure un lieu important de l'action des travailleurs. Les revendications centrales dans ce dossier portent sur une législation qui tienne compte des travailleurs. L'accès à l'information sur la situation de l'entreprise, l'imposition de délais suffisants d'avis de fermeture et l'établissement d'une caisse de stabilisation sont nécessaires pour les travailleurs."

Il ne faut pas se le cacher, il y a présentement des gens qui sont en difficulté, dans la misère, et je pense qu'il faut être très sensible à ce phénomène. Une des choses les plus spectaculaires et en même temps les plus tristes, c'est la constatation que la crise économique actuelle risque d'augmenter le taux de criminalité.

J'ai ici une coupure de presse où, lors d'une journée de ressourcement organisée par le Conseil des Églises pour la justice et la criminologie, l'économiste Pierre Fortin, de l'Université Laval, faisait part de recherches récentes qui démontrent de façon on ne peut plus claire qu'il existe une relation très étroite entre le chômage et la criminalité.

Je voudrais faire miens les propos d'un grand Québécois qui a joué un rôle important dans la sphère économique, il s'agit de M. Alfred Rouleau, l'ex-P.-D.G. du Mouvement Desjardins, qui disait ceci: "Est-ce le moment de s'enguirlander mutuellement, de chercher un bouc émissaire puisque la crise annonciatrice de changements constitue une occasion de réflexion; accrochons-nous plutôt à ce qui a déjà fait notre force dans le passé, soit la confiance en nos possibilités, la croyance en certaines valeurs qu'il devient urgent de retrouver." La volonté de s'attaquer solidairement aux difficultés, c'est le message que M. Rouleau tenait récemment au congrès de l'Association des manufacturiers de bois de sciage à Québec.

Il disait, et je continue, parce que je pense qu'on doit méditer ces paroles-là: "Nous ne sommes que 6 000 000, pourquoi alors notre discours est-il si discordant? Nous sommes arrivés à ce point de l'histoire où nous avons un destin à inventer. Avons-nous assez de coeur - continue M. Rouleau - et de foi en l'avenir pour relever le défi? Les Québécois ont appris à gérer leurs économies, pourquoi ne sauraient-ils pas gérer leur économie?"

En terminant, je pense que, lorsque la maison est en feu, ce n'est pas le temps de se chicaner sur la couleur du bardeau de la toiture. Je pense que nous, les Québécois, en milieu rural en particulier, avons un très bel exemple de ce qu'on pourrait faire présentement, ce qu'on vit à l'occasion, lorsque arrive une période de difficultés, lorsqu'il y a certains malheurs qui s'acharnent sur des individus, ça s'appelle la corvée.

Je pense que le temps est venu au Québec de nous serrer les coudes, d'être solidaires, de mettre ensemble nos énergies à travailler positivement, peu important nos allégeances politiques, peu important les opinions qu'on peut avoir ou les différences qu'on peut avoir. Je pense que le temps est venu de rechercher les solutions originales à des problèmes d'une ampleur sans précédent et j'estime qu'il faut faire preuve d'imagination. Cette nouvelle façon de regarder les événements bien en face, je pense que cela doit être par la solidarité, par la concertation. Un très bel exemple que nous avons eu la semaine dernière, ici même, au salon rouge du parlement, c'est lorsque les représentants très diversifiés de la société québécoise se sont assis à une même table pour annoncer une participation à ce

qu'on appelle maintenant le plan de relance de la construction domiciliaire. Il faut le faire, ce n'est pas facile, mais c'est une excellent indice, un excellent modèle, une excellente initiative de ce qu'on pourrait faire si vraiment on s'en donne la peine.

L'appel que je lance à toutes les personnes de bonne volonté pour cette solidarité et cette concertation et cette collaboration, je pense qu'il ne doit pas uniquement rester ici au niveau du parquet de l'Assemblée nationale; il doit aller ailleurs dans la société québécoise chez les travailleurs, syndiqués comme non syndiqués, il doit aller également, bien sûr, du côté des membres de l'Opposition ici à l'Assemblée nationale, et même plus loin que cela, auprès de nos collègues qui doivent nous représenter auprès du gouvernement central, à Ottawa, les députés fédéraux du Québec. Ensemble, collectivement, si on s'en donne la peine, on est capable de sortir encore plus fort de cette crise qui nous assaille présentement. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Beauce-Sud.

M. Hermann Mathieu

M. Mathieu: Merci, M. le Président. Nous sommes à étudier le budget qui nous a été présenté par l'honorable ministre des Finances, budget de panique et budget désastreux s'il en est! Ce budget fut présenté en trois étapes différentes. Parce qu'il était tellement gros à avaler, le Parti québécois a jugé bon de le faire avaler à la pièce. Première étape, novembre 1981, avec une augmentation de 0,30 \$ par gallon d'essence et une augmentation générale des impôts de 1 000 000 000 \$. Seconde étape en mars et troisième étape en mai, avec une augmentation des taxes de 300 000 000 \$, ce qui donne une augmentation de taxes, pour l'année courante, de 1 200 000 000 \$, c'est-à-dire 800 \$ par famille de quatre personnes: père, mère, deux enfants.

Or, on veut nous laisser croire qu'il n'y a pas eu d'augmentation de taxes étant donné qu'elles n'ont été que de 200 000 000 \$ au mois de mai. Il faut prendre l'opération dans son ensemble. Et que dire du vol de 800 000 000 \$ que le gouvernement est en train de faire aux fonctionnaires? Ajoutez cela à l'augmentation de taxes de 1 200 000 000 \$, et nous voici avec un manque à gagner de 2 000 000 000 \$. Si nous ajoutons cela au déficit de 3 000 000 000 \$, nous nous retrouvons avec une somme de 5 000 000 000 \$. Si le gouvernement n'avait pas augmenté les impôts en novembre et en mai et s'il n'était pas allé pigner dans les conditions de travail des fonctionnaires, il manquerait 5 000 000 000 \$.

Est-ce une génération spontanée? Pas du tout. C'est la conséquence de la mauvaise administration du Parti québécois depuis six ans. Nous avons dénoncé, à diverses étapes, les budgets déficitaires: 1 000 000 000 \$, 2 000 000 000 \$, 3 000 000 000 \$. Les gens ne se sont pas aperçu de la conséquence d'un déficit. Ils s'en sont aperçu quand ils sont passés au poste d'essence et que cela a coûté 0,30 \$ de plus le gallon d'essence. Là, les gens ont compris ce qu'on voulait dire quand on dénonçait des déficits de 3 000 000 000 \$.

Les gens nous posent des questions, dans nos comtés. Ils nous disent: Les taxes augmentent et les services sont coupés. Alors, la dette ou le déficit doit diminuer. Au contraire, le déficit et la dette augmentent. Les gens nous disent: Qu'est-ce qu'ils font de l'argent du monde? Qu'est-ce qu'ils font de notre argent? C'est la question que je me fais poser toutes les semaines. Je ne peux pas répondre. Je me dis que probablement il y aurait moyen de couper à des postes moins importants, dans des dépenses folles, des dépenses folichonnes. En voulez-vous quelques exemples? Le changement des panneaux marqués "stop" pour "arrêt" au coût de 6 000 000 \$; toute une série de maisons du Québec autour du monde pour se comparer à des pays comme les États-Unis ou à d'autres pays; le budget des Affaires culturelles. Il y a des endroits où on pourrait couper en faisant moins mal aux petites gens, au monde ordinaire.

Une voix: Démagogie!

M. Mathieu: J'entends crier le mot "démagogie". Il y a l'Office de la langue française, avec je ne sais trop combien de centaines d'employés qui viennent à Saint-Georges-de-Beauce, dans nos petits villages à 100% francophones, parce que parfois, à cause du tourisme, il y a une annonce en anglais et en français, et il faut changer l'annonce, il faut la mettre en français seulement. Cela prend des inspections. Je crois que l'Office de la langue française a un budget de 25 000 000 \$, mais c'est absolument scandaleux. (15 h 50)

Prenez les mesures, les dépenses administratives, les bureaux, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, par exemple, les cadeaux de 50 \$ aux cadres à l'occasion de Noël, les bureaux somptueux. M. le Président, même ici, on a vu, l'automne dernier, un ministère qui aménageait un nouveau bureau pour le ministre et cela coûtait combien? 25 000 \$, mais...

Quoi qu'il en soit, M. le Président, ce sont des choses tout à fait inacceptables. Quand on songe aux problèmes que vivent les ruraux, aux problèmes de voirie où le budget

d'entretien a encore diminué de 30 000 000 \$ cette année. Le réseau routier régional est dans un état délabré comme il n'a jamais été de mémoire d'homme. On regarde le budget de l'Agriculture, le ministre nous dit: Nous avons augmenté le budget. C'est extraordinaire, l'augmentation. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans si l'on regarde la tranche de l'agriculture par rapport au budget global. En 1974-1975, le gouvernement investissait dans l'agriculture et il est sorti des résultats. 2,5% du budget global allait à l'agriculture. Maintenant, avec nos supposés gens qui se soucient de l'agriculture, c'est diminué à 1,9%. Belle amélioration!

Il y a de grands absents dans ce budget. Les budgets pour la création d'emplois. On a une pitance d'à peu près 75 000 000 \$, sur un budget de 23 000 000 000 \$, pour la création d'emplois. Qui en sont les victimes? Nos travailleurs et nos jeunes, M. le Président. Nos jeunes que le Parti québécois exploite honteusement. Quand je pense, avec de beaux diplômes, qu'est-ce qu'on leur offre? Une pitance d'aide sociale à 131 \$ par mois ou on leur dit - ce n'est même pas eux - que c'est le gouvernement fédéral qui peut leur payer un voyage à Calgary pour leur trouver du travail. Si vous restez au Québec et si vous voulez travailler clandestinement, on va vous payer une fin de semaine en prison, si vous travaillez clandestinement.

Qu'est-ce qu'on fait de nos travailleurs de la construction? On enlève 32 000 cartes de classification de l'OCQ à des travailleurs qui sont qualifiés pour ce faire, qui veulent travailler et qui auraient du travail. On leur enlève leurs cartes de classification. Mesure arbitraire, mesure odieuse s'il en est une. Pour nous consoler, on nous dit: On va encore en enlever 20 000 l'année prochaine. M. le Président, quand, dans une société, le droit au travail devient un privilège, cette société est gravement malade.

Je voudrais dire quelques mots sur la voirie rurale. J'en ai dit un mot tantôt. Nous avons un réseau, surtout dans Beauce-Sud, inacceptable. On baisse le budget. On prolonge la date de dégel au 19 mai cette année parce qu'on ne suit pas la date de dégel physique. C'est le gouvernement qui décide à quelle date le dégel prend fin et plus il prend fin tard, plus le gouvernement économise des sous. Il y a des travaux dans mon comté qui s'imposent, route Saint-Benjamin, Saint-Simon, le chemin Sainte-Clothilde, Courcelles, Saint-Ludger, Saint-Benoît, rang Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Aurélie. Ce sont des routes qu'il faut refaire le plus tôt possible.

M. le Président, je voudrais dire un mot de la formation de municipalités régionales de comté. Vous savez, on est en train de transformer le système au Québec.

On abolit les conseils de comté et on les remplace par ce qu'on appelle des MRC, ou municipalités régionales de comté. Pour cela, on engage les siècles à venir. Nous avons tenu des comités de consultation, M. le Président. Il y a eu un beau comité de consultation des MRC dans mon comté, comité partisan, comité biaisé, comité où tout était décidé d'avance, où on a tenu seulement un simulacre de justice et de démocratie. Ainsi, M. le Président, on a pris des municipalités, qui avaient demandé à l'unanimité d'appartenir à la MRC, Beauce-Sartigan-Saint-Georges, et on leur a dit: Non, vous allez aller à la MRC Les Etchemins à Lac-Etchemin. Il en est ainsi de la municipalité de Saint-Prosper et de Saint-Zacharie, village, M. le Président. J'ai eu l'occasion de déposer ici des pétitions signées par 1800 personnes de Saint-Prosper, 800 personnes de Saint-Zacharie, village. Cela représente plus de 97% de la population qui a le droit de voter. Malgré cela, d'une manière unilatérale, on leur impose de changer de région d'appartenance. Pour quelle raison? On leur dit: Il ne faut pas faire de dents de scie dans la carte. Belle raison stupide, M. le Président! Je m'élève contre cette forme de dictature qui est absolument inacceptable. C'est se moquer de la démocratie. C'est mépriser la population. M. le Président, le principe qui doit nous guider au moment où l'on fait de nouveaux regroupements qui engagent les siècles à venir, n'est-ce pas le premier principe, celui du respect de la population? Vous nous dites dans certaines campagnes de propagande: La personne avant toute chose. On aimerait que vous l'appliquiez.

M. le Président, au nom de la population de Saint-Prosper, au nom de la population de Saint-Zacharie, populations qui ont droit à leur dignité et à leur fierté, je demande au ministre des Affaires municipales de respecter le vœu de ces populations et de ne pas les inclure dans une MRC qui ne répond pas à leurs besoins, mais bien de les inclure dans la MRC Beauce-Sartigan. Si ce n'est pas fait, à l'occasion des prochaines élections, soyez sûrs qu'un gouvernement libéral fera en sorte de respecter le vœu de la population.

En concluant, M. le Président, j'ai reçu cette semaine, lundi, une délégation de fonctionnaires provinciaux du Québec, section Beauce, qui sont venus me remettre une pétition. Que demandent-ils dans cette pétition? Je ne lis pas l'intitulé pour épargner du temps: "Nous demandons - je cite - par votre entremise, à titre de membre de l'Assemblée nationale, que l'adoption de ces projets - c'est-à-dire les projets de loi nos 62 et 70 - soit reportée afin de permettre que les négociations pour le renouvellement de la convention collective se fassent de bonne foi et traitent de ces

sujets."

M. le Président, les syndiqués s'opposent à un acte unilatéral de la part du gouvernement pour diminuer les salaires. Il demande au gouvernement de respecter sa signature. Y a-t-il une chose plus fondamentale que celle-là? Y a-t-il une chose plus normale que celle-là? Je trouve humiliant, comme député de Beauce-Sud, d'être obligé de dire au gouvernement: Respectez donc votre signature. Cela m'humilie, comme membre de cette Assemblée, d'être obligé de demander au gouvernement une chose aussi élémentaire que celle du respect de sa signature. S'il ne respecte pas sa parole ni ses promesses, il devrait au moins respecter sa signature. Si sa signature ne vaut plus d'être respectée, M. le Président, il n'y a plus rien qui tienne dans la société. Nous sommes en train de passer d'une société démocratique, d'une société de consensus à une société de décrets et à une société de dictature.

M. le Président, je ne vois aucun inconvénient à endosser publiquement la demande des syndicats de la fonction publique qui font une demande tout à fait normale et tout à fait logique. Elle est tellement simple qu'on s'étonne qu'on soit obligé de la demander. Cela répugne au sens commun de formuler une demande aussi simple, aussi claire et aussi fondamentale que celle du respect d'une signature.

M. le Président, il y a une personne qui a écrit un article, dans le journal *Le Devoir*, le 27 mai 1982. Il s'agit de Mme Lise Bissonnette. Elle disait ceci: "Quelque part entre les expédients de bouts de chemin de la plus vieille Union Nationale et les zigzags solitaires et unilatéraux d'un Pierre Trudeau, le gouvernement du Québec a enfin pigé sa propre version de l'arbitraire du pouvoir et décidé pour de bon d'y faire son lit. Le spectaculaire bris de contrat qu'il a déposé hier à l'Assemblée nationale sous forme de projet de loi spécial pour dicter les conditions de travail dans les secteurs public et parapublic ne s'explique pas autrement. On voudra le faire passer pour de la fermeté; il a au contraire l'immoralité de l'abus de pouvoir, refuge parfait de la faiblesse qui tente de taire son nom. (16 heures)

"Une loi spéciale, normalement, c'est le dernier recours de l'Assemblée nationale, quand un groupe défie ouvertement la loi. Les syndicats du secteur public n'ont rien fait de tel. Ils se sont simplement inscrits en faux contre une stratégie gouvernementale qui leur demandait la réouverture avant terme des conventions collectives, comme c'était parfaitement leur droit. Dès lors, la seule façon correcte et ferme pour le gouvernement de réparer les pots budgétaires qu'il avait lui-même cassés, lors de la négociation de 1979, était de se mettre à la

table avec une position patronale définie et de ne pas en dévier."

M. le Président, je le répète, je n'ai aucune gêne à appuyer cette demande des syndicats que je trouve légitime, que je trouve bien fondée. Je demande, en concluant, au gouvernement de se ressaisir et de revenir à un sens démocratique qu'il a tellement prêché pendant ses années d'Opposition, de tenir compte dans tous les domaines de l'avis, de l'opinion de la population, de s'y conformer et surtout, de grâce, de respecter sa propre signature, sans quoi nous courrons directement vers l'anarchie.

M. le Président, un mot d'une institution de mon comté qui m'est chère, le séminaire de Saint-Georges, une institution privée que le gouvernement a mise sous cloche de verre pour l'asphyxier petit à petit. Je demande au gouvernement d'être conséquent et de ne pas respecter son programme électoral, qui est de faire disparaître les écoles privées, mais de donner des vivres, de donner de l'oxygène aux institutions que les gens de la région se sont données. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le député de Châteauguay.

M. Dussault: M. le Président, je n'ai pas voulu couper la parole à M. le député de Beauce-Sud, mais, comme il a induit la Chambre en erreur et, par ricochet, la population qui nous écoute, je voudrais dire que, relativement à l'Office de la langue française, j'ai ici le budget 1982-1983. C'est exactement 9 000 000 \$ de moins que ce qu'a dit le député de Beauce-Sud qu'il en coûtera pour faire fonctionner l'Office de la langue française. On le voit au programme 11, Charte de la langue française, où on dit:

"Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités." Deuxièmement, M. le député a laissé entendre que c'est l'Office de la langue française qui avait un rôle de surveillance. Ce n'est pas l'office. C'est une autre erreur du député, il y en a d'autres, mais on ne les relèvera pas toutes. Ce n'est que pour montrer comment on exagère parfois de ce côté, c'est la Commission de surveillance de la langue française qui fait ce travail.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Beauce-Sud, question de règlement.

M. Mathieu: Un instant! Quand j'ai dit "office", je voulais inclure également la Régie de la langue française, l'Office de la langue française et le Comité de surveillance de la langue française.

Une voix: C'est trop cher...

M. Dussault: Question de règlement.

Le Vice-Président (M. Rancourt):
Question de règlement, M. le député.

M. Dussault: Le député vient encore d'induire la Chambre en erreur. C'est 4 000 000 \$ de moins que ce qu'il a dit.

M. Houde: M. le Président, j'aimerais savoir si le temps que le député prend, il le prend sur notre temps ou sur le sien.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!
M. le député de Rousseau.

M. René Blouin

M. Blouin: Merci, M. le Président. Je trouve que le député de Châteauguay est très courageux de relever les erreurs du député de Beauce-Sud. Quant à moi, je n'ai pas l'intention de les relever toutes, parce que j'y passerais toute la période de temps qui est à ma disposition. Je crois que le principal facteur qui induit le député de Beauce-Sud en erreur, c'est qu'il manque un petit peu de perspective dans ses propos. Il a le nez collé sur la vitre. Je crois que, quand on étudie des situations aussi importantes que celles-là, cela vaut la peine de se reculer un peu pour essayer de voir l'ensemble et ensuite tirer les conclusions qui s'imposent. Revenons un peu en arrière, si vous le voulez bien. Il y a quelques années, lorsque le gouvernement du Parti québécois a été élu pour la première fois, la situation économique du Québec devait subir, selon le Parti libéral principalement, les pires moments qu'elle n'avait jamais vécus de son histoire. Or, que s'est-il passé entre 1976 et 1980?

Ce n'est pas moi qui vais relater ce qui s'est passé. Je vais citer des sources que vous jugerez sûrement crédibles, le Financial Times de Toronto. C'est probablement le journal économique le plus respecté par nos amis libéraux. Dans son éditorial du 6 avril 1981, l'éditorialiste du Financial Times de Toronto, qui n'est pas membre du Parti québécois, disait ceci: "En 1976, les croque-morts économiques disaient qu'un gouvernement Lévesque ruinerait l'économie du Québec." C'étaient bien les prétentions. "En fait, dit le Financial Times de Toronto, l'économie du Québec a connu une croissance de 14,5% depuis 1976 - écoutez la suite - et cela représente presque le double du taux de croissance de 7,7% que nous avons connu en Ontario."

Ainsi donc, entre 1976 et 1980, le gouvernement du Québec avait bien accompli son travail économique, si bien que la

croissance de l'économie du Québec, ce qui ne s'était jamais vu dans notre histoire économique, était plus forte que celle de l'Ontario. Au cours de cette période, que s'est-il passé pour que les choses changent aussi radicalement? Il s'est installé une récession, au cours de cette période, de façon de plus en plus marquée aux États-Unis. L'activité économique était plus lente, les choses allaient moins bien, si bien que les autorités américaines ont trouvé un truc qui, selon elles - elles étaient justifiées de le penser - permettrait de relancer l'économie américaine. Elles se sont dit, en toute logique: Puisque les plus gros investisseurs au monde sont des Américains, plutôt que de faire en sorte qu'ils prennent leurs capitaux et qu'ils aillent les investir aux quatre coins du monde, augmentons la rentabilité des investissements, augmentons les taux d'intérêt, ce qui aura pour effet direct de faire en sorte que les investisseurs américains investiront à leurs pieds si c'est aussi payant que d'aller courir les quatre coins du monde.

Cela a donné certains résultats au début, mais ça n'a pas été aussi concluant que prévu. Évidemment, le Canada, comme la plupart des pays occidentaux qui font partie de ce cercle économique, a été obligé, un peu comme les autres, de suivre un tel courant et de porter ses taux d'intérêt à des taux plus élevés que ceux qui existaient antérieurement. Le problème que nous avons connu a été le suivant. Le gouvernement du Canada a exagéré, il a manqué de mesure et il a fait craquer l'économie. Je vous donne un simple exemple. Au moment où les choses ont commencé à vraiment mal aller, au mois de septembre dernier, à cause principalement des taux d'intérêt, quel était le profil des taux d'intérêt qu'on retrouvait un peu partout dans des pays qui ont des économies comparables à la nôtre? Voyons voir. Au Japon, en septembre dernier, le taux d'intérêt était de 6,5%; en Suisse, il était de 7%; en Grande-Bretagne, c'est comparable, il était de 13%; en Allemagne, de 14%; en France, de 15%; aux États-Unis, de 20% et, au Canada, les champions, de 23%.

Évidemment, ce diagnostic que nous pouvons porter sur cette politique monétaire du gouvernement canadien, ce n'est pas seulement le Parti québécois ou le gouvernement du Parti québécois qui l'a fait. C'est aussi le Conseil du patronat qui a souvent la bonne habitude, qu'on soit d'accord ou non avec les conclusions qu'il en tire, d'aller consulter ses membres avant d'émettre des opinions. Dans le Devoir du 14 janvier, le Conseil du patronat, à la suite d'un sondage qu'il a fait auprès de ses membres, disait ceci: "Jamais les hommes d'affaires du Québec n'ont-ils été plus mécontents du climat économique, politique et social qui prévaut au Québec, et ils en

tiennent d'abord responsable - c'est le Conseil du patronat qui parle, ce n'est pas un ministre du gouvernement - le gouvernement fédéral de qui relèvent la conjoncture économique, les taux d'intérêt et l'inflation."
(16 h 10)

Comment se fait-il que le gouvernement fédéral n'ait pas été plus attentif à ce problème et qu'il se soit lancé dans cette politique économique et monétaire suicidaire? C'est assez simple à comprendre. Au début, principalement aux mois de septembre, octobre et novembre, au moment où l'économie du Québec a été la plus affectée, les économies d'autres provinces l'étaient beaucoup moins. Comme nous avons, au Québec, des députés captifs qui n'ont même plus besoin de tenir compte des intérêts du Québec et qui, pour la majorité, ont élu domicile en Ontario, ils n'ont pas besoin de s'occuper du Québec. C'est facile de comprendre pourquoi l'économie du Québec a été plus durement touchée au début. Maintenant, on trouve un certain équilibre. Mais, au début, cela a été plus fort. Pourquoi? C'est très simple. Lorsque des grands projets industriels s'installent au Canada, les autorités qui ont à prendre les grandes décisions économiques les font aboutir partout ailleurs, sauf au Québec, principalement en Ontario. Je pourrais donner une multitude d'exemples qu'on a radotés combien de fois. Les luttes que le gouvernement du Québec a menées pour faire aboutir des investissements majeurs au Québec, cela a toujours été peine perdue. On les a retrouvés, la plupart du temps, en Ontario. Pourquoi le gouvernement ontarien tient-il tellement à recevoir ces investissements? Simplement parce que ce sont des entreprises qui ont les reins solides et qui sont moins vulnérables à la conjoncture économique.

Le gouvernement du Québec a fait progresser l'économie de 1976 à 1980, comme je le disais, en se basant sur ce que nous pouvons contrôler, c'est-à-dire sur les petites et moyennes entreprises qui sont devenues plus modernes, plus concurrentielles, et qui ont fait en sorte que l'économie du Québec avait repris du poil de la bête. Mais comment voulez-vous qu'une petite et moyenne entreprise qui n'est pas une multinationale, qui n'a pas les reins solides sur le plan économique... Prenons un exemple concret. Comment voulez-vous qu'une petite entreprise qui, par exemple, il y a quatre ans, avait décidé de doubler la surface de son édifice, d'entrer de la machinerie neuve et de produire davantage... Les marchés étaient là, tout était prévu, tout était sain dans son développement, mais elle a emprunté pour le faire. C'est normal. Elle a emprunté à des taux d'intérêt de 10% et 11%. Aujourd'hui, ce principal point de son

budget d'entreprise, qui est celui du remboursement du capital emprunté, passe, au niveau des taux d'intérêt, du simple au double. Comment voulez-vous que ces entreprises, qui ont les reins beaucoup moins solides que les multinationales, appuient des politiques économiques aussi suicidaires? Ce n'est pas possible.

C'est pour cette raison que le gouvernement du Québec n'a pas attendu que les choses se gâtent au-delà de ce qui est arrivé à cause des politiques que je viens d'évoquer. Le gouvernement du Québec est intervenu justement pour protéger ces petites et ces moyennes entreprises en leur disant: Tant que cette politique suicidaire durera, vous qui aviez bien réussi à tirer votre épingle du jeu sur le plan économique, depuis cinq, dix et quinze ans, dans certains cas, vous qui étiez des bons administrateurs et des administrateurs progressistes, maintenant, vous êtes sur le point de craquer à cause de cette politique principalement, nous allons vous aider. Voici comment nous allons vous aider. Nous allons vous permettre d'aller emprunter. Nous allons garantir les deux tiers de vos emprunts et nous allons payer 75% des intérêts qui excèdent 10%, c'est-à-dire que, si le taux d'intérêt est de 20%, nous allons vous permettre d'emprunter à 12,5%. C'est cela que le gouvernement du Québec a fait. C'est cela que les entreprises commencent à réaliser et c'est de cela qu'elles commencent à profiter aussi. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme nous en a fait rapport il y a quelques jours et il a fait rougir l'Opposition, qui l'est déjà.

Mais est-ce que cette solution répondait aux véritables problèmes de l'économie? Est-ce que c'était une solution péquiste de propagande qui ne correspondait à rien? Non. Ce n'est pas nous qui le disons. Encore une fois, comme par hasard, il y a eu un consensus autour de cette mesure, si bien que les banquiers, le Conseil du patronat encore, le Centre des dirigeants d'entreprises, la Chambre de commerce du Québec, le Groupement québécois d'entreprises, le Conseil des gens d'affaires, les grands syndicats ouvriers et la plupart des éditorialistes ont applaudi à cette mesure et ils ont dit: C'est vrai que c'est le véritable problème de l'économie du Québec et le gouvernement a bien fait de mettre ce programme de l'avant qui, au moins, permettra à celles qui sont saines de poursuivre leur activité dans la période que nous connaissons et qui est difficile pour tout le monde.

Deuxième moyen qui, comme par hasard, fait l'unanimité dans la société, on en a beaucoup parlé, le programme de relance de la construction. Deuxième moyen qui, comme par hasard, s'attaque encore à la politique des taux d'intérêt, qui permet au

secteur de la construction de redémarrer. Il y a un consensus de tous les intervenants, sauf du Parti libéral qui a le nez sur la vitre et qui fait de la petite politique mesquine. Continuez, ça va bien. Il y a un consensus social à savoir que cette mesure, qui a été prise pour baisser les taux d'intérêt et faire redémarrer la construction, était la bonne, c'est ça qu'il fallait faire et cela va être efficace.

Le gouvernement a pris tous les moyens qu'il pouvait, dans les circonstances, compte tenu de la conjoncture, compte tenu de ses capacités budgétaires, compte tenu de la capacité de payer des Québécois, pour essayer d'amener un peu d'eau au moulin. C'est sûr que ce n'est pas parfait, mais le gouvernement - je le crois très honnêtement et cela a été reconnu par tout le monde, sauf par qui on sait - a fait son possible et ça donne des résultats. Le gouvernement a fait son possible non seulement en s'occupant du court terme, comme je viens de le dire, non seulement pour ce qui est de la conjoncture immédiate, mais aussi, comme il doit le faire parce qu'il est responsable, en prévoyant comment nous allons organiser les choses pour que l'économie puisse redémarrer et repartir quand la crise sera passée.

Le ministre d'État au Développement économique a déposé un ouvrage fondamental qui s'appelle Le virage technologique, dont on a abondamment parlé. Cela permettra d'orienter notre économie pour faire en sorte que nous toucherions les secteurs de pointe, les secteurs productifs et les secteurs qui rapportent, qui permettent d'exporter des choses du Québec et, forcément, de créer de l'emploi.

Le gouvernement du Québec a utilisé intelligemment, je crois, les sommes dont il dispose et, à titre d'exemple, j'écoutais le député de Beauce-Sud faire la liste des routes qui n'ont pas été réaménagées dans son comté. Je pourrais moi aussi dresser une liste de routes qui n'ont pas été réaménagées dans mon comté. Il y en a en masse, ça ne manque pas, mais si on regarde les choses de l'autre côté, si on veut être un petit peu plus positif ou à tout le moins objectif, on verra les choses qui ont été faites. Je me suis donné la peine de le faire, moi. Après une année de travail - ça fait un peu plus d'une année que je suis député - j'ai essayé d'évaluer quel avait été l'impact de la présence du gouvernement du Québec et de ses engagements financiers dans le comté que je représente, celui de Rousseau, qui est situé au nord de Montréal.

Depuis un an, le gouvernement du Québec a engagé dans le comté de Rousseau au-delà de 16 400 000 \$ d'investissements. Je peux vous donner des exemples très précis. Au niveau des transports, le gouvernement, pour améliorer le réseau routier, a investi 4 237 000 \$ dans le comté

de Rousseau. Pour améliorer la qualité des eaux et par voie de conséquence, la qualité de notre secteur touristique, le ministère de l'Environnement a engagé au-delà de 7 517 000 \$ dans le comté de Rousseau; le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au-delà de 232 000 \$; le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 653 000 \$; l'Habitation et la Protection du consommateur, pour bâtir des habitations à loyer modique, 468 000 \$. (16 h 20)

Quand on veut regarder ce qui se passe d'intelligent dans notre société, quand on veut donner la main non pas à ceux qui cherchent désespérément à être les détracteurs de tout ce qui peut se passer d'intelligent dans notre société, mais à ceux qui sont capables de prendre un peu de recul, de regarder les choses différemment et de voir s'il n'y a pas moyen de s'entendre, de faire preuve d'un peu plus de solidarité, il me semble qu'il y a moyen de faire face à la musique, parce que nous en sommes capables, d'affronter les difficultés, de trouver les meilleures solutions qu'on peut, compte tenu des circonstances, et de faire avancer les choses plutôt que de s'acharner à défendre, même s'il n'y a plus personne qui le fait, même plus les alliés traditionnels, au lieu de s'acharner, dis-je, en bonne succursale qu'est devenu le Parti libéral, à défendre désespérément les politiques les plus absurdes avec lesquelles nous sommes appelés à vivre, avec les conséquences qu'on sait.

Plutôt que de m'acharner sur le Parti libéral, je crois préférable d'inviter tous ceux et celles qui veulent participer au soutien et à la relance économique à continuer de coordonner leurs efforts et à se solidariser encore davantage afin que tous ensemble, tous ceux qui le veulent, nous continuions à bâtir le Québec. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Mégantic-Compton.

M. Fabien Bélanger

M. Bélanger: Merci, M. le Président. À entendre le député de Rousseau, tout va très bien au Québec. L'économie, c'est magnifique. Il faut vraiment être aveugle ou...

Une voix: Partisan.

M. Bélanger: ... borné, face à la politique du ministre des Finances, pour ne pas se rendre compte qu'au contraire, au Québec, nous courons directement vers la catastrophe.

Une voix: Les deux!

M. Bélanger: À moins qu'il soit les deux; qu'il soit, d'une part, aveugle et, d'autre part, borné. Vous vous souviendrez que le 25 mai dernier, le ministre des Finances du Québec, le très honorable ministre des Finances, a déposé le sixième budget de l'administration péquiste. Comme vous avez pu le constater également, ce budget fut entouré de beaucoup de publicité et de nombreuses hypothèses allant du gel des salaires à de fortes augmentations d'impôts pour les contribuables québécois.

Qu'en est-il exactement de ce fameux budget? Certains diront que ce budget, compte tenu de la conjoncture actuelle, est en quelque sorte un certain soulagement vu que les impôts des particuliers n'ont pas été augmentés de façon tout au moins substantielle. Pour bien se situer, M. le Président - pour une fois, vous serez d'accord avec moi - il faut se rappeler que ce budget fut précédé, pour la première fois au Québec, d'ailleurs, en novembre 1981, d'un mini-budget dans lequel le gouvernement avait présenté sa taxe ascenseur sur le carburant avec une augmentation de 100%. C'est-à-dire que depuis novembre 1981, cette taxe, qui était de 20%, est passée à 40% ou, si vous préférez, une augmentation de 0,32 \$ le gallon d'essence. C'était en novembre 1981.

Il y a eu également l'imposition d'une taxe sur la bière, la suspension d'une réduction générale d'impôt sur le revenu de 2%. Cela va rapporter au gouvernement, pour l'exercice financier actuel, 135 000 000 \$ en supplément. Il faut également se rappeler les nombreuses augmentations de taxes directes et indirectes que le gouvernement a décrétées depuis les douze derniers mois. Outre celles que je viens de vous mentionner, il y a eu l'augmentation des tarifs sur les plaques d'immatriculation de 40% environ, une augmentation du coût du permis de conduire, une augmentation de la contribution des employeurs au programme de santé qui est passée de 1,5% à 3%, l'imposition d'une redevance annuelle d'Hydro-Québec. Depuis décembre 1981, notre société d'État, la fierté des Québécois, est devenue non seulement une société qui fournit de l'énergie aux Québécois, mais également une société qui joue un double rôle, celui de percepteur d'impôts pour le ministre des Finances. Chaque fois que nous payons notre facture d'électricité, en plus de la taxe de 9%, il y a également une taxe indirecte imposée par ce gouvernement.

Il ne faut pas oublier non plus la somme de 30 000 000 \$ que va rapporter la taxe sur le tabac. Là, je peux vous dire que le député de Deux-Montagnes, qui est un excellent garçon, d'ailleurs, un des rares de l'autre côté, est un peu ratoureur et vous allez le constater vous-mêmes. Hier, en cette Chambre, il a déclaré que le ministre

des Finances avait haussé les taxes sur le tabac "pour le bien-être des Québécois." Non pas pour augmenter les revenus du gouvernement. Non. Pour protéger la santé des Québécois. On peut dire qu'on a un bon gouvernement. Non seulement il administre bien, mais il se soucie beaucoup de la santé des contribuables. Je présume que c'est pour les mêmes raisons qu'on coupe divers services aux Québécois, notamment dans les centres d'accueil et les services sociaux. Cela doit être, encore une fois, pour le bien-être des Québécois.

Le ministre des Transports, pour sa part - et c'est intéressant, vous allez sourire, j'en suis persuadé - double le péage sur les autoroutes, qui passe de 0 25 \$ à 0 50 \$, non pas pour augmenter les revenus du gouvernement, non. Uniquement pour favoriser et encourager le covoiturage. C'est bien, ça. C'est beau, ça. Le ministre des Finances, lui, augmente la taxe de vente de 8% à 9%. Non pas pour augmenter les revenus non plus. Uniquement pour décourager les Québécois d'acheter, et favoriser en quelque sorte leur économie. C'est bien, ça, M. le Président.

Le ministre du Revenu, lui, lorsqu'il a doublé sa taxe sur l'essence, encore une fois, ce n'était pas pour assurer davantage des revenus au gouvernement, c'était tout simplement pour que les Québécois comprennent et qu'ils ne se servent plus de leur automobile. C'était pour conserver, en quelque sorte, l'énergie. Ce n'est pas beau cela, M. le Président?

C'est à se demander si ce gouvernement ne prend pas les Québécois pour des imbéciles. Nous savons très bien que ces taxes directes, ces taxes indirectes sont imposées par le gouvernement et dictées directement de Wall Street, à New York. C'est de là que proviennent les ordres. C'est là qu'est rendu le pouvoir du Québec. Ce n'est même plus ici à Québec. C'est comme le propriétaire - je vais vous citer un exemple - d'une maison qui vaut 60 000 \$ et qui est hypothéquée à 62 000 \$. Qui est propriétaire? Celui qui l'occupe ou celui qui détient l'hypothèque de 2000 \$ en surplus de la valeur? C'est ça, M. le Président. C'est là où le Québec en est rendu.

Tenant compte de toutes ces augmentations que je viens de vous énumérer, des nombreuses coupures imposées par ce gouvernement, coupures que nous pouvons qualifier - il y a des cas où nous acceptons les coupures - dans certains cas de services essentiels, tout au moins d'un droit acquis, nous sommes, en tant que contribuables, en droit de nous demander ce qu'il advient des sommes énormes que vient chercher chaque année le gouvernement péquiste dans nos goussets.

Ce qui m'a déçu le plus de ce budget, c'est le manque flagrant d'incitatifs pour la

relance économique. Le député de Rousseau nous a parlé d'un programme pour la relance de la construction domiciliaire. M. le Président, nous ne sommes pas contre cette relance. Encore une fois, le gouvernement a annoncé, par l'entremise de son premier ministre, mardi de la semaine dernière, que le programme, enfin, l'entente était signée, qu'elle était intervenue entre les parties concernées. Malheureusement, je viens de recevoir un appel, il y a à peine deux heures, du président d'une association me disant qu'il n'y a absolument rien de signé. Non seulement il n'y a absolument rien de signé, mais on veut que ce soient les travailleurs, on veut que ce soient les notaires, que ce soient les municipalités, que ce soient tous les professionnels qui oeuvrent dans le domaine de la construction qui subventionnent ce programme, mais pas le gouvernement. On veut créer une société sans but lucratif, mais elle n'est pas encore créée. Cela a fait quoi pour le moment? Cela a tout simplement empêché les entrepreneurs de vendre des maisons. Il n'y a personne qui achète des maisons. On leur a fait une promesse, à savoir qu'il y aurait des taux d'intérêt à 13,5%, et depuis ce temps, absolument rien n'est arrivé.

Il semblerait que pour le gouvernement, cela n'a pas d'importance. Les apparences passent avant les conséquences. Cela a toujours été ça depuis 1976. Cela a été les apparences. On lance de grands slogans. On lance des thèmes extraordinaires. Et ce programme-ci, M. le Président, qu'on appelle Corvée-habitation, le premier ministre le trouvait tellement fantastique qu'il ne nous l'a pas annoncé à nous, ici dans cette Assemblée. Il a préféré faire une conférence de presse, avec tout le tralala qui suit, pour dire: Nous l'avons, c'est réglé. M. le Président, ce n'est absolument pas réglé et ce n'est pas près d'être réglé, parce que cela va très mal.
(16 h 30)

On veut demander aux travailleurs de la construction qui construisent des routes et des autoroutes de payer pour relancer la construction domiciliaire. Ce n'est pas près d'être réglé, M. le Président. Les travailleurs dans le domaine domiciliaire sont prêts, eux, à payer, mais ceux qui n'ont rien à voir avec cela ne sont pas prêts à le faire. Il n'y a absolument aucune entente de signée. On nous a lancé cela: Le programme Corvée-habitation, entente de principe. Cela me fait penser au programme Loginove. On avait annoncé que le ministre de l'Habitation - vous savez, le ministre responsable des scandales à la société d'habitation - avait lancé le programme Loginove et que c'était extraordinaire, tant de milliers d'emplois, tant d'investissements. Deux ans après, cela n'avait jamais fonctionné, parce que les formules étaient trop complexes. Il n'y a pas

une institution prêteuse qui a voulu prêter. Donc, M. le Président, je regrette de décevoir ceux qui croyaient que le budget était un soulagement. Je vous dis, M. le Président, que cela ne correspond pas du tout à ce dont les Québécois ont besoin. Cela ne correspond pas non plus aux 400 000 chômeurs du Québec et cela ne correspond pas non plus aux surtaxés de la province de Québec. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Joliette et whip du gouvernement.

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président, intervenir sur le discours sur le budget, je vous avoue que c'est intéressant pour un député, parce que cela lui permet bien souvent de parler un peu de son comté, de parler un peu de tout et de ne jamais risquer d'enfreindre le règlement. Si cela n'avait été le cas depuis le début de ces discours, M. le Président, vous auriez été appelé à plusieurs reprises à vous lever et à dire: La pertinence du débat.

Je vais sans doute vous dire que la crise économique que nous traversons touche également mon comté et ma région. Dans mon comté également, nous avons connu quelques fermetures d'usines. Des producteurs ont dû abandonner. Des gens s'interrogent, au moment où on se parle, sur l'aboutissement de la crise économique, sur le moment où elle finira. Toutes les petites et moyennes entreprises qui ont des marges de crédit bancaire, nous dit-on, ont de la difficulté à supporter les fameux taux d'intérêt. C'est vrai que c'est difficile, M. le Président. Nous en sommes tous conscients, je pense bien. Tous les élus sont conscients de cela et je pense qu'à moins, vraiment, d'être de mauvaise foi on est obligé de conclure que cette crise est mondiale.

Je suis surpris qu'une Opposition dite intelligente essaie de faire supporter tout le fardeau de cette crise économique et budgétaire par le parti ministériel. Je rencontre des électeurs - je suppose que j'en rencontre même du comté de Berthier et j'en rencontre de d'autres comtés - et, comme par hasard, eux, ils comprennent que la crise est mondiale. Est-ce la faute du Parti québécois s'il n'y a qu'une "charbonnade" qui fonctionne en Belgique? Imaginez-vous si c'est intelligent. Mes électeurs comprennent cela. Est-ce la faute du Parti québécois s'il y a une crise dans le domaine de l'acier et qu'en Ontario, par exemple, il y a un paquet de fermetures d'usines dans le secteur de l'automobile? C'est la faute du Parti québécois? Mais prenez-vous les gens pour des innocents, messieurs et mesdames de l'Opposition? Nos électeurs sont de beaucoup plus brillants que

vous autres. Ils ferment maintenant leur téléviseur quand ils voient se lever un de ces députés d'en face pour dire que tous les maux de la terre, c'est la faute du Parti québécois. Les fermetures d'usines en Ontario, le chômage dans les Maritimes, c'est la faute du Parti québécois. C'est exactement ce que le député de Beauce-Sud disait tantôt. Le député de Beauce-Sud était en train d'affubler le gouvernement au complet de tous les maux. C'est la faute du PQ. Imaginez-vous! Si vous voulez être pris au sérieux par la population, suggérez donc plutôt des moyens concrets pour nous aider à sortir de cette crise de la meilleure façon possible. On essaie tout au moins, nous. C'est vrai qu'on a un projet de relance dans la construction, 50 000 logements. Il est fait en concertation avec les syndicats et le patronat, ce que vous n'avez jamais fait, tout le temps que vous avez régné, en tant que parti au pouvoir.

En tant que parti au pouvoir, vous autres, vous donniez des contrats. Mme la députée de L'Acadie nous a parlé des olympiques tantôt. Je n'en reviens pas, avoir le culot de parler du Stade olympique et dire que cela prend un toit de 60 000 000 \$ dessus. C'est vrai que cela va prendre un toit de 60 000 000 \$ pour essayer de faire en sorte que ce monstre qui devait coûter 300 000 000 \$ et qui en a coûté 1 000 000 000 \$ sous votre règne, qui vous a permis d'ailleurs d'aller chercher 650 000 \$ dans vos coffres pour votre caisse électorale... C'est vrai que cela a coûté de l'argent aux Québécois et que la dette contractée, on doit la payer présentement à des taux d'intérêt qui relèvent de qui? Allez-vous faire accroire aux Québécois, aux Joliettains ou aux gens de Berthier ou aux gens de la Beauce, que c'est le Parti québécois qui fixe les taux d'intérêt? Voyons! Faut-il être député de l'Opposition pour croire que la population est assez dupe pour penser que les taux d'intérêt relèvent du Québec? Vous savez très bien que c'est la Banque Nationale du Canada qui fixe les taux d'intérêt.

Vous qui vous gargarisiez du taux du dollar, le petit papier ici qui parle de la piastre à Trudeau, si on l'avait faite ce matin, on aurait été obligé d'en couper encore une petite pointe, parce qu'elle était rendue à 0,78 \$ et quelque chose ce matin. C'est vous qui essayez cela.

Je pense qu'il faut cesser de faire croire aux Québécois que tout ce qui arrive sur le plan économique, c'est exclusivement la faute de cette Assemblée nationale qui adopte des lois, qui adopte des réglementations. On vit une crise mondiale et vous semblez être les seuls à ne pas en être conscients. Je m'excuse, M. le député de Beauce-Sud, si vous voulez parler, allez à votre siège, je vous permettrai de poser des

questions! M. le Président, s'il vous plaît, voulez-vous le faire?

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député, vous savez très bien que vous n'avez pas le droit d'intervenir. Je vous ai fait signe, d'ailleurs, tout à l'heure. En vertu de l'article 100, c'est le député qui a la parole. M. le député.

M. Chevrete: Merci, M. le Président. Je voudrais également vous parler des incidences de cette crise. S'il y a des usines qui ferment, s'il y a des travailleurs qui sont mis à pied de facto, il y a moins d'impôt de payé au gouvernement. C'est la logique même. Je ne comprends pas qu'on ne comprenne pas cela de l'autre côté de la Chambre. C'est élémentaire. Un enfant de quatrième année me dirait cela et je le trouverais tout simplement normal, même pas brillant. J'explique cela à mes deux garçons et ils comprennent cela tout de suite. Vous autres, vous n'êtes pas capables de supporter en cette Chambre qu'on dise que les taux d'intérêt ont tué littéralement l'industrie de la construction au Québec. Non, il ne faut pas le dire. C'est s'attaquer à nos grands frères de la maison mère. N'en parlez donc pas! Ce sont nos petits frères libéraux d'Ottawa. Il ne faut pas parler contre eux.

Je vais le dire carrément. Les taux d'intérêt ont tué l'industrie de la construction au Québec. Je regardais le député de Mégantic-Compton, qui a oeuvré dans ce secteur, se lever tantôt, s'il y en a un qui devrait savoir dans cette Chambre, s'il y en a un qui est au courant des difficultés de construction qu'on a présentement... À quoi sont-ils dus? Allez-vous demander à un salarié qui gagne 20 000 \$, 25 000 \$ ou 15 000 \$ de se construire une maison dans la conjoncture actuelle? C'est 22% certaines journées, plus le 1% d'assurance, cela fait 23%. L'individu calcule. Il en a pour vingt ans, à 400 \$, 500 \$, 600 \$ ou 700 \$ par mois, il ne se construit pas. Quand la construction ne fonctionne pas, les quincailleries ne fonctionnent pas, les corps de métiers ne fonctionnent pas, le béton ne fonctionne pas, vous le savez! C'est la pierre angulaire de l'économie. On dit: Ainsi va le bâtiment, ainsi va l'économie. Vous ne comprenez pas cela!

(16 h 40)

On fait au moins un effort au niveau du budget. On a un programme de relance qui sera assumé non seulement par le gouvernement, mais également - et je les en félicite - par les parties syndicale et patronale. C'est beaucoup plus responsable, messieurs dames de l'Opposition, que votre attitude où vous cherchez continuellement à noircir le Québec, à diminuer, à rapetisser le Québec. On s'en est tiré mieux dans la

conjuncture actuelle que plusieurs provinces canadiennes et même que la majorité des provinces canadiennes. On devrait être fier du peu qu'on fait avec la moitié de notre portefeuille dans les circonstances.

M. le Président, on a dû précisément comprimer aussi dans les services. C'est vrai que nous sommes une société gâtée au Québec. Au moment où on a nagé dans l'argent, on s'est payé un paquet de services qui augmentent annuellement à cause des indexations. C'est vrai que ce n'est pas commencé avec nous, mais je vous dis carrément: Tant mieux. Au Québec, on est probablement les mieux nantis en termes de services collectifs, vous le savez, dans toute l'Amérique du Nord. On a des services sociaux, de santé, un service éducatif à peu près comparable à aucun autre en Amérique du Nord. C'est vrai. Cela se paie.

M. Vaillancourt (Orford): Grâce au Parti libéral.

M. Chevette: J'entends le député d'Orford dire: Grâce au Parti libéral. Il admet donc qu'ils les ont mis sur pied pour une bonne partie. Si vous les avez mis sur pied, c'est parce que vous y croyiez dans le temps, c'est donc indispensable. Si on y croit, on doit les maintenir. Pour les maintenir, ça prend de l'argent. L'argent, quand les revenus diminuent et que les dépenses augmentent, où va-t-on le chercher? Ce n'est pas le frère André qui nous l'apporte, même s'il a été canonisé. L'argent, c'est dans la poche des contribuables québécois, des petits travailleurs, des salariés moyens, qu'on va le chercher.

Ces messieurs ne comprennent pas ça. Ils sont tellement déçus. Regardez-les faire depuis le début des interventions sur le budget. Ils s'attendaient tellement qu'on augmente les taxes et les impôts, ils pensaient tellement qu'on changerait les tables d'impôt qu'ils sont déçus. Leur discours est complètement changé. Ils sont désappointés du fait qu'on n'ait pas augmenté les impôts, ça leur aurait donné une corde politique additionnelle. Vous faites du radotage depuis le début de vos interventions sur le budget. C'est du vieux radotage et les gens en ont soupe de vous entendre. Si au moins vous étiez cohérents.

J'ai la fâcheuse et mauvaise habitude de regarder la cohérence dans les déclarations, et ça me fait sourire. Je les comprends maintenant de ne pas savoir où ils s'en vont. Le leadership même de cette formation politique ne sait pas trop où il s'en va. Au mois de janvier - je voudrais vous donner toutes les coupures de presse; vous lirez vos "clippings" de presse, comme on dit en langage parlementaire - "le leader du Parti libéral québécois demande à M. Trudeau de maintenir la péréquation et

demande également un plan de relance". Bien sûr, on demande la péréquation. Au mois de février, un mois après: "Ryan nie qu'on perd par la péréquation". Pourtant, il disait qu'on perdait au mois de janvier. On ne perd plus au mois de février. Au mois de mars, on perd. Il demande même à M. Trudeau de ne pas faire perdre les provinces par la péréquation.

Je voudrais vous lire tout ça, un après l'autre: "M. Ryan a, d'autre part, invité le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, à prendre des mesures concrètes visant à adoucir les effets négatifs sur les petites et moyennes entreprises." Également: "M. Ryan dit que les taux d'intérêt sont prohibitifs." Vous autres, vous défendez... Je comprends que vous ne vouliez pas l'avoir parce que, quelquefois, il est cohérent. De temps en temps, il est incohérent, mais si vous saviez comme il vous reflète bien. J'ai peine à croire que vous en trouverez un qui va incarner mieux votre formation politique parce que, d'une semaine à l'autre, vous changez d'idée.

Créer un fonds de relance pour la PME. On fait une motion dans cette Chambre. Qu'avez-vous fait? Le 10 février 1982: "Ryan prône une lutte commune contre le chômage et affirme qu'il faut créer un fonds de relance." On vous présente une motion de 200 000 000 \$ pour aider la construction, pour aider la petite et la moyenne entreprise, à des taux d'intérêt réduits. Qu'est-ce que vous avez fait? Vous avez voté contre. Quand vous ne votez pas contre, vous vous abstenez. La virginité libérale, l'abstention! Imaginez-vous! J'ai déjà vu cela, dans la Bible, quelqu'un qui se lavait les mains. Vous savez comment on l'appelle.

Une voix: ...

M. Chevette: Je vous jure que oui et les sépulcres blanchis vous accueilleraient bien en plus.

M. le Président, je vous dis carrément que le budget, dans les circonstances actuelles, dans les circonstances difficiles que nous traversons, dans la crise économique que traverse le monde entier, c'est un budget pour le moins acceptable. C'est un budget qui ne taxe pas, d'une façon additionnelle, le petit. Vous auriez donc aimé qu'on augmente les impôts! C'est d'ailleurs votre jeu, vous autres. Je me souviens du critique libéral, André Raynauld, qui avait dit - il s'était enfargé d'ailleurs; cela arrive souvent; je l'ai démontré; je pourrais vous lire l'autre bout - "La seule façon, c'est de taxer." Pouvait-on se permettre de taxer additionnellement? On ne pouvait pas se permettre de taxer additionnellement. On ne pouvait plus se permettre d'augmenter les impôts de nos Québécois. On ne le pouvait plus. Mais, du même souffle, on leur a

demandé des compressions de services. Vous vous êtes levés et vous avez dit: Allez-vous arrêter de compresser dans les services? C'est vous autres. Les Québécois sont trop taxés. C'est ce qu'ils nous disent. On est d'accord avec vous autres. On dit qu'il faut aller chercher l'argent et vous êtes d'accord pour qu'on aille chercher l'argent quelque part. On fait les compressions et vous nous dites: Arrêtez de compresser dans les services.

Donc, je vous trouve tout à fait incohérents. Si vous ne voulez pas qu'on taxe, il faut bien prendre l'argent quelque part. Où va-t-on le prendre si ce n'est pas en rationalisant les ressources que nous avons en notre possession? Rationaliser, cela fait mal, bien sûr. Quand on est gâté et qu'on nous enlève quelque chose, cela fait toujours mal, bien sûr. Mais, du même souffle, vous ne voulez pas qu'on enlève des services. On partage cela. On ne voudrait pas trop couper. On ne voudrait pas diminuer la qualité, nous autres non plus. Mais vous nous demandez de maintenir la qualité. Dans certains cas, vous nous demandez d'accroître les services. Vous nous demandez de ne pas imposer les salariés québécois, la population québécoise, et, en même temps, vous nous dites: Votre déficit est trop élevé et vous ne devez plus emprunter. Vous savez très bien que, pour faire tout cela, quand les revenus diminuent, il faut aller chercher de l'argent. Prouvez-nous donc la cohérence! Y en a-t-il un de votre côté qui, avant la fin de mon discours, va se lever et va nous dire: Nous autres, si on formait le gouvernement, on abolirait les soins dentaires? Je ne sais pas, mais ayez le courage de nous dire si c'est cela que vous voulez. Nous autres, on taxerait les hauts salariés. Nous autres, on taxerait l'entreprise. Vous savez très bien que vous ne pouvez pas taxer l'entreprise dans la conjoncture actuelle. Les fermetures d'usines sont déjà assez nombreuses sans qu'on les étouffe davantage. C'est un tissu d'incohérence, M. le Président.

Je regarde souvent et j'écoute attentivement et religieusement le député de Beauce-Sud. Je me fais même un plaisir de le faire parce que c'est un spectacle d'incohérence du début à la fin de ses exposés. C'est le bonhomme qui va se lever, en Chambre, et qui peut, du même souffle, vous dire qu'on n'a rien fait en agriculture, qu'on n'a rien fait pour les cultivateurs, qu'on n'a rien fait dans le drainage...

M. Mathieu: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, M. le député. Question de règlement du...

M. Mathieu: Pour écouter...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Un instant! Puisque je suis debout, il n'y a rien d'enregistré. M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: ... le savant discours, il n'y a pas un seul ministre et on n'a même pas quorum, M. le Président. Je vous demanderais de vérifier le quorum.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je vais donc vérifier, M. le député.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît! Nous avons maintenant quorum.

M. Chevrete: M. le Président, c'était là un moyen de diversion, vous l'aurez compris, pour que je ne parle pas de sa cohérence.
(16 h 50)

L'agriculture québécoise a connu, bien sûr, des moments difficiles dans certains secteurs, mais jamais je n'ai entendu un député de l'Opposition dire: Il y a eu plus de drainage en cinq ans qu'il n'y en a eu dans toute l'histoire des vieux partis politiques. Je n'ai jamais entendu ça en cette Chambre. Pas un n'a dit ça, pas un n'a félicité le ministère de l'Agriculture ou le ministre de l'Agriculture pour être venu en aide aux producteurs de pommes. Aucun, aucun. Non, on a fait des petits "shows" à la porte d'une porcherie quand le domaine du porc a fait mal aux producteurs, quand les prix ont chuté. Le député de Beauce-Sud est allé faire un petit spectacle à côté d'une porcherie. Il y a donné une conférence. Cela a été son spectacle. Imaginez-vous si c'est une contribution positive pour essayer de résoudre un problème!

Il me semble, M. le Président, quand on est élu pour représenter une population, qu'on ne doit pas essayer de prendre cette même population pour des gens dupes. J'ai la conviction très profonde que les citoyens québécois et les citoyennes du Québec comprennent de plus en plus que la crise que nous traversons est mondiale. Nous nous devons, comme parti politique, comme gouvernement et comme Assemblée nationale, de leur expliquer le plus adéquatement possible, de la façon la plus concrète, les problèmes que nous traversons et de leur dire que nous cherchons à trouver les solutions les plus appropriées à ces problèmes. C'est ça, notre rôle comme élus. Pas de faire du chialage pour du chialage.

Je vais vous donner des exemples de ce que nous vivons en cette Chambre. C'est peut-être le style de parlementarisme qui les force à faire ça. Nous avons connu un style de parlementarisme où il s'agit, quand tu es dans l'Opposition, d'être contre tout. Je vais vous donner un petit exemple, je vais vous

conter une petite histoire, ça va vous amuser, M. le député de Beauce-Sud, vous qui aimez ricaner.

Je suis arrivé en 1976, j'ai été nommé adjoint parlementaire au ministre du Travail et, tous les jeudis - j'avais un bureau dans l'édifice G - il y avait un chèque sur le coin de mon bureau. J'ai demandé à qui il était adressé, j'ai regardé le nom - soyez sans crainte, je ne divulguerais pas de nom - et vous allez voir où je veux en venir. Tous les deux jeudis, il y avait un chèque et le lendemain le chèque n'y était pas. À un moment donné, je me suis fait dire, après trois ou quatre mois: Mais, vous avez mon bureau, monsieur. J'étais supposé détenir le bureau d'un individu. À ma grande surprise, je lui demande de s'asseoir, de discuter. Ce n'est pas votre bureau, c'est le mien, je suis adjoint au ministre, ce n'est sûrement pas votre bureau. Il me dit: Je suis ici depuis six ans et ça fait six ans que je touche ce chèque-là.

Le Parti libéral du Québec, qui crie au scandale sur les primes de séparation, avait donné une augmentation de 5000 \$ à un bonhomme, pour lui dire: Va-t'en chez vous, viens chercher ton chèque tous les deux jeudis, mais on ne veut plus te voir. Pendant six ans et demi ou sept ans, l'individu est venu chercher un chèque à un salaire de 33 000 \$ ou 34 000 \$ par année, M. le Président. On l'avait remplacé par un autre à 40 000 \$ par année, pendant six ans aussi. Calculez ça. On est rendu à 500 000 \$ ou 600 000 \$ de versés et on se scandalise du fait qu'on dise à ces "tablettés", à ces gens-là à qui on est lié pour dix ans - parce que vous vous liez pour dix ans, bien souvent, et même plus dans certains cas - en leur donnant une prime de séparation: Chez vous. Cela coûte pas mal moins cher de donner 50 000 \$ à une personne et lui dire: Va-t'en chez vous bien gentiment, que de payer deux individus 200 000 \$ ou 300 000 \$ pendant six ans dont un n'a rien fait, absolument rien, même pas une minute de travail.

Vous avez le culot de vous lever pour faire croire à la population que ce sont des scandales. Je m'excuse, mais si j'étais au gouvernement comme pouvoir exécutif, je préconiserais la prime de séparation pour qu'on libère au plus vite les "tablettés", les gens qui, à de hauts salaires, ne font absolument rien. Je préfère de beaucoup la formule adéquate qui dit à un individu: Je m'excuse, on n'a plus besoin de tes services, on comprend qu'on est lié à toi par une clause de sécurité d'emploi, par un décret qui remonte au temps des libéraux, qui n'en finissait plus. J'aime sacrement mieux pour la population que je représente, moi, que mon gouvernement verse 50 000 \$, 60 000 \$ pour économiser 200 000 \$ ou 300 000 \$. C'est là-dessus que vous essayez de faire des scandales?

M. Picotte: M. le Président, une question...

M. Chevette: Je m'excuse, il n'y a pas là de question de...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Juste un instant. J'ai cru comprendre que vous vouliez demander la permission au député de lui poser une question pendant son discours.

M. Picotte: Ou à la fin, s'il aime mieux.

M. Chevette: À la fin, cela me fera plaisir.

Le Vice-Président (M. Jolivet): À la fin.

M. Chevette: Personnellement, je vous garantis que, devant ma population, je préconiserai toujours cette formule; il faudrait l'encourager, pour ne jamais voir de fonctionnaires "tablettés" pendant sept ans, huit ans, dix ans à 40 000 \$, cela représente des sommes prohibitives pour les citoyens du Québec. Là-dessus, je me permettrai de dire que, quand on a des cas précis, si c'est ce que le député de Maskinongé veut sortir, j'étendrais cette formule non seulement au réseau des affaires sociales, je me permettrais même d'aller jusqu'au secteur de l'éducation, et il sait ce que je veux dire, quand je dis cela. On ne devrait pas, comme société, se payer le luxe de payer des "tablettés", où qu'ils soient. Il va falloir penser à la mobilité du personnel, il va falloir penser à la compression des services en ce sens qu'il va falloir qu'on s'entre dans la tête que, dans une conjoncture économique, il faut produire avec les effectifs qu'on a et non pas avec les effectifs qu'on désirerait avoir.

J'ai écouté hier des statistiques qui m'ont scandalisé, quand j'ai appris que vous aviez, en six ans de régime libéral, augmenté la fonction publique et parapublique de 104 000 fonctionnaires alors que nous, en six ans, nous l'avons augmentée de 980 seulement, il y a une marge. Ces gens qui crient au scandale, ces vierges pures et offensées, qui ont gonflé les effectifs de la fonction publique et parapublique de 104 000 personnes nous disent aujourd'hui: Vous autres, vous engagez toutes sortes de gens! Ce n'est pas vrai, on réutilise à de meilleures fins des gens que vous avez engagés et qui, à toutes fins utiles, ne servaient plus à rien. C'est ce que nous faisons. Nous avons engagé, en six ans, 980 personnes additionnelles seulement.

Faites-en donc du pareil! De grâce, levez-vous et ayez de la crédibilité dans vos propres propos. Ne vous arrangez pas pour faire croire cela à la population que ce sont des gens qui ne comprennent rien. Je vous

l'ai dit tantôt, vos propres propos ne seraient pas crus par des étudiants de quatrième ou de cinquième année. Ce n'est pas des farces. Souvent, votre comportement ressemble à celui d'une maternelle. Si on pouvait vous payer une prématernelle, ce serait de l'argent bien placé, à part cela.

M. le Président, je conclus en vous répétant que le budget que nous avons présenté n'est sûrement pas le budget idéal, ce n'est sûrement pas le budget rêvé, on aimerait tous voir une réduction d'impôt, on aimerait tous voir disparaître certaines taxes. Qu'on soit de ce côté-ci de la Chambre ou de l'autre côté, pensez-vous que c'est plaisant d'ajouter une taxe sur les cigarettes, par exemple? Pensez-vous que c'est plaisant? Pas du tout, et on est bien conscient de cela. On est bien conscient aussi qu'il faut maintenir un minimum de services et un maximum de qualité dans ces services. On doit, bien sûr, prendre les moyens non pas de taxer le gagne-petit, mais d'aller chercher de l'argent là où ce peut être considéré comme un luxe. La cigarette, je considère que c'est un luxe. Celui qui trouve que ça coûte trop cher, qu'il arrête de fumer. En ce qui me concerne, je vais continuer, parce que je représente des producteurs de tabac et je serais même mal venu d'être pour la loi. Entre vous et moi, cela fait plusieurs fois que vous essayez de faire adopter une loi pour les non-fumeurs dans les endroits publics; on s'en reparlera en temps et lieu. Les libertés des uns ne doivent pas brimer les libertés des autres.

En ce qui me concerne, le budget est acceptable, je voterai pour et j'espère que, d'ici à la fin, il y aura au moins une intervention positive du côté des libéraux, qui nous permettrait de voir un peu ce qu'ils auraient fait, eux. Au lieu de crier au scandale, de parlementer, au lieu de chercher des bibites, cherchez-vous donc d'abord une cohérence. Je pense que le Québec y gagnerait.

(17 heures)

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: M. le député de Maskinongé, whip adjoint de l'Opposition.

M. Picotte: Merci, M. le Président. Question à trois volets pour mon collègue de Joliette. Est-ce que le député de Joliette serait maintenant prêt à nous dire de combien de personnes additionnelles sont passés les cabinets de ministres entre 1976, fin de l'ancien régime, et le nouveau régime? Maintenant qu'on les connaît, ils s'engagent combien de millions de plus pour le gouvernement, premièrement? Est-ce que le premier ministre... Non, pas le premier ministre parce qu'il ne le sera jamais... Est-ce que le député de Joliette pourrait aussi nous affirmer de son siège que son gouvernement n'a jamais, depuis 1976,

"tabletté" aucun fonctionnaire dans aucun des ministères? Enfin, j'aimerais demander au député de Joliette s'il trouve normal que dans le réseau des affaires sociales, puisqu'il a parlé des primes de séparation, après avoir laissé renouveler des contrats à des amis du régime, tel que je l'ai souligné, qu'un mois après on verse des primes de 50 000 \$ pour dire à un bonhomme de s'en aller. Si on l'avait fait deux mois avant, cela n'aurait pas coûté un sou à l'État.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: M. le député de Joliette.

M. **Chevrette**: M. le Président, tout d'abord, en ce qui regarde les effectifs des cabinets, je pense que la proportion est la même que pour le chef de l'Opposition en termes d'augmentation. Vous m'avez posé une question, je vais vous répondre. Je ne vous ai pas imposé le type de question. Si cela ne vous dérange pas, je vais répondre. Je dois dire que les proportions d'augmentation ont été exactement les mêmes autant pour l'Opposition que pour le pouvoir.

M. **Picotte**: M. le Président, question de règlement.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: Je voudrais bien... Un instant, justement c'est à moi à prendre la décision. Je vais la prendre. M. le député, je ne vois pas en quoi il y aurait une question de règlement... Oui, je vais l'écouter, mais je me permettrai de me lever si je ne vois aucune question de règlement. Pour bien me situer, c'est en vertu de quel article que vous posez votre question de règlement?

M. **Picotte**: M. le Président, afin de ne pas engendrer de débat, j'ai demandé au député de Joliette qu'il me fasse la comparaison entre l'ancien régime et le nouveau régime dans les cabinets de ministres, point final.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: M. le député, tout ce que je peux vous dire, c'est que la question vous appartient et que la réponse appartient au député de Joliette. M. le député de Joliette.

M. **Chevrette**: M. le Président, je n'ai pas les chiffres précis. D'ailleurs, le député le sait d'avance. Je peux vous dire que c'est exactement les mêmes proportions, et plus que cela, je vais vous donner un petit exemple pour montrer qu'on n'est pas mesquin. Au niveau du service de la recherche, M. le député de Maskinongé, vous avez hérité de toute la part du député indépendant Camille Samson à l'époque, vous avez hérité de toute la part de l'Union Nationale, au lieu qu'on le fasse au prorata

de l'Assemblée nationale, et vous êtes rendus que malgré le fait qu'on ait 80 députés, 79 contre 43 pour être plus précis, vous avez un budget de recherche identique au nôtre. Donc, de grâce n'allez pas argumenter là-dessus. On vous a tout donné. Quant aux "tablettes", M. le Président, je me souviens que quand on est arrivé, à un certain moment, il y en avait 225 ou 250. C'est descendu à quelque 60 à un moment donné. Il y a des individus qui sont relocalisés. Je pourrais même vous dire que normalement le chef de cabinet des premiers ministres, c'est tablette longtemps quand ça change de gouvernement. Le vôtre est déjà relocalisé et vous le connaissez, M. Morin, n'est-ce pas? Je pourrais vous dire où est M. Untel de votre formation politique. Ils ont été relocalisés dans certains services, justice, commerce, etc. Absolument. Pour le nombre précis, il faudrait que vous posiez la question à Mme la ministre de la Fonction publique.

Je peux vous dire qu'on a réutilisé au maximum les tablettes. Il y en a qui ne sont peut-être pas réutilisables, vous avez peut-être raison. À ce moment, il est peut-être temps de penser aux primes de séparation plutôt qu'au paiement continué que vous préconisiez dans votre temps. Troisièmement, vous m'avez demandé si c'était normal, un mois après le renouvellement, de congédier quelqu'un. Un conseil d'administration d'hôpital qui fait cela est aussi blâmable que votre formation politique qui l'a toujours fait.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Richmond.

M. Picotte: Question de privilège.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Je dirai tout simplement au député de Joliette, à la fin de sa réponse, que le Parti libéral n'a jamais donné de prime de séparation. D'ailleurs, on n'a pas été capable de le prouver en cette Chambre, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Richmond, votre droit de parole.

M. Yvon Vallières

M. Vallières: Merci, M. le Président. J'ai été heureux, avec certains de mes collègues, de constater que le député de Joliette ne s'en fait pas avec le budget. Il va continuer de fumer, lui. Je dois vous dire qu'avec le salaire qu'il reçoit, je n'en suis nullement inquiet, mais je veux également vous dire que je m'inquiète beaucoup plus pour les électeurs de mon comté. Je m'inquiète beaucoup plus pour les gagne-petit

du comté de Richmond, les gagne-petits dans tout le Québec, les nombreux chômeurs et les assistés sociaux qui, eux, M. le Président, n'ont pas, comme le député de Joliette, comme celui qui vous parle, comme bien d'autres en cette Chambre, des salaires de l'ordre de 40 000 \$, 50 000 \$ et, dans certains cas, 70 000 \$, comme les ministres, pour faire face aux diverses augmentations du fardeau fiscal qui est imposé dans le budget que le ministre Parizeau a eu la gentillesse de nous présenter récemment.

Ce budget, M. le Président, si j'avais à le qualifier pour les électeurs de mon comté, je vous dirais qu'il est tragique. Je vous dirais qu'il est assommant. Si je voulais me contenter de faire comme le mentionnait hier ou avant-hier le député de Saint-Hyacinthe à l'effet que j'aurais simplement à suivre les politiques du gouvernement et à écouter attentivement ce que les ministres ont à me dire, à être un "suiveux", quoi, je pense que ce serait beaucoup plus facile pour les députés de ce côté-ci de la Chambre. Mais nous avons décidé, nous, de jouer le rôle qui revient aux parlementaires de l'Assemblée nationale et de nous opposer, dans certains cas, à des mesures strangulatrices pour nos électeurs. On a, M. le Président, avec le budget qui a été déposé par le ministre des Finances, un peu plus étouffé les contribuables québécois. J'aurai l'occasion tantôt de vous donner quelques chiffres qui vont justifier cette interprétation que j'ai de ce que le ministre des Finances est en train de faire avec tous les contribuables du Québec.

M. le Président, j'écoutais hier - puisqu'on parle du rôle des parlementaires en cette Chambre - le ministre de l'Industrie et du Commerce qui reprochait à certains députés libéraux de ne pas s'être rendus à Ottawa manifester pour le rétablissement des contingentements dans le domaine de la chaussure de cuir. Je dois vous dire, M. le Président, que si nous nous contentions, de ce côté-ci de la Chambre, d'être des "suiveux", probablement que les neuf députés libéraux signataires d'un télégramme envoyé au ministre Gray hier auraient été là, eux aussi, pour manifester leur mécontentement en regard de cette politique dans le domaine de la chaussure de cuir. Pour le bénéfice de ceux qui auraient mal interprété les propos du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme hier, je veux vous lire ce télégramme, qui a été signé par les députés de Saint-Louis, d'Outremont, de L'Acadie, de Viger, de Brome-Missisquoi, de Notre-Dame-de-Grâce, de Jean-Talon, d'Orford et de Richmond qui, au moment où ils avaient à débattre de questions importantes en cette Chambre, ont décidé d'appuyer les travailleurs de la chaussure, ont décidé d'appuyer également les entrepreneurs dans le domaine de la chaussure.

Donc, voici le télégramme à l'honorable Herb Gray: "M. le ministre, les députés libéraux soussignés désirent vous informer de leur appui entier aux revendications des travailleurs et des entrepreneurs de l'industrie de la chaussure au Québec qui sont menacés par les mises à pied massives et les fermetures d'usines. Nous demandons que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial entreprennent immédiatement les discussions que vous aviez proposées dans votre lettre du mois de juin 1981, adressée au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec, afin de régler ce problème dans les plus brefs délais."

M. le Président, il y a probablement des députés, de l'autre côté de cette Chambre, qui vont se servir de cet appui que nous donnons aux travailleurs pour tenter de faire croire que nous sommes contre le fédéral dans cette politique. Nous croyons, de ce côté-ci de la Chambre, qu'il est possible de discuter, qu'il est possible d'en arriver à des solutions, mais encore faut-il s'asseoir à une table et discuter de ces problèmes. Nous convions, dans ce problème en particulier, les parties à se rencontrer et à trouver une solution pour éviter le pire pour nos travailleurs et pour nos entreprises québécoises.

(17 h 10)

Ceci étant dit, M. le Président, je veux revenir sur quelques points du budget pour indiquer clairement l'augmentation du fardeau qui est occasionnée par le dépôt de ce budget. Juste au niveau de la taxe de vente, c'est 190 000 000 \$ de plus qui s'en vont dans les coffres du gouvernement du Québec. Au niveau des tabacs, 30 000 000 \$; au niveau de l'essence, 679 000 000 \$ de plus; au niveau de la bière, 65 000 000 \$. Vous imaginez-vous que la bière est un bien de consommation de luxe? Non. Dans nos milieux, la bière, c'est véritablement le Champagne du pauvre. La petite caisse de bière fait souvent partie de la commande d'épicerie chez nous. Je pense que c'est s'attaquer aux petits contribuables. On aurait davantage pu s'attaquer au scotch, par exemple. On aurait pu l'accepter, mais probablement que, les ministres en consommant trop, on a décidé de ne pas s'attaquer à cette catégorie particulière de consommateurs. Au niveau des plaques d'immatriculation, 58 000 000 \$; au niveau des autoroutes, 20 000 000 \$. Je ne veux pas tous vous les énumérer, mais cela représente un fardeau supplémentaire moyen par famille au Québec de 800 \$.

M. le Président, les gens qui sont devant nous essaient de nous faire accroire qu'il n'y a pas eu d'augmentation, qu'il ne faut pas s'en faire, que tout va bien. Je recevais récemment, à mon bureau de comté, un contribuable d'Asbestos, M. Réal Courtois

- je peux vous dire que ce n'est pas de la frime, vous pourrez vérifier - qui me disait qu'il a payé pour l'immatriculation d'une voiture Cougar un montant de 185 \$. Mais, à cause de l'augmentation de l'essence et de tout ce que cela coûte pour conduire une automobile aujourd'hui, il a décidé de diminuer la grosseur de sa voiture et de s'acheter une Volkswagen, donc de remiser sa Cougar. Surprise pour cet électeur, on l'a obligé à payer l'immatriculation de la Volkswagen sans lui donner de ristourne sur les 185 \$ qu'il avait payés sur sa Cougar. C'est une nouvelle taxe indirecte. Ce n'est pas nouveau.

Une voix: Une taxe hypocrite!

M. Vallières: Une taxe hypocrite du gouvernement du Québec. Pourtant, les assurances de Mme Payette sont transférables, mais pas l'immatriculation, même si la voiture est remise dans le garage durant un an. C'est rendu 25 \$ pour l'examen du permis de conduire. Je parlais avec un propriétaire d'un camping de mon comté qui payait 10 \$ pour un permis en 1981; il est passé à 75 \$ en 1982. On pourrait continuer comme cela une demi-journée à vous indiquer toutes les façons dont ce gouvernement se sert pour augmenter, de manière déguisée ou pas, les impôts et la charge des contribuables québécois.

M. le Président, il y a un autre phénomène qu'il faut absolument que l'Opposition dénonce, c'est la situation tragique du chômage qu'on rencontre au Québec. En quoi ce budget va-t-il venir corriger la situation catastrophique du chômage? Imaginez-vous, en mai 1982, 408 000 chômeurs au Québec. Cela veut dire 33% de tous les chômeurs au Canada. Le gouvernement voudrait que, de ce côté, nous nous tapions dans les mains, nous soyons heureux de sa performance, nous le félicitons. Qu'on ne compte pas sur nous pour cela! Dans la seule région de l'Estrie, le chômage est près de 15%. Il faudrait se réjouir! C'est dans votre région, M. le Président. Il faudrait que nous soyons heureux de cette situation, nous, de l'Opposition! En termes de bénéficiaires de l'aide sociale dans la région dans laquelle nous sommes, les comtés de l'Estrie, imaginez-vous, tout près de 13 000 assistés sociaux, un pourcentage d'augmentation de 45% par rapport à juin 1977! Il faudrait se féliciter, être heureux de votre performance! Au total, au Québec, tout près de 400 000 assistés sociaux! Il faudrait demeurer indifférents et dire au gouvernement que nous sommes heureux des mesures qu'il a annoncées dans son budget!

Quelle est la performance du Parti québécois au niveau de la création d'emplois?

On va regarder les chiffres de 1981. Imaginez-vous que, sur un total, au Canada, de 218 000 nouveaux emplois créés, le Québec a la faible performance de 18 000 emplois créés, soit 6% de toute la création d'emplois au Canada, seulement 6% avec 25% de la population. Il faudrait que nous fassions comme les députés du Parti québécois, que nous fassions les "suiveux" et dire que nous sommes heureux de ces mesures qui sont annoncées dans le budget et qui ne corrigent en rien cette situation.

Dernièrement, je m'en allais au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme avec des gens sérieux de mon comté qui ont travaillé fort pour ouvrir une entreprise à Kingsey Falls, dans le comté de Richmond. Voyez jusqu'à quel point cela peut être aberrant de temps à autre la façon dont chaque gouvernement dirige. Nous nous présentons au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme dans le cadre d'un plan de développement touristique du Québec qui s'appelle le Programme d'aide au développement touristique. Des gens du comté de Richmond, la famille Proulx, après avoir préparé un dossier volumineux très sérieux qui visait à créer des emplois, avec l'appui, je crois, d'une quinzaine de conseils municipaux, avec l'appui de la très grande majorité des entreprises de ce secteur, avec un bilan à l'appui, avec les noms de tous les intervenants dans le dossier, imaginez-vous, ont préparé ce dossier, et ç'a été réglé en l'espace d'à peu près une minute au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. On a dit à ces gens: Vous voyez, pour bénéficier du plan, il faut que vous soyez sur la petite ligne qui relie les municipalités, il faut que vous soyez sur le réseau. Si vous êtes un peu à côté du réseau, vous n'êtes pas admis. C'est de valeur, le programme ne vous couvre pas.

On dit cela à des gens qui veulent créer des emplois en pleine période de crise économique, en pleine période de chômage. Effectivement, on n'a même pas ouvert le dossier pour voir si c'était sérieux ou si ça ne l'était pas. Comment voulez-vous qu'on félicite ce gouvernement, dans une période comme celle que nous vivons, de ne pas apporter plus de sérieux à des demandes de création d'emplois dans nos comtés et de se limiter à l'application stricte de règlements qui, souvent, échappent à la réalité de nos comtés? Par surcroît, on a dit à ces gens: Chez nous, quand on donne de l'aide, c'est la cerise sur le gâteau. Comme si on voulait encourager seulement les entreprises qui n'ont pas de difficulté et où tout va très bien.

Je veux vous dire que, quand même, ce projet de théâtre d'été, qui est une mesure de consolidation d'une érablière, va ouvrir ses portes cet été du 3 juillet au 28 août. Cela s'appelle le Chalet de la grande coulée

à Kingsey Falls. J'espère que ces jeunes entrepreneurs du comté de Richmond vont faire une réussite extraordinaire du projet, malgré le refus très net, et je dirais même folklorique, de la façon dont ça s'est passé... Je trouve ça terrible de faire préparer des dossiers à des gens et qu'aussi peu d'attention puisse y être apportée.

Cela, c'est un point pour vous dire que, trop souvent, les ministères ne tiennent pas compte de certaines considérations de projets qu'on présente dans les comtés pour aider le gouvernement à créer de l'emploi.

Il y a un autre secteur qui permet de créer de l'emploi. Par exemple, dans le budget du ministère des Transports, voyons donc ce qui s'est passé récemment. Des coupures! Coupures dans le budget de voirie locale de 30 000 000 \$, à part l'inflation. Le ministre vient nous dire qu'il va faire plus de routes avec moins d'argent. Il faudrait le croire, autrement on nous dit que nous, les députés du Parti libéral, ne faisons qu'être négatifs à l'endroit du gouvernement. Mais n'est-il pas de notre devoir d'intervenir et de dire à quel endroit le gouvernement nous amène?

Je regardais le budget du ministère de l'Agriculture. M. Garon essaie de nous faire dire que tout va bien. Si on compare le budget du ministère de l'Agriculture à celui de 1976-1977, c'est une diminution réelle par rapport aux programmes de 1975-1976 et 1976-1977. Cela représente seulement 1,9% de tout le budget global du Québec. C'est ça, messieurs les agriculteurs, l'importance que ce gouvernement accorde à l'agriculture, même pas 2% de son budget, imaginez! Le ministre veut nous faire dire que ça va bien dans l'agriculture.

Chez nous, dans le secteur du porc - je l'ai dit au ministre l'autre jour et je l'ai invité à me dénoncer si ce n'était pas vrai - le ministre a lui-même permis que certains producteurs fassent faillite en ne voulant pas intervenir. Il voulait les éliminer de la carte et il a réussi dans bien des cas. J'aurais voulu, si le temps me l'avait permis, vous parler de toutes les promesses péquistes qui ont été faites en région, mais nous aurons très certainement d'autres occasions. J'invite les gens qui parlent actuellement à se lever tantôt. Qu'ils aient le minimum de courage de dénoncer certaines politiques qui vont à l'encontre des intérêts des propres électeurs de leur comté.

J'aurais voulu vous parler aussi de ce gaspillage éhonté des fonds publics. On aura l'occasion aussi de revenir, par exemple, sur l'achat de la mine Asbestos Corporation à Thetford Mines: 81 000 000 \$ dans une mine d'amianté sans créer aucun emploi. Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent pour des mesures à caractère social et il coupe même dans les conventions collectives. 66 000 000 \$ pour la restauration des

immeubles de l'Assemblée nationale, avouez que c'est pas mal pour un gouvernement qui nous dit qu'il n'a pas d'argent, qui coupe dans les services et les salaires.
(17 h 20)

La fête nationale, un beau scandale! M. le Président, les toilettes de marbre - on pourrait en avoir toute une liste - la collection de tableaux en France pour M. Michaud, les primes de séparation et combien d'autres.

M. le Président, nous ne pouvons pas rester indifférents de ce côté-ci. Si ce n'était de mon grand souci de laisser la parole à d'autres collègues qui ont l'intention de s'exprimer sur le sujet, je pourrais vous parler longuement de l'incompétence de ce gouvernement.

Je préfère y revenir au cours d'autres débats et j'espère, malgré toute la vapeur et tout l'empressement qui semblent soudainement animer le gouvernement d'adopter des mesures qui sont souvent très contestables, même au risque de boycotter complètement la démocratie comme on le voit actuellement par le projet de loi visant à fusionner les villes de Baie-Comeau et de Hauterive, que nous aurons l'occasion, avant l'ajournement de la session, d'y revenir. J'aurai l'occasion de vous reparler de l'incompétence de ce gouvernement et de vous redire comment, pour les intérêts de nos électeurs, nous devons demeurer, en cette Chambre, jusqu'à l'ajournement de ses travaux, pour dénoncer ce gouvernement et expliquer; aux électeurs du Québec qu'ils ont fait un très mauvais choix en pensant que ce gouvernement était un bon gouvernement.

Les Québécois sont face à une triste réalité et nous souhaitons que ce gouvernement réajuste son tir le plus vite possible. Je laisserai à d'autres collègues l'occasion d'en traiter plus longuement. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saint-Henri.

M. Roma Hains

M. Hains: M. le Président, le budget présenté le 25 mai dernier par le ministre des Finances est un exercice vraiment révélateur de la méthode péquiste, c'est-à-dire que c'est un budget étagé, un budget fait en trois temps quatre mouvements afin de faire passer en douceur des taxes et des surtaxes comme l'on tente toujours de faire passer l'indépendance.

Mais, comme M. Claude Morin a frappé des noeuds et des trous sur son chemin où il est d'ailleurs disparu dans la crevasse constitutionnelle, il n'est pas hors de prévision que le gouvernement Lévesque ne tombera pas, lui aussi, dans l'abîme de ses compressions et de ses négociations publiques

et parapubliques.

Ce fameux budget étagé s'est donc fait, jusqu'ici, en trois étapes, soit le mini-budget du 17 novembre dernier, un prébudget en avril et le budget officiel du 25 mai dernier. Tout semble annoncer que nous aurons un postbudget l'automne prochain. On dirait vraiment qu'un budget pour le gouvernement, M. le Président, c'est devenu un jouet, un vrai gadget, avec lequel il s'amuse drôlement, mais qui n'amuse guère les citoyens.

Ce budget est vraiment un ensemble à courte vue car toutes les ponctions sont faites pour empêcher l'hémorragie des finances publiques. Rien pour ranimer l'économie et pour la sortir de son marasme. Aucune solution durable. Ce sont des illusions d'optique, des visions d'iceberg dont on veut détruire la partie supérieure et laisser la partie inférieure de 3 000 000 000 \$ incon nue du public.

Les grands problèmes, les vrais problèmes, Me Parizeau ne semble pas vouloir les attaquer. Il remet à plus tard des échéances pour aligner des solutions provisoires et tout devient temporaire.

Savez-vous, chers Québécois et Québécoises, de combien le gouvernement va vous détrousser cette année? Eh bien, d'un surplus de 1 200 000 000 \$ en taxes seulement. Tous paieront également, les riches comme les pauvres, les mieux nantis comme les plus indigents. L'aventure péquiste qui avait commencé dans le triomphe de la social-démocratie sombre maintenant de plus en plus dans l'oppression fiscale. On exploite vraiment sans vergogne la patience du peuple silencieux pour le presser comme un citron dans l'étau des impôts.

Le premier ministre Lévesque et le ministre des Finances, Jacques Parizeau, dans le prélude du discours sur le budget, nous ont vraiment chanté un duo remarquable sur l'air des sanglots de Paillasse. La basse profonde et le ténor léger nous ont fait gémir sur les méfaits du système canadien, seul coupable, d'après eux, de toutes nos misères financières. En arrière, on entendait le chœur péquiste qui grinçait toujours le mot "fédéral" après chaque sanglot de nos deux chers chanteurs d'opéra.

Il y a une limite, M. le Président, à la dénégation et à la démission de ce gouvernement vraiment irresponsable. Le bouc émissaire n'est pas tellement à Ottawa, mais il est ici sur les banquettes d'en face. Et s'il est vrai qu'une réduction des transferts fédéraux de l'ordre de 300 000 000 \$ à 500 000 000 \$ nous impose des restrictions, il est faux cependant d'identifier Ottawa comme la seule et unique source de nos malheurs. Nul commerce, avec les principes actuels d'économie, n'aurait survécu. Il serait dans la rue actuellement, comme nous le sommes tous d'ailleurs,

provincialement parlant.

Je ne veux point minimiser ici, M. le Président, la gravité de ce manque à gagner d'Ottawa, mais est-ce une raison pour fomenter la séparation, pour brandir la menace de l'indépendance et pour laver le cerveau du peuple? N'est-ce pas plutôt un écran de fumée pour couvrir vos propres carences, messieurs, de la pure démagogie et un aveu de votre propre faiblesse? Surtout, n'est-ce pas une déclaration cynique que de dire, avec le ministre des Finances, que c'est un choix de société? N'est-ce pas vraiment avilir notre peuple que de lui prêter cette option de vouloir vivre dans les déficits, dans les dettes et presque dans la mendicité?

Le danger dans tout ça, dans toute cette propagande mensongère et hargneuse que nous entendons depuis des jours, c'est d'oublier les vrais problèmes, de négliger les vraies solutions, de maquiller les chiffres comme on maquille un consommateur pour le faire paraître en santé? On leurre le public, on lui ment effrontément, on l'encense, on soulève des émotions nationalistes et séparatistes et on lui dit, comme mon ami de Roberval: Souriez, le PQ vous aime.

Malheureusement, du côté péquiste, on joue à la bravade, on veut oublier la précarité de notre économie, on multiplie les programmes, les commissions, les virages technologiques, les virages à gauche, les virages à droite, les stops démagogiques et on dit aux gens: Ce n'est pas si pire que ça. Car on veut conserver sa fameuse étiquette de bon gouvernement, mais la colle finit toujours par décoller et cette étiquette leur glisse souvent sur le nez, leur bloque les yeux et ils ne voient plus actuellement la gravité de l'heure.

Avant de chercher une ou deux pailles dans l'oeil fédéral, que le PQ s'enlève donc la poutre qu'il a dans le sien, qu'il recherche donc ici au Québec, et non ailleurs, les vraies causes et les vraies solutions à notre déchéance financière. L'État gâteau est trop gros pour l'économie du Québec. Il faut que les citoyens acceptent ce verdict et qu'ils ne soient pas dupes et victimes tout à la fois des politiques de ce gouvernement qui se croit l'État providence.

C'est un budget de rêveur. C'est curieux comme M. le ministre des Finances rêve aux chiffres et qu'il chiffre et budgète ses rêves. C'est un peu comme notre ministre de l'Éducation, le Dr Laurin, qui reçoit ses patients et qui prend leurs idées pour en faire ses solutions.

Il est curieux que ce budget ait reçu l'approbation et les louanges de certains commentateurs car, à l'examen sérieux, il ne résiste point. On n'y retrouve presque rien pour la relance économique, pour la création d'emplois, presque pas de mesures incitatives et presque aucune solution, sinon des velléités mal définies dans le domaine

domiciliaire, le plan Biron que l'on tambourine à gauche et à droite sur l'air de bironton, bironton, birontaine; le plan Landry, qui est à la fourche du chemin, qui ne sait plus quel virage prendre et un programme de remise au travail pour les assistés sociaux qu'on veut arracher du bien-être social pour les relancer sur l'assurance-chômage d'Ottawa.

(17 h 30)

De plus, ce budget renferme des menaces de tension sociale et politique, des déficits accrus qui pourraient, à longue échéance, ébranler les assises mêmes de la province. Pressé par la menace d'une catastrophe économique qu'il a provoquée par son imprévoyance, le gouvernement a choisi de réduire de façon brutale et abrupte les salaires de ses employés dans les secteurs public et parapublic. Ces pauvres employés sont devenus avec et après Ottawa des brebis galeuses d'où viennent tous nos maux. C'est un principe de rétroactivité punitive qui n'a vraiment rien de semblable dans l'histoire.

Je dois raccourcir mes propos, M. le Président. Tous ensemble, nous espérons la paix, mais le peuple est exaspéré et son vieux fond de résignation va-t-il l'emporter vraiment sur les nouvelles aspirations déçues? Jacques Grand'Maison disait dans le Devoir, le 24 avril dernier: "Pour moi, c'est peut-être l'illusion la plus grave des sociétés occidentales que de ne pas avoir noté, chez ces populations, ce potentiel souterrain de violence. Je pense à des violences émietées, anarchiques, imprévisibles, où les individus, des monopoles, des groupes se font justice par n'importe quel moyen et surtout dans la situation d'inflation actuelle, les jeux se font de plus en plus sauvages." C'est donc moins un virage technologique qu'un virage sociopolitique dont le Québec a actuellement besoin.

Le budget du ministre des Finances permettra de gouverner, de passer l'année jusqu'à la chute des feuilles et de survivre à une crise dont il est lui-même l'auteur, mais s'il surmonte cette crise cardiaque, cela ne guérira pas le cancer qui le ronge graduellement. C'est vraiment la fin des années folles. Espérons que le gouvernement a compris, devant l'ampleur du désastre qu'il a provoqué, et qu'il va oublier ses incartades séparatistes pour se lancer vraiment à la poursuite d'un nouveau contrat social. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Frontenac.

M. Gilles Grégoire

M. Grégoire: Il y a quelques semaines, la compagnie Bombardier du Québec obtenait un contrat d'environ 1 000 000 000 \$ pour

la fabrication de wagons de métro pour la ville de New York. 1 000 000 000 \$, c'est peut-être l'un des plus gros contrats d'exportation du Canada. C'est une firme québécoise, la firme Bombardier, qui a obtenu ce contrat. Tous les citoyens, tous les partis politiques ont félicité la compagnie Bombardier pour l'obtention de ce contrat et avec raison, mais il ne faut pas oublier une chose: Si Bombardier a obtenu ce contrat, c'est parce que le gouvernement fédéral a bien voulu le financer à 9 7/8% d'intérêt.

M. Mathieu: Êtes-vous contre cela?

M. Grégoire: Non, je suis pour cela. Le député de Beauce-Sud me demande si je suis pour cela, oui, je suis pour cela. Je vais vous démontrer pourquoi je suis pour cela. Parce que le gouvernement fédéral, par l'entremise d'une de ses institutions bancaires, a bien voulu financer un contrat à 9 7/8%, on a obtenu un contrat de 1 000 000 000 \$. Si cela avait été financé au taux normal de l'intérêt, à 19% ou 20%, on ne l'aurait pas eu. Quelle est la leçon à tirer? Quand les intérêts sont bas, ça marche; quand les intérêts sont élevés, ça ne marche pas. La preuve, c'est que la compagnie américaine Budd n'a pas obtenu le contrat parce que ses taux d'intérêt étaient trop hauts. Quand ils sont bas, ça marche. Quand on dit: La crise économique, c'est la faute d'Ottawa parce que les taux d'intérêt sont trop élevés, Ottawa vient de nous démontrer que c'est vrai parce que, quand il baisse les taux d'intérêt, ça marche. Mais quand les taux d'intérêt sont élevés, ça ne marche pas. On en a la preuve avec le contrat d'exportation de wagons de métro obtenu par la compagnie Bombardier: 9 7/8% d'intérêt et elle a eu le contrat. À 18%, on ne l'aurait pas eu.

Deuxième leçon à tirer: qui va bénéficier de ce taux d'intérêt réduit? Les gars de Montréal qui prennent le métro? Non. Les gars de Québec qui prennent l'autobus? Non. Ce sont les gars de New York qui prennent le métro qui vont profiter du bas taux d'intérêt parce qu'eux autres, ça va leur coûter moins cher en définitive. Si on finance des wagons de métro à 9 7/8% sur dix ans ou sur quinze ans, le 1 000 000 000 \$ va seulement doubler à 2 000 000 000 \$, mais financez-les à 20%, ça va coûter 4 000 000 000 \$ en définitive. Alors, qui va bénéficier des bas taux d'intérêt? Évidemment, les travailleurs qui ont le contrat, la compagnie qui a le contrat, mais ceux qui vont en bénéficier beaucoup, ce sont les Américains, usagers du métro de New York.

C'est bon pour les New-Yorkais, dit le gouvernement fédéral, mais ce n'est pas bon pour les Québécois. Prêtons aux États-Unis à 9 7/8% mais ne prêtons pas aux Québécois à

9 7/8%. Non, ce n'est pas bon quand c'est au Québec. Quand on prête aux Américains qui sont directement responsables des hauts taux d'intérêt qu'on connaît, là c'est bon de prêter à 9 7/8%. C'est de valeur, ils sont pauvres, eux autres. Qu'est-ce que vous voulez? Ils n'ont pas d'argent. Ils font pitié. On leur prête à 9 7/8%. Avez-vous vu une municipalité, vous, au Canada, M. le Président, que ce soit Montréal, Toronto, Vancouver ou Québec ou Thetford Mines, qui réussirait à obtenir un emprunt d'Ottawa pour s'acheter des autobus? Pensez-vous vous que le système d'autobus de Thetford le gouvernement fédéral viendrait nous le financer à 9 7/8%? Non. Les bas taux d'intérêt, c'est bon pour les Américains, mais ce n'est pas bon pour les Québécois. Ce n'est pas bon pour l'ensemble des Canadiens. L'industrie, ça marche si les taux d'intérêt sont bas, mais on les maintient élevés quand même en général. C'est la preuve du non-sens d'Ottawa.

Quand le gouvernement du Québec prête aux cultivateurs par le crédit agricole du Québec, le Québec a compris, lui, que les bas taux d'intérêt, c'était bon pour les Québécois. Le ministre de l'Agriculture - et que le député de Beauce-Sud écoute bien ça - du Québec, lui, par sa société du crédit agricole québécoise prête à 11 1/2%. Je vois mon ami là qui est bien habitué avec les cultivateurs. C'est à 11 1/2% que le gouvernement du Québec prête. Le gouvernement d'Ottawa, à quel taux prête-t-il aux cultivateurs du Québec, de l'Ontario ou de l'Ouest? 16 3/4%. M. le Président, Ottawa prête à 16 3/4% aux mêmes cultivateurs et le Québec prête à 11 1/2%. Mais Ottawa, par contre, va prêter aux Américains à 9 7/8%. Cela est un scandale.

Pourquoi le gouvernement fédéral ne prêterait-il pas aussi à 9 7/8% pour les travaux municipaux? À Bernierville, dans le comté de Frontenac, ils ont besoin de renouveler leur système d'égout et d'aqueduc. Pourquoi est-ce que le gouvernement du Canada ne leur prête pas à 9 7/8%, à eux autres? Ce sont des citoyens du Canada. Ils paient des impôts au Canada. Les gens de New York ne viennent pas payer d'impôts au Canada. À Saint-Méthode dans le comté de Frontenac, c'est 4 000 000 \$ pour renouveler tout le réseau d'aqueduc et d'égout et refaire la route par-dessus ça. Pourquoi le gouvernement du Canada ne vient-il pas prêter à 9 7/8%? Si c'est bon pour les Américains, pourquoi cela ne serait-il pas bon pour les Québécois?

(17 h 40)

M. le Président, il y a des choses que j'ai de la difficulté à me sortir de la tête. Cela en est une, qu'un gouvernement sans coeur prête aux Américains, aux étrangers, à 9 7/8% et à nous, qu'il laisse les taux d'intérêt à 20%. C'est écoeurant! C'est

révoltant! C'est épouvantable de voir des choses semblables! Le gouvernement du Québec l'a compris dans sa construction de 50 000 maisons en un an et demi à 13,5%. C'est moins que le marché. Je regardais le marché dans le journal tantôt; c'est à l'heure actuelle à 18,75% en vertu des taux d'intérêt du gouvernement fédéral. La Société canadienne d'hypothèques et de logement, c'est à 18,75%. Il ne se construisait pas de maisons, non plus, pas plus ailleurs au Canada qu'au Québec. Le Québec l'a compris, a aidé et il paie la différence entre 18,75% et 13,5%.

Si le gouvernement fédéral faisait pour nos citoyens la même chose qu'il fait pour les Américains, il baisserait encore un peu le taux d'intérêt de 13,5% à 9 7/8% comme aux Américains. Il se construirait encore plus de maisons et cela remettrait la machine en marche. On dit: On a prêté 1 000 000 000 \$ aux États-Unis à 9 7/8% pour leur permettre d'acheter des wagons de métro au Québec. Ce ne sont que 1 000 000 000 \$ d'activités et cela va donner environ quelques milliers d'emplois, 7000 à 8000 emplois, mais la construction de 50 000 maisons à bas taux d'intérêt, c'est environ 2 000 000 000 \$ d'activités, soit le double, et cela va coûter à peine 300 000 000 \$, l'écart d'intérêt, et cela va être au-delà de 75 000 emplois créés par la construction de ces 50 000 maisons. Pourquoi, M. le Président, le gouvernement fédéral va-t-il aller prêter aux Américains à 9 7/8% et ne prêter pas aux Québécois au même taux, aux Canadiens au même taux?

Pourquoi les industries - la petite et la moyenne entreprise - font-elles faillite? Elles ont de la difficulté à payer leur monde. Elles ont de la difficulté à maintenir leurs portes ouvertes. Pourquoi? Parce que les taux d'intérêt sont à 20% et à 21% pour les petites et moyennes entreprises. Pourquoi le gouvernement fédéral prêle-t-il aux Américains à 9 7/8% et maintient-il les taux d'intérêt à 20% pour nos petites et moyennes entreprises? Pourquoi? Je pose la question et le public canadien est en droit de se demander pourquoi on finance les Américains à 9 7/8% et qu'on ne finance pas les Canadiens au même taux d'intérêt. M. le Président, en fait, c'est la municipalité de New York qui se trouve à bénéficier de ce prêt de 1 000 000 000 \$ à 9 7/8%. Pourquoi le fait-on pour la ville de New York et qu'on ne le fait pas pour nos villes? Quand je regarde cela, M. le Président, je ne suis pas capable de le comprendre. Si c'est bon, si tout le monde s'est félicité, si tout le monde a dit: Bravo! on a obtenu le contrat, mais on en obtiendrait des contrats de construction et des contrats d'entreprises si on prêtait également aux Québécois au même taux d'intérêt.

M. le Président, si quelqu'un peut me fournir la réponse à la question que je pose aujourd'hui, j'aimerais l'avoir, parce que je ne suis pas capable de comprendre pourquoi Ottawa prêle aux cultivateurs à 16,75%, alors que le Québec prêle aux mêmes cultivateurs à 11,5%. Pourquoi le taux d'intérêt de la Société canadienne d'hypothèques et de logement à Ottawa est-il de 18,75%, alors que le Québec, lui, va aider au financement de la construction de maisons nouvelles au taux de 13 1/2% d'intérêt. Pourquoi le gouvernement canadien prêle-t-il à la ville de New York à 9 7/8% et laisse-t-il les municipalités du Québec et du Canada payer 20% d'intérêt sur leurs emprunts et leurs développements? Oui, c'est épouvantable. On n'a pas eu la réponse. Si c'est bon dans un cas, pourquoi pas dans l'autre? J'insiste parce qu'on le dit depuis longtemps, les hauts taux d'intérêt sont la cause première, deuxième et troisième de la crise économique actuelle. Le premier ministre du Canada est allé lui-même à Versailles et à Bonn et il a dit au président Reagan: Baissez donc vos taux d'intérêt, la crise, cela n'a plus de bon sens. Parce que, aux États-Unis, on maintient les taux d'intérêt élevés, Ottawa dit: On ne peut rien faire. Ottawa, du même coup - je reviens souvent sur ce montant, parce qu'il ne faut pas l'oublier - revient et prêle aux États-Unis, à la ville de New York, à 9 7/8%. Je pose la question. Personne n'y a apporté de réponse encore. Je vois que vous ouvrez les yeux très grands, messieurs de l'Opposition. Vous dites: La question est posée, elle est là, mais essayez d'y répondre pour voir. Pourquoi, si c'est bon dans un cas, ce ne le serait pas dans un autre?

M. le Président, à l'occasion du discours sur le budget, alors que le Québec, comme les autres provinces, comme le pays, est aux prises avec une grave crise économique, voilà pourquoi je pose la question: Ces taux d'intérêt, pourquoi ne pas les faire baisser? Si cela a été si bon dans d'autres cas, pourquoi ne le serait-ce pas lorsqu'il s'agit de tous les citoyens québécois, de nos entreprises, de nos cultivateurs, des familles qui veulent s'établir? C'est un appel qu'on fait à notre gouvernement, à Ottawa, pour qu'il voie à établir pour l'ensemble des citoyens un taux d'intérêt normal, un taux d'intérêt qui mettrait un terme à cette crise. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Berthier.

M. Albert Houde

M. Houde: Merci, M. le Président. À mon avis, le discours du 25 mai n'avait d'un

budget que l'habit ou peut-être le verre de gin traditionnel. Tout le monde attendait le budget avec une hâte évidente. Plus ou moins habilement, M. Parizeau avait pris soin de laisser les mauvaises nouvelles s'échapper dans les jours qui ont précédé, de telle sorte qu'il n'y avait plus rien de nouveau, quand le jour important est venu, dans le fameux budget en question. Se cacherait-il au cabinet un ministre fantôme de la propagande, un acrobate? L'on entendait les députés d'en face nous dire: Le ministre des Finances réussit encore une fois cette année à maintenir un déficit de 3 000 000 000 \$. Imaginez-vous! on entend des gens qui semblent être au courant de ce qui se passe dans le Québec nous dire: Il n'y a rien là: Et quand on voit le déficit de 3 000 000 000 \$, ce n'est pas fini. Je pense que ce sera plus près de 4 000 000 000 \$ que de 3 000 000 000 \$.

Les gestes des Américains et le procès du Canada. Dans les premières pages du discours sur le budget, M. Parizeau fait de l'histoire sur les politiques américaines. Il conclut que cela doit nécessairement affecter le Canada puis, pour ne pas rompre avec les habitudes si bien ancrées chez nos amis, il tente de faire le procès du Canada, tout cela entremêlé de comparaisons boiteuses entre notre province et les autres provinces du Canada.

Le secteur public. Immédiatement après son entrée en matière de 15 pages, le ministre des Finances aborde ce que devront subir les employés du secteur public. En deux mots, le secteur public devra combler un trou parmi tous les trous que le gouvernement a déjà creusés depuis qu'il est au pouvoir. C'est 521 000 000 \$ que le gouvernement ira chercher dans les poches des employés des secteurs public et parapublic, après leur avoir donné combien? Vous devez le savoir, je pense que ce n'est pas une nouvelle que je vous apprend. Les personnes qui nous regardent à la télévision sauront très bien que ceci était pour acheter des votes lors du référendum de 1980 et se préparer aussi aux élections de 1981, parce qu'ils pensaient d'abord de gagner le référendum. Ils l'ont perdu, ils se sont repris par la suite pour essayer de gagner les élections générales. Malheureusement, ils les ont gagnées. J'espère que ce seront les dernières qu'ils gagneront parce que nous serons longtemps à descendre et à caler. À un moment donné, quand on cale trop, ce qui arrive, c'est qu'on s'étouffe et on se noie. (17 h 50)

La convention collective des enseignants a été signée le 20 octobre 1976, soit trois semaines avant les élections du 15 novembre. Que M. Parizeau demande donc à ses chercheurs de lui faire visionner certaines vidéos de cette campagne électorale. Il s'apercevra peut-être que ce qu'il a dit et

ce qu'il fait, ce n'est pas la même chose. Il verra le premier ministre actuel déclarer à grands renforts d'éloquence que les demandes syndicales sont justifiées et que, si les Québécois élisent le Parti québécois, il sera un bon gouvernement et que ladite convention sera signée rapidement. Comme par hasard, la différence, à ce moment-là, était bel et bien de 600 000 000 \$. Je trouve que le ministre des Finances a de l'audace en tentant aussi facilement de faire porter l'odieux de son déficit sur le dos des employés du secteur public.

Hausse des charges fiscales. À la suite de ce budget et de ce qui l'avait précédé, soit les hausses de taxes pour les contribuables québécois, d'abord sur la bière, sur les vins, sur les plaques d'immatriculation, les permis de conduire, la taxe de 0,32 \$ le gallon sur l'essence, etc., le contribuable à revenu modeste est frappé autant que le contribuable à revenu élevé ou moyen. On ne tient aucunement compte des ressources différentes de chacun.

M. le Président, la relance de l'économie. Au dire de M. Parizeau, les ministres suivants feront des efforts pour une relance de l'économie au Québec: le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, le ministre du Travail, de la Main-d'Ouvre et de la Sécurité du revenu, le ministre de l'Habitation et, pour terminer, le ministre d'État au Développement économique. Quelles seront les mesures précises que prendront ces ministres pour mettre en oeuvre des programmes concrets et efficaces? Des précisions seront annoncées dans un avenir prochain, de répondre M. Parizeau. Si j'avais, pour mon propre compte, à relancer l'économie d'une entreprise, j'aurais les précisions avant de faire mon budget, me semble-t-il. Une chose est certaine: je n'engagerais pas le ministre des Finances pour gérer une entreprise chez nous et vous savez pourquoi.

M. Parizeau a fait miroiter les promesses de M. Landry, ministre d'État au Développement économique. Encore là, aucun moyen concret, aucun programme précis. Il est bien meilleur, M. le ministre, pour se promener à l'extérieur de la province et parler de son option politique qui est l'indépendance toujours, comme vous le savez, ou encore dénigrer le ou les autres paliers de gouvernement.

Au cours de l'exercice financier 1981-1982, alors que le gouvernement coupait dans les domaines social et scolaire, on disait aux contribuables de couper ici ou là. Les dépenses du mauvais gouvernement ont augmenté de 18,4%. Où sont allées ces augmentations? Je vous le demande, M. le ministre Parizeau. En programmes, en propagande, aux communications? Il y a des chiffres qui parlent et que l'on ne répétera jamais assez. En 1976, la dette publique au

Québec était de 2838 \$, alors qu'en 1980 elle était de 5276 \$ et, en 1982, elle se chiffre à au-delà de 8000 \$. Le Québec est donc au premier rang, au Canada, pour la dette que le gouvernement fait porter par chaque contribuable. Encore un championnat!

M. le Président, il faudrait peut-être penser ou faire penser au gouvernement d'arrêter de créer des régies, de nommer des commissions, de faire l'achat de compagnies ou encore de prendre des actions dans d'autres compagnies qui, souvent, sont en difficulté financière. Je ne dirai pas en faillite, mais près de la faillite. Quand on parle de coupures au sujet des handicapés, l'an passé, le gouvernement péquiste avait décidé de leur consacrer 900 000 \$. D'abord 200 000 \$ en publicité - les péquistes sont des experts là-dedans, ce n'est pas d'hier - et 700 000 \$ en études, pour permettre en 1982 de couper certains montants destinés aux handicapés, qui sont dans le besoin pour la plupart. Moi, comme député de Berthier, j'ai pris en 1981, 28% de mon budget pour activités de comté pour le redonner aux handicapés de mon comté afin qu'ils puissent se prendre en main. On voit en 1982 le même gouvernement couper dans les sommes qu'il disait qu'il leur donnerait; aujourd'hui, il les leur enlève.

Champion des taxes indirectes! Je vais vous donner quelques exemples. Hydro-Québec est une richesse qui appartient aux Québécois et aux Québécoises. Depuis 1976, tous les ans, les taux d'électricité ont augmenté de 12% ou 13%. L'an passé, en 1981, les taux ont augmenté - je n'en reviens pas, pour une richesse qui nous appartient à nous - de 16,3%, en plus de la taxe de 8%.

Passons aux postes de péage. Vous savez que je fais partie de la région Laurentides-Lanaudière; le ministre des Finances fait aussi partie de cette région. Durant la campagne électorale de 1981, il a promis de diminuer les postes de péage, d'abord, dans la région dont je fais partie, il y en a trois, et peut-être de les enlever complètement. Où était le même ministre lorsque le Conseil des ministres a décidé de ne pas diminuer les taux, de ne pas en rester au statu quo, mais de les augmenter? Je pose la question au ministre des Finances, où est-ce qu'il était? On sait très bien dans mon comté et dans ma région que la hausse des taux de péage affecte énormément nos industries. Dieu sait, les problèmes que cela crée lorsque ça coûte 0,25 \$ à chaque poste de péage matin et soir et dans bien des cas trois ou quatre fois par jour pour les transporteurs de sable et l'on voit que les taux vont doubler, pas seulement augmenter de 0,10 \$ mais doubler. C'est 100% d'augmentation. On a peine à le croire.

Je pourrais vous donner un autre exemple. Les journaux de la semaine dernière ont annoncé une augmentation du prix de

l'alcool dans les magasins vendant de l'alcool, à la SAQ. Pourquoi? Encore une fois pour permettre au gouvernement de combler son déficit, de boucher son trou.

Je vais terminer, je vois que le temps passe vite. J'ai reçu une lettre de la Fédération des clubs de motoneige du Québec, dont le président est M. Laurence Langevin. J'ai été président pendant trois ans et notre club était l'un des plus gros clubs de la province de Québec; j'ai gagné la médaille d'or, donc, nous étions bien cotés. Nous payions 10 \$ d'immatriculation par année pour une motoneige et nous recevions environ 6000 \$ à 7000 \$ de subvention. Qu'est-ce qui va arriver l'an prochain? Au lieu de payer 10 \$, nous allons payer 35 \$, 40 \$ et 50 \$ d'immatriculation par motoneigiste. En plus, le président de la FCMQ dit qu'ils vont couper les subventions de 40% pour une industrie touristique aussi importante dans la province de Québec et surtout dans mon comté où nous avons énormément de motoneigistes. Au lieu d'augmenter la subvention pour les aider, ils vont la couper, la diminuer.

Je vous dis une chose, M. le Président. Que le ministre des Finances sache bien que s'il continue d'administrer la province comme il le fait depuis quatre ans, au lieu d'améliorer le sort des Québécois et des Québécoises, il le détériore énormément. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, je demande la suspension du débat.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion de suspension est adoptée?

M. Brassard: Suspension de nos travaux jusqu'à 20 heures, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Nos travaux sont suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 heures)

(Reprise de la séance à 20 h 13)

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez prendre vos sièges.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 5 du feuillet, s'il vous plaît!

**Motion demandant à la commission
qui étudie le projet de loi no
37 de déposer son rapport à
l'Assemblée le 17 juin**

Le Vice-Président (M. Rancourt): "Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la commission permanente des affaires municipales sur l'étude du projet de loi no 37, Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive, après la deuxième lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de la séance de jeudi matin 17 juin 1982, la commission devant mettre fin à ses travaux à minuit le mercredi 16 juin 1982."

M. le leader du gouvernement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président....

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader de l'Opposition.

**Question de règlement sur le
libellé de la motion**

M. Levesque (Bonaventure): ... une question de règlement. J'en fais peut-être plutôt une demande de directive avant d'entreprendre l'étude de la motion inscrite au nom du leader parlementaire du gouvernement. Cette motion se lit comme suit; vous me permettrez de la lire: "Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la commission permanente des affaires municipales sur l'étude du projet de loi no 37, Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive, après la deuxième lecture, soit déposé à l'Assemblée nationale - et j'insiste sur ce qui suit, M. le Président - avant la fin de la séance du jeudi matin 17 juin 1982, la commission devant mettre fin à ses travaux à minuit le mercredi 16 juin 1982."

M. le Président, je m'excuse auprès du leader parlementaire du gouvernement parce que je sais que c'est à lui que revenait le droit de parole en premier, mais, comme il s'agit ici d'une question de règlement, je me permets d'attirer votre attention sur le libellé de cette motion. Je ne veux pas en faire un plat, M. le Président, ni en attaquer directement la recevabilité. Je n'ai pas l'intention de retarder les travaux de la Chambre, mais je m'interroge, cependant, et, s'il y a lieu, dépendant de la directive que vous me donnerez, je pourrai contester la recevabilité de cette motion. Il y a d'abord, M. le Président, à la fin de cette motion, que la commission devrait mettre fin à ses travaux à minuit le mercredi, 16 juin 1982. Or, il est possible qu'à minuit cette motion ne soit pas adoptée. Nous avons déjà, dans le passé, abordé cette question. C'est pourquoi je n'ai pas l'intention de revenir ce soir pour

mettre en doute une décision ou attaquer une décision que la présidence a déjà rendue à ce sujet, considérant que la rétroactivité s'appliquait, en quelque sorte. Autrement dit, si la motion est adoptée à deux heures du matin, même si à minuit la motion ne s'applique pas, elle s'appliquera rétroactivement à partir du moment où elle sera adoptée.

J'ai eu des doutes dans le passé, mais je n'ai pas le droit d'en avoir présentement, vu le respect que j'ai pour la présidence. Mais il y a un autre élément dans cette motion qui fait que je dois vous poser une question touchant, justement, une autre partie de ce libellé. Je le fais, M. le Président, me rappelant l'importance de la forme, lorsque l'on fait une procédure exceptionnelle, et Dieu sait si la motion de clôture est une procédure exceptionnelle. Vous vous rappelez vous-même, M. le Président - je ne sais pas si vous pratiquez aussi régulièrement que vous le faisiez l'an dernier, je pense bien que vos fonctions de président de l'Assemblée nationale ne vous le permettent pas - je suis convaincu que vous vous rappelez, sans doute, que lorsque vous aviez à préparer une procédure exceptionnelle pour essayer de faire en sorte qu'une action puisse tomber à cause de la prescription, par exemple, qu'une action puisse être rejetée sur des points de forme, ce qui est moins fréquent aujourd'hui, évidemment, avec la nouvelle philosophie qui inspire la procédure civile, mais tout de même, M. le Président, vous vous rappelez sans doute l'importance que l'on accorde et que les tribunaux accordent à bien juger une procédure qui s'attaque à une question de forme. La procédure actuelle en est une de forme. Quant au fond, nous aurons l'occasion d'en parler, mais dans ce cas-ci, c'est une procédure de forme, une procédure sévère qui peut nous faire perdre le droit de parole, un droit de parole que nous aurions aimé continuer d'exercer en commission, en Chambre, partout où c'était possible dans le cadre de l'étude du projet de loi no 37, Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive. Mais, si cette procédure est reçue par la présidence et si cette motion est adoptée par l'Assemblée, cela veut dire la guillotine. C'est une procédure exceptionnelle qui n'a été employée que très peu souvent dans notre régime parlementaire. Elle est là au cas où il y aurait des abus du droit de parole, mais, lorsqu'elle est apportée, il faut, comme je l'évoquais par la comparaison que je faisais tout à l'heure avec des procédures de forme devant les tribunaux, qu'elle soit impeccable.

(20 h 20)

Or, je vous demande si vous trouvez que le libellé de cette motion correspond exactement aux prescriptions de notre règlement, parce qu'il faut qu'une motion

soit bien comprise. Il faut que l'on sache exactement où l'on va. Il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïté, surtout dans une motion où on veut priver tous les députés du droit de parole. On veut les limiter, du moins. Or, vous voyez ici "avant la fin de la séance du jeudi matin 17 juin 1982." J'attire votre attention là-dessus. Vous savez que le règlement que nous avons le décrit bien. Une séance commence à telle heure et finit à telle heure. Dans la période que nous vivons présentement, au mois de juin 1982, la séance commence à 10 heures le matin et se termine après minuit, si nécessaire, parce que c'est le gouvernement qui décide avec sa majorité. On peut même ajourner après minuit, au moment où la Chambre décide de s'ajourner. C'est une séance, d'après notre règlement. Je n'ai jamais entendu parler d'une séance du matin. On peut avoir une partie de séance, mais jamais on n'a entendu parler d'une séance du matin. Qu'est-ce que cela veut dire le matin? Dans mon esprit, un matin, cela veut dire la partie de la journée qui se termine à midi. Or, nos séances sont suspendues, elles ne se terminent même pas à midi, elles ne sont même pas suspendues à midi, elles sont suspendues à 13 heures pour reprendre à 15 heures; elles sont suspendues à 18 heures pour reprendre à 20 heures. Il n'y a pas de séance du jeudi matin. Or, je voudrais savoir quelles sont les intentions de cette motion. Évidemment, si c'était une motion ordinaire, je n'aurais pas soulevé la question. Mais mon ami le député de Montmorency, ministre des Affaires culturelles, lui qui a tellement plaidé, et avec quelle rigueur, sait que les tribunaux ont toujours considéré l'importance d'avoir une procédure impeccable lorsqu'on attaque une autre partie sur des points de procédure. Je ne veux pas être procédurier, mais je voudrais au moins comprendre le libellé de la motion.

Je sais qu'elle n'est pas amendable. Par contre, je sais que la présidence a toujours une discrétion. Je ne sais pas si cet article prend préséance sur l'autre, je sais que le leader ne peut pas l'amender, je sais que je ne peux pas l'amender et qu'aucun membre ne peut l'amender, mais peut-être la présidence a-t-elle le droit de l'amender. Je vous dis que, sans être procédurier, je voudrais qu'on comprenne bien quelles sont les intentions véritables du proposeur de la motion. Si on demande que le rapport soit fait avant la fin de la séance, la fin de la séance de demain, c'est peut-être vendredi matin, on ne sait pas à quelle heure va finir la séance, mais il n'y a pas de séance du jeudi matin, ça n'existe pas, je le soumets respectueusement.

Comme l'indique mon bon ami, le député de Saint-Louis, c'est là un changement de fond et non pas un changement de forme. C'est son opinion, je

la soumets en même temps que la mienne. Vous aurez donc tous les éléments. Si vous avez des doutes à ce sujet, je suis convaincu que mon ami le député de Saint-Louis serait très heureux d'ajouter sa voix. Avant de commencer le débat, il est important de savoir à quel moment ce rapport va être déposé. Quel est l'ordre qui serait donné si la motion était adoptée? C'est ça.

Si on s'en tient strictement à notre règlement, parce qu'il s'agit d'une question de forme mais qui a son importance, parce qu'elle limite le droit de parole, il serait important de savoir si vous jugez ce libellé comme étant conforme à la réalité de notre règlement. D'abord, M. le Président, considérez-vous qu'il y ait une séance du jeudi matin? Est-ce que ça existe? S'il y en avait une le jeudi matin, si ça existait, comment pourrait-elle être suspendue à 13 heures et non pas à midi?

Il y a là, M. le Président, à mon sens, sinon un défaut de fond, du moins un défaut de forme, je le soumets respectueusement avec un point d'interrogation. Je suis bien prêt à entendre la présidence sur cette demande de directive. J'en fais présentement une demande de directive, M. le Président, parce que, à sa face même, cette motion me paraît irrégulière. Je n'ai pas le droit, si elle contient des irrégularités, vu que c'est une motion de clôture, la guillotine, de la laisser passer sans au moins me lever pour vous poser les questions que je viens de vous poser respectueusement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, mes propos n'auront pas la longueur de ceux du leader de l'Opposition. Je vous dirai très simplement, M. le Président, en une phrase, qu'il s'agit d'un modèle de guillotine déjà utilisée dans le passé, même qualité de bois, bonne armature, lame bien aiguisée, et que nous avons l'intention de procéder sur le projet de loi no 37 de la même façon que nous l'avons fait sur le projet de loi no 16 en décembre 1981.

Le Président: M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: Ce ne sera pas très long. Je pense que tout le monde est d'accord que les mots "la séance du matin", ce n'est pas conforme à notre règlement. La question ici, je pense, c'est: Est-ce que le président a le droit de le changer suivant les dispositions de l'article 65, paragraphe 2, ou non? Est-ce une question de forme ou une question de fond?

Mais si le gouvernement a décidé de mettre fin à ce débat et qu'il veut qu'un rapport soit déposé avant telle heure, on

peut décider que la séance de jeudi matin finit à 13 heures, puisque la séance qui commence le matin à 10 heures est ajournée à 13 heures, ou peut-être que c'est à la fin de la journée complètement, à minuit ou à une heure du matin, ou à 22 heures pour une séance qui a commencé à 10 heures le matin. Vous avez le choix d'interpréter ces mots ou 13 heures ou la fin de la séance. Si vous interprétez cela comme cela, c'est vous qui rendrez la décision pour le gouvernement et c'est vous qui rendrez une décision politique au lieu de rendre une décision de procédure. C'est vous-même qui disiez ici, hier, quand on discutait l'article 156, nonobstant les quatre premières lignes que c'était quelque chose que vous devez décider. C'est votre décision. Moi, je n'ai pas le droit de rendre une décision gouvernementale. C'est vous qui déciderez si c'est 13 heures, minuit, 10 heures ou 3 heures du matin et je pense que vous n'avez pas ce droit. C'est une question de fond et pas de forme.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: Je permets deux interventions de chaque côté. Il y en a eu deux...

M. Levesque (Bonaventure): ... ce n'est pas une intervention.

M. Richard: M. le Président...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Puis-je attirer votre attention sur l'article 31, paragraphe 4, sur la question de suspension et d'ajournement? On voit que "le mercredi, la séance est suspendue de 13 heures à 15 heures". Mais on ajoute: "Cette suspension a, sur l'affaire en cours, l'effet d'un ajournement." Je voudrais simplement attirer votre attention là-dessus. On a pris la peine de le dire à ce moment-là parce qu'il s'agit simplement d'une suspension en temps normal.

Le Président: M. le député de Montmorency et ministre des Affaires culturelles.

M. Richard: M. le Président, c'est M. le député de Saint-Louis qui m'a inspiré, puisque j'avais eu l'intention d'intervenir au moment où j'ai entendu l'argumentation du leader parlementaire de l'Opposition. Mais j'ai compris qu'il ne croyait pas trop trop lui-même à cette argumentation quand il a placé, à la fin de son intervention, un point d'interrogation. M. le député de Saint-Louis dit: "Il s'agit de savoir si c'est une question

de fond ou une question de forme." (20 h 30)

Ce n'est ni l'un ni l'autre, c'est une question de sens commun. C'est une question de bon sens et il s'agit d'interpréter le mot "séance" tel que l'a voulu le législateur en proposant ce règlement à l'Assemblée nationale. Le mot "séance", tel qu'entendu par le règlement, dans le cas qui nous concerne, signifie tout simplement les travaux qui se déroulent le matin, qu'ils soient suspendus ou ajournés. C'est tout simplement une question de sens commun et on a voulu éviter la périphrase manifestement. Il s'agit de savoir s'il s'agit des travaux qui se déroulent le matin. Les travaux qui se déroulent le matin, généralement - et c'est pour ça qu'on a mis "séance du matin" parce que l'heure n'est pas toujours fixe - cela se déroule entre 10 heures et 13 heures.

Je pense que le leader parlementaire de l'Opposition vient de définir le matin d'une façon un peu restrictive, quand il dit que cela doit, quant à lui, se terminer à midi; cela n'est absolument pas conforme ni à la lettre ni à l'esprit de notre règlement.

Le Président: Tout d'abord, à la suite des pertinentes interventions des deux côtés de l'Assemblée, j'aimerais dire au moins une chose: Il est effectivement vrai que la motion qui a été présentée par le leader du gouvernement en vertu de l'article 156, en date du 15 ou du 16 décembre 1981 - je l'ai ici devant moi - est exactement la même que celle qui est présentée aujourd'hui, elle est libellée de la même façon. Pour avoir occupé le fauteuil à ce moment-là, je me rappelle fort bien qu'aucun débat ne s'était élevé au moment de la présentation de la motion ainsi libellée. Je comprends que le silence n'équivaut pas toujours à un consentement, mais il n'en demeure pas moins que la motion était libellée de la même façon.

D'autre part, je dois vous dire que je suis un peu surpris par votre intervention demandant: Que veut dire le mot "séance"? Il y a une chose qui, pour moi, est très claire. J'essaie de comprendre la motion du leader du gouvernement et je la comprends de façon très aisée. Je comprends qu'il veut qu'avant la fin de la séance du 17 juin 1982, à 13 heures, le rapport de la commission ait été déposé en cette Chambre. J'ai l'impression que des deux côtés de la Chambre on comprend très bien ce que veut dire la motion du leader du gouvernement, mais on voudrait amener la présidence à interpréter ou définir le mot "séance". Il me serait très facile de me servir de l'article 65, paragraphe 2, étant donné que, comme quelqu'un l'a déjà dit, cela tombe sous le sens commun, pour dire: Je change les mots "séance du matin" pour "avant 13 heures le

17 juin 1982". Je pourrais le faire et j'ai l'impression que des deux côtés de la Chambre on serait heureux parce que cela voudrait dire - dans mon esprit et, je pense, dans l'esprit de tous - exactement la même chose.

Comme je me rends compte que des deux côtés de la Chambre on comprend la même chose, c'est-à-dire que le rapport de la commission doit être déposé avant la fin de la séance de demain matin qui dure, en vertu de notre règlement, de 10 heures à 13 heures, même si je pouvais et même si je peux, en vertu de l'article 65.2, modifier, et même si je pouvais et même si je peux en vertu de l'article 65.2, changer ces mots pour rendre la motion recevable, je la considère recevable telle que libellée pour deux raisons: premièrement, parce qu'elle a déjà été présentée de cette façon le 15 décembre 1981 et qu'aucune argumentation n'a été soulevée et, dans ce sens, je ne veux pas dire que l'Opposition n'aurait pas eu peut-être des arguments à soulever. Peut-être qu'elle aurait eu à en soulever. Elle ne l'a pas fait pour des raisons qu'elle a jugé bon de ne pas employer. Quoi qu'il en soit, il est une chose qui est sûre, c'est que la présidence comprend très bien le sens de la motion et je pense que le sens de la directive du leader de l'Opposition était de savoir à quoi veut en venir exactement le leader du gouvernement?

Quand veut-il exactement que le rapport de la commission soit déposé devant cette Assemblée nationale? De la façon qu'elle est libellée, la présidence comprend que - et c'est dans ce sens que je vais l'interpréter - si le rapport n'est pas déposé avant la fin de la séance du jeudi matin 17 juin 1982, à ce moment, l'ordre ne pourra plus être donné. Donc, dans mon esprit, cette motion veut dire tout simplement que le leader du gouvernement a décidé qu'il faut que le rapport de la commission qui siège actuellement à la salle 81-A sur le projet de loi 37, soit nécessairement déposé avant 13 heures le 17 juin 1982 ou, si vous le voulez, avant la fin de la séance du jeudi matin 17 juin 1982.

Si vous voulez absolument, M. le leader de l'Opposition, ceci étant dit, que je suspende les travaux pour aller voir quelle est la définition exacte du mot "séance", et si c'est le voeu de l'Assemblée, je peux bien le faire, mais je pense que l'important dans le débat, dans la discussion, dans le dialogue que nous avons ensemble, c'est de bien nous comprendre et de savoir quel est le délai ultime auquel devra se soumettre la commission des affaires municipales pour présenter son rapport. Dans mon esprit, il est très clair que c'est pour 13 heures, le 17 juin 1982.

La motion qui sera débattue dans quelques instants devra donc être adoptée

avant 13 heures, le 17 juin 1982. Également, il faut que le rapport soit déposé avant 13 heures, le 17 juin 1982, et le libellé actuel me permet de croire que les deux mots, les deux significations, les deux façons de dire ces choses équivalent, à toutes fins utiles, à la même chose.

En tout cas, c'est la conception de la présidence. Je peux bien suspendre les travaux pour aller chercher la signification du mot "séance", je peux bien modifier l'article 65, paragraphe 2, je peux bien me servir de l'article 65, paragraphe 2, je peux vous dire qu'à toutes fins utiles, à la fin, le résultat sera exactement le même et c'est que le rapport de la commission devra être soumis avant 13 heures, le 17 juin 1982. Remarquez que s'il y a consentement des deux côtés pour régler le problème, je suis prêt à faire le changement, mais je n'en vois pas la nécessité, comprenant très bien le sens de la motion du leader du gouvernement.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Si vous me permettez, j'ai bien écouté vos propos et je relis l'article 156, deuxième paragraphe, qui ne mentionne pas à quelle heure la commission parlementaire doit mettre fin à ses travaux ou à quel moment. L'article 156, paragraphe 2, dit simplement que "le leader parlementaire du gouvernement le déclare à l'Assemblée et, après avis, il propose que le rapport de la commission soit présenté à l'Assemblée dans le délai qu'il indique". Vous venez de dire que votre interprétation des mots "le délai qu'il indique", c'est que ce serait avant 13 heures demain, le 17 juin. Pourquoi, à ce moment-là, la motion contient-elle les dernières lignes, à savoir "la commission devant mettre fin à ses travaux à minuit le mercredi 16 juin 1982"? À ce moment-là, pourquoi ne pas biffer cela et laisser - et comme membre de cette commission, M. le Président, je peux vous en faire la prière - aux membres de cette commission les quelques heures additionnelles qui lui permettraient d'étudier davantage les articles de ce projet de loi demain, avant 13 heures?

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, d'abord, je vous remercie de soulever immédiatement ce problème. Je pensais avoir à rendre cette fameuse décision tard dans la nuit. Je vais répondre à vos deux interrogations. La première raison, c'est qu'en vertu de notre règlement les travaux des commissions parlementaires se terminent à minuit. La deuxième raison, c'est qu'en présentant cette

motion - et c'est l'essence du jugement que j'ai rendu après un délibéré d'environ deux heures dans la nuit du 15 au 16 décembre 1981, après lecture d'un jugement de neuf pages - le leader du gouvernement s'enlève la possibilité de convoquer à nouveau la commission parlementaire des affaires municipales. C'est un des arguments clés, majeurs, fondamentaux et très pertinents qui avaient été soulevés dans la nuit du 15 décembre 1981 par le leader de l'Opposition. J'avais alors répondu, justement, qu'en présentant cette motion le leader s'enlève la possibilité, que le règlement lui donnait en vertu d'un autre article que j'ignore, de pouvoir reconvoquer les commissions parlementaires, parce qu'on sait que les commissions parlementaires sont convoquées à la demande du leader du gouvernement. Je pense que c'est l'article 140 du règlement.

Donc, c'est la question qui m'avait été posée plus tard à ce moment-là. Je m'attendais à veiller très tard cette nuit pour rendre pareille décision, mais, comme c'est soulevé immédiatement, je tenais à le faire. Donc, la première raison, c'est que les travaux finissent à minuit et la deuxième raison, c'est que, justement, le leader, en présentant cette motion, s'enlève un instrument, s'enlève un article du règlement qui était à disposition, qui n'est plus maintenant à sa disposition parce qu'il veut que cette Assemblée lui enlève un outil, c'est-à-dire la possibilité de convoquer une commission parlementaire qui est celle des affaires municipales. C'est essentiellement le jugement que j'ai rendu le 16 décembre 1981 sur des points identiques qui ont été soulevés et qui étaient tellement pertinents, d'ailleurs, qu'on a hérité d'une réflexion de deux heures et d'un jugement écrit de huit à neuf pages.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

M. Blank: M. le Président...

M. Levesque (Bonaventure): Oh! excusez-moi.

M. Blank: ... pour éviter un autre débat durant la nuit, il y a quelque chose qui a été oublié dans le débat du 16 décembre et dans votre jugement. Cela s'est passé avec l'ancien leader de la Chambre, le député de Saint-Jacques, mais je pensais qu'il y avait une très mauvaise interprétation de la section et même, vous n'en avez pas traité dans votre jugement. Je parle de l'article 161 qui dit: "Dès qu'une commission élue a terminé l'examen de l'affaire qui lui a été référée, elle doit, par l'entremise d'un rapporteur qu'elle a désigné parmi ses membres, déposer à l'Assemblée un rapport suffisamment détaillé et contenant les amendements adoptés."

Au paragraphe 3 de cet article, on dit qu'un membre de la commission peut s'opposer à ce rapport: "Toutefois, un membre d'une commission peut s'opposer au dépôt d'un rapport fait par cette commission en exposant brièvement les motifs de son opposition."

Dans l'argumentation du député de Saint-Jacques, il tient pour acquis qu'on parle du dépôt en Chambre. Ce n'est pas cela que l'article dit. Ici, on dit "le président", et dans cet article de nos règlements, on va voir que le président dont on parle, c'est le président de la commission. Au commencement, on parle du président de l'Assemblée nationale et du président de la commission. Ici, on parle du président. Cela veut dire que si, normalement, on suit notre travail en commission comme cela doit être fait, la commission termine son travail; un rapport est préparé par le rapporteur; la commission donne la permission au rapporteur de faire le dépôt en Chambre. Mais par une coutume qu'on a suivie, dès que le travail de la commission est fini, la commission donne un consentement tacite au rapporteur pour qu'il fasse son rapport en Chambre, parce que le travail est terminé, et on sait qu'il fera le rapport nécessaire.

Si cette motion n'est pas adoptée avant minuit - je veux apporter un argument - si le travail n'est pas fini à minuit, cela veut dire que les membres de la commission, légalement, ne savent pas qu'ils doivent finir leur travail à minuit.

Le Président: C'est un point qui a été soulevé, j'ai mon jugement devant moi. C'est un point qui a été abondamment soulevé. Le jugement que j'ai rendu le 16 décembre 1981, relativement à ce point précis, était: Comment une commission qui vient de finir ses travaux à minuit peut-elle recevoir un ordre à 2 h 45 le matin suivant, alors qu'elle n'existe plus? C'est là que j'ai dit, dans mon jugement, que la commission de l'Assemblée nationale, que la commission des affaires municipales comme toutes les commissions sont l'émanation même de cette Assemblée et que nos commissions avaient une existence légale, autonome, indépendante de leurs séances physiques. Vous êtes d'accord avec cela?

M. Blank: Je suis d'accord avec cela, mais cela veut dire que la commission sait que ses travaux sont terminés. Mais s'ils savent cela à 3 heures du matin, ils ne sont plus en Assemblée, ils ne peuvent pas donner ce consentement à un rapporteur pour faire le rapport en Chambre, même un consentement tacite. C'est cela la différence. Avant minuit, ils peuvent donner ce consentement ou direct ou tacite. Comment peuvent-ils donner ce consentement à 3 heures du matin quand vous dites que

votre travail est terminé? Ils ne peuvent pas...

Le Président: M. le député de Saint-Louis, je n'en ai pas l'intention, mais si vous le voulez, je peux bien tout relire le jugement de huit pages. Ces points sont exactement les trois points très pertinents que vous avez soulevés le 15 décembre 1981. Si vous le voulez, je vais lire la dernière partie du jugement que j'ai rendu le 16 décembre 1981, relativement à l'article que vous soulevez, c'est-à-dire 161.

Le deuxième point soulevé par le leader de l'Opposition - il m'excusera - avec la collaboration du député de Saint-Louis - je parlais déjà de vous à ce moment - a trait au rapport de la commission. L'article 161.1 du règlement énonce ce qui suit: "Dès qu'une commission élue a terminé l'examen de l'affaire qui lui a été référée, elle doit, par l'entremise d'un rapporteur qu'elle a désigné parmi ses membres, déposer à l'Assemblée un rapport suffisamment détaillé et contenant les amendements adoptés." Une commission n'a donc pas le choix. Dès que ses travaux sont terminés, le rapport doit être déposé à l'Assemblée. Un point reste à déterminer. Quand une commission a-t-elle terminé ses travaux? La réponse va d'elle-même. C'est lorsqu'elle a constaté qu'elle a terminé l'examen, article par article, du projet de loi qui lui a été déféré. Cependant, il y a une autre possibilité. L'Assemblée nationale peut se substituer à la commission et constater pour elle, parce que la commission est la créature de l'Assemblée, qu'elle a terminé ses travaux, ce que permet expressément la motion présentée par le leader du gouvernement en vertu de l'article 156 du règlement.

"En somme, l'article 156 du règlement permet à l'Assemblée de se substituer à une commission pour constater pour celle-ci - parce que la commission émane de cette Assemblée - que ses travaux sont terminés et qu'en conséquence son rapport, à l'état où il est, doit être déposé par celui que la commission a désigné comme rapporteur. Comme il s'agit d'une commission permanente, elle a toujours une existence juridique, même en dehors des heures régulières où elle peut siéger. Elle est donc toujours informée d'office de tous les ordres que pourrait lui donner cette Assemblée, peu importent les jours et les heures.

"Pour toutes ces raisons, je ne peux que constater..." Ce n'était pas la même motion.

M. Blank: M. le Président...

Le Président: S'il vous plaît!

M. Blank: Dans votre décision, comment peut-on appliquer l'article 161.3? Comment

un membre d'une commission peut-il s'opposer à quelque chose dans un rapport alors que le président peut le changer?

Le Président: De toute façon, après le rapport, il y a la prise en considération du rapport.

M. Blank: Ce n'est pas ça, l'article 161.3.

Le Président: M. le député de Saint-Louis, je pense avoir répondu à toutes les interrogations qui ont été soulevées, ce soir. Je ne voudrais surtout pas que vous en appeliez de cette décision qui a déjà été rendue. Si je me souviens bien, elle a été respectée par l'ensemble des députés de cette Assemblée lorsqu'elle a été rendue au mois de décembre 1981. Je m'attendais à tous ces arguments ce soir, c'est pour ça que j'ai le jugement avec moi. Je maintiens encore les mêmes arguments parce que aucun argument nouveau n'a été soulevé pour me faire changer d'opinion relativement au sujet que vous mentionnez. Avec votre collaboration, je demanderais, s'il vous plaît, que le débat commence sur la motion qui a été appelée par le leader du gouvernement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je suis prêt, quant à moi, à m'en tenir à votre requête. Cependant, vous avez, tout à l'heure, interprété l'article 65.2 comme vous permettant, comme président, de modifier dans sa forme la motion pour la rendre recevable. Vous avez dit - je pense que j'ai bien compris - que cette disposition de notre règlement, l'article 65.2, avait préséance sur l'article 156 qui dit que la motion ne peut subir d'amendement. Si j'ai bien compris, votre décision est en ce sens que la motion ne peut pas être amendée ni par le gouvernement, ni par son proposeur, ni par nous, ni par l'Assemblée, mais elle peut, en vertu de l'article 65.2, l'être par vous. (20 h 50)

En même temps, M. le Président, vous avez mentionné que, pour la question d'interprétation relativement au mot "séance", vous étiez prêt à prendre cela en délibéré et à nous donner une réponse dans quelques minutes. Je préférerais que vous le fassiez. Savez-vous pourquoi, M. le Président? Parce que, tout à l'heure, on nous a rappelé qu'à un moment donné, nous n'avions pas, il y a un an, soulevé cette question. Cela devient quelquefois, lorsqu'on ne la soulève pas, une raison d'ambiguïté et cela peut même faire jurisprudence.

Dans les circonstances, M. le Président, je sais que cela ne vous prendra pas tellement de temps d'avoir un bref délibéré pour arriver à une conclusion sur toute cette affaire.

Le Président: Sur toute cette affaire ou sur l'affaire du mot "séance"?

M. Levesque (Bonaventure): Bien, sur tout ce que vous pensez qui a besoin d'être précisé.

Le Président: Bien, je pense...

M. Levesque (Bonaventure): Et même, M. le Président, vous me permettez...

Le Président: Je vous ai offert, tout à l'heure, de délibérer sur une seule chose, M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): D'accord.

Le Président: C'est sur la définition du mot "séance".

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, si vous arrivez à la même conclusion, et il me semble que vous y arriverez, parce que c'est la définition même que l'on retrouve dans notre règlement, et si vous êtes encore de l'avis que l'article 65 vous permet d'amender une motion pour la rendre recevable, même s'il y a une disposition impérative dans un autre article à l'effet contraire, je vous prierais, dans ce cas-là, justement pour que nos travaux puissent se poursuivre sans aucune ambiguïté, que vous fassiez les modifications de votre chef à cette motion, particulièrement en précisant "13 heures" plutôt que "avant la fin de la séance du jeudi matin" et, comme le suggérerait mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, que vous fassiez tomber les trois dernières lignes, qui sont superflues, qui n'ajoutent rien à la motion, qui ne donnent aucun effet à la motion, mais qui peuvent, à ce moment-là, simplement enlever des droits inutilement sans donner aucune force additionnelle à la motion.

M. Lalonde: M. le Président, si vous me le permettez.

Le Président: M. le leader du gouvernement, auparavant, s'il vous plaît!

M. Bertrand: M. le Président, je ne suis pas beaucoup intervenu depuis 50 minutes. Quand je l'ai fait, cela a été très bref, vous l'aurez remarqué, et cela le sera encore. Je veux simplement vous indiquer, M. le Président, que je crois me rappeler, par contre, pour avoir écouté tout ce qui s'est dit depuis environ 50 minutes, que vous avez clairement indiqué tout à l'heure que votre façon de lire la motion qui est présentée en mon nom et qui indique "avant la fin de la séance de jeudi matin", dans votre esprit, c'est très clair que cela veut dire "avant la fin de la séance qui se termine à 13 heures"

et que vous ne sentiez pas le besoin de délibérer sur cette question puisque, pour vous, tout était clair et que c'était du pareil au même.

Dans ce contexte, M. le Président, je pense qu'il conviendrait, pour que nous puissions véritablement engager ce débat, que nous mettions fin à cette série de questions de règlement ou de demandes de directive.

M. Lalonde: M. le Président.

Le Président: Remarquez que j'ai hâte également, mais c'est un peu le rôle du président de répondre aux questions de règlement et aux demandes de directive.

Je pense qu'effectivement il n'y a qu'une séance par jour, mais, selon qu'on siège le matin, l'après-midi et le soir, on peut dire qu'une séance peut être divisée en trois parties: la séance du matin, la séance de l'après-midi et la séance du soir.

Si on siège l'après-midi et le soir, hors décembre et hors juin, on peut dire que les séances de notre Assemblée se divisent en deux parties: la séance de l'après-midi, de 14 heures à 18 heures, et la séance du soir.

Il y a une séance qui peut se diviser entre la partie du matin, la partie de l'après-midi et la partie du soir. Je pense qu'on fait réellement de la sémantique, que tout le monde comprend cette motion et que tous comprennent que le rapport doit être déposé avant 13 heures, demain.

Effectivement, M. le leader de l'Opposition, vous avez raison en disant que je pourrais le faire d'office, parce que, lorsqu'on dit sans amendement à l'article 156, on ne dit pas que l'article 65.2 a nécessairement préséance ou non, mais je dis que le président peut toujours modifier la forme s'il le veut. On enlèverait donc les mots avant minuit ou "à minuit" ce soir que cela n'enlèverait rien et cela n'ajouterait rien, sauf que, justement, comme cela n'enlève rien et n'ajoute rien, la présidence ne sent pas le besoin de se servir de l'article 65.2 et, s'en servant, peut-être de créer une sorte de précédent et de démontrer que l'article 65.2 aurait une sorte de préséance sur l'article 156. Par conséquent, je maintiens la motion telle qu'elle est présentée, tout en vous disant que je suis d'accord avec vous parce que, de toute façon, les commissions arrêtent de siéger à minuit en vertu de notre règlement. Donc, cette partie de phrase n'ajoute rien et elle n'enlève rien.

M. Lalonde: M. le Président, je ne veux pas en appeler de votre décision, mais quand vous dites qu'elle n'enlève rien, vous avez argumenté, tout à l'heure, qu'en faisant sa motion telle quelle le leader du gouvernement s'est enlevé le pouvoir de convoquer la commission demain. Si vous

enleviez ces trois dernières lignes, le leader pourrait convoquer cette commission, pourvu qu'elle fasse rapport avant 13 heures, ce qui donnerait aux parlementaires quelques heures de plus pour étudier le projet de loi.

Si vous me le permettez, M. le Président, parce que les précédents sont très importants pour évaluer la façon dont on interprète le règlement, je vous citerai quatre précédents. En 1974, il y a eu une motion de même nature justement, qui a été adoptée 22 minutes avant la fin des travaux de la commission. En 1977, sur le projet de loi no 101, la motion a été adoptée le 23 août vers 21 heures et la commission a terminé ses travaux vers 23 heures, deux heures plus tard. Donc, la motion a toujours été adoptée avant la fin des travaux de la commission. La commission recevait un ordre de la Chambre de mettre fin à ses travaux dans une heure ou deux. En 1977, sur le projet de loi no 67, la motion a été adoptée le 14 décembre vers 11 heures, la fin des travaux de la commission le 15 décembre. Le dernier exemple...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, tous ces exemples m'ont été donnés par votre excellent leader le 15 décembre 1981. Vous rappelez des événements qui sont réellement arrivés. Je n'entends rien de nouveau, je m'excuse de vous le dire. En effet, si je relève les débats des 15 décembre et 16 décembre 1981, à la page 1517 du journal des Débats, tous ces événements ont déjà été cités.

Je ne veux pas imposer nécessairement le début des travaux, mais je me dois, à ce stade-ci, de vous demander de commencer le débat sur la motion qui a été présentée par le leader, pour toutes les raisons que j'ai déjà mentionnées. Je dois quand même, pour faire amende honorable, M. le leader de l'Opposition, vous dire une chose: Effectivement, si la dernière phrase était enlevée, cela enlèverait quelque chose dans le sens que la commission pourrait être reconvoquée demain. J'en fais amende honorable, mais je ne me sers pas de l'article 65.2 pour la changer. Je fais quand même amende honorable devant vous pour cet écart de langage sur cette dernière partie de phrase.

M. le leader du gouvernement.

Débat sur la motion

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: M. le Président, c'est le temps de décider. Le gouvernement va indiquer à la commission parlementaire des affaires municipales qu'à minuit ce soir elle cessera ses travaux sur l'étude du projet de loi no 37 relatif au regroupement des villes de Baie-Comeau et de Hauterive, qu'elle fera

rapport à l'Assemblée nationale du Québec avant demain 13 heures et que cette décision nous permettra enfin d'indiquer à l'ensemble des populations de Baie-Comeau et de Hauterive ce que l'Assemblée nationale du Québec a l'intention de faire du dossier du regroupement.

(21 heures)

Nous avons déposé ce projet de loi le 30 novembre 1981; il y a sept mois que nous savons que ce projet de loi est connu, discuté, débattu partout dans la population, surtout dans la région de Baie-Comeau et de Hauterive. Ici, à l'Assemblée nationale, au moment du débat en deuxième lecture, 27 intervenants ont plaidé pour ou contre le projet de loi. L'Opposition, se prévalant des dispositions de notre règlement, a présenté une motion de report; c'était son droit. 29 intervenants ont décidé de débattre cette motion de report qui avait pour but de reporter à plus tard l'adoption du projet de loi no 37 pour regrouper les villes de Baie-Comeau et de Hauterive.

En commission parlementaire, à minuit ce soir, lorsque le tout se terminera, ce sera tout près de 20 heures qui auront été employées à tenter de faire avancer la discussion dans l'étude article par article de ce projet de loi; 20 heures pendant lesquelles l'Opposition se sera livrée, d'une façon systématique, à de l'obstruction sous toutes ses formes. Des formes de harcèlement, à l'occasion, non seulement à l'endroit des députés ministériels, mais du harcèlement à l'endroit du président de la commission parlementaire permanente des affaires municipales.

Le député de Hull, qui est ici à l'Assemblée nationale ce soir, à 21 heures, alors qu'il serait censé être en commission parlementaire pour étudier le projet de loi, puisqu'il est l'illustre parrain...

M. Rocheleau: Question de privilège, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de privilège, M. le député de Hull.

M. Rocheleau: M. le Président, je ne peux être à deux endroits en même temps. Si on avait accepté de respecter la démocratie, je ne serais pas obligé de me déplacer de la salle 81, en bas, à l'Assemblée nationale.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, comme vous l'aurez noté, il ne s'agissait pas d'une question de privilège. Le devoir de ce député, comme de ses collègues qui l'entouraient à la commission parlementaire, depuis 15 heures que ce débat dure en

commission parlementaire, était de faire en sorte qu'on progresse dans l'étude du dossier. Où en étaient-ils, à 18 heures, quand la commission parlementaire a suspendu ses travaux pour les reprendre à 20 heures? Ils en étaient au paragraphe 4 du premier article. Voilà le degré d'avancement des travaux de cette commission.

Le député de Hull porte une grande part des responsabilités pour la façon dont s'est comportée l'Opposition dans ce dossier. Incapable de faire la démonstration de sa force intellectuelle, probablement, pour tenter de bonifier le projet de loi ou de faire avancer la discussion, on a pris les moyens "tough", les moyens durs, les moyens virils pour tenter de s'imposer et de harceler les députés ministériels en même temps que de harceler votre représentant, M. le Président, qui avait la responsabilité de diriger les travaux de cette commission parlementaire. Le député du comté de Hull, avec son équipe, s'est adonné pendant plus de 15 heures - cela fera 20 heures à minuit - à une forme d'obstruction systématique inqualifiable, qui veut qu'au moment où le gouvernement a bien indiqué quelle était son intention, c'est-à-dire d'en arriver à ce que deux municipalités, qui doivent s'unir pour s'assurer que leur avenir, à tous les niveaux, social, économique, culturel, puisse être progressiste, que ces municipalités puissent enfin connaître la paix sociale, que ces municipalités puissent enfin vivre dans un climat de réconciliation. Au lieu de cela, le député de Hull et l'ensemble de ses collègues autour de lui ont tout fait, et par leur attitude à l'Assemblée nationale, et par leurs discours au moment du débat en deuxième lecture, et par leurs discours sur la motion de report, et par leur comportement en commission parlementaire, ils ont tout fait, pour faire la démonstration qu'ils ne sont pas intéressés à discuter sérieusement de cette question. Ce qui les intéresse, comme disait le député de Hull, c'est qu'ils veulent que le gouvernement leur passe sur le corps. Le gouvernement va vous passer sur le corps, M. le député de Hull, et il va vous couper et en utilisant la motion de clôture prévue à l'article 156...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, M. le député de Hull! S'il vous plaît! Je crois qu'on peut demander la collaboration de cette Assemblée et je le fais. S'il vous plaît. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Vous l'aurez entendu, M. le Président, se lever, proférer des menaces à l'endroit des députés ministériels...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Vous l'aurez entendu, M. le Président, proférer des menaces. Cela a été son style en commission parlementaire. Si on avait eu la télédiffusion des débats en commission parlementaire, je pense que la population se serait drôlement amusée à voir l'attitude du député de Hull...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: ... et de l'ensemble des gens qui l'entouraient et qui continuent ici à l'Assemblée nationale d'adopter la même attitude, le même comportement. Cela, c'est un député qui se prétend sérieux, qui prétend défendre les intérêts des citoyens des villes de Baie-Comeau et de Hauterive alors qu'il n'est même pas capable de faire avancer le dossier en commission parlementaire. Il n'est même pas capable de discuter sérieusement de chacun des articles et des paragraphes de ce projet de loi qui pourtant n'est pas un projet de loi qui demandait de consacrer 20 heures de discussion, M. le Président. C'est un projet de loi où il y a vingt-trois articles, une vingtaine de paragraphes, où on aurait pu passer une heure sur chacun des paragraphes, et on aurait terminé ce soir à minuit. Mais pas question pour l'Opposition de travailler sérieusement.

Ces gens, M. le Président, ce sont les gens qui aujourd'hui voudraient prétendre qu'ils se portent à la défense des intérêts des villes qui sont visées par le regroupement. Je dis une chose, c'est que le gouvernement, en ayant pris sa décision et en ayant fait en sorte que ses intentions soient connues depuis le 30 novembre dernier, a depuis ce temps indiqué à l'Opposition, à l'ensemble de la population, aux citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive qu'il voulait que leur avenir...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: ... à tous les niveaux soit protégé et assuré par le fait de ce regroupement qui, effectivement, permettra le progrès de ces deux villes réunies en une seule. Vous allez tantôt voir défiler, peut-être, théoriquement, 42 porte-parole de l'Opposition qui auront le droit - pour le leader de l'Opposition, une demi-heure et pour ceux qui sont autour de lui, dix minutes - de parler et vous allez les voir aller, M. le Président, se plaindre du bâillon, de la clôture, de la guillotine, des lames de rasoir qui s'abattent sur leurs têtes pour les empêcher de perdre la face, M. le Président.

Effectivement, après sept mois depuis le dépôt du projet de loi, nous allons à minuit ce soir faire cesser les travaux de la commission parlementaire et ici, à l'Assemblée nationale, prendre en

considération le rapport de la commission l'étudier en troisième lecture et l'adopter avant la fin de la présente session de telle sorte qu'une fois pour toutes les gens de Baie-Comeau et de Haute-Rive sachent que cette Assemblée nationale a pris ses responsabilités. Nous, nous allons les prendre de notre côté. Si l'Opposition n'est pas capable de le faire, c'est sa responsabilité. (21 h 10)

M. le Président, vous allez les entendre nous dire tout à l'heure: C'est épouvantable, une fusion forcée! C'est épouvantable de dire comme cela à deux municipalités: Vous allez vous réunir, vous allez vous regrouper, vous allez travailler en commun. C'est épouvantable que le gouvernement impose comme cela, unilatéralement, le regroupement, la fusion de deux municipalités! Vous allez les entendre prononcer ces discours, mais c'est cette même Opposition qui, en 1974, alors que le député de Bonaventure occupait le siège que j'occupe aujourd'hui, en l'espace de combien de jours, M. le Président? Sept mois, comme nous? Trois mois? Un mois? Non, M. le Président, dix jours, entre le 17 décembre et le 27 décembre 1974, combien de municipalités fusionnées? Pas sur une base volontaire, mais un projet imposé par une loi, le projet de loi no 98, présenté par cette Opposition, qui était au gouvernement à l'époque. Combien de municipalités, M. le Président? Deux, comme dans le cas actuel? Dix? Non, M. le Président. 25? Non. Mais 44, M. le Président, 44 municipalités où on a forcé la fusion. S'il y en a un qui devrait s'en souvenir, c'est le député de Hull, qui est ici devant nous et qui est allé en commission parlementaire faire de l'obstruction systématique sur un projet de loi qui, pour le gouvernement, est une exception qui confirme une règle qu'on a suivie depuis 1976, qui est de permettre que cela se fasse sur une base volontaire. C'est l'exception qui confirme la règle, alors que, dans le cas des libéraux, dans le cas des rouges et dans le cas de l'Opposition, M. le Président, c'était la règle de faire en sorte qu'on fusionne de force des municipalités. M. le Président, je pense qu'on pourrait très simplement reprendre les exemples. J'ai une carte du Québec ici avec moi...

Des voix: Ah!

M. Bertrand: ... où on peut voir comment l'Opposition s'y est prise pour fusionner des municipalités. Jonquière, Kénogami, Arvida, paroisse Saint-Dominique-de-Jonquière ou Saguenay-Lac-Saint-Jean fusionnés, M. le Président. Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Rivière-du-Moulin, canton Chicoutimi, fusionnés, M. le Président, de force. Port-Alfred, Bagotville, paroisse de Bagotville, Grande-Baie, fusionnés de force,

M. le Président. Jonquière et Chicoutimi, on voulait les forcer, mais, notre gouvernement est arrivé au pouvoir. On a décidé, parce qu'on avait, de l'autre bord, évalué que cela se ferait sur proclamation et que les libéraux n'ont pas été réélus, que cette fusion n'aurait pas lieu, finalement. Mais, dans le projet de loi 98, on proposait que Jonquière et Chicoutimi soient fusionnées et les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'en souviennent. Les villes de Gatineau, pour le député de Hull, Pointe-Gatineau, Touraine, Templeton, Templeton-Ouest, Templeton-Est, Templeton-Est, partie est, M. le Président, - c'est ici sur la carte - cela a été fusionné, M. le Président, de force, par les rouges.

Une voix: Il dit n'importe quoi.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, d'autres municipalités, Buckingham, Masson, Angers, Buckingham-Ouest, Buckingham-Sud-Est, Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette, canton de Buckingham, fusionnés de force, M. le Président, dans la région du député de Hull.

M. Assad: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): Je m'excuse. M. le député de Papineau.

M. Assad: ... il dit des choses qui sont complètement contraires à la vérité. Vous êtes en train de parler de Buckingham. Vous l'avez dégroupé. Vous ne l'avez pas regroupé, vous l'avez dégroupé.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, on voit bien que le député n'est pas au courant. Effectivement, il était membre de l'Assemblée nationale à l'époque, en 1974, si ma mémoire est bonne. Il devrait se rappeler... Étiez-vous député ou non en 1974?

M. Assad: Oui, j'étais député.

M. Bertrand: Vous devriez vous rappeler que vous avez voté, vous, de ce côté-ci, en faveur de ces fusions forcées, parce que vous étiez membre de cette équipe ministérielle.

M. Assad: Question de privilège.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de privilège, M. le député de Papineau.

M. Assad: Pour l'information du leader du gouvernement, c'était à la suite d'un consentement. Ce n'était pas un regroupement forcé à l'époque.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, les fusions du Parti libéral: Sainte-Cécile-de-Masham, Wakefield, canton d'Aldfield, canton de Wakefield, canton de Masham-Nord, le village de Quyon, canton d'Eardley, canton d'Onslow, canton d'Onslow partie sud, Perkins, Portland-Ouest, canton de Wakefield, Aylmer, Deschênes, Lucerne, 44 municipalités fusionnées.

M. Middlemiss: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît! Question de privilège, M. le député de Chapleau.

M. Middlemiss: M. le Président, j'aimerais dire au leader du gouvernement qu'en 1974 j'étais conseiller à la ville d'Aylmer. Le regroupement qui s'est fait de Aylmer, Lucerne et Deschênes était voulu depuis 1968. Le leader est en train d'induire en erreur la population et cette Chambre.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Voyez-vous, M. le Président, ce qui les agace, c'est de se faire rappeler qu'en 1974, dans un projet de loi qui portait le numéro 98, ils ont, dans ce parti, fusionné 44 municipalités un peu partout dans le Québec.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Cette Assemblée est un lieu où on peut avoir des opinions et les faire connaître en temps voulu.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, savez-vous combien de personnes cela représente au Québec, les personnes qui ont fait l'objet de cette décision du gouvernement de 1974, le gouvernement rouge? 267 000 personnes, alors que le projet de loi no 37 qui est présenté par le gouvernement vise deux municipalités, pas 44, mais 2. Il vise combien de personnes? 26 000. Pas 267 000, 26 000. Pas des gens qui se trouvent à 20 milles, à 30 milles, à 40 milles, mais des gens qui vivent à quatre milles de distance et qui de plus en plus se rapprochent parce que le développement se fait principalement entre les deux villes de Baie-Comeau et de Hauterive et que tout tend au regroupement pour peu que nous ayons ici à l'Assemblée

nationale la volonté de prendre nos responsabilités.

Ce n'est certainement pas de cette Opposition que nous allons recevoir des leçons sur une fusion, un regroupement qui, évidemment, va être traité tantôt de tous les maux, mais qui, dans le fond, correspond véritablement aux intérêts non seulement des collectivités de Baie-Comeau et de Hauterive, mais de cette région de la Côte-Nord et du comté de Saguenay, en particulier. Je pense que, lorsque le ministre des Affaires municipales a fait la comparaison des avantages financiers qui seraient obtenus grâce à cette fusion, il a bien mis en évidence que, si cette fusion s'était faite sur une base volontaire, c'est environ 734 000 \$ que les deux municipalités maintenant regroupées auraient reçus en subventions statutaires, alors que par le projet de loi no 37 que nous proposons, projet de loi qui vise à regrouper ces deux municipalités, il y a une subvention spéciale de 1 300 000 \$ qui s'ajoute aux 734 000 \$ qui auraient normalement été remis si la fusion avait été volontaire. Le total des subventions, autant statutaires que spéciales dans ce contexte, est de plus de 2 034 000 \$.

M. le Président, il y a donc un intérêt financier pour les deux municipalités à voir le projet de loi no 37 adopté dans sa forme actuelle. Plus que cela, au-delà de cela, une fois que les deux municipalités seront réunies, elles verront l'avantage qu'il y a à mettre en commun des services et à travailler en commun à bâtir une grande municipalité pour une grande région qui pourra véritablement développer tout son potentiel en réunissant ses meilleurs éléments qui, à l'heure actuelle, sont divisés entre deux municipalités. Il a le choix entre les séparatistes rouges d'en face qui veulent empêcher l'avenir de cette région et l'union proposée par ce gouvernement qui va permettre d'accentuer le développement de ces deux municipalités et de la grande région du Saguenay et de la Côte-Nord.
(21 h 20)

M. le Président, les rouges d'en face, en dix jours, ont forcé la fusion de 44 municipalités, rejoignant 267 000 personnes. Ici, aujourd'hui, parce que nous croyons très sincèrement qu'il en va de l'intérêt des deux municipalités, qu'il en va de l'intérêt public, qu'il en va de l'avenir d'une municipalité qui est grande et d'une région qui l'est encore plus, nous allons faire en sorte qu'à minuit, ce soir, la commission parlementaire remette son rapport et qu'ici, à l'Assemblée nationale, devant l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes, nous fassions et terminions le débat sur la prise en considération de ce rapport et sur la troisième lecture.

M. le Président, dans ce contexte, j'ai

très nettement le sentiment que nous allons donner suite, dans le fond, à ce que les gens souhaitent véritablement. Une commission parlementaire s'est tenue, une commission parlementaire qui nous a permis de recevoir un certain nombre de groupes qui nous ont donné leur avis sur ce regroupement. La ville de Baie-Comeau est venue présenter son mémoire, elle s'y opposait; la ville de Hauterive est venue pour dire qu'elle y était favorable. La Chambre de commerce de Baie-Comeau est venue dire que, dans l'ensemble, elle était assez favorable, mais qu'elle avait des réserves; mais, dans l'ensemble, elle y voyait beaucoup d'éléments positifs. La Chambre de commerce de Hauterive est venue, elle a dit oui à ce projet de regroupement.

Le Regroupement des citoyens de Baie-Comeau est venu, il a dit non. Le Conseil régional de développement de la Côte-Nord qui, bien sûr, a comme préoccupation de penser à l'avenir de toute une région, est venu et a dit oui. La Société de développement industriel Manicouagan-Outardes, qui, elle aussi, s'occupe de développement, qui, elle aussi, s'occupe de l'avenir économique, voit dans le regroupement quelque chose de prometteur pour l'avenir de la grande région de la Côte-Nord. Un comité de citoyens, composé à la fois de gens de Baie-Comeau et de Hauterive, est venu nous dire qu'il était favorable à ce projet de regroupement.

M. le Président, nous donnons satisfaction fondamentalement aux personnes qui ont à cœur l'avenir et le développement de cette belle et grande région. La motion que je présente ce soir, qui a pour objectif de faire en sorte qu'avant la fin de la présente session l'Assemblée nationale ait enfin tranché cette question, fera en sorte que, dans la région de la Côte-Nord, dans le comté de Saguenay, en particulier dans ces populations de Baie-Comeau et de Hauterive qui, effectivement, en ce moment, sont dans une situation de déchirement et d'affrontement... C'est bien évident, plus longtemps on fera durer ce débat que l'Opposition s'amuse à éterniser sans vouloir collaborer, sans vouloir participer, sans vouloir discuter sérieusement avec, comme protagoniste principal, le jovial mais combien incapable député de Hull qui n'a aucune suggestion constructive à la commission parlementaire des affaires municipales, plus on aura permis, c'est clair, de mettre le bâillon à ces gens.

On aura fait en sorte que la guillotine sera tombée, que la lame aura coupé le débat, mais on va donner un résultat aux citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive. Ils pourront savoir, à compter de ce soir, que ce gouvernement et l'Assemblée nationale qui se prononceront vont, avant le 23 juin, avoir décidé que la fusion et le regroupement de

Baie-Comeau et de Hauterive auront été faits, et ce sera une chose accomplie. La prochaine élection municipale qui sera tenue sera un élection où les gens participeront en commun au choix de leurs représentants. Cela fait 20 ans que ce dossier est discuté. Depuis des années, des gens s'acharnent, à force d'énergies de toutes sortes, à faire la démonstration que cette région a besoin du regroupement de Baie-Comeau et de Hauterive. Ce gouvernement a décidé de prendre ses responsabilités et en cela il s'en est remis, entre autres, à quelqu'un qui connaît bien mieux que le député de Hull quels sont les véritables intérêts de la région de Baie-Comeau et de Hauterive, quels sont les intérêts des gens du comté de Saguenay, quels sont les intérêts des gens de la Côte-Nord. Il y en a un qui est bien mieux placé que le député de Hull et c'est le député du comté de Saguenay qui est ici, à l'Assemblée nationale, et qui est capable de parler au nom de la population qu'il dessert.

Des voix: Bravo!

M. Bertrand: M. le Président, après 20 ans, après des années...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: ... de déploiement d'énergies et d'efforts par des gens qui pensent à l'avenir, qui pensent au bien commun, qui pensent à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de Baie-Comeau et de Hauterive, enfin, un gouvernement va répondre aux attentes de ces gens-là et, enfin, à partir d'une date qui est maintenant connue - parce que le plus loin qu'on ira, c'est le 23 juin - on saura qu'après 20 ans, enfin, la situation est claire. On pourra permettre, par cette décision qui doit être prise maintenant - pas reportée à l'automne prochain, pas reportée dans deux ans, dans cinq ans ou dans dix ans - à l'ensemble de ces hommes et de ces femmes, de recréer un climat social propice à un débat démocratique à l'intérieur d'une municipalité...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: ... qui pourra véritablement prendre ses responsabilités.

Une voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: Il est important, M. le

Président, de savoir qu'une des raisons pour lesquelles ce gouvernement a décidé d'appliquer l'article 156 et de demander à la commission parlementaire qui ne fait rien depuis 20 heures, à cause de l'obstruction systématique de l'Opposition et, en particulier, du député de Hull... Eh bien, ils vont savoir qu'à partir de maintenant il y a une possibilité de ramener la paix sociale, qu'il y a une possibilité de vivre dans un climat d'harmonie et non pas de connaître des événements comme ceux que nous avons connus vendredi dernier, que les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive trouvent répréhensibles, sauf le maire de Baie-Comeau. Celui-ci, comme être responsable élu à la tête d'une municipalité, s'est permis des paroles qui n'auraient jamais dû être prononcées. Il a dit qu'il appuyait ces gens-là, qu'il approuvait le geste posé par ces gens qui, vendredi dernier, placés en arrière - on l'a vu à la télévision, M. le Président - des députés libéraux qui étaient à la commission parlementaire, attaquaient, insultaient et molestaient les parlementaires et les gens qui sont responsables de la sécurité à la commission parlementaire. Ils étaient là, réunis tous ensemble, et le maire de Baie-Comeau a dit: J'approuve et appuie cela.

Voilà le genre de manque de sens des responsabilités, M. le Président, qu'il nous faut absolument dépasser à compter de maintenant. Cette absence de sens des responsabilités, le député de...

M. Blank: Question de règlement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît. M. le député de Saint-Louis, question de règlement.

M. Blank: Le député de Vanier a dépassé ses 30 minutes et on ne donne pas de consentement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saint-Louis, j'ai vérifié l'heure et j'ai avisé, par un signe, le leader du gouvernement qu'il lui restait une minute. M. le leader du gouvernement, vous devez terminer.

M. Bertrand: M. le Président, le gouvernement a décidé que ce qui importait ce n'était pas le passé, les luttes, les querelles stériles qui, depuis 20 ans, ont alimenté l'ensemble du débat qui a eu lieu ici, à l'Assemblée nationale, à l'occasion, mais surtout dans cette région. Nous avons décidé de faire un choix pour l'avenir. Nous le faisons dans l'intérêt des citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive et nous le faisons, M. le Président, après sept mois de dépôt du projet de loi, après 29 intervenants en deuxième lecture...

Une voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît;

M. Bertrand: ... 27 intervenants sur la motion de report, 20 ans de discussion comme...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement, vous devez terminer.
(21 h 30)

M. Bertrand: M. le Président, nous avons donc décidé d'aller de l'avant et nous avons décidé, effectivement, d'imposer le bâillon au député de Hull et ce sera tant mieux pour toute la population de la région de Baie-Comeau et de Hauterive qui s'en félicitera dans quelques années.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): Avant de donner la parole au leader de l'Opposition, j'aimerais demander la collaboration de cette Assemblée pour permettre à chacun des membres de cette Assemblée de pouvoir, tout en divergeant d'opinions, faire connaître son opinion en toute quiétude.

M. le leader de l'Opposition.

M. Rocheleau: Va-t'en pas!

Une voix: Pas déjà!

M. Lalonde: Peureux!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! Je crois avoir demandé la collaboration de cette Assemblée il y a quelques instants.

M. le leader de l'Opposition.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je n'ai pas l'intention de prendre plus que le temps normal pour cette intervention, l'intervention principale étant réservée au député de Hull.

"Le gouvernement va vous passer sur le corps." Paroles que nous venons d'entendre de la bouche du leader parlementaire du gouvernement. En 26 ans de parlementarisme, et pourtant nous avons connu toutes sortes de régimes, à partir des années cinquante, jamais, M. le Président, je n'ai entendu un représentant d'un gouvernement, quel qu'il soit, proférer de telles paroles à l'Assemblée nationale.

"Le gouvernement va vous passer sur le corps". C'est exactement ça, je l'ai écrit, ça vous surprend, n'est-ce pas? Vous deviez être

distracts ou en retard, mais, quant à nous, nous avons bien entendu ces paroles et elles ont été explicitées d'ailleurs par le leader parlementaire du gouvernement qui, s'attaquant à un de mes collègues, lui dit: Je vous passe le bâillon et j'en suis fier et je vais continuer ainsi. Ce sont des paroles comme celles-là que nous avons entendues ce soir du leader parlementaire du gouvernement.

Quel contraste avec son prédécesseur, M. le Président, qui, lui, arrivait en 1981 et devait, pour répondre aux exigences de son parti, et répondre à la conjoncture, imposer le bâillon, la guillotine, mais quelle approche différente. Il est arrivé ici je ne dirai pas presque les larmes aux yeux, mais très ému, et il a dit que c'était la première fois qu'il avait à faire ça et qu'il espérait que ce serait la dernière, qu'il le faisait avec beaucoup de peine, qu'il le faisait avec un chagrin véritable, parce qu'il savait qu'il dérogeait à ce moment-là aux règles normales du parlementarisme, qu'il privait d'un droit de parole des députés mandatés ici par la population.

Le député de Saint-Jacques, devant poser ce geste, le posait avec humilité, le posait avec discernement, le posait en s'excusant presque d'avoir à le faire. Cela m'est arrivé à moi aussi d'avoir à poser un tel geste dans des circonstances différentes, mais similaires quant à la procédure. Je l'ai toujours fait avec beaucoup de respect et avec retenue. Jamais je n'ai assisté à un tel déploiement de fureur, une telle satisfaction de pouvoir brimer ceux qui s'opposent à la "vérité" de ce gouvernement.

Nous venons d'assister à quelque chose de troublant. Ce discours est troublant dans notre enceinte parlementaire, surtout lorsque l'on sait que ce sont ces gens-là qui, dans leur propre programme, et j'invite le leader parlementaire du gouvernement, qui est disparu dès qu'il a fait son discours, s'il prend connaissance de mes propos, à lire le programme de son parti qui disait et qui dit encore ceci: "Un gouvernement du Parti québécois s'engage à réorganiser les structures municipales en consultant obligatoirement la population concernée sur tout projet de restructuration, regroupement ou fusion." Or, le but du projet de loi que nous avons devant nous est, justement, de faire une fusion. Ce n'est pas que nous sommes contre le principe d'une fusion, mais on veut non seulement imposer une fusion à deux municipalités, contrairement au programme du parti; on veut imposer le bâillon à l'Opposition.

Si on avait abusé du droit de parole, si on avait passé je ne sais combien de semaines en commission, mais nous n'avons été en commission que trois heures pour entendre le rapport de ceux qui ont fait une enquête sur la situation dans les deux villes

et seulement huit heures et demie de discussions en commission parlementaire alors qu'on sait qu'il faut beaucoup plus de temps afin d'étudier article par article toutes les dispositions, toutes les modalités d'application d'un projet de loi aussi important pour les citoyens concernés. Après huit heures et demie en commission parlementaire, on inscrit au feuilleton de la Chambre la motion qu'on appelle, en termes populaires, la "guillotine", même si elle est très impopulaire.

Qu'est-il arrivé dans le passé? Disons d'abord que, sous le gouvernement libéral, celui que nos amis du Parti québécois ont tellement critiqué à cause, apparemment, d'une attitude qui n'était pas suffisamment démocratique, de 1970 à 1976, à deux reprises, cette disposition, la clôture, a été utilisée sur deux projets de loi, la loi 62 et la loi 22. On a été obligé de mettre la clôture sur la loi créant le français langue officielle, il ne faut pas l'oublier. Deux fois. Mais de 1977 à 1982, soit un an de moins du régime péquiste, à cinq reprises, on revient avec cette motion de clôture, la guillotine. Et maintenant, on n'y revient pas seulement cinq fois, mais la cinquième fois, on s'en réjouit, on s'en vante et on nous dit - je l'ai bien écrit - "Le gouvernement va vous passer sur le corps".

Une voix: Bravo!

M. Levesque (**Bonaventure**): Et on dit "bravo" de l'autre côté! Vous l'avez entendu, M. le Président? C'est comme cela que des régimes totalitaires commencent. C'est la semence même, c'est le début de ce genre de gouvernement qui est de plus en plus inquiétant et troublant. Lorsqu'on a mentionné, tout à l'heure, le projet de loi no 98, la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay, on a dit: Vous avez fait la même chose en 1974. La même chose. Je dois vous rappeler, M. le Président, et à ceux qui n'étaient pas ici, que, lorsque ce projet de loi a été discuté, il l'a été sans l'ombre, sans la menace d'une clôture. Il n'y a jamais eu de motion de clôture pour faire adopter ces projets de loi. Nos collègues, tout à l'heure, qui en savent quelque chose, ont justement témoigné du consentement généralisé qu'il y avait dans plusieurs sinon dans toutes les municipalités concernées. C'est tellement vrai que la première lecture a eu lieu le 17 décembre, la deuxième lecture les 18 et 19 décembre et, en commission article par article, le 19 décembre, six heures, le 20 décembre, six heures et demie, le 21 décembre, sept heures et demie, le 23 décembre, cinq heures, pour un total de 25 heures sur un projet de loi qui n'était pas contesté ou à peu près pas contesté; la preuve, c'est qu'à l'étape du rapport l'Opposition du temps n'a pas dit un

seul mot. Pas un seul mot. Cela ne devait pas être tellement contesté. En troisième lecture, il n'y a eu qu'une seule intervention et cela fut celle du député de Chicoutimi qui disait - je n'en cite que quelques extraits, le temps me manquant - le député de Chicoutimi, maintenant ministre de la Justice, disait: Je suis convaincu que ces populations ne méritaient pas de se voir imposer leur avenir par voie législative forcée. Il continuait: Il y aurait eu non seulement avantage, mais il y aurait une urgence, une obligation démocratique de la part du gouvernement d'accepter qu'avant de procéder à chacune de ces étapes, il y ait une consultation par voie de référendum. Le ministre d'aujourd'hui continuait: Il est inacceptable que le gouvernement ait refusé un référendum. Il poursuivait: Je suis convaincu, encore une fois, que ce n'est pas la voie la plus facile qu'a empruntée le gouvernement, etc. M. le Président, c'étaient les propos du député de Chicoutimi, maintenant ministre de la Justice, mais ça été un débat très serein en dehors de ces propos. Il n'y a jamais eu de question de clôture.

Je dois donc terminer parce que je veux laisser l'intervention principale à mon honorable ami et député de Hull qui, en passant, a défendu loyalement, visière levée, les droits qu'il croyait bien fondés, qu'il continue de croire bien fondés. Le député de Hull a toujours dit qu'il ne s'opposait pas à une fusion de ces deux villes. Il ne s'est jamais opposé à ce principe fondamental, mais il a également défendu un autre principe, c'est celui qu'aucune de ces fusions ne devait se faire dans les circonstances que contient le projet de loi que nous étudions présentement.

Ceci étant dit, M. le Président, je m'oppose, encore une fois, à cette façon de procéder du gouvernement actuel et, particulièrement, aux propos tenus ce soir par le leader parlementaire du gouvernement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Hull.

M. Gilles Rocheleau

M. Rocheleau: M. le Président, j'ai entendu, il y a quelques instants, les propos du leader du gouvernement qui m'ont attristé, parce qu'en même temps, je voyais ce qui arrivait à la démocratie au Québec. Pour continuer dans le même sens que le leader de l'Opposition, mon collègue député de Bonaventure qui siège en cette Assemblée depuis plus de 25 ans et qui reconnaît n'avoir jamais vu une scène semblable se dérouler à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire imposer à deux municipalités de se joindre alors qu'on ne permet pas à cette population d'être consultée par la voie démocratique,

c'est-à-dire par un référendum.

Depuis plus de six mois, M. le Président, nous suivons de près l'évolution du dossier. Le 30 novembre dernier, le gouvernement déposait en cette Chambre ce projet de loi no 37 fusionnant d'une façon forcée les municipalités de Baie-Comeau et de Hauterive. Il est vrai que c'est depuis 20 ans que l'on parle d'un problème qui existe entre ces deux municipalités, un problème qui existe sur la Côte-Nord et qu'il faudrait probablement trouver une solution, mais une solution acceptable. Je me permets de parler ainsi parce qu'aujourd'hui je peux quand même tenir compte de deux aspects importants. J'ai été maire d'une municipalité, de la ville de Hull, durant sept ans, de 1974 jusqu'en 1981 quand les citoyens de Hull ont voulu que je me présente pour être leur représentant à l'Assemblée nationale et débarrasser mon comté d'un député péquiste qui nuisait profondément non seulement à notre région, mais plus particulièrement à ma ville. M. le Président, en 1974, le gouvernement approuvait le projet de loi no 98, projet de loi qui décrétait des unités de regroupement dans l'Outaouais et dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean. "Décrétait des unités de regroupement." Il faut s'entendre, M. le Président. Il fallait que les municipalités, en nombre et en quantité de population, se prononcent et acceptent. C'est ce qui est arrivé chez nous, alors que l'unité de regroupement devait, à toutes fins utiles, inclure Aylmer, Hull, Lucerne et Deschênes. Les trois municipalités d'Aylmer, Deschênes et Lucerne se sont regroupées. J'ai moi-même demandé, M. le Président, à la suite de l'élection de 1976, à l'attaché de presse du nouveau ministre des Affaires municipales du temps, le député de Crémazie, que la décision que l'ex-ministre des Affaires municipales avait prise soit reportée à plus tard.

M. le Président, je me permets de vous lire le titre d'un éditorial paru dans le journal *Le Droit* le 30 septembre 1974, alors qu'on me citait: "Le regroupement, une consultation difficile, mais nécessaire". M. le Président, je n'ai pas aujourd'hui changé d'idée. J'étais maire d'une municipalité, d'un gouvernement local qui, tous les jours, rencontre ses citoyens, connaît dans les moindres détails les aspirations des citoyens dans chacun des quartiers de la ville, connaît les contraintes, connaît les frontières des municipalités, connaît aussi les batailles entre les municipalités et la fierté de chacune, la fierté d'une entité locale qui s'est moulée à l'image de sa volonté, de ses besoins, à l'intérieur de ses capacités de payer.

Aujourd'hui, M. le Président, après six ans d'un gouvernement séparatiste, gouvernement qui a, à l'intérieur du programme politique de son parti, une

volonté, c'est-à-dire qui avait une volonté de ne jamais forcer un regroupement de municipalités, quoique encore aujourd'hui, c'est à l'intérieur du programme du Parti québécois... Et à l'heure où on se parle, ce soir, le 17 juin 1982, à 21 h 50, mes collègues, dans la salle 81-A, délibèrent actuellement pour tenter de faire comprendre au gouvernement que ce projet de loi va à l'encontre de la démocratie et des libertés de l'individu. Ce gouvernement, dans ses slogans, M. le Président, a dit aux citoyens et aux citoyennes du Québec: Il faut se prendre en main. Mais quel sort réserve-t-on aux citoyens de Baie-Comeau? Quel sort réserve-t-on éventuellement aux citoyens de Hauterive?

(21 h 50)

Nous avons, l'Opposition, depuis le dépôt de ce projet de loi matraque le 30 novembre dernier, demandé d'entendre en commission parlementaire les principaux intervenants, les municipalités impliquées, c'est-à-dire Hauterive et Baie-Comeau, le CRD, la chambre de commerce, les comités de citoyens, ceux qui étaient impliqués dans le milieu. Personne ne souhaitait cette fusion-matraque, cette fusion forcée. On le retrouve dans chacun des mémoires. Tout le monde disait: Il faut que le problème se règle. Certains disaient cela. Le député du comté de Saguenay les tenait de quelle façon! Nous avons attendu et nous avons fait des recommandations. Parmi ces recommandations, pour tous les citoyens du Québec qui nous écoutent ce soir, c'est important de le noter, des études qui existaient depuis 15 ans, depuis 20 ans, recommandaient une forme de fusion, d'autres ne recommandaient pas de fusion nécessairement, entre autres la Commission municipale du Québec, qui s'était penchée sur le sujet, qui avait fait une étude.

M. le Président, l'Opposition sait qu'il faut au Québec diminuer le nombre des municipalités, parce qu'il y en a trop, nous en sommes conscients, comparativement à la province voisine de l'Ontario, où il y a 2 000 000 de plus de population qu'au Québec, la moitié moins de municipalités qu'il y en a au Québec; l'économie est beaucoup plus florissante et les administrations beaucoup plus efficaces. En général, nous souhaiterions que cela nous arrive chez nous, mais il y a des façons de procéder. Le passé est garant de l'avenir. Tantôt, on a accusé le Parti libéral d'avoir fait des fusions, d'en avoir fait 44 en 1974, dont plusieurs étaient souhaitées depuis longtemps. On se souvient que, pas longtemps après l'élection de 1976, le ministre de la Justice, en qui je dois admettre que j'ai une certaine confiance - c'est tout à fait normal, c'est le ministre de la Justice, c'est celui qui doit souhaiter que justice soit rendue à tout le monde - est intervenu. Qu'a fait le

ministre de la Justice en 1977, quelques mois après l'élection du Parti québécois? La loi 98, à l'article 13, obligeait une fusion entre les villes de Jonquière et Chicoutimi, une fois la fusion faite entre Jonquière, Kénogami et Arvida.

L'on sait combien cela a été difficile. On sait qu'aujourd'hui, ce n'est pas encore entré dans l'ordre. Qu'on ne vienne pas mentir ici. On sait que, même dans d'autres endroits où la loi 98 a été votée, ce gouvernement a dégroupé en 1978 le grand Buckingham, parce que les gens n'avaient pas été suffisamment consultés. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de consulter les gens. C'est le monde à l'envers. Cela ne se peut pas. C'est incroyable, c'est impensable. La population du Québec suit l'évolution du dossier de Baie-Comeau-Hauterive. La population du Québec est impatiente de savoir le dénouement de ces nouvelles politiques du gouvernement actuel.

Pour revenir au ministre de la Justice, dans le projet de loi 7, adopté le 19 juillet 1977, je me permets de lire ce qu'il avait fait inscrire dans cette loi, lui, le ministre de la Justice, à l'article 2: "L'article 12 de ladite loi est remplacé par les suivants: Les villes de Jonquière et de Chicoutimi doivent tenir, le dernier dimanche du mois de mai 1979, chacune dans le territoire de sa juridiction respective, une consultation des électeurs quant à l'opportunité de fusionner ces deux municipalités."

M. le Président, à peine quelques mois après l'élection de ce gouvernement social-démocrate, le ministre de la Justice venait faire adopter cette loi afin de se sortir du problème d'une fusion obligatoire, comme le disait tantôt le leader parlementaire. Afin d'aller un peu plus loin dans sa politique, le 24 mai 1979, ce même ministre de la Justice présentait un autre projet de loi, le projet de loi no 32, qui remplace l'article 12. "Le Conseil métropolitain du Haut-Saguenay, constitué par l'article 17, peut décréter que les villes de Jonquière et de Chicoutimi doivent tenir, à la date fixée par lui, chacune dans le territoire de sa juridiction respective, une consultation des électeurs quant à l'opportunité de fusionner ces deux municipalités."

Quelle belle façon gracieuse, quelle façon "ratoureuse" de se défilier afin de respecter une politique que s'était donnée ce nouveau gouvernement: Ce soir, après six mois et demi de discussion... Quand on pense à cela, ça fait six mois et demi que le gouvernement s'amuse avec l'Opposition, ça fait six mois et demi que le gouvernement s'amuse avec les populations de Baie-Comeau et de Hauterive en utilisant le projet de loi 37, premièrement, en deuxième lecture et ensuite avec cette motion de report, pour boucher ses trous alors qu'il n'avait pas de loi traitant de l'économie au Québec, de loi

traitant des jobs. Non, on attend la veille pour déposer un projet de loi pour nous parler de relance dans l'habitation, projet de loi qu'il faudra étudier à toute vapeur. Afin de ne pas être accusés de bloquer une relance dans la construction, nous serons tenus de l'adopter encore sans examiner tous les éléments qui pourraient faire en sorte que le gouvernement, une autre fois, commette une erreur.

Revenons au projet de loi no 37 concernant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive. Revenons à de la consultation. Comme maire de Hull, déjà, j'étais habitué à consulter les gens. J'étais habitué à aller voir les groupes sur leur lieu de travail, les comités de citoyens. Je n'ai jamais eu peur de rencontrer quelqu'un, alors que le député de Saguenay, aujourd'hui, et son complice, le ministre des Affaires municipales, sur l'invitation que leur font les citoyens de Baie-Comeau, et à combien de reprises, refusent totalement d'aller rencontrer ces citoyens dans leur municipalité. Quelle sorte d'égal à égal est-on en train de créer au Québec? Quelle sorte de forme de démocratie pour les citoyens du Québec de demain?

(22 heures)

M. le Président, je suis allé à la compagnie Reynolds, une compagnie multinationale que ce gouvernement "botte aux fesses" depuis déjà trop longtemps. Ce gouvernement devait rencontrer les hautes instances de cette firme importante au Québec qui doit poursuivre une expansion d'au-delà de 500 000 000 \$. On n'a même pas, depuis le mois de décembre dernier, accusé réception du télégramme que cette compagnie a fait parvenir. Je suis allé rencontrer sur place les travailleurs de Reynolds. J'ai marché dans l'usine. Je me suis arrêté. J'ai discuté avec ces gens-là. J'en ai rencontré qui étaient pour la fusion parce qu'ils venaient de Hauterive. Ils se sentaient poignés par une administration chambranlante qu'ils avaient connue dans les années antérieures par de mauvaises décisions que les gouvernements avaient prises, par des subventions que l'on avait soustraites à cette municipalité qui avait dépensé pour des infrastructures et des services à ses citoyens.

Le gouvernement, en 1971 - nous l'avouons, M. le Président - était un gouvernement libéral qui, par la loi no 50, a retiré les subventions qu'Hydro-Québec versait à Hauterive pour les installations des barrages de Manic-Outardes. Mais c'est là qu'est le problème, M. le Président, en grande partie. C'est là que nous avons des solutions à proposer non seulement à Baie-Comeau, mais aussi à Hauterive. Je comprends les citoyens de Hauterive qui disent: On veut se fusionner à n'importe quel prix. Ils n'ont rien à perdre. Ils peuvent simplement gagner un peu. Mais pourquoi

pénaliser une municipalité comme Baie-Comeau dont les citoyens ont travaillé fort? C'est une municipalité qui est en santé. Pourquoi, M. le Président, quand on dit qu'il faut rester fort au Québec, veut-on affaiblir l'une de nos municipalités du nord?

Pourquoi le ministre des Affaires municipales a-t-il eu un rapport, le 18 mai dernier, un rapport que nous, de l'Opposition libérale, avons demandé? Parce que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et député de Saguenay nous parlait d'études depuis 20 et 25 ans. Mais, aujourd'hui, qu'est-ce que c'est? On a demandé un rapport et on a dit: Ce rapport doit être conçu par les municipalités qui sont impliquées, Hauterive et Baie-Comeau, trois personnes de chaque côté. L'Opposition avait dit: Pour être plus sûrs, nommons un arbitre, une compétence en matière municipale. Et la Commission municipale du Québec a été impliquée pour faire l'étude avec ces municipalités.

M. le Président, on a eu le rapport le 18 mai et le ministre des Affaires municipales ne l'a même pas encore commenté. Le ministre des Affaires municipales a été invité par 6059 citoyens de Baie-Comeau qui, dans une pétition déposée à cette Assemblée nationale, lui demandaient ainsi qu'à leur député d'aller leur expliquer ce qu'était le rapport du comité conjoint et si les chiffres que les gens de Baie-Comeau avançaient le 15 décembre étaient véridiques. Quand on les a rencontrés avec les autres, le ministre Lessard, à ce moment-là, disait: Si c'est pour coûter quelque chose à Baie-Comeau, il n'y en aura pas, de fusion.

J'aimerais vous citer quelques déclarations de ce cher député du comté de Saguenay, qui a peut-être bien servi les intérêts de son comté au cours des dernières années, mais qui, depuis quelque temps, est en train de détruire ce comté, les municipalités et la population. M. le Président, l'Opposition n'acceptera plus jamais cela au Québec. Jamais, M. le Président.

M. Lessard déclarait: "J'ai toujours affirmé que, dans le projet de loi, les citoyens de Baie-Comeau ne verraient pas leurs taxes augmenter. Il n'est pas question d'écraser une population vis-à-vis de l'autre. J'ai fait en sorte, par la voie de subventions, que les citoyens de Baie-Comeau ne soient pas pénalisés pour une période de six ans."

M. le Président, toutes ces déclarations, c'est farfelu. Cela ne tient pas. On ne peut pas lancer des canards à qui veut les entendre et, le lendemain, dire qu'on ne les reconnaît plus. La fusion de Baie-Comeau et de Hauterive va coûter A 000 000 \$ par année à ces deux municipalités, tenant compte de l'ensemble de l'intégration des services, des règlements d'emprunts à venir, des corrections à apporter, sans pour autant

donner des meilleurs services à Hauterive. M. le Président, je pense que c'est important, ça. C'est important de parler de ça. Si le gouvernement est en train de commettre une erreur, bon Dieu! M. le Président, qu'il reconnaisse son erreur. On ne lui en fera pas le reproche, au contraire on va le féliciter. Mais non, le ministre des Affaires municipales est entêté, ça n'a pas de bon sens. Même son collègue péquiste, le député de Sainte-Marie, disait en cette Assemblée, sur le projet de loi no 46 sur la Communauté urbaine de Montréal, qu'il était un entêté parce qu'il ne voulait rien changer.

Il n'est pas entêté pour Montréal seulement, il est entêté pour Baie-Comeau et Hauterive et il est entêté pour un paquet d'autres municipalités au Québec.

Les télégrammes commencent à arriver de plusieurs municipalités qui craignent ce projet de loi matraque. En plus de priver la population de son droit démocratique d'être consultée, on met fin aux délibérations de l'Assemblée nationale en commission parlementaire, on matraque même les députés de l'Opposition de cette Chambre pour nous empêcher de faire notre travail jusqu'au bout. Et on va nous dire que c'est nous qui avons retardé, depuis six mois? On s'est servi de nous. Et je le disais encore hier soir à l'Assemblée nationale, le seul temps où on a quelque chose à décider ici, c'est quand on nous demande de dépasser minuit dans une commission parlementaire; alors, c'est nous qui décidons si on dépasse minuit. On n'a pas voulu dépasser minuit parce que après minuit on ne travaille pas aussi bien. Quand on a à surveiller un gouvernement de la sorte, ratoureux, hypocrite, menteur, infâme, on doit travailler en deçà de cette heure. C'est ce que nous avons fait.

Je vous dirai ceci dans les dernières minutes qu'il me reste. Nous avons - et je vous le montre, mes chers amis - un projet de loi qui aurait permis une fusion volontaire des villes de Baie-Comeau et de Hauterive. Le leader du gouvernement a passé sa demi-heure, tantôt, à déblatérer contre le maire de Hull. Quelle façon pour un leader du gouvernement de se conduire en Chambre, M. le Président. Quelle façon de faire les choses alors qu'on pourrait penser qu'un leader du gouvernement est la dignité même en cette Chambre. Que des députés, comme moi, puissent avoir certains écarts, c'est acceptable parce qu'on n'a peut-être pas toutes les qualités, toutes les capacités, l'honneur d'être leader du gouvernement. Si on voulait pour quelques instants parler à la française, on pourrait sûrement le faire comme nos amis péquistes, comme le vice-premier ministre. Alors! Mais non, M. le Président!

Une voix: Allons donc!

M. Rocheleau: Nous avons un projet de loi à offrir à ce gouvernement qui aurait permis une fusion volontaire, une consultation des gens de Baie-Comeau et de Hauterive. Nous aurions réparé les erreurs que les gouvernements antérieurs ont créées à Hauterive et celle-ci aurait pu se présenter dans une fusion volontaire avec un actif davantage important, en ne créant pas à Baie-Comeau une surcharge de taxes, en ne pénalisant pas ces citoyens-là.

Oui, nous aurions pu apporter des correctifs. Les 2 000 000 \$ de subventions du gouvernement sont dues à des interventions de l'Opposition. Au mois de décembre, on avait mis 700 000 \$; au mois de février, on a ajouté 1 300 000 \$. Quand on a appris que ce gouvernement volait littéralement les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive dans une nouvelle municipalité parce que les "en lieu" de taxes qui sont payés sur les édifices gouvernementaux vont tous à Hauterive. Et à Hauterive, ces taxes diminuant, le gouvernement payait moins d'"en-lieu" de taxes à la nouvelle ville, 1 258 000 \$ de moins en quatre ans. Cela se peut-il, M. le Président, qu'en plus de cela le gouvernement soit voleur? Cela se peut-il? Il est voleur et il viole la démocratie. La démocratie, ce n'est pas simplement en paroles qu'on la prouve, on la démontre par des gestes.

J'espère que cette Assemblée nationale, d'ici le rapport qu'on devra avoir demain... Parce que là, on se fait bâillonner, on se la fait fermer. À minuit, ce soir, pif, le couteau sur la tête, le leader du gouvernement l'a dit tantôt. Demain, le rapport. Le gouvernement peut nous charrier cette nuit, nous faire travailler 24 heures par jour, ce n'est pas grave; eux, les gouvernementaux vont se coucher sur un "couch" de l'autre côté et nous autres, on parle. Eux, ils ne parlent pas, pour que ça aille plus vite.

Après cela, ils vont nous amener en troisième lecture et ils vont répéter un peu la même histoire. C'est cela. On se sert de l'Opposition, cela a-t-il du bon sens? Avant de penser à se séparer du Canada, les "boys" et les "girls", il faudrait peut-être repenser un peu l'institution dans laquelle on évolue afin qu'on ait plus de considération pour l'Opposition. On n'est pas là simplement pour vous servir, pour faire vos petites volontés; on est là pour faire une vraie Opposition, on est là pour faire un travail.

Depuis le 13 avril 1981, il y a un nouveau thème. On vient de démasquer ces péquistes enragés contre le fédéral chaque matin. C'est la bobine. On pèse sur un bouton et c'est l'histoire du fédéral qui repart tous les matins. L'économie est "sur la bombe" depuis ce temps-là. Non, on ne mettra pas "sur la bombe" la Côte-Nord, et surtout pas à la fin de la carrière du député

et ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Si son ministère est celui du Loisir, fusionner des municipalités, ce n'est pas un loisir. Il va falloir penser à revenir à la source, la démocratie. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Lucien Lessard

M. Lessard: N'ayant que quelque dix minutes, je ne reprendrai pas certains arguments démagogiques du député de Hull. Je pense avoir mieux à faire en m'adressant d'abord à mes concitoyens plutôt qu'à un clown de l'Assemblée nationale. Ce n'est certes pas en triomphaliste que j'aborde cette motion de clôture de l'Assemblée nationale. Jamais je n'avais espéré être dans l'obligation de demander à mon gouvernement d'imposer un règlement de clôture sur un tel projet de loi. Depuis 13 ans que je siège ici, en cette Assemblée nationale, j'ai toujours essayé - et je pense l'avoir prouvé - de travailler avec acharnement pour ma région. Même le président de la Chambre de commerce de la ville de Hauterive disait à une commission parlementaire, en décembre dernier, que, malgré le fait qu'il n'était pas de mon option politique, il était capable de reconnaître que, comme député de Saguenay depuis 1970 et particulièrement depuis 1976, j'avais donné énormément à ma région.

C'est à ce titre que j'ai accepté, en 1977, de recevoir deux maires à mon bureau, à la suite d'un rapport fondamental, un rapport important dont je parlerai tout à l'heure. J'ai reçu deux maires, le maire de Baie-Comeau et le maire de Hauterive. Ces deux maires, en février 1977, m'ont présenté un rapport dans lequel on indiquait qu'il fallait absolument en arriver à la fusion moyennant le fait que je règle un certain nombre de dossiers. Ce n'est donc pas Lucien Lessard, comme député de Saguenay, qui s'est embarqué dans le projet de fusion, c'est parce qu'il y avait deux maires; M. le Président, Henry Leonard, maire de Baie-Comeau, et Maurice Boutet, maire de Hauterive, qui me demandaient de faire en sorte qu'on puisse régler de façon définitive ce problème qui durait depuis 20 ans. C'est à leur demande que, comme député, j'ai décidé d'embarquer dans le projet de cette fusion et de travailler avec acharnement à ce projet. Nous l'avons fait pendant plusieurs mois. Il est certain qu'un certain nombre de dossiers ne pouvaient pas être réglés du jour au lendemain, mais nous avons travaillé avec acharnement, avec le maire de Baie-Comeau et avec le maire de Hauterive.

M. le Président, lorsque le maire de Baie-Comeau s'est aperçu que l'ensemble de ces dossiers était réglé, lorsque le maire de

Baie-Comeau s'est aperçu qu'il n'avait, plus besoin de demander quoi que ce soit au gouvernement, il a décidé de se retirer du comité, il a décidé de ne plus participer au projet de fusion. Est-ce qu'on peut accepter comme gouvernement qu'un maire d'une ville vienne chercher le maximum d'un gouvernement parce que j'avais cru à la fusion et que, par la suite, il décide de se retirer d'un objectif dont il m'avait convaincu? Je ne l'avais pas souhaitée, cette motion. J'ai travaillé jusqu'à la dernière minute pour faire en sorte que cette fusion soit volontaire. Mais, jamais, je n'ai eu devant moi un interlocuteur de bonne foi. D'ailleurs, en commission parlementaire en décembre dernier, j'ai demandé à chacun des six organismes qui se sont présentés en commission parlementaire, au CRL, à l'Association touristique Manicouagan, j'ai demandé à un moment donné au CRD... Je leur ai posé tout le temps la même question, à la Chambre de commerce de Hauterive dont le président M. Francoeur est un libéral reconnu, organisateur du Parti libéral, j'ai demandé à chacun des organismes: Connaissant le climat que vous connaissiez à Baie-Comeau et Hauterive, vivant dans ce milieu depuis des années et des années, non pas comme le député de Hull qui est venu passer deux jours chez nous - j'ai demandé cela à des gens qui vivaient chez nous depuis des années et des années - est-ce que vous croyez qu'une fusion volontaire est possible?

Chacun des présidents de ces organismes et on pourra vérifier dans le rapport de la commission parlementaire, a dit: Nous devons simplement déclarer qu'une fusion volontaire est impossible. C'est pourquoi j'ai dû convaincre, étant donné une situation que j'ai eu l'occasion de décrire, le Conseil des ministres, le caucus des députés à qui je rends témoignage, le ministre des Affaires municipales qui - et il le savait - s'embarquait dans un projet difficile qu'il fallait absolument envisager une fusion forcée. J'espérais, M. le Président, cependant, avoir la collaboration du Parti libéral. Or, depuis 20 heures - nous discutons depuis sept mois, d'abord, de ce projet de loi - depuis 20 heures nous sommes en commission parlementaire et pour moi, ce projet de loi, ce n'est pas une chose ridicule. Pour moi, M. le Président, ce projet de loi est un projet de loi avec lequel je devrai vivre. Le député de Hull n'aura pas à vivre dans la région. Le député de Hull restera dans sa région, mais moi, M. le Président, je dois défendre les intérêts de ma région. Je dois défendre le développement économique de ma région. Je devrai être capable, dans deux ans, d'ici à quelques jours, dans trois ans, dans quatre ans ou dans cinq ans de me montrer la face et soyez convaincu, même si je suis obligé de passer la guillotine sur ce projet de loi, que je serai encore capable de

me montrer dans ma région.
(22 h 20)

Des voix: Bravo!

M. Lessard: M. le Président, on l'a dit, cela fait 20 ans qu'on discute d'un tel projet de loi. Même Pierre Laporte, ancien ministre des Affaires municipales, avait envisagé en 1965 de faire la fusion de Baie-Comeau et Hauterive. Par la suite, j'ai indiqué qu'il fallait faire la fusion en collaboration avec la population et j'ai indiqué que j'aurais souhaité un référendum. Or, M. le Président, je l'ai souhaité, ce référendum. Je l'ai offert au maire de Baie-Comeau et au maire de Hauterive, mais le maire de Baie-Comeau n'a jamais accepté de référendum.

M. le Président, si on fait cette motion, si on accepte d'imposer la guillotine sur ce projet de loi, c'est parce que avec d'autres - pas Lucien Lessard tout seul - avec des documents, avec des études qui ont été faites depuis 20 ans, avec d'autres je suis convaincu que le bien commun de toute une région l'emporte sur l'égoïsme de quelques individus qui, j'en suis convaincu, vont essayer encore, comme ils l'ont fait vendredi dernier en commission parlementaire - alors qu'ils étaient payés et employés par la ville de Baie-Comeau, ils ont tenté de semer le trouble à cette commission parlementaire - d'inciter la population à la violence.

M. le Président, si nous avons décidé d'adopter ce projet de loi, c'est parce que le bien commun l'emporte sur ces individus. Je dois ce soir, M. le Président, remercier la QNS, remercier Cargill qui, depuis quelques jours, lancent des messages pour dire à la population de la Côte-Nord, et particulièrement de la région de Baie-Comeau-Hauterive, qu'elles sont là pour rester - alors qu'on avait essayé de refaire le coup de la Brink's sur la Côte-Nord - qu'elles sont là pour rester, fusion ou pas, et qui demandent à l'ensemble des citoyens de la Côte-Nord, à l'ensemble des citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive, d'accepter cette décision de façon pacifique.

M. le Président, en terminant, je sais que ce n'est pas facile, quand on a été privilégié depuis des années et des années, mais, encore une fois, je voudrais dire que les citoyens de Baie-Comeau ne seront pas pénalisés. Il est certain qu'il faudra prendre des décisions, mais j'invite la population de Baie-Comeau à dépasser les intérêts particuliers de quelques individus qui l'incitent à la violence et à penser régional, à penser développement régional et, ensemble, construisons une grande ville sur la Côte-Nord. Je suis convaincu, M. le Président, que ce sera dans l'intérêt du développement économique de chacun et de chacune d'entre nous. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le **Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Nelligan.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: À entendre la frénésie des applaudissements, M. le Président, on pourrait croire qu'on célèbre encore une fois le scandale des fêtes nationales de l'année dernière. Oui, ce qui a été, on parle de dégueulasse. Quand j'entends un ministre du gouvernement appeler un de mes collègues le clown de l'Assemblée nationale, lui qui se dit ministre du gouvernement, peut-être devrait-il se rappeler la parole d'un auteur, je crois, qui disait: Ce qui donne la mesure de l'homme, c'est qu'il respecte autrui. On ne traite pas de clown de l'Assemblée nationale quelqu'un qui a travaillé aussi fort pour défendre son point de vue.

Des voix: Ah! Ah!

M. Lincoln: Vous pouvez rire. Il a voulu défendre un point de vue. Peut-être n'êtes-vous pas d'accord avec lui, mais il l'a défendu avec conviction, il l'a défendu avec sincérité, il l'a défendu avec beaucoup de courage. S'il est un clown, je suis fier d'être associé à un clown. Ceux qui parlent de clown devraient penser à eux-mêmes. C'est malheureux, j'ai entendu seulement les dernières paroles du leader du gouvernement. En fait, je suis heureux d'avoir manqué le gros de son discours. Si le commencement de son discours était aussi abject que la fin, lui qui se proclame le champion de la dignité et du decorum à l'Assemblée nationale, peut-être qu'il aurait fallu qu'il se soit vu de ce côté-ci de la Chambre, qu'il ait constaté le mépris qu'il exprimait, vous avez vu son mépris, toute son amertume, toute sa colère. Peut-être qu'il devrait venir plaider pour le decorum de l'Assemblée nationale après avoir revu son discours à la télévision ce soir. Il était tellement fier d'imposer le bâillon, le petit coq de bataille, avec son arme à feu, c'est la première fois de sa vie qu'il a toute cette puissance en main pour imposer le bâillon. Il se sent bien fier. Il va marcher sur nous tous, il va imposer le bâillon, il est tellement content, mais, en fait, comme sa bouche était contorsionnée par le mépris!

En fait, qu'est-ce qui se passe ici, avec cette loi qui va imposer la fusion de Baie-Comeau et de Hauterive? Je pense qu'on a fait le point plusieurs fois. On vous a rappelé à vous-mêmes le programme du Parti québécois; vous y demandiez vous-mêmes qu'aucune fusion de ville ne se fasse sans la consultation des villes concernées. C'est le principe de base, le principe le plus démocratique qui soit. Nous demandons nous-mêmes qu'il soit appliqué ici, que les gens

de ces deux villes de Baie-Comeau et Haute-riève puissent s'exprimer de la façon la plus démocratique possible, comme vous-mêmes vous l'avez demandé, lors du référendum en 1980, comme le premier ministre Lévesque l'a demandé lui-même l'autre jour à son parti lors du référendum. Pourquoi ne pas l'appliquer, si c'est si simple, dans ces deux villes. Si c'est vraiment le désir des deux populations concernées, vous n'avez rien à craindre, cela va se faire. Si le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est tellement certain que ce voeu exprime le désir de la majorité des citoyens de ces deux villes, qu'a-t-il à craindre? Pourquoi imposer la fusion, quand il nous exprime lui-même sa conviction que cette fusion représente ce que les citoyens désirent eux-mêmes le plus, le plus ardemment? Si c'est ainsi, pourquoi ne pas le demander aux citoyens eux-mêmes? Pourquoi le faire par le biais d'une loi?

Vous nous dites toujours que c'est pour le bien des autres. La loi no 70, c'est pour le bien des travailleurs, mais on ne les consulte pas, on ne le leur demande pas. C'est toujours pour le bien des autres. C'est vous qui décidez par ces lois ce qui est bon pour les autres, mais sans le leur demander. Pourtant votre programme insiste là-dessus. Vous nous avez dit: Vous, les libéraux, vous avez imposé des fusions à tort et à travers dans le passé. On a mal fait. Vous avez voulu corriger les choses, vous avez dit dans le programme du Parti québécois: Non, on ne fera jamais de fusion sans consulter les populations concernées. Vous brimez votre propre programme. Vous allez à l'encontre de vos propres principes, parce que vous savez très bien que si vous risquez un référendum, le référendum que vous avez presque inventé vous-mêmes depuis que vous êtes au pouvoir, vous risquez que la population majoritaire de ces deux villes ne l'accepte pas, autrement, vous l'auriez fait.

Nous nous sommes battus pour ce principe tout à fait simple. C'est pourquoi nous nous sommes battus. On vous a demandé de reporter cette chose. On vous a demandé de suivre les rapports qui ont été émis par des experts tout à fait impartiaux dans la chose, des experts qui n'avaient aucune raison de prendre pour une ville ou pour l'autre. On vous a demandé d'attendre. On vous a demandé de consulter. Non, ce soir, vous nous arrivez avec votre petit coq de bataille, qui ressemblait à une espèce de petit Hitler dans ses jeunes années; il est arrivé en affichant son mépris total pour tous les gens qui se sont battus pendant des jours et des jours pour essayer de défendre une question de principe.

(22 h 30)

Peut-être voudrez-vous penser que, malgré que vous gagnerez ce soir votre vote de clôture, malgré que vous gagnerez votre

fusion avant la fin de cette session, vous n'aurez rien gagné. Vous aurez perdu la chose principale, le principe même que nous défendions, parce que des gens se sentent brimés dans leurs droits fondamentaux. Ils ne vont pas l'oublier. Le ministre va gagner ce soir, le leader du gouvernement va gagner son vote de clôture, d'accord, mais ça n'aura rien changé, parce que le principe fondamental aura été perdu par les gens qui veulent défendre leurs droits et eux ne l'oublieront pas. Dans deux ans, dans trois ans, quand vous retournerez devant l'électorat, ces gens se le rappelleront et le rappelleront à ce ministre. À ce moment-là, on jugera ceux qui ont été des clowns, ceux qui ont été intelligents, ceux qui ont défendu le principe de la consultation et de la démocratie de base, ceux qui ont défendu le principe même qui a été décidé dans votre propre programme électoral et ceux qui ne l'ont pas défendu.

Vous qui vous êtes plaints - c'est ça qui est tellement ironique - de la position de la charte des droits fédérale, qui a été, pour le bien de tous les citoyens du Canada, encastrée dans la constitution, vous qui vous plaignez que ce vous soit imposé, que c'est violer vos droits, malgré que vous ayez eu droit au chapitre, malgré que vous ayez eu le droit de participer aux fondements mêmes de cette charte des droits, vous venez brimer des gens sans aucune consultation, sans aucun droit de participation, vous violez les droits fondamentaux de la démocratie aux dépens des gens de Baie-Comeau et de Haute-riève.

En fait, ce qui va se passer, c'est qu'après les cinq ans de votre nouveau mandat et après neuf ou dix ans de régime du Parti québécois, en plus d'être les champions pour les départs d'entreprises, en plus d'être les champions des budgets déficitaires annuels, en plus d'être les champions des budgets déficitaires cumulatifs, en plus d'être les champions des taxes directes, en plus d'être les champions des taxes indirectes, en plus d'être les champions du chômage chez les jeunes, en plus d'être les champions du chômage chez les moins jeunes, vous deviendrez les champions du bâillon, les champions de la clôture. Je suis député depuis seulement un peu plus d'un an. En quelques mois, j'ai passé par deux motions de clôture de votre gouvernement.

Pour vous, c'était exceptionnel avant, les lois spéciales, les droits de rappel au travail; avant d'arriver au pouvoir, vous sembliez les haïr au point de publier dans votre programme que vous ne feriez jamais cela, mais vous les pratiquez avec beaucoup plus d'ardeur que les gouvernements précédents. Vous deviendrez les champions du bâillon et de la clôture. Si l'exemple de votre leader parlementaire, ce soir, est

typique de l'avenir, on se retrouvera, en cette Chambre, en train de subir cette même petite performance plusieurs fois encore avant que - nous l'espérons bien fort - les gens de Baie-Comeau et d'ailleurs vous donnent la leçon que vous méritez très fort.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: M. le Président, j'ajouterais quelques mots à ce débat parce que je suis un des vétérans de cette Chambre et parce que le système parlementaire démocratique est peut-être une des choses les plus importantes dans ma vie. Quand on en arrive à une procédure un peu spéciale comme les clôtures, il doit y avoir une raison extrêmement valable pour la présenter en Chambre. La motion de clôture n'est pas une procédure qu'on prend à la légère. C'est comme ce que les gens d'en face ont été les premiers à critiquer, les mesures de guerre. Tous les droits individuels sont brimés et ces gens qui sont au pouvoir depuis un peu plus de cinq ans, ont, durant cette période de moins de six ans, appliqué les mesures de guerre cinq fois ici en cette Chambre. Cinq fois, ils l'ont fait aux membres de l'Assemblée nationale. Quand on parle aux membres de l'Assemblée nationale, on parle au peuple québécois parce que nous sommes ici pour représenter nos électeurs. Nos électeurs, c'est la population du Québec. Du moment que vous brimez nos droits, vous brimez les droits de la population du Québec. Quand vous brimez notre droit de parole qui est un droit sacré - la liberté de parole, c'est un droit sacré dans notre système démocratique - c'est comme appliquer les mesures de guerre. La seule chose, c'est qu'on ne ferme pas la porte. Mais vous fermez la porte aux gens de Baie-Comeau qui s'opposent à cette fusion et qui ne seront pas entendus ici. Ceux qui représentent les gens de Baie-Comeau, comme le député de Hull qui était là, ainsi que des membres de la commission parlementaire qui ont discuté avec eux, ces mêmes représentants du peuple de Baie-Comeau n'ont pas le droit de s'exprimer ici, en Chambre, parce que le gouvernement a décidé de mettre le bâillon.

Comme le leader de l'Opposition l'a dit, mettre le bâillon, c'est une situation triste. Ce n'est pas drôle dans notre système parlementaire. Mais, ce soir, on a ce spectacle. J'utilise le mot "spectacle" parce que, non pas en 25 ans, mais en 22 ans, je n'ai jamais vu un leader de la Chambre ou même un membre de cette Chambre être fier de brimer les droits des autres, être fier de donner un spectacle dictatorial, en Chambre, contre le peuple québécois. Nous

sommes les représentants du peuple québécois et lui était fier, ce soir, de nous bâillonner. Jamais je n'ai vu une chose semblable.

Je vois le ministre de la Justice qui entre maintenant et qui me regarde. C'est lui-même, par ses paroles quand il était dans l'Opposition, qui a plaidé, en cette Chambre, comme le très bon avocat criminaliste qu'il était avant d'être membre en cette Chambre, pour le droit des Québécois de s'exprimer. Il a dit aux gens qu'on ne peut jamais faire des annexions sans qu'on ait un référendum. Même lui, avec son autorité de ministre, a convaincu le Conseil des ministres, en 1977, d'apporter des amendements à une loi qui avait été adoptée en 1974, la loi no 98, pour avoir le référendum à Jonquière-Chicoutimi. C'est lui qui a plaidé en faveur de cela. Je m'en souviens parce que j'étais président de la commission des affaires municipales à ce moment-là. Toute l'argumentation faite à cette commission par l'Opposition, était qu'on voulait avoir un référendum, même si, dans presque tous les cas, les conseils municipaux étaient d'accord. C'étaient des fusions par consentement. Au moins, il y avait des résolutions des conseils municipaux qui disaient qu'ils voulaient cette fusion. Mais ce n'est pas le cas ici avec Baie-Comeau et Hauterive. Même là, le ministre de la Justice, aujourd'hui, qui était dans l'Opposition à ce moment-là, plus les autres membres de l'Opposition, a plaidé que, nonobstant cela, il y a une troisième partie à cet accord: c'est la population des municipalités et elle a le droit de s'exprimer. Il a même pris le soin d'inclure le pouvoir de changer la loi pour donner la chance à des gens de Jonquière et de Chicoutimi d'avoir ce droit.

Pourquoi ne donnent-ils pas ce même droit aux gens de Baie-Comeau et de Hauterive? Les mêmes gens de Baie-Comeau, par le conseil municipal, par le maire, par tous les sondages, même par un scrutin secret la semaine dernière, se sont exprimés contre. Pourquoi ont-ils peur du peuple? Voilà un gouvernement, qui se prétend social-démocrate, qui brime les droits du peuple québécois. Il brime leurs droits parce qu'il a peur de la volonté populaire. Il a peur parce qu'il sait que le peuple québécois, particulièrement les gens de Baie-Comeau, n'ont pas confiance. Mais cela ne le dérange pas.

Si vous regardez dans le journal des Débats, vous y verrez des discours que j'ai faits depuis 1976, depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement péquiste. J'ai dit qu'il y avait ce qu'on appelle en anglais "a streak that goes right through their system", quelque chose qui passe dans leur façon d'agir: c'est une petite façon totalitaire. Ces gens-là sont toujours seuls en pleine possession de la vérité et ils veulent imposer

leur vérité au peuple québécois, nonobstant ce que le peuple québécois pense, nonobstant ce qu'il veut. Ces penseurs, ces rêveurs savent ce qui est bien pour la population.

Pensez-vous que la population le prendra toujours? You can fool some of the people some of the time, but you cannot fool all the people all of the time.

Une voix: Yes, that is it!

M. Blank: Le temps est venu où les gens sont au courant de ce qui se passe. Il y a une chose intéressante. Ici, en Chambre, on brime les droits démocratiques de la population du Québec en brimant nos droits. Et, au même moment, on a ici, à Québec, le congrès de la Légion canadienne. Il y a 3000 délégués, des légionnaires, des anciens combattants de partout au Canada, et je constate que dans les galeries on a un représentant, je le vois par sa cravate. Ces gens-là se battent pour défendre le droit de parole, le droit à la liberté, le système démocratique pour tous les gens au Canada. Et quel spectacle pour ces gens-là, ici à l'Assemblée nationale, en plein congrès, que de voir que le Parti québécois n'a aucun regard pour les droits et les libertés de la population du Québec, veut imposer le bâillon, veut enlever le droit de parole des députés ici en Chambre, pas seulement de l'Opposition, mais aussi du côté gouvernemental. Nous, les 121 députés, on ne compte pas le président - on n'a plus le droit de parler sur ce sujet parce que le gouvernement a décidé que, pour lui, c'est bon que la population de Baie-Comeau et de Haute-riive fusionne, même si elle ne veut pas. Quand la population de Tchécoslovaquie ne voulait pas qu'Hitler entre dans le pays, Hitler a dit: Moi, j'entre. Il est entré dans le Sudetenland et ensuite il a pris toute la Tchécoslovaquie. On commence par un petit doigt, on prend la main, ensuite le bras et le reste.

Voilà le Parti québécois qui commence à brimer nos droits. Il commence par le bâillon. Cinq fois dans six ans. Moi, en 22 ans, avant l'arrivée du Parti québécois, deux fois. Mais pour le Parti québécois, les droits de la population du Québec, les droits des députés ne comptent pas.

C'est la marque de commerce de ce gouvernement, c'est la "trade mark" de ce gouvernement. Il agit comme ça, il pense être le possesseur de l'entière vérité et il impose ses idées de façon totalitaire. Cela ne compte pas, c'est le système qu'il faut avoir. J'ai peur d'un Québec indépendant avec ces gens-là.

Une voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: M. le Président, j'ai écouté le discours du leader du gouvernement qui présente la cinquième guillotine de ce gouvernement depuis qu'il est au pouvoir. Je n'ai jamais vu un discours aussi irresponsable, et je le dis sur le ton le plus modéré que je puisse emprunter.

Je n'ai jamais vu, je le répète, un discours aussi irresponsable et insipide à la fois que celui que le leader du gouvernement a prononcé. Je comprends que c'est la première occasion qu'il a, mais pourquoi était-il aussi excité? Cela fait peur, M. le Président.

Quelqu'un a dit que seuls les faibles et les inconscients tirent jouissance de l'abus du pouvoir. Je laisse à la population de choisir dans laquelle des deux catégories se situe le leader du gouvernement.

"Le gouvernement va vous passer sur le corps." Mais avez-vous déjà entendu ça, M. le Président? Où se pense-t-il? Est-ce qu'on est à l'Assemblée nationale du Québec?

Une voix: Il se pense aux Falkland.

M. Lalonde: On est en 1982, on n'est pas dans les années trente. On est à l'Assemblée nationale du Québec, dans un pays démocratique. Mais qu'est-ce qui vous inspire, M. le leader du gouvernement? La crainte de faire une erreur ou l'inconscience du problème? Parce que c'est un problème.

On a eu des occasions d'avoir des guillotines; je me souviens d'il y a quelques années. C'est la cinquième que nous avons depuis cinq ans et demi. Après des mois d'étude d'un projet de loi, en 1977, le gouvernement a décidé que cela faisait assez longtemps, comme il arrive qu'un gouvernement soit obligé de le faire de temps à autre, mais pourquoi cette excitation, pourquoi cette inconscience?

Je vais vous dire ce qu'est la situation aujourd'hui à Baie-Comeau, une des deux villes que le leader du gouvernement était excité à fusionner forcément. Je vous lis un article qui a paru dans le journal Le Soleil du mercredi 16 juin, aujourd'hui. Nous sommes à 22 h 45 et cet article a paru ce matin. Je lis: "La ville de Baie-Comeau est une véritable poudrière et il suffira d'une étincelle pour y mettre le feu. À un point tel que les corps policiers de Baie-Comeau, de Haute-riive et de la Sûreté du Québec sont sur un véritable pied de guerre." Ce n'est pas un méchant député de l'Opposition qui le dit, je lis simplement ce qu'un journaliste a constaté hier.

Je poursuis l'article un peu plus loin: "Cette étincelle, ce pourrait être l'adoption en troisième lecture du projet de loi no 37 qui imposera la fusion des villes de Baie-Comeau et de Haute-riive demain matin

puisque (...) le gouvernement du Parti québécois a décidé d'imposer le bâillon à l'Opposition." Donc, l'étincelle qui peut mettre le feu aux poudres, c'est l'adoption du projet de loi no 37 qui excitait tellement le leader du gouvernement.

J'ai déjà vu et entendu, dans des films, des leaders qui, comme cela, étaient tout à fait excités...

Une voix: Dans les "cartoons".

M. Lalonde: ... sur un ton inquiétant. "Pourquoi? - poursuit le journaliste - Parce que, affirme le président du comité des citoyens de Baie-Comeau, M. Michel Saint-Laurent - il parle du ministre et député de Saguenay et le ministre des Affaires municipales - n'ont pas cessé "de se contredire et de mentir à la population au cours des derniers mois, sur le projet de fusion". Voilà pourquoi les gens sont excédés à Baie-Comeau.

"Hier soir, mardi soir, à 24 heures d'avis, ce sont environ 3500 citoyens de Baie-Comeau qui ont répondu à l'invitation de leur conseil municipal et de leur comité de citoyens et se sont réunis au centre socio-récréatif.

"Et, lors d'un vote symbolique au scrutin secret, ils avaient l'occasion de se prononcer pour ou contre le projet de loi." Savez-vous combien se sont prononcés contre? 98,7% sont contre le projet de loi.

Le journaliste conclut: "Malgré des appels au calme répétés à plusieurs reprises, c'est une foule chauffée à blanc qui a participé à la réunion d'hier soir, une foule parmi laquelle plusieurs individus ulcérés deviendront rapidement incontrôlables au cours des prochains jours." Et je vois l'irresponsable leader du gouvernement venir allumer l'allumette pour mettre le feu aux poudres. On peut mettre cela sur le compte de l'inexpérience ou sur le compte des deux catégories de faiblesses ou d'inconscience que je vous ai proposées tout à l'heure. Il s'agit, de la part du gouvernement, et en particulier du leader, d'une attitude d'arrogance. Il agit comme agent provocateur non pas tellement en nous bâillonnant, mais lorsqu'il a littéralement trompé la Chambre en disant qu'il y a 20 heures que cette commission parlementaire étudie, article par article, ce projet de loi. C'est faux, car nous avons commencé à aborder l'article 1 avant-hier. Auparavant, on a entendu les groupes, les membres du comité conjoint, avec le consentement du gouvernement, à notre demande. Et c'est avant-hier - cela ne fait pas des mois, cela ne fait pas des semaines - que nous avons commencé à discuter des motions préliminaires. Nous sommes actuellement à l'article 4 du projet de loi qui n'en contient pas 400, mais une trentaine ou un peu plus, peut-être, et voilà que le

leader nous dit: C'est assez, 20 heures de débats. Nous avons un débat tronqué.

(22 h 50)

On a commencé il y a à peine quelques jours à discuter de ce projet de loi. Il dit que ça fait sept mois, mais ce n'est pas de notre faute à nous autres si ce gouvernement n'a pas eu le courage de faire étudier ce projet de loi il y a sept mois dès qu'il l'a présenté. Cela fait sept mois qu'il a été déposé. C'est avant-hier qu'on a commencé à l'étudier article par article. Encore là, le leader a trompé la population. M. le Président, tout ce que l'Opposition veut accomplir dans ce débat, c'est de permettre que la population se prononce. Nous ne sommes pas contre les fusions. Au contraire, à plusieurs endroits au Québec des fusions de municipalités sont tout à fait pertinentes. Mais, le projet de loi no 37 empêche la population de Baie-Comeau et de Hauterive de se prononcer sur le mariage qu'on veut leur faire faire.

Depuis quand fait-on faire un mariage forcé? Nous avons présenté des amendements. J'ai présenté un amendement en commission parlementaire, il y a à peine quelques heures pour remettre à 1986 les suites de ce projet de loi. Parce que nous n'avons pas la majorité, nous n'avons pas le pouvoir de dire que la fusion ne se fera qu'après un référendum, nous avons tenté de faire cet amendement. Le président d'ailleurs a fait un travail épouvantable. C'est la première fois en huit ans que je siége en cette Chambre que publiquement, et je le fais devant les caméras, je déclare qu'un président de commission parlementaire, le député de Bourassa, a fait de cette commission une farce. Oui, on attaque la présidence et ce n'est pas fini parce qu'il y a d'autres articles du règlement qui nous permettent de le faire. Une farce. C'est malheureux parce que notre institution ne peut pas fonctionner à moins que les présidents de commission n'agissent comme vous, c'est-à-dire avec impartialité.

M. le Président, tout ce que nous voulons, c'est que le gouvernement permette à la population de Baie-Comeau et de Hauterive, l'une et l'autre, de se prononcer sur l'à-propos d'une fusion. C'est tout ce que nous voulons. Nous voulons, autrement dit, protéger le droit des gens. Malheureusement, comme réponse, ce soir, nous avons un geste d'agent provocateur avec une excitation inquiétante d'un leader du gouvernement qui s'est conduit comme un irresponsable. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Avant de donner la parole au député de Portneuf et whip du gouvernement... j'aimerais dire au député qui vient de précéder...

M. Pagé: Vous avez dit whip du

gouvernement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Whip de l'Opposition. Je m'excuse. Je veux simplement dire au député de Marguerite-Bourgeoys que le règlement lui permet de donner son opinion sur la présidence, qu'elle soit ici en cette Assemblée ou qu'elle soit à la commission parlementaire; mais la façon indirecte dont elle est faite, est une forme qui n'est peut-être pas acceptable dans le droit parlementaire que nous avons. Simplement pour lui rappeler qu'il connaît très bien le règlement et, s'il a des plaintes à formuler contre un président, que ce soit un président de commission ou un président de l'Assemblée nationale, il a le droit de le faire selon le règlement. Il l'a dit d'ailleurs dans son intervention. M. le député de Portneuf et whip de l'Opposition.

M. Pagé: Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Merci, M. le député. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Question de règlement, M. le Président. Le député de Marguerite-Bourgeoys, ici même, devant les caméras, il l'a dit: J'insiste à dire publiquement, devant les caméras, a décidé d'attaquer l'institution même de la présidence. Il l'a attaquée, M. le Président, en sachant que la présidence assume dans cette Assemblée nationale non pas un rôle partisan, c'est-à-dire qui soit celui du Parti libéral ou du Parti québécois, mais assume le rôle de faire respecter les droits et les privilèges des membres de l'Assemblée nationale. On a attaqué la présidence, M. le Président, et le député a renchéri par la suite en disant: Oui, effectivement, on attaque la présidence. M. le Président, dans des conditions comme celles-là, ne serait-il pas approprié qu'au moins le député de Marguerite-Bourgeoys puisse utiliser le règlement qui est prévu, et qu'il connaît, et le fasse visière levée de telle sorte qu'en se prévalant des dispositions de notre règlement il puisse effectivement porter un jugement, condamner la présidence et faire en sorte que nous puissions là-dessus avoir un débat, s'il doit y avoir débat, M. le Président. Je pense que la présidence a été attaquée et que nous devons en cette Chambre, à ce moment-ci, nous assurer que la présidence est respectée. Je crois que c'est votre responsabilité, M. le Président, de ramener le député de Marguerite-Bourgeoys à l'ordre.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement, c'est effectivement ce que j'ai fait en rappelant au député qu'il connaît très bien l'article 68 du règlement. Compte tenu que le député qui a été attaqué est président de la commission - j'ai, comme

vice-président, la responsabilité des présidents de commission - j'aimerais simplement demander au député d'utiliser l'article 68 pour que le député ait d'abord la chance de se défendre, compte tenu qu'il est encore au moment où on se parle président de la même commission dont on faisait mention, simplement pour lui rappeler qu'il connaît le règlement. D'ailleurs, il a fait mention de ce règlement et, comme je connais sa gentilhommerie, je suis assuré que le député de Marguerite-Bourgeoys a bien compris le message que je lui ai donné comme vice-président à cette Assemblée. Quelques gens ont dit qu'il y avait un relâchement de la part des gens envers la présidence. J'ai voulu simplement indiquer que le règlement devrait s'appliquer si on a des plaintes à porter et que l'article 68 est le plus indiqué pour le faire. M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, il n'y a rien que j'ai dit ici que je n'ai pas dit à la commission parlementaire et s'il y a, comme vous dites, un relâchement des gens envers la présidence, il y a eu relâchement de ce député qui occupait le fauteuil à ce moment-là à l'égard des députés et de l'institution.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député, je ne voudrais vous rappeler à l'ordre, mais simplement vous dire que l'article 68 est le plus indiqué pour faire ces remarques, parce que le député dont vous avez donné le nom de comté n'est pas présent ici en cette Assemblée et la gentilhommerie la plus élémentaire voudrait qu'on le fasse par les moyens que le règlement propose.

M. Lalonde: M. le Président, je ne profite pas de l'absence du député. Je suis appelé ici à participer à un débat que nous oblige à avoir le leader du gouvernement sur une motion de clôture, alors que la commission parlementaire des affaires municipales siège ce soir, et je vais y retourner tout à l'heure. Ce n'est pas moi qui oblige le député qui agit comme président d'être là ce soir, c'est le leader du gouvernement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député, je pense que vous avez bien compris mon message. J'ai quand même l'obligation comme président de préserver la neutralité d'abord de la présidence ici à cette Assemblée ainsi que celle de la commission parlementaire et je vous dis que la gentilhommerie - on prendra acte de votre décision quand même - la plus élémentaire voudrait que, s'il y a quelque chose à reprocher au député dont vous avez donné le nom de comté, que cela se fasse selon les règles prévues par l'article 68 de notre

règlement et non pas par le moyen d'un discours sur une motion telle que présentée actuellement.

M. Lalonde: M. le Président, je ne veux pas faire un débat avec cela, mais, puisque vous parlez de gentilhommérie, je vous répète que je n'ai rien dit que je n'ai pas répété à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale face à ce président depuis hier soir.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, il y a dans notre cahier de règlement une section III qui s'intitule: "Motions portant sur la conduite du lieutenant-gouverneur ou des membres de l'Assemblée", et l'article 68 se lit comme suit: "Une motion de fond annoncée est nécessaire pour mettre en question la conduite du lieutenant-gouverneur, du président ou d'un vice-président de l'Assemblée, des présidents des commissions..." Des présidents des commissions, M. le Président. Je considère qu'à ce moment-ci, ce que le député de Marguerite-Bourgeoys devrait faire, c'est, en l'absence d'excuses à l'endroit du député de Bourassa qui, à la commission parlementaire, représentait et incarnait la présidence de l'Assemblée nationale, que le député de Marguerite-Bourgeoys ait au moins, puisqu'il dit qu'il répète ici des propos qu'il a tenus en commission parlementaire et qu'il est prêt à les répéter à l'Assemblée nationale, qu'il dise au moins qu'il va se prévaloir de l'article 68 par une motion de fond annoncée, qui est nécessaire pour mettre en question la conduite des présidents des commissions. Cela veut donc dire que les propos que vient de tenir le député de Marguerite-Bourgeoys doivent être retirés s'il n'a pas l'intention de présenter une motion de fond annoncée, parce que cette motion de fond est nécessaire pour mettre en question la conduite des présidents des commissions. Je pense qu'on doit faire respecter le règlement.
(23 heures)

Le Vice-Président (M. Jolivet): Il y a une autre façon qu'il pourrait être possible d'utiliser, si on ne veut pas utiliser l'article 68, parce qu'il n'y a aucune obligation pour un député de l'utiliser. Cependant, comme président, on doit faire respecter l'article 99.9 qui indique qu'on ne doit en aucun temps imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole. Je pense que la partie que je demandais simplement au député de Marguerite-Bourgeoys, c'est sans vouloir mettre en cause la décision qu'un président de commission a pu prendre, au moins ne lui imputer aucun motif qui soit indigne, comme député. Je

pense que cela mettrait fin au débat sur la question.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Deux choses: Je ne pense pas que mes propos aient imputé aucun motif indigne au député de Bourassa. Autre chose: Que je sache, il n'y a aucun délai, aucune prescription en ce qui concerne l'article 68.

Le Vice-Président (M. Jolivet): D'une façon ou d'une autre, M. le député, je prends acte du fait que, sur la question du président en commission parlementaire, vous avez cependant dit des paroles ici qui ne peuvent être en aucune façon, compte tenu des circonstances, reprises par un député. L'article 68 était le moyen de le faire. Vous avez toujours le droit de le faire au moment que vous jugez le plus opportun. Cependant, c'était au moment où était prononcé votre discours que je voulais vous dire que ce n'était peut-être pas le moment de le faire.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, l'article 99 auquel vous venez de faire référence dit qu'il est interdit à un député qui a la parole d'attaquer la conduite d'un membre de l'Assemblée, sauf à l'occasion d'une motion mettant sa conduite en question. Ceci veut donc dire que s'il le fait à l'occasion d'une motion mettant sa conduite en question, cela va toujours, mais si ce n'est pas à l'occasion d'une motion, il ne peut pas attaquer la conduite d'un membre de l'Assemblée. Je vous ferai remarquer que la conjonction du paragraphe 9 qui dit que le député qui a la parole se voit interdit d'imputer des motifs indignes à un député... Je vous ferai remarquer que la combinaison de 7 et de 9 fait obligation immédiatement au député de Marguerite-Bourgeoys de retirer ses paroles à l'endroit du député de Bourassa qui n'est pas n'importe quel député en vertu de 7 et de 9, qui est président d'une commission parlementaire et qui représentait la présidence à la commission parlementaire des affaires municipales.

Une voix: Il n'en est pas question.

Le Vice-Président (M. Jolivet): J'ai cru comprendre, M. le leader, compte tenu de toutes les explications que j'ai eu à donner et de celles que vous ajoutez en vertu de l'article 99.7, que le député de Marguerite-Bourgeoys aura à porter le poids de son geste. Il refuse, au moment où je vous le dis, de faire quoi que ce soit, sauf d'utiliser, semble-t-il, d'après ce que j'ai cru

comprendre, l'article 68 à un moment donné. Dans ce contexte, je pense que nous devons donner la parole au député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: M. le Président, je tiens à vous dire dès le début de mon intervention que les collègues qui étaient présents à la commission parlementaire qui a amorcé l'étude du projet de loi no 37 hier, sont solidaires des commentaires formulés par le député de Marguerite-Bourgeoys. Pour le bénéfice...

M. Bertrand: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Portneuf, je pense qu'il serait anormal qu'on récidive au moment où j'ai quand même, comme président, une responsabilité d'au moins faire respecter en cette Assemblée et en commission parlementaire, le rôle que je remplis et que d'autres remplissent comme président. Je vous demande d'utiliser les articles que prévoit le règlement, mais de ne pas utiliser indirectement ce que le règlement ne permet pas. Dans ce contexte, je reviens encore à la simple gentilhommérie. Si vous avez des motifs à imputer à quelqu'un, l'article 68 est là. On ne devrait pas prendre des moyens détournés pour contester la présidence. Si on commence à jouer ce jeu de la contestation envers la présidence sans utiliser l'article 68, je pense que l'Assemblée que l'on doit mener avec la plus grande neutralité que puisse nous donner notre conscience humaine, vous devriez au moins la respecter.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, si on lit bien l'article 99 du règlement, le député de Marguerite-Bourgeoys et le député de Portneuf, puisque maintenant ils sont deux, ont le droit, et ce droit leur est permis par le règlement, d'utiliser une motion en vertu de l'article 68 pour remettre en question la conduite...

M. Pagé: Question de règlement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Question de règlement de la part du whip de l'Opposition.

M. Pagé: Je comprends que le leader du gouvernement veuille se refaire une image pendant cette séance, compte tenu du genre de spectacle auquel il s'est livré tout à l'heure. Je vous dirai que, d'après l'article,

c'est exact, ça doit être une motion annoncée: "prochaine séance ou séance subséquente et au moment où on le jugera opportun". Est-ce que c'est clair? Oui? Au moment où on le jugera opportun.

M. Bertrand: Oui, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: C'est justement là. C'est tellement clair, ce que le député de Portneuf dit que, hormis cette disposition qui est à l'article 68 concernant la motion annoncée et qui, comme il l'a dit, pourrait être inscrite au feuillet demain, après-demain, plus tard ou jamais, en dehors de cette situation particulière, un député, en vertu de l'article 99, ne peut attaquer la conduite d'un membre de l'Assemblée et ne peut pas imputer des motifs indignes à un député.

Dans ce contexte, je pense que, immédiatement, dans le respect intégral du règlement, et le député de Marguerite-Bourgeoys et le député de Portneuf se doivent de retirer leurs paroles. Le député qu'ils ont attaqué tous les deux immédiatement, seule une motion leur aurait permis de le faire et là, ils auraient eu un droit. Ils doivent immédiatement - je vous demande uniquement que le règlement soit respecté - retirer leurs paroles, parce qu'ils ont attaqué la conduite d'un membre, et pas n'importe qui, la présidence, imputé des motifs indignes à un député, et pas n'importe quel, la présidence, et ils ont fait cela sans se prévaloir de l'article 68. S'ils s'étaient prévalus de l'article 68, je n'aurais pas à invoquer cette question de règlement. Comme ils ne l'ont pas fait et qu'ils ont tout de même attaqué la conduite de la présidence, je pense que, à ce moment-ci, ils doivent retirer leurs paroles tous les deux.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je pense que le député de Marguerite-Bourgeoys, ainsi que le député de Portneuf, en récidivant, puisque le député de Portneuf a ajouté qu'il endossait les paroles dites par le député de Marguerite-Bourgeoys - en français, ça veut dire que vous avez appuyé la position du député de Marguerite-Bourgeoys - comme président, et au titre que la présidence a de maintenir en cette Assemblée un décorum normal, les moyens pour une personne de se défendre - vous êtes avocat, vous savez, M. le député de Portneuf, qu'une personne doit au moins avoir la chance de se défendre - c'est l'article 68 que le règlement permet.

Cependant, compte tenu des propos tenus par le député de Marguerite-Bourgeoys et le député de Portneuf, qui a appuyé les propos tenus par le député de Marguerite-Bourgeoys, j'ai demandé d'agir avec toute la gentilhommérie dont vous êtes capables. J'en

suis assuré, cela permettrait à l'un et à l'autre de faire en sorte que la présidence ne soit en aucune façon, quels que soient les gestes qu'elle a posés... Je cherche mes termes pour être sûr que je ne me tromperai pas, parce que c'est délicat, ce moment où la présidence se sent un peu bafouée, compte tenu des discours et des discussions que nous avons à tenir aussi bien à l'Assemblée nationale qu'en commission parlementaire, que l'un et l'autre, vous pourriez, pour qu'on puisse clore le débat, simplement dire que vous retirez les paroles que vous avez dites et que vous utiliserez le règlement au moment où vous le jugerez opportun. Cela nous permettrait de continuer le débat convenablement.

(23 h 10)

M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense que ce qui arrive présentement, c'est qu'il y a quelques instants la question était réglée. Le leader du gouvernement, après que vous eussiez de nouveau donné la parole au député de Portneuf, a voulu poursuivre encore dans son opération de voir le gouvernement nous passer sur le corps. C'est la seule chose qui se passe ce soir. Vous aviez donné la parole au député de Portneuf et voici qu'on picoche, qu'on revient continuellement à la charge du côté du leader du gouvernement.

M. le Président, tout ce qui s'est passé, c'est simplement un reflet très modeste de ce qui s'est passé dans un autre endroit.

Une voix: Modérément.

M. Levesque (Bonaventure): Et cela a été exprimé dans des termes très modérés. Ce n'est peut-être que l'annonce de quelque chose qui s'en vient. Mais peut-être eût-il mieux valu ne pas trop insister, peut-être dans l'intérêt même de la présidence, si vous comprenez mes paroles. Je vous demanderais donc, M. le Président, et je demande au leader parlementaire du gouvernement de concourir à reprendre le débat où on l'avait laissé.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, c'est trop facile de la part du leader de l'Opposition qui n'a pas été avare de commentaires l'autre jour et qui a, par la suite... Il n'a pas été avare de commentaires l'autre jour quand je me suis levé sur une question relative à l'article 180 et au dépôt de pétitions. Il s'est levé par la suite pour employer des termes comme "antiparlementaire" et "antidémocratique". Je pense qu'à ce moment-là il n'avait pas été avare de commentaires et je n'ai pas vu,

depuis ce temps-là, alors que l'inverse s'est produit, le député de Bonaventure être particulièrement, comme s'emploient à le dire certaines personnes, gentilhomme pour ce qui était simplement de rectifier un certain nombre de propos qu'il avait tenus et qui, il l'admettait lui-même, avaient dépassé sa pensée à ce moment-là, au moment de la question sur l'article 180.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, il n'y a rien qui ait dépassé ma pensée. J'étais un peu distrait, mais je ne laisserai pas passer ce qu'a dit le leader parlementaire du gouvernement. Ce que j'ai dit est dit, enregistré et c'est cela.

Des voix: Bravo!

M. Bertrand: C'est vrai, M. le Président. Pour être enregistré, c'est enregistré. Pour avoir été dit, cela a été dit. Le leader de l'Opposition qui, à bon droit, peut invoquer 25 ans de pratique parlementaire, converse aussi, à l'occasion, avec certains de ses collègues et je me rappelle très bien une occasion où j'avais dit au député de Bonaventure quelque chose, ici en cette Chambre, et je pense qu'effectivement les mots que j'avais tenus à son endroit n'avaient pas été corrects. À la séance suivante, cela ne m'avait pas gêné de me lever pour dire au leader parlementaire de l'Opposition que je m'excusais des propos que j'avais tenus à son endroit. Je n'ai pas eu le privilège d'avoir droit à ce que je pourrais appeler la même courtoisie de la part du leader de l'Opposition.

Pour revenir justement, M. le Président, à ce qui est en question aujourd'hui, on sent bien que le leader de l'Opposition voudrait que le tout s'arrête là et il essaie, par ses propos, de diminuer la portée de ce qu'a dit, tout à l'heure, le député de Marguerite-Bourgeoys. Le député de Portneuf, lui, a dit qu'il était solidaire et que les gens étaient solidaires des propos tenus par le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. le Président, il y a un règlement qui existe et je ne me lève pas ici pour faire autre chose que m'assurer que ce règlement soit appliqué tel qu'il est écrit. Ce règlement dit qu'il est interdit à un député qui a pris la parole d'attaquer la conduite d'un membre de l'Assemblée sauf à l'occasion d'une motion. Or, la motion n'est pas venue. Il n'y en a pas une en ce moment au feuillet. En l'absence d'une telle motion, le député de Marguerite-Bourgeoys et le député de Portneuf ne peuvent pas se permettre d'attaquer la conduite d'un membre de l'Assemblée, surtout quand ce membre de l'Assemblée est un président de commission parlementaire et qu'il représente en commission parlementaire l'institution même qu'est la présidence et surtout que les

propos du député de Marguerite-Bourgeoys et ceux du député de Portneuf avaient pour effet d'imputer des motifs au président de la commission, donc, à la présidence. Dans ce contexte, M. le Président, je crois que je suis tout à fait dans mon droit de me lever et de demander que les deux députés qui ont prononcé ces paroles et qui ont attaqué la présidence, contrairement à ce que nous dit l'article 99, paragraphes 7 et 9, devraient maintenant se lever et retirer leurs paroles. S'ils veulent les reprendre à un autre moment, qu'ils le fassent en utilisant l'article 68.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je m'interroge un peu sur la façon dont la chose se développe. Vous m'avez demandé si j'avais imputé des motifs indignes à un député, et j'ai dit: Non. À ce moment-là vous avez simplement indiqué de quelle façon les choses devraient se dérouler à l'avenir. Je me suis assis. Le député de Portneuf dit qu'il est solidaire, et tout à coup il y a un revirement. Je ne me suis pas relevé, je n'ai pas dit un seul mot de plus et je devrais retirer les paroles que je n'ai pas dites parce que vous aviez accepté la situation telle qu'elle était? Je me demande comment il se fait qu'on me demande de retirer des paroles alors que vous aviez jugé la situation terminée.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Vous êtes dans une situation délicate, M. le député de Marguerite-Bourgeoys. J'ai essayé de protéger la présidence, qu'elle soit à la commission parlementaire ou ici même à cette Assemblée. Il est vrai aussi que, normalement, à l'Assemblée nationale, alors qu'une commission siège ou a siégé et qu'elle n'a pas fait rapport, on ne doit d'aucune façon faire référence à ce qui est dit en commission parlementaire.

Vous avez attaqué, dans vos propos, la façon dont un président de commission, qui, par le fait même, est sous ma responsabilité comme vice-président, conduisait les travaux d'une commission parlementaire. J'ai simplement demandé, en gentleman, de rectifier cette partie et d'utiliser ce que le règlement vous permettait de faire.

De plus, le député de Portneuf, par les premiers mots de son texte qui corroboraient ce que vous veniez de dire, impliquait nécessairement l'ensemble de votre discours, dont la dernière partie en particulier. Devant cette deuxième intervention, le leader du gouvernement, en vertu du règlement, a demandé que cesse l'attaque envers un président de commission parlementaire, ce que je vous avais d'ailleurs demandé de faire, gentlemen comme vous l'êtes, vous et le député de Portneuf, de façon à clore

le débat sur la question.

J'ai pris acte que vous vous y refusiez, en premier lieu, mais le fait que le député de Portneuf soit revenu sur la question m'a peut-être incité à réviser mon premier jugement, simplement pour éviter que continue, d'une fois à l'autre, cette attaque envers un président de commission parlementaire, qui, par le fait même, attaque l'institution que nous sommes, que vous êtes tous, à ma gauche et à ma droite et moi-même comme président. C'est dans ce simple but que je vous l'ai demandé, pour clore le débat sur la question, et enfin revenir au débat lui-même qui est le débat sur la motion présentée par le leader du gouvernement. C'est simplement dans ce sens-là que je vous fais une demande additionnelle, M. le député de Marguerite-Bourgeoys et M. le député de Portneuf.

Je continue à prendre acte que ni l'un ni l'autre ne voulez retirer vos propos, malencontreux à mon avis, contre la conduite d'un président de commission parlementaire, en sachant très bien, de part et d'autre, que l'article 68 devrait s'appliquer si vous avez quelque chose à dire contre la conduite d'un président.

Sur une demande de directive, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Dois-je comprendre, M. le Président, que je peux commencer mon intervention sur la motion de clôture?

M. Chevette: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le whip du gouvernement.

M. Chevette: ... compte tenu des avertissements que vous avez faits, compte tenu des demandes que vous faites, compte tenu de l'heure et de la conjoncture, il me paraît que le public sera plus en mesure de juger que nous tous et on devrait poursuivre le débat purement et simplement sur la motion.

(23 h 20)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le ministre des Affaires culturelles.

M. Richard: M. le Président, compte tenu, maintenant, de la demande qui vous a été formulée par le whip du gouvernement, je voudrais simplement solliciter votre collaboration pour que le débat puisse se poursuivre dans un climat qui soit plus conforme à la tradition parlementaire. J'étais ici, tout à l'heure, quand j'ai entendu le député de Hull utiliser des termes on ne peut plus antiparlementaires en qualifiant le député de Saguenay de menteur, d'infâme et d'hypocrite. J'étais également ici quand j'ai entendu, hélas, le député de Marguerite-Bourgeoys, qui est un parlementaire

d'expérience, et le député de Portneuf s'attaquer directement au président d'une commission. Je n'ai pas, M. le Président, à vous rappeler que la présidence des commissions parlementaires est une émanation directe de la présidence de l'Assemblée nationale. Cela est absolument inacceptable.

J'espère tout simplement que la présidence sera vigilante pour empêcher qu'il y ait des agents provocateurs dans l'Opposition qui ternissent le climat et qui utilisent des termes absolument antiparlementaires qui sont indignes de représentants du peuple à l'Assemblée nationale.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Je veux bien...

Une voix: Indignes?

M. Levesque (Bonaventure): ... quant à moi, souscrire au voeu du député de Joliette et whip en chef du gouvernement, voeu qui, apparemment, est endossé par le ministre des Affaires culturelles. Mais, étant donné l'absence du député de Hull, je peux difficilement accepter ces allégations, à moins qu'on m'apporte la transcription. On m'indique que c'est plutôt le gouvernement qui avait été qualifié ainsi et non pas une personne en particulier. Il faudrait peut-être regarder ensemble les épreuves afin d'être sûr que de tels propos ont été tenus.

Je pense bien que tout cela - je ne veux pas jeter de l'huile sur le feu - a été provoqué par le discours incendiaire du leader parlementaire du gouvernement, le tout en même temps qu'à une autre commission se passaient des choses pour le moins non orthodoxes.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je reprendrai donc le voeu du whip du gouvernement tout en vous disant que je ne voudrais pas réentendre les paroles qui ont été dites à l'intention d'un président de commission parlementaire. J'ai noté, comme vous tous, des décisions prises par les députés de Marguerite-Bourgeoys et de Portneuf concernant les demandes répétées que j'ai faites à l'un et à l'autre. Je dois préserver la présidence à quelque niveau qu'elle soit et, en conséquence, je n'accepterai plus qu'on parle de la conduite d'un président de commission sans utiliser l'article 68.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Merci, M. le Président. Nous sommes à étudier actuellement ce qu'on appelle dans le langage parlementaire une

motion de clôture. Pour le bénéfice de ceux qui nous écoutent, je n'ai point de tableau avec moi, mais vous aurez compris que je veux faire référence, au début de mon propos, aux différentes étapes que prévoit l'adoption d'un projet de loi.

On a tout d'abord le dépôt en première lecture, une procédure par laquelle l'Assemblée est saisie du projet. Aucun débat, aucun échange; exceptionnellement, un vote. Cela, c'est le dépôt formel. Vient ensuite la deuxième lecture où les députés ont l'occasion d'intervenir pendant 20 minutes chacun. Pendant cette deuxième lecture, on discute du principe du projet de loi. Vous vous rappellerez, comme les auditeurs se le rappelleront certainement, que, lorsqu'on a abordé la deuxième lecture du projet de loi no 37, nous avions à voir s'il était opportun ou non qu'une fusion soit décrétée avec tous les éléments de force que peut contenir ce projet de loi.

C'est donc dire qu'au moment de la deuxième lecture nous ne pouvions présenter d'amendement, nous ne pouvions discuter d'aspects concrets, d'aspects spécifiques du projet de loi. On ne pouvait pas, par exemple, présenter un amendement pour que la date de l'application de la loi soit changée. Ces choses-là, tout cet aspect concret, analyse spécifique et approfondie du projet de loi, cela se fait en commission parlementaire.

Dès que la deuxième lecture est adoptée, on se dirige vers la commission parlementaire et c'est alors que les députés ont le pouvoir, en vertu de notre règlement, de présenter des amendements. Or, cette commission siège depuis environ quatorze heures seulement. Le leader du gouvernement a convoqué cette commission il y a quelques jours, alors qu'il aurait pu le faire bien avant, soit dit en passant. Mais on sait que le leader parlementaire, ce n'est évidemment pas un reproche que je veux lui faire, c'est seulement un constat, je sais que son expérience est brève et en politique et surtout comme leader du gouvernement, on le sait, c'est généralement admis ici, à l'Assemblée nationale, auprès des députés, auprès du personnel politique, auprès des journalistes, on sait combien peut être difficile cette période de fin de session compte tenu d'une très mauvaise planification des travaux parlementaires...

Voici que la deuxième lecture passée, normalement on devait se diriger en commission parlementaire pendant au moins une quarantaine d'heures; c'est normal, avec un projet de cette importance et des impacts de plusieurs millions de dollars. Voici que le leader du gouvernement se lève, inscrit sa motion au feuillet, l'inscrit comme étant débattable pour ce soir, il vient nous présenter ce spectacle, parce qu'il faut vraiment parler de spectacle, il manquait la

baguette seulement. Il y avait le grand tableau, il y avait le porte-tableau de Châteauguay qui était bien caché derrière le tableau, et là, il vient tenter de nous justifier l'à-propos de présenter une motion comme celle-là. M. le Président, vous savez ce qu'est une motion de clôture. Il y a peut-être des milliers de téléspectateurs ou d'auditeurs qui ne le savent pas. Une motion de clôture, c'est un geste exceptionnel dans un Parlement comme le nôtre. C'est un moyen, c'est une procédure qui permet à une personne, le leader du gouvernement, ce jeune et inexpérimenté leader, de se lever et de mettre fin à un débat, d'imposer le bâillon.

C'est exceptionnel. Cela a été fait très rarement. Vous avez entendu la réplique ou les commentaires de l'honorable député de Bonaventure qui a une vaste expérience. Il a été leader du gouvernement pendant six ans et il s'est prévalu à deux reprises seulement de la motion de clôture. Le député de Bonaventure, comme leader du gouvernement, s'en est servi à deux reprises: pour la loi sur la langue française, après 60 heures de débat en commission parlementaire, après des séances nombreuses alors que les gens ont eu l'occasion de se faire entendre et de faire valoir leur point de vue, et pour la loi sur la modification de la division territoriale, c'était très technique et on aurait peut-être pu l'étudier pendant un an ou deux ans, c'était la délimitation de chacun des comtés. Depuis 1977, avec ce gouvernement du Parti québécois qui se dit ouvert, qui a crié dès son élection que le Parlement était ouvert, que naissait maintenant le Québec, parce que selon ces gens, le Québec n'était pas né, il n'existait pas avant le PQ et la démocratie non plus: cinq motions de clôture. Une après 100 heures de débat sur la langue française. Une après 50 heures sur l'assurance automobile. Une autre après 80 heures de débat sur la Société nationale de l'amiante. 40 heures avec Hydro-Québec et fusion de Baie-Comeau et Hauterive: 15 heures environ. M. le Président, c'est une procédure qui doit être utilisée en dernier recours, lorsqu'un gouvernement est vraiment acculé au mur et il n'a plus le choix, il n'a plus d'autre alternative, le débat se termine. C'est un accroc majeur à la démocratie. C'est exceptionnel. On doit vous exprimer, aujourd'hui, par les nombreuses interventions qu'on fera, notre surprise de voir le leader du gouvernement présenter cette motion. On écarte ainsi le processus normal d'étude et d'analyse des lois, comme mon honorable collègue, le député de Marguerite-Bourgeoys, disait tantôt: Après quelques heures de débat, nous en sommes à l'article 3 ou 4 seulement. C'est donc dire que l'essentiel du projet de loi, les modifications qui auraient pu y être apportées, il n'est pas question de discuter de cela. Le leader du gouvernement

a fait son lit. Le leader du gouvernement, ce grand caporal non pas de la stratégie, mais de la troupe, de la chorale, arrive ce soir et nous dit: On va vous passer sur le corps, comme si ça nous faisait peur. Que c'était donc édifiant de l'entendre.

(23 h 30)

On va prendre cela, quant à nous, avec sérénité, avec calme, parce que vous savez, M. le Président, le caractère inopportun, inapproprié, j'oserais même dire absurde d'une telle déclaration de la part du leader du gouvernement qui nous a fort surpris. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire, M. le Président, que ce gouvernement a fait fi de son programme électoral - là, je ne veux pas aborder le fond - en présentant ce projet de loi, il a mis le programme de côté. Ce gouvernement a mis, j'en suis persuadé, M. le Président, de côté l'opinion exprimée par plusieurs députés de la majorité péquiste au caucus des députés du Parti québécois. Ce gouvernement a mis de côté une opinion clairement exprimée par des citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive qui veulent un référendum; il met cela de côté. Ce gouvernement met de côté les dispositions ou les recommandations de la commission municipale et d'un rapport qui a été déposé. Cela ne fait pas encore l'affaire du gouvernement, on met cela de côté. Ce gouvernement vient aujourd'hui mettre de côté le débat et, en plus il bâillonne les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive qui n'ont pu être entendus tout le temps qu'ils auraient pu l'être. D'autre part, ce gouvernement n'ose même pas se rendre à Baie-Comeau et à Hauterive. On a vu hier, M. le Président, les fauteuils vides de ces deux ministres. Le paravent des Affaires municipales qu'on connaît, celui qui a été obligé de présenter le projet de loi pour et au nom du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, était absent et le député du comté était absent. Donc, pas de débat, pas d'étude, pas d'analyse. On n'écoute pas ces gens. On brime leurs droits, on brime la démocratie et on brime le fondement même de notre système démocratique, c'est-à-dire le droit de s'exprimer, et on n'en a pas assez de cela, on dit: On va bâillonner l'Opposition, et on dit, d'une façon téméraire, et combien cavalière: - les spectateurs pourront en juger - tout imposant qu'il soit. On va vous passer sur le corps. Comme si cela nous énervait. Le gouvernement va nous passer sur le corps.

M. le Président, c'est une fusion qui est forcée par un projet forcé. C'est une fusion qui est imposée à Baie-Comeau et à Hauterive par un projet qui est imposé à l'Opposition parce qu'on a le bâillon actuellement. C'est une fusion qui s'est faite sans consultation. On a refusé le référendum. Cela s'explique, M. le Président, et je termine là-dessus, qu'on ne veuille pas de

référendum, on n'en veut pas. D'ailleurs, M. le Président, même s'il y en avait eu un, je suis persuadé qu'on ne l'aurait pas respecté. Quand on sait qu'un gouvernement qui, après un référendum comme celui qui s'est tenu sur l'avenir constitutionnel du Québec, ne respecte pas le vœu, le vote exprimé par les citoyens du Québec au référendum de mai 1980, comment voulez-vous que ces gens respectent un référendum ou une volonté de démocratie ou d'expression d'opinion clairement manifestée par les gens de Baie-Comeau et de Hauterive?

M. le Président, ils se foutent des Québécois ces gens du Parti québécois. C'est le même traitement qu'ils donnent aux gens de Baie-Comeau et de Hauterive actuellement.

M. le Président, nous sommes surpris. Nous devons montrer notre indignation. Nous constatons encore une fois que le gouvernement se fait le complice d'une démarche enclenchée par le député de Saguenay. J'ai déjà évoqué en cette Chambre, M. le Président, que c'était probablement son testament politique. C'est probablement son testament politique. On sait que les hommes politiques aiment bien laisser quelque chose dans leur comté, c'est tout à fait légitime. Comme je vous l'ai déjà dit, c'est tantôt un pont, tantôt une école, tantôt une arène. Ce que le député de Saguenay veut laisser, peu importe le prix, même si on brime la démocratie, même si on bâillonne l'Opposition, c'est la fusion de Baie-Comeau et Hauterive.

Le notaire de ce testament, c'est le ministre des Affaires municipales et les témoins, c'est le Conseil des ministres. D'ici à quelques heures, nous serons appelés à voter sur cette motion. Il va de soi qu'on est contre. Nous sommes franchement contre. Le leader du gouvernement nous a dit tout à l'heure qu'il nous passerait sur le corps. Présentez-la votre motion, on va voter. Nous sommes 43 députés qui allons probablement tous et toutes s'exprimer. Vous aurez la troisième lecture après la prise en considération du rapport qui sera assez longue, parce que les amendements qu'on n'aura pas pu présenter en commission, on pourra les présenter au moment de la prise en considération du rapport, et viendra ensuite la troisième lecture.

Je termine là-dessus, M. le Président. Bien que le leader du gouvernement, tout imposant qu'il soit, veuille nous passer sur le corps, de façon bien téméraire et bien cavalière, il peut être certain que toutes les procédures parlementaires seront utilisées par les députés de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Qu'on nous traite de clown, qu'on nous traite de ce qu'on voudra, nous allons nous en prévaloir, même si nous sommes obligés de revenir au lendemain de cette belle fête qu'est la fête nationale du

Québec. Merci, M. le Président.

Une voix: Très bien.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Joliette et whip du gouvernement.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: M. le Président, si, tantôt, concernant les arguments d'ordre juridique ou réglementaire, j'ai soumis un type de compromis visant purement à reprendre le débat sur le fond de cette motion, c'est parce qu'à mon avis, j'ai senti de la part de l'Opposition, et je vais le dire comme je le pense, qu'elle recherchait une occasion de faire un coup de théâtre et j'ai senti que de leur côté, ces gens recherchaient cet événement spectaculaire, un peu du type de celui qui s'est passé en commission parlementaire. Je me suis dit: La population qui nous écoute ou nous écouterait lors des reprises pourra juger jusqu'à quel point on a le respect de l'institution, le respect de ceux qui ont le devoir d'assurer, bien sûr, que cette institution fonctionne dans des normes, dans un décorum et selon une réglementation qui honore tous les gens de cette Chambre.

Je vous avoue que j'y perds mon latin quand je vois l'Opposition libérale du Québec s'opposer à tout prix, faire ce qu'on appelle dans notre jargon parlementaire un "filibuster" sur la fusion de deux municipalités, Baie-Comeau et Hauterive, un comté où l'Opposition peut à peine circuler librement sans se faire pointer du doigt et dire: Votre place, c'est plutôt dans le West Island et non pas chez nous. C'est un milieu profondément québécois qui, bien sûr, défend des intérêts particuliers, selon la ville ou la circonscription dans laquelle on se retrouve. C'est normal. On vit cela non seulement à Baie-Comeau et à Hauterive. On vit cela partout. On vit cela dans le cœur du Québec, on vit cela dans nos petits comtés à nous. Des petites villes de banlieue de plus en plus, profitent des services d'une ville mieux équipée, mieux équilibrée et veulent bénéficier au maximum... C'est humain, c'est un réflexe profondément humain que les gens de Baie-Comeau ont de profiter au maximum des services et de payer de moins en moins d'impôts. C'est tout à fait humain, tout à fait normal, tout à fait quelque chose de rationnel dans l'esprit de n'importe quel être humain que ce soit. Ce que je ne comprends pas de l'Opposition, c'est qu'elle fasse un plat épouvantable à l'intérieur du menu législatif que nous avons.

Imaginez-vous une formation politique qui, du 14 décembre 1975 au 27 décembre 1975, a fusionné de force en l'espace de 13 jours, 40 municipalités du Québec, dans toutes sortes de communautés et de fusion.

Deux jours après la fête de Noël, elle convoquait en cette Chambre des parlementaires pour fusionner 40 municipalités au Québec en 13 jours. La démocratie accélérée du Parti libéral nous reproche, à nous, du Parti québécois, d'avoir pris au-delà de six mois maintenant pour fusionner deux villes qui utilisent des services en commun, qui sont dans un bassin tout à fait naturel, tout à fait homogène. Bien sûr, on nous reproche d'être antidémocratiques. J'ai hâte de vous voir vous lever pour m'expliquer vos principes démocratiques. Dans 14 jours, de votre côté, je dirais même 13 - du 14 au 27, cela fait 13, je suis même trop généreux pour vous - vous avez tout fait pour fusionner 40 municipalités du Québec, si bien qu'on a été obligé de défaire ce que vous aviez fait après notre arrivée au pouvoir. Le député de Papineau pourrait reprendre son siège et me le dire.

(23 h 40)

On a été obligé de défaire ce que vous aviez fait d'une façon trop accélérée, trop hâtive, d'une façon totalement irréfléchie. Vous venez nous dire dans vos arguments de grands purs, les purs de l'Opposition, ceux qui ont tripoté - excusez-moi le terme, surtout madame, mais je n'en reviens pas, ça prend du culot, ça me dépasse de nous faire dire aujourd'hui par une Opposition qui a à peu près tout fait sur le plan antidémocratique dans les fusions: Vous violez les principes démocratiques. Imaginez-vous si ça va bien dans leur bouche! Cela va bien, violer les principes démocratiques! En treize jours, vous avez bâillonné une petite poignée de députés, à peine six députés de l'Opposition, qui ont fait une lutte acharnée pour dire: Il faudrait peut-être entendre des citoyens, il faudrait peut-être faire des commissions parlementaires, il faudrait peut-être faire des comités d'étude. Il faudrait peut-être même faire des études.

On a fait des études, au coût de 280 000 \$, pour venir à bout de voir ce qui se passait entre les deux villes. Cela fait 20 ans qu'on en discute dans le milieu, ça fait sept mois qu'on les prépare au dépôt du projet de loi, et vous êtes scandalisés qu'il y ait un projet de loi qui, aujourd'hui, soit déposé et dont on demande l'adoption. Je vous avoue une chose, je trouve que ça prend du culot. Personnellement, si jamais j'avais appartenu à une formation politique qui a posé de tels gestes, j'aurais au moins la décence de m'éclipser très lentement derrière les rideaux, d'aller prendre un café dans les petits couloirs ici, mais surtout pas de paraître indigné, surtout pas d'avoir l'air d'un des défenseurs d'une démocratie à toute épreuve. Au nom du ciel! Vous avez bafoué à peu près tout ce qui existait de principes démocratiques. Si une image négative au point des principes démocratiques a été

donnée aux Québécois, surtout à nos jeunes, pendant six ans, c'est vous qui l'avez donnée.

Je pense très sincèrement qu'avec cette loi qui fait l'objet d'une étude depuis 20 ans, qui a demandé au ministère des Affaires municipales et à d'autres ministères des milliers et des milliers de dollars d'études, qui a permis à tous les groupes intéressés de venir s'exprimer en commission parlementaire et qui fait en sorte qu'une communauté naturelle, qu'une communauté homogène ait à payer d'une façon identique les coûts d'un système dans une région, nous n'avons rien à nous reprocher. Ce n'est pas parce qu'il y a trois ou quatre fiers-à-bras qui sont venus nous intimider qu'il faut reculer devant une loi cohérente. Non, monsieur! J'espère de tout coeur que mon gouvernement ne fera pas ce que vous avez fait.

Je me souviens qu'en 1971-1972, des fiers-à-bras sont venus vous intimider à la salle 81-A, ils sont venus retourner les chaises à l'envers et vous ne vous êtes pas prévalus d'aucune procédure, ni judiciaire, ni parlementaire, pour rappeler à l'ordre des gens qui sont venus perturber les travaux. Je souhaite que mon gouvernement se tienne debout, ait de la colonne vertébrale et permette au moins de faire justice et que les membres de cette Assemblée qui ont à légiférer puissent le faire d'une façon sereine, d'une façon honnête, d'une façon sincère. Mais n'affichez surtout pas et ne tentez surtout pas de me faire croire que vous possédez la vérité absolue sur le plan démocratique. Vous qui, en l'espace de treize jours, avez fusionné 40 municipalités d'une façon forcée. C'est vous qui nous avez forcés à défaire ce que vous aviez fait, concrétisant, par le fait même, votre façon antidémocratique de procéder. Nous avons la conviction que si nous avions à tenir un référendum global, les gens de cette région voteraient majoritairement pour et nous serions très heureux...

Une voix: ...

M. Chevette: Oui, votez-le, ce serait fini. Gardez-le. Faites dépenser des deniers publics. Arrangez-vous. C'est cela votre histoire. Masson, Gatineau, levez-vous, "toute la gang" de ce coin-là et faites voir que vous avez un peu de colonne. C'est vous qui nous avez demandé de défaire ce que vous aviez fait.

Je conclus donc, M. le Président. Vos petites leçons de démocratie, à 23 h 45, en ce mercredi soir, entre vous et moi, continuez donc seuls jusque vers cinq heures. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Verdun.

M. Lucien Caron

M. Caron: M. le Président, je tiens à dire au whip en chef et député de Joliette que je suis fier d'appartenir au Parti libéral qui est dans l'Opposition. Mais, M. le Président, c'est peut-être vrai qu'à certains moments, on a forcé, mais on a payé la note, en 1976. J'aimerais vous dire, M. le Président, que les gens qui étaient de ce côté-ci, à l'époque, et qui blâmaient le gouvernement libéral ne sont pas ici pour essayer de défendre la motion que le leader du gouvernement nous présente. Au moment où on nous présente une motion de clôture sur le projet de loi no 37, on siège encore en commission parlementaire. C'est vrai qu'il y a des choses qui sont survenues et on aura l'occasion d'en discuter. Je pense qu'ici, à l'Assemblée nationale, l'Opposition a le droit de s'exprimer. Elle a le droit d'essayer d'amener des amendements pour améliorer un projet de loi. Mais je peux vous dire, M. le Président, qu'au moment où je suis monté tout à l'heure, nous n'étions pas très avancés. Mais il faut dire qu'il y a seulement quinze heures de travaux. Je ne vois pas l'urgence.

Si on lit, le jeudi 11 juillet 1974 - cela ne fait pas bien des années - le ministre parrain du projet de loi no 37 disait, et je vais lire quelques lignes. M. Lessard disait: "M. le Président, quelques mots pour vous expliquer pourquoi nous allons nous battre contre la motion qui nous est présentée actuellement en vertu de l'article 156. M. le Président, disons immédiatement que c'est la première fois, au moment où le rapport Lavoie a été déposé..." Un peu plus loin, l'actuel ministre dit: "M. le Président, le député de Saint-Jacques a expliqué, ce matin, que l'utilisation de cette motion devait se faire lorsqu'il y avait un état d'urgence, lorsqu'il y avait une situation qui pressait."

Je pense que pour le projet de loi no 37 qui est actuellement devant nous, il n'y a pas urgence. On a eu une preuve encore hier soir alors qu'à peu près 3500 personnes se sont réunies et ont procédé à un vote symbolique. Quelque 2000 personnes ont fait valoir leur droit de vote et on me dit qu'environ 30 ou 35 personnes étaient contre.

On est à la fin d'une session. Vous savez qu'une ville est plus riche que l'autre, que cela va occasionner plus de dépenses additionnelles à une ville qu'à l'autre. Ces gens-là savent - et on l'a dit au ministre des Affaires municipales et au parrain du projet de loi - que cette situation peut se corriger. C'est facile, c'est une question d'argent, il faut en injecter. Mais le gouvernement ne veut pas. Le gouvernement est entêté parce qu'il semble qu'il y ait un maire libéral, d'une part, et un maire péquiste de l'autre côté, qui est un organisateur très près du

ministre du Loisir. Je pense qu'il faut aller plus en profondeur que ça. C'est déplorable qu'on pénalise une population parce qu'il y a un maire d'une couleur et un autre de l'autre. C'est déplorable de voir comment on peut nous forcer de ce côté-ci et ne pas nous donner la chance de parler. Le député de Hull est allé sur les lieux, il a constaté que la population est insatisfaite et qu'elle veut un référendum. En plus, si on avait pu prendre le temps de l'étudier article par article, on avait des suggestions à faire au gouvernement pour que les deux parties soient satisfaites.

(23 h 50)

Ce qui s'est produit ici, à l'Assemblée nationale, vendredi, ne vous en faites pas, c'est arrivé aussi lors de l'étude du projet de loi no 22. Le député de Joliette et whip en chef ne nous dit pas ce qui s'est passé lors de l'étude du projet de loi no 22. N'oubliez pas qu'un petit groupe, qui avait été amené par l'Opposition du temps, s'était attaché les mains avec des chaînes après des chaises. Ne vous en faites pas, ces gens-là ne sont pas venus ici d'eux-mêmes. Ils ont été poussés, ils ont été "siphonnés" par nos amis qui étaient dans l'Opposition. Ils ont oublié ça. Aussi bien, je me rappelle que, lorsque les gens venaient contester, on sortait et on allait les stimuler en leur disant: Oui, on est derrière vous, le gouvernement ne vous en donne pas assez. Ils venaient ici, posaient des questions et c'était bien effrayant. Regardez où sont actuellement ces mêmes gens? On ne les voit plus en Chambre, ces gens-là, parce qu'ils sont gênés.

Le gouvernement dans son manifeste politique: démocratie. Ils ne feront jamais de fusion sans consultation. C'est récent, mais on laisse tomber ça. Une autre propagande: La personne avant toute chose. C'est ça, la personne avant toute chose, c'est le temps de permettre la consultation. Les gens veulent qu'on agisse, mais de la bonne façon. Il faut prendre nos affaires en main. Combien de fois a-t-on entendu les gens d'en face aujourd'hui alors qu'ils étaient de ce côté-ci? Dans ce temps-là, selon l'Opposition, c'était bien effrayant. Le Parti libéral avait tous les péchés du monde. Depuis cinq ou six ans, je vous dis qu'ils en ont fait des péchés: du patronage, les présidents d'élection. Ils en ont, des péchés!

J'étais en commission parlementaire avec le député de Marguerite-Bourgeoys, qui a fait un excellent travail, et le député de Hull, à cause de l'intérêt que je porte à ce projet de loi. J'espère qu'ils vont continuer jusqu'à la fin. Le député de Marguerite-Bourgeoys représente un comté du West Island, mais l'intérêt qu'il porte à toute la population du Québec a fait qu'il a suivi toute la commission parlementaire, il veut donner justice à ces gens. Le député de Joliette critique le West Island; il n'a que

cela à dire, le West Island ou Ottawa. C'est déplorable de voir ces gens-là, et même le leader du gouvernement, dire: On va vous passer sur le corps¹. Ces gens, dans deux élections... Recommencez la même chose, pour voir.

Je peux vous dire une chose, M. le leader du gouvernement. Que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche retourne dans son comté pour une élection, on va voir s'il reviendra ici. Il sait qu'il est fini, il sait qu'il ne se représentera pas. Cela ne lui fait rien de faire du dégât. On vous avertit, vous ne perdrez pas seulement ce comté, vous allez en perdre beaucoup d'autres à la prochaine élection. Mais vous avez peur. Avec le pouvoir qui vous est monté à la tête, avec les intérêts que vous a procurés le pouvoir, vous allez essayer d'aller jusqu'à la fin, jusqu'au moment où la province de Québec... Et vous savez à quel point ça va mal. Les jeunes ne travaillent pas. Nous recevons des gens continuellement dans nos bureaux et les jeunes sont bien déçus de vous autres. On circule, on discute avec des journalistes - je discutais encore ce soir avec des journalistes - et quand on parle du Parti québécois, on voit que ce n'est plus le Parti québécois de 1973, ce n'est plus le Parti québécois de 1976. Les gens en ont soupé de vous autres. Il y a même des jeunes qui s'enlèvent la vie parce qu'ils sont malheureux. Sortez, allez dans vos comtés.

Arrêtez de nous faire passer des projets de loi à la vapeur. C'est vrai, on l'a fait, mais on a payé la note. Les mêmes personnes qui nous ont critiqués, qui nous ont fait des reproches ne sont pas ici, n'ont même pas le cœur de venir se défendre parce qu'elles sont gênées, elles font faire leur job par d'autres. Quand on discute dans les coulisses, on voit que bon nombre de députés sont malheureux.

Une voix: Des noms?

M. Caron: Oui, vous êtes des gens malheureux, levez-vous et parlez, même s'il est tard. Vous n'avez pas le cœur de vous lever, parce que vous êtes gênés, parce que vous allez être pénalisés, probablement pour une petite subvention, peut-être pour un voyage ou quelque chose. Je pense que c'est plus sérieux que cela. La fusion des villes de Baie-Comeau et de Hauterive va se faire là. Cela se fera dans d'autres municipalités. Des municipalités auront à payer pour d'autres. C'est une injustice.

Personnellement, je ne peux pas accepter; ces gens de l'autre côté de la Chambre, au moment où on était au pouvoir, nous faisaient la morale. C'était bien effrayant. Franchement, au moment où ils ont pris le pouvoir, en 1976, j'ai dit: Le paradis sur la terre, la justice. On verra des choses comme on n'en a jamais vu. Je me

rappelle, le député de Jean-Talon travaillait au cabinet à cette époque, on suivait la chose ensemble, et je lui disais: C'est donc beau le gouvernement qui vient de nous arriver, honnête, pur. Il avait toutes les qualités. Je vous dis que cela a changé. Cela nous le prouve. On vous le dit encore, M. le leader du gouvernement: C'est vrai que vous voulez nous passer sur le corps. Moi, j'ai une grosse taille, peut-être que cela va vous prendre du temps à nous passer sur le corps. Mais, dès que vous déclencherez une élection, la population du Québec vous fera le message pour ce que vous lui faites depuis quelques années. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Jeanne-Mance.

M. Michel Bissonnet

M. Bissonnet: M. le Président, j'ai assisté à toutes les séances de la commission parlementaire et j'ai participé à tous les débats concernant ce projet de loi matraque, le projet de loi no 37, où on ne tient pas compte des citoyens qui demeurent dans la région de Baie-Comeau et de Hauterive.

"Vivre ensemble". Je pense que si les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive, ne veulent pas vivre ensemble, on ne peut pas les y forcer. Seulement quatorze heures et en assistant à la commission parlementaire... J'ai vu le ministre, le gouvernement du Parti québécois, le leader parlementaire faire de la publicité qui a coûté beaucoup d'argent à tous nos concitoyens. "Il ne faut pas se faire avoir." Dites cela maintenant aux gens de Baie-Comeau, comme vous avez dit cela à tous les Québécois: "Il ne faut pas se faire avoir." "Il faut se prendre en main." Les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive sont capables, ils sont assez matures, de se prendre en main.

"La personne avant toute chose." Grand éclat, M. le Président! On annonce, on fait de la grande publicité propagandiste gouvernementale: "La personne avant toute chose." Messieurs les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive, j'espère qu'on vous considère comme des personnes.

M. le Président, vivre ensemble! Hier, à Baie-Comeau, 3500 personnes se réunissent. Combien y a-t-il de députés du Parti québécois qui, dans leur comté, sont capables de réunir en moins de 24 heures 3500 personnes? Une pétition a été signée par 6000 personnes qui demandent tout simplement d'être consultées, la consultation. Un Parti québécois qui, dans son programme, a dit à tout le monde, pas de fusion forcée, la grande démocratie, et qui dit à l'Opposition: On va vous passer sur le corps. La population du Québec se rappellera longtemps les propos du leader parlementaire qui dit: On va vous passer sur le corps.

Nous sommes ici pour défendre un principe de démocratie. L'Opposition l'a dit souvent, on n'est pas contre une fusion de Baie-Comeau et de Hauterive, on veut que le gouvernement injecte les subventions nécessaires, parce que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, au début de l'étude de ce projet de loi, avait dit: Cela va coûter à peu près 600 000 \$ pour faire cette fusion. Quelques mois après, on ajoute 1 300 000 \$. On forme un comité conjoint à la demande constante de l'Opposition. Résultat: rapport unanime de tous les intervenants à cette commission: on est rendu à 4 000 000 \$.

(Minuit)

L'Opposition, après 14 heures, avait fait une motion. Nous avions fait une motion en commission parlementaire pour que les citoyens puissent se prononcer de façon démocratique, sous réserve que la subvention soit transmise à la ville de Baie-Comeau-Hauterive, la nouvelle ville de Baie-Comeau, pour que personne ne soit pénalisé par cette fusion.

M. le Président, nous demandons tout simplement, et c'est conforme au programme du Parti québécois: Comment ces gens peuvent-ils le faire? Est-ce qu'ils vont changer leur programme? J'espère que dans votre programme vous ne mettrez pas une clause, disant après avoir dit "la personne avant toute chose": Il faut passer sur le corps de ceux qui ne sont pas de la même opinion que nous. Je pense que ce projet de loi va à l'encontre du fait de faire vivre une communauté ensemble.

J'ai été maire d'une ville et, selon nos lois, lorsque des citoyens veulent bloquer un projet présenté par des élus et qui n'a pas de bon sens, les citoyens peuvent s'y opposer. Dans ce cas-ci, M. le Président, les citoyens demandent d'être consultés. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche fait des déclarations. Depuis deux ou trois ans, il dit aux gens: Jamais, cela n'a pas de bon sens, on ne fera jamais de fusion sans vous consulter. Les gens, après avoir écouté les ministres du Parti québécois, le ministre Lessard, le ministre de Lafontaine, le ministre de la Justice qui, eux, ont dit: Jamais... C'est pour cela que dans le programme du Parti québécois on a une clause qui dit qu'il n'y aura jamais de fusion forcée au Québec. Les gens de Baie-Comeau, vis-à-vis de déclarations comme celles-là, que doivent-ils penser du gouvernement qui ne veut pas leur permettre... Comment va-t-on vivre ensemble dans la nouvelle ville de Baie-Comeau, alors, qu'on force des gens à se marier? J'espère qu'il n'y a pas un membre du Parti québécois qui a été forcé de se marier, j'espère qu'ils se sont mariés librement. C'est le même principe.

Je souhaite que le ministre responsable et parrain de ce projet de loi, le ministre

des Affaires municipales... Nous lui avons demandé de se rendre à Baie-Comeau ou à Hauterive pour rencontrer la population. Je sais que c'est un projet de loi qui est plus qu'important, M. le Président, il faut aller de l'avant et il faut rencontrer cette population. C'est elle qui doit décider de sa destinée, parce que, si on veut vivre ensemble, il faut que les deux parties s'entendent. Je suis convaincu que, autant les citoyens de Baie-Comeau que ceux de Hauterive, sont conscients de la possibilité de faire une fusion, mais ils veulent être consultés et ils ne veulent pas être pénalisés de la façon que ce projet de loi est présenté quant aux subventions qui y sont apportées. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Mégantic-Compton.

M. Fabien Bélanger

M. Bélanger: Merci, M. le Président. Encore une fois, nous assistons ce soir à une motion de censure, à un bâillon. Dans ma courte carrière de parlementaire, c'est déjà la deuxième fois que j'assiste à un tel spectacle. Vous vous souvenez qu'en décembre dernier nous avons eu cette même motion de clôture au sujet du projet de loi no 16. Cette fois-là, le leader du gouvernement, qui était le député de Saint-Jacques, en présentant cette motion, et je m'en souviens très bien, avait dit: Je me sens un peu comme un chauffeur d'autobus qui termine une carrière de 20 ans sans accrochage et qui, au moment de garer l'autobus dans le garage, vient le bosser."

Le spectacle que nous avons vu ce soir, M. le Président, est un peu moins gracieux. Le député de Saint-Jacques, leader du gouvernement dans le temps, avait, semble-t-il, un certain regret de bafouer les règles parlementaires, de bafouer la démocratie. Qu'avons-nous entendu ce soir? Nous avons entendu de la part du jeune leader du gouvernement: Nous allons vous marcher sur le corps, M. le député de Hull. Le gouvernement va vous passer sur le corps, M. le député de Hull. Ce n'est pas sur le corps du député de Hull que le gouvernement va passer, c'est sur le corps des citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive. C'est sur le corps de 15 000 personnes, 15 000 citoyens qui ont le droit, eux aussi, de vivre dans la municipalité de leur choix.

Ce même gouvernement péquiste qui ne cesse de réclamer plus d'autonomie de la part d'Ottawa, qui a besoin de tous les leviers économiques, qui a besoin de tous les pouvoirs - il n'en a pas assez, de pouvoir - on ne craint nullement d'enlever des pouvoirs aux citoyens des municipalités de Baie-Comeau et de Hauterive. Le respect de la démocratie pour ce gouvernement, c'est du

passé tout simplement. C'était bon du temps où ils étaient dans l'Opposition; maintenant qu'ils ont le pouvoir, cela, c'est une autre chose. Le projet de loi no 68 et le projet de loi no 70 en sont une preuve. On pose des gestes unilatéraux sans aucun scrupule. Pourtant, on a crié à la vierge violée, alors qu'après 57 ans de difficultés, on a enfin rapatrié notre constitution. Là, c'était inacceptable, cela n'avait aucun bon sens.

On invoque cette fois, pour nous imposer un bâillon, pour nous presser, en fin de session, à voter une loi assez peu populaire, on nous dit tout simplement qu'il y va du développement économique de la région.

Le développement économique de la région. En commission parlementaire, en décembre dernier, la Chambre de commerce de Baie-Comeau est venue déposer un mémoire et je vais vous en citer quelques paragraphes: "La Chambre de commerce de Baie-Comeau s'interroge sur le bien-fondé des motifs qui ont amené le gouvernement du Québec à utiliser un moyen aussi draconien, aussi expéditif pour réaliser cette fusion." Je continue, c'est toujours dans le mémoire de la Chambre de commerce de Baie-Comeau, des gens mêmes, de l'organisme même qui a comme but le développement économique. "Nous remarquons que ce projet de loi n'a été précédé d'aucune demande officielle, ni de l'une ni de l'autre des municipalités". On n'a aucune demande officielle, mais, par contre, c'est urgent, c'est urgent, c'est pour le développement économique. C'est le député de Saguenay qui, dans sa grande intelligence, dans sa "brillantine" comme disait ma mère, a décidé, quant à lui, que, pour développer la Côte-Nord, il fallait absolument poser un geste, une loi aussi matraque que celle voulant fusionner deux villes, sans leur consentement.

Pourtant, je serais porté à faire confiance davantage à la chambre de commerce qui est là, qui s'occupe de développement économique et elle nous dit totalement le contraire.

C'est tout simplement incroyable de voir avec quelle gaieté de cœur - et les termes ne sont pas exagérés - le leader du gouvernement a dit et je cite: "Nous avons décidé d'aller de l'avant et nous allons effectivement imposer un bâillon au député de Hull et ce sera tant mieux pour la situation de Baie-Comeau et de Hauterive." Cela, c'est inacceptable. Je suis quand même fier que ma formation politique ait mené une lutte acharnée, convaincus que nous étions que nous devions, coûte que coûte, défendre les intérêts de ces citoyens. Nous n'étions certainement pas pour laisser au député du comté la tâche de défendre leurs intérêts, parce que, lui, il n'avait qu'un seul objectif - son testament politique - celui de pouvoir

dire: J'ai fusionné deux municipalités. Il n'y a personne qui en voulait, mais je l'ai fait. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le député qui est censé défendre les intérêts du comté. Comme si les villes de Baie-Comeau et de Hauterive appartenaient au député, comme si le comté appartenait au député, alors qu'il devrait se contenter de jouer le rôle de représentant de ce comté et de défendre ici, en cette Chambre, les intérêts de la population.

(0 h 10)

M. le Président, avant de terminer, je vais vous dire une chose. Je suis extrêmement déçu des députés du côté ministériel qui sont demeurés silencieux devant un geste, devant une loi aussi matraque. Pas un seul n'a semblé vouloir prendre la défense des intérêts des citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive. Il semblerait que c'est la loi du crois ou meurs, de l'autre côté, et que ce sont non pas des représentants élus pour défendre les intérêts de leur comté, ce sont plutôt des machines à voter ou, comme je me plais à les appeler depuis quelque temps, des personnes en service commandé. Si le ministre a décidé telle chose, si le chef du parti... On ne peut pas contredire notre chef; d'ailleurs, il ne sait probablement même pas ce qui se passe il va apprendre demain par les journaux qu'on a voté une loi matraque pour fusionner deux municipalités, s'il n'est pas en vacances, s'il est par ici, il va l'apprendre, sinon on lui enverra peut-être un télégramme si on a le temps, si on y pense. C'est scandaleux de voir de quelle façon le gouvernement s'est comporté tout au long de ce débat. Tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement sont des traîtres, ce sont des gens qui n'ont aucune considération pour nos lois établies et tous ceux qui sont en faveur sont des gens merveilleux, formidables; on doit immédiatement prendre leur parole parce qu'ils pensent comme ce cher gouvernement péquiste.

Ce gouvernement semble croire qu'il a le monopole de la vérité. Il croyait, d'ailleurs, alors qu'il était dans l'Opposition - vous vous en souviendrez - avoir les solutions pour tous les maux du Québec. Maintenant que ces gens sont au pouvoir, on n'a plus de solutions autres que ces lois matraques que je vous ai mentionnées. Et, ce n'est pas la seule, la loi no 37, ils font la même chose avec la loi no 70; ils décident que ça leur prend 525 000 000 \$, ils vont les chercher, encore une fois, par une loi matraque; après avoir chargé leurs fusils, après avoir amorcé leur bombe, là ils négocient. Ça négocie bien avec le revolver sur la tempe; ça négocie très bien. C'est cela un gouvernement qui ne respecte pas la démocratie et c'est voir de quelle façon ils sont scandalisés lorsque le gouvernement central, le gouvernement fédéral veut imposer des lois qui s'appliquent

au Québec. Ils votent même des lois de nonobstant pour ne pas se soumettre à ces lois-là, mais eux ne se gênent aucunement pour bafouer les principes fondamentaux de la démocratie au Québec.

M. le Président, j'ai quand même le sentiment d'avoir accompli un bon travail, d'avoir tenté, par tous les moyens mis à notre disposition, de convaincre le gouvernement de retirer ce projet de loi, mais, malheureusement, les citoyens de Baie-Comeau se verront dans quelques jours, peut-être même dans quelques heures, imposer une loi qu'ils ne méritaient sûrement pas.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Viger.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: M. le Président, on se trouve encore à la motion de clôture du projet de loi no 37, motion de clôture obligeant la commission à terminer à minuit, ce soir.

J'ai probablement été la première victime de ce projet de loi car, à midi, aujourd'hui, le président de la commission parlementaire en place m'a expulsé justement parce que j'ai essayé de toutes mes forces et par tous les moyens de défendre ce projet de loi quant à l'application qu'on faisait, c'est-à-dire de forcer une fusion entre les villes de Hauterive et de Baie-Comeau.

M. le Président, le parrain légal du projet de loi no 37 est le ministre des Affaires municipales, mais le véritable parrain de ce projet de loi est le ministre du Loisir, de la Chasse, et de la Pêche. On l'a entendu, en commission parlementaire, nous dire que c'était au député de Saguenay de défendre ce projet de loi. Si le député de Saguenay avait vraiment voulu défendre ce projet de loi, il aurait dû le faire avec l'élection d'avril 1981.

M. le Président, le député savait déjà qu'après l'élection, il déposerait en Chambre un projet de loi pour la fusion de ces deux villes. Il a essayé de masquer ce qu'il voulait vraiment faire des municipalités de Hauterive et de Baie-Comeau. S'il avait voulu être sincère et honnête vis-à-vis de ses concitoyens, il aurait pu en faire sa bataille électorale, sa bataille principale à l'élection de 1981. Mais non, pas un mot! Il n'a pas dit un mot, il s'est caché en arrière. Il s'est fait élire avant. Après avoir été élu, au mois d'avril 1981, nous avons siégé ici en Chambre seulement quelques semaines au mois de mai, puis en novembre seulement, quelques mois après, et là, nous de l'Assemblée nationale, mais principalement

les citoyens de Hauterive et de Baie-Comeau, nous avons eu le cadeau du dépôt du projet de loi no 37.

M. le Président, vous n'êtes pas sans savoir que ce projet de loi, c'est un projet de loi qui indique la fusion forcée de Baie-Comeau et de Hauterive. Il faut se poser la question: Pourquoi cette fusion forcée? Si vraiment le député de Saguenay n'avait rien eu à se reprocher à propos de ce projet de loi, il aurait consulté la population par voie de référendum. On a posé cette question à plusieurs reprises à la commission parlementaire, mais on n'a jamais eu le plaisir d'entendre le député de Saguenay nous dire la véritable raison pour laquelle il ne voulait pas consulter les gens de Baie-Comeau et de Hauterive.

M. le Président, pourquoi ce refus et cette entrave à la démocratie? Ces gens qui se sont toujours prétendus démocrates, ces gens qui ont toujours essayé, d'après les autres, de défendre la démocratie ici au Québec, aujourd'hui, avec le projet de loi no 37, je crois et je suis convaincu qu'ils sont même complètement contre un des articles du programme du Parti québécois.

M. le Président, le programme du Parti québécois, chapitre VII, article 2, adopté en 1977, se lit comme suit: "Réorganiser les structures municipales en consultant obligatoirement la population concernée sur tout projet de restructuration, regroupement ou fusion." C'est l'article du programme du Parti québécois. Pourtant, aujourd'hui, on se trouve en face d'une fusion forcée.

M. le Président, c'est la population qui aura à vivre les lendemains de ce geste très politique. Le député de Saguenay est-il au courant de cela? Le député de Saguenay est-il conscient de ses responsabilités vis-à-vis de ses concitoyens? C'est cette population qui devra assumer les conséquences de ce qui semble être une querelle - on l'a entendu plusieurs fois - entre le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et les élus locaux de Baie-Comeau et de Hauterive.

M. le Président, je ne peux pas comprendre qu'un député qui, en 1974, nous déclarait: "Je sais que, tôt ou tard, il faudra envisager des possibilités de fusion entre deux villes comme Baie-Comeau et Hauterive. Cependant, dans la région, jamais nous n'accepterons que le gouvernement vienne nous imposer une fusion sans aucune consultation, sans qu'il y ait, au préalable, référendum au niveau de la population."

M. le Président, c'était le député et ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui déclarait cela le 18 décembre 1974. Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Aujourd'hui, on se trouve en face d'une situation où le leader du gouvernement, pendant que nous siégeons en commission parlementaire, s'est permis de prononcer les mots: On va passer sur votre corps. Ce soir,

le gouvernement va passer sur votre corps.

M. le Président, c'est vraiment du mépris vis-à-vis de la députation de l'Opposition, mais je dirai plus encore: C'est du mépris vis-à-vis des populations de Haute-riive et de Baie-Comeau.

(0 h 20)

M. le Président, vous voyez de quelle façon se comporte ce gouvernement qui a toujours prétendu être social-démocrate, être à l'écoute de la population. Aujourd'hui, on se trouve en face d'un gouvernement qui est là pour dire: On va passer sur votre corps coûte que coûte.

C'est de l'irresponsabilité et c'est vraiment du mépris vis-à-vis de la population concernée par ce projet de loi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Mme la députée de Chomedey.

Mme Lise Bacon

Mme Bacon: M. le Président, au début de mes remarques, je crois que, comme certains de mes collègues l'ont fait, je dois déplorer l'attitude du leader de la Chambre. Jamais dans cette Chambre, et celle qui vous parle a l'expérience de cette Chambre, n'avons-nous entendu de la part d'un leader du gouvernement autant de violence verbale, autant de stupidité, autant d'insultes, d'insultes non seulement au député de Hull, M. le Président, à la population du comté de Hull, mais d'insultes aussi à l'ensemble de la population.

Comme représentante d'un comté de l'Opposition, M. le Président, je dois m'élever contre une telle attitude du leader du gouvernement. On dit que le décor du pouvoir est souvent le décor du théâtre, M. le Président. Eh bien, ce soir, on peut être rassuré; le leader du gouvernement nous a donné une grande pièce de théâtre. Mais c'est du grand guignol, M. le Président, et je pense que les membres de cette Chambre comme l'ensemble de la population doivent s'attendre à une autre attitude de la part du leader de la Chambre. Cette violence verbale, M. le Président, elle arrive à un moment où dans la société québécoise on connaît non seulement de la violence verbale, mais de la violence tout court. Je pense que, de la part d'un élu, c'est un geste irresponsable qui a été posé ce soir par le leader de la Chambre.

On dit aussi que la sottise se tient au premier rang pour être vue et que la sagesse reste à l'arrière pour mieux voir. Il aurait mieux valu ce soir, M. le Président, que le leader de la Chambre cède sa place à un autre, qu'il ait cette sagesse de laisser sa place s'il n'était pas dans un état d'esprit pour mieux assumer ses fonctions, mais dans un état qui a fait en sorte que nous n'avons

entendu que sottises, M. le Président. On ne peut vraiment oublier ses propres fautes tant qu'un autre s'en souvient. Je pense, M. le Président, que pour longtemps non seulement les membres de ce côté-ci de la Chambre, mais la population qui a été témoin d'une telle violence verbale n'oublieront pas ce qu'a fait ce soir le leader de la Chambre et que celui-ci ne pourra pas, non plus, oublier ses fautes tant que nous nous en souviendrons. Je m'élève contre cette attitude du leader de la Chambre qui semble réjouir d'imposer le bâillon à cette Chambre, qui semble réjouir, pour la première fois de sa carrière, de laisser tomber la guillotine sur les discussions face au projet de loi no 37.

On a dit que l'image ne vaut mille mots que si elle est expliquée par mille mots. Je ne pense pas qu'on ait besoin de mille mots pour expliquer l'attitude du leader de la Chambre. Encore une fois, M. le Président, jamais n'ai-je entendu dans cette Chambre des paroles aussi dures, des paroles aussi impardonnables, ni vu une attitude aussi difficile à expliquer de la part du leader de la Chambre. Je comprends que nous sommes en fin de session, que le leader de la Chambre a un surcroît de travail à cause des circonstances indépendantes de notre volonté que l'on connaît, mais je pense bien qu'il devrait avoir la sagesse de faire un bon examen de cette performance qu'il nous a servie ce soir et avoir la sagesse aussi de décider par lui-même s'il a été, pour les citoyens du comté de Vanier qu'il représente, ce qu'il doit être. Parce qu'on veut toujours, je pense, M. le Président, bien représenter les gens qui nous ont élus et je ne pense pas, ce soir, que les gens de Vanier soient fiers de leur représentant.

Le dépôt du projet de loi imposant une fusion s'est fait d'une façon unilatérale sans qu'aucune demande officielle à ce sujet n'ait été faite puisque aucune résolution n'a été adoptée par les villes de Haute-riive et de Baie-Comeau. Pourquoi refuser, comme l'a fait le gouvernement, à une des parties impliquées dans la fusion, qui est celle qui devra vraiment assumer les conséquences de la fusion, les conséquences les plus importantes? Pourquoi refuser alors que, de l'aveu même du maire de Haute-riive en commission parlementaire, celui-ci a participé à l'élaboration du projet de loi no 37? Pourquoi refuser à la ville de Baie-Comeau d'être entendue? L'Assemblée nationale a adopté, en 1971, une loi favorisant les regroupements municipaux qui prévoit un mécanisme de consultation auprès de la population. De la façon dont le gouvernement procède aujourd'hui, il passe outre à ses propres lois.

Pourquoi ce gouvernement refuse-t-il de procéder à une consultation populaire, ce que demandent les membres de l'Opposition, pour

que les citoyens puissent se prononcer sur la fusion, alors que ce sont eux qui en vivront les lendemains? Et c'est cela, je pense, que nous devons avoir constamment à l'esprit, les lendemains de fusion, lendemains de fusion qu'on veut imposer à deux villes. Je crois que dans de telles circonstances, les espoirs de ces villes, de ces citoyens, de ces citoyennes d'être entendus, ces espoirs sont en berne face à une attitude du gouvernement comme celle qu'il affiche ce soir, alors qu'on nous empêche de continuer les débats et qu'on mettra tout simplement le bâillon à l'Opposition qui tente de faire entendre raison au gouvernement.

Pourquoi ce refus du gouvernement, alors qu'un sondage CROP démontre que 97% de la population de Baie-Comeau sont contre la fusion forcée, que 76% de la population de Haute-ri-ve sont contre la fusion forcée, que 86% de l'ensemble de la population sont contre la fusion forcée, que 89% de la population de Baie-Comeau désirent un référendum avant la fusion, que 60% de la population de Haute-ri-ve désirent un référendum avant la fusion, et que 75% de l'ensemble de la population désirent un référendum avant la fusion? Pourquoi ce refus et cette entrave à la démocratie? Est-ce parce que le gouvernement péquiste, dans ce qui semble devenir une habitude, entend procéder de la même façon que le premier ministre a procédé envers ses militants et agir ainsi unilatéralement en imposant son diktat? La population aura à vivre les lendemains de ce geste très politique et c'est elle qui devra assumer les conséquences de ce qui semble être une querelle entre le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et les élus locaux. Il est primordial qu'elle soit impliquée et mise dans le coup, qu'elle puisse se faire entendre et surtout, il est primordial qu'elle puisse se faire écouter.

Le programme du Parti québécois adopté en 1977 disait ceci: Réorganiser les structures municipales en consultant obligatoirement la population concernée sur tout projet de restructuration, regroupement ou fusion. On ne peut oublier, évidemment, cette attitude, ce soir, des membres du parti gouvernemental, cette attitude même du whip qui vient tenter de relever le moral des troupes après. Évidemment, je les comprendrais d'avoir un peu honte de l'attitude de leur leader. Je crois que nous devons continuer et nous continuerons jusqu'à l'épuisement, nous continuerons de nous élever contre ce manque de volonté de la part du gouvernement de consulter une population qui vivra les lendemains de cette fusion forcée et qui pourrait les vivre d'une façon sereine, d'une façon la plus stable possible dans un contexte que nous vivons actuellement, qui pourrait le faire si le gouvernement avait le courage de consulter cette population avant de la forcer à

fusionner, M. le Président.
(0 h 30)

Une voix: M. le député de Chapleau.

M. John Kehoe

M. Kehoe: M. le Président, je me joins à ma collègue de Chomedey et aux autres collègues libéraux qui l'ont précédée pour déplorer le langage et l'arrogance du leader gouvernemental quand il fait son discours tantôt. Il me fait penser un peu au langage dont son chef s'est servi au commencement de novembre quand il est revenu d'Ottawa après son échec constitutionnel. Sa frustration et la frustration du leader gouvernemental sont bien évidentes ce soir.

Considérant que j'ai eu l'occasion à deux reprises à ce jour de parler sur le projet de loi no 37 en français, j'ai l'intention ce soir de faire mon intervention en anglais.

I fully realize that there are not many English-speaking people in the Saguenay-Lac-Saint-Jean area, but the principle we are defending here tonight is not a question of only Baie-Comeau and Haute-ri-ve. It is a fundamental question of democracy that is at stake here tonight, Mr. President, the fundamental question of municipal democracy, the government by the people and for the people and of the people. This is not what we are having here tonight. We are having something imposed on them, something that they do not want, something that they do not need, something that they have been fighting against for the last twenty years. And all of a sudden, the bulldozer comes out. There is an emergency, it has to be done right away. They cannot wait for further studies, they cannot wait for a referendum that has to be done. And not only that, they have to close off our attempt to prevent this from being done, Mr. President.

Closure is an exceptional and extreme measure that is taken when there is nothing else for the Government to do to stop the Opposition from obstructing them in their program. But, this is not the case. We have had the opportunity to discuss this, we have seen it at many stages in the first days of the Parliamentary commission, when there were over 400 people that paid their way to come down from Baie-Comeau to be heard in the Parliamentary commission. They deposited memories, they deposited different documents, they made studies, they spent a great deal of money to try to convince the members of the Government and to try to influence the Opposition of the Liberal Party of their opposition to this forced fusion of Baie-Comeau and Haute-ri-ve.

In the second reading, at least 30 deputies in the Liberal Party were opposed to it and spoke against it. We saw during

these debates, in the galleries that were full of people, the demonstrations of them throwing down different airplanes to try to interfere and influence and affect the members of the Government in their deliberations. Thousands of dollars have been spent on material that has been sent to us. Each deputy, whether on the Government side or whether on the Opposition side, have been sent studies, have been sent documents, have been sent charts. A great deal of money has been spent in order to try to influence this debate.

Last Friday afternoon, in the Parliamentary commission, we saw another unfortunate incident which occurred. When people are prepared to go to the extent that these people did last Friday, and in no way do we approve what they did, but when they are prepared to go to that extent to have their rights protected, then there is a tremendous opposition to this law that is trying to be forced down their throat.

Last night, there were over 3500 people in a population of something like 14 000 people in Baie-Comeau who came out to hear the reasons why this law should not go through. Is the Government unaware of this? Do they not hear what is going on? They refused to go and listen to these people in Baie-Comeau, they refused to listen to them when they come here, they refused to listen to the Opposition. Mr. President, what other means do we have at our disposition but to use all the procedures that this Parliament gives us to try to make them come to their senses. Each one of the back-benchers, each one of the ministers have municipalities in their counties. They know what it is like. What would happen if each one of them said tomorrow: There are too many municipalities in my county, I only want fifteen of them, or I only want ten or I only want five? What would happen if each of these back-benchers or each of these ministers on their own, without consultation with the mayors, with the elected representatives, with the population decide to impose this on them?

This is in effect exactly what is happening with this law, we have in front of us, Mr. President. In our region, the leader of the Government made a number of statements which are completely unjustified. He said that there has been regroupment of something like forty-four municipalities by bill 98 in a period of some fourteen days.

I can speak with some knowledge about what happened in our area, because at that time, I was particularly involved in it. Originally, the original plan was to have in the whole region in the l'Outaouais one municipality from Aylmer, Gatineau, Buckingham, thirty-two municipalities were supposed to be regrouped into one.

This was thrown out as a political balloon by the minister of that time, Mr.

Oswald Parent in that particular time. It was discussed by the elected members, by the mayors, by the population at large. They decided they were against it.

A second project was brought in whereby Hull was supposed to regroup with Aylmer. Again there was tremendous opposition against it and again the minister at that time dropped this one. There was also a possibility of a regroupment between Hull and Hull-Ouest. Again after consultation between the elected members, the population, the minister, the liberal member of that time, Mr. Gratton, and the other liberal members, every one was dead set against it.

What did the Government do? They acceded to these demands. They decided to go back and ask the people what they wanted, to ask the mayors, to ask the elected members. I can assure you, Mr. President, as far as the Town of Gatineau is concerned. The leader of the Government specifically said it was forced on the town of Gatineau, Pointe-Gatineau, Touraine and the three Templetons which is now the town of Gatineau and in effect, the county of Chapleau... I can assure that each one of these six municipalities passed a resolution asking to be regrouped together. In the case of Aylmer, when Aylmer, Deschênes and Lucerne grouped together, the same thing occurred. It was the same thing for the Buckingham area, it was the same thing for the Pontiac, it was the same thing for Val-des-Monts. It goes to show you, Mr. President, the different ways of proceeding. This Government proceeds without consultation, forcing it down the throat of the people who do not want it. When we did it, we proceeded with consultation, with resolutions, with discussions. And after when we had gone through all these processes, once the people and once the elected representatives have decided to go ahead with the regroupment, then the Government passed the law.

But the indication given by the leader of the Government to the effect that it was forced down their throat like it is being done with Baie-Comeau and Hauterive is completely wrong, and I ask him that he corrects this impression, Mr. President.

May I conclude by stating that in this law, the question of fusion between Baie-Comeau and Hauterive is a good thing. There is no question about it. The minister of Municipal Affairs, the other minister that is involved in it, the deputies in the region, all brought forth solid arguments for the fusion. It is better economically, it is better for the development of that region. There is no question about those arguments. We are in favour of the fusion.

What we are not in favour of, and the bottom line is: we are not in favour of the

forced fusion. All we ask again is the common decency that elementary democracy demands that the Government consult by referendum. There have been many studies made, many documents produced and so forth, but we ask one last thing that the people of Baie-Comeau and Haute-rievie together be given the opportunity by means of a referendum to decide their fate because there is no doubt in my mind that if it is forced on them, as in any other marriage that is forced on two persons, the possibility of success are almost nil.

(0 h 40)

We have already seen this happen. We read in the media this morning that, if it was forced on them, they were prepared to go to the extent of civil disobedience. Certainly, nobody wants this. It is probably just a threat of frustrated citizens. But when it comes to that extent that they are prepared to take, justice in their own hands, that they have threatened to do so and threatened to take legal actions of some 15 000 000 \$ against the minister in question, it shows to what extent that they are frustrated and fed up with the attitude of this Government that does not want to listen to reason. Thank you, Mr President.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée de Chomedey.

Mme Bacon: M. le Président, selon l'article 28, est-ce que nous avons quorum?

Le Vice-Président (M. Rancourt): Nous allons vérifier.

Nous avons quorum. M. le député d'Outremont.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: M. le Président, je crois que la population qui suit nos débats à la télévision est inquiète. Elle est inquiète parce qu'elle se rend bien compte que les droits fondamentaux des Québécois sont bafoués, qu'ils sont brimés. Elle se rend compte que, puisque l'on discute de cette motion de clôture qui va mettre fin aux délibérations sur le projet de loi no 37, le gouvernement, après seulement quelques heures de débats en commission parlementaire, veut mettre fin au débat d'une façon autoritaire. Elle se rend compte également que ce gouvernement a posé d'autres gestes récemment qui étaient des gestes d'autorité et qui font que ce gouvernement, de plus en plus, décide de faire la gestion du Québec d'une façon autoritaire parce qu'il est pris avec des problèmes financiers.

Nous avons un gouvernement qui agit d'une façon de plus en plus autoritaire, d'une façon arrogante, d'une façon

antidémocratique, qui désire continuer à gérer de cette façon et qui, probablement, va continuer de le faire parce qu'il est pris dans des trous financiers dont il ne peut se sortir. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Mme Payette qui a écrit un livre dernièrement: Ce gouvernement vieillit, ce gouvernement n'a plus d'imagination, ce gouvernement est à bout de souffle. Ce gouvernement, dans son deuxième mandat, a perdu ses illusions des premiers jours, alors qu'il avait le pouvoir et alors qu'il voulait avoir toutes les vertus, qu'il voulait être transparent et qu'il voulait gouverner ce Québec de la façon la plus démocratique possible.

Nous avons un gouvernement qui, maintenant, cherche à prendre les décisions d'une façon autoritaire, sans consultation de la population et, comme il est coupé de la population, il prend des décisions qui, dans l'avenir, se révéleront très impopulaires, comme en font foi les journaux d'aujourd'hui. La population est inquiète puisque, en écoutant la télévision, elle se rend bien compte qu'en commission parlementaire l'un des députés a été expulsé de la commission parlementaire, que le gouvernement est autoritaire et que la députation libérale ne peut s'exprimer librement sur ce projet de loi et sur d'autres qui sont devant nous présentement.

Lorsqu'on fait l'étude des différentes motions de clôture et des différents projets de loi, l'on se rend compte que, depuis l'automne dernier, bien sûr, le gouvernement étant pris avec des problèmes financiers de plus en plus aigus, le gouvernement a recouru à cette façon brutale de mettre fin aux débats. L'automne dernier, avec mes collègues, j'ai eu moi-même à faire face à cette difficulté lorsque nous avons discuté du projet de loi no 16 qui, justement, parce que le gouvernement était aux prises avec des problèmes financiers inextricables, voulait mettre la main sur les millions qu'Hydro-Québec pourra aller chercher dans l'avenir dans les poches des contribuables.

On a adopté ce projet de loi tout à fait extraordinaire qui enlevait aux 5 000 000 de Québécois qui étaient actionnaires d'Hydro-Québec, on enlevait cette Hydro-Québec qui leur appartenait pour la donner au ministre des Finances. Nous avons fait état que cette loi permettra à l'avenir au gouvernement d'aller chercher des millions, que dis-je des millions, des milliards, dans les poches des contribuables en augmentant les tarifs d'électricité et en faisant en sorte qu'il puisse aller chercher des taxes sur le capital accru, qu'il puisse aller chercher des dividendes et qu'il puisse aller chercher des revenus qu'il n'aurait pu obtenir autrement. Mais, non content, M. le Président, d'avoir présenté ce projet de loi no 16 et de nous avoir imposé le bâillon, non

content d'imposer le bâillon maintenant sur le projet de loi no 37 qui, justement, va forcer deux villes à vivre ensemble, de telle façon que ce seront les gens de Baie-Comeau qui paieront pour les déficiences à payer des gens de Hauterive et qui empêcheront indirectement le gouvernement d'apporter des fonds qu'autrement il aurait eu à apporter au financement des dépenses de Hauterive.

Alors, M. le Président, on se rend compte que depuis l'automne dernier, le gouvernement est pris dans une crise budgétaire sans précédent et que celle-ci l'amène à poser des gestes autoritaires et à poser des gestes que, autrement, il n'aurait pas posés. Il y en a d'autres, M. le Président. Nous avons la semaine dernière, en commission parlementaire, écouté les chefs syndicaux qui voulaient se faire entendre sur les projets de loi no 68 et 70. Le premier, M. le Président, modifie unilatéralement les fonds de pension des fonctionnaires du public et du parapublic. Le second, le projet de loi no 70, qui n'est pas encore adopté va enlever aux fonctionnaires des augmentations qu'ils auraient eues autrement et va imposer une coupure radicale dans les revenus et dans les salaires qui auraient été payés aux fonctionnaires. Encore là, M. le Président, il s'agit de deux projets de loi qui sont imposés d'une façon autoritaire et qui briment toutes les conventions collectives qui ont été signées jusqu'à maintenant. Façon autoritaire de procéder dans le projet de loi no 16, façon de procéder autoritaire dans le projet de loi no 37, façon de procéder autoritaire dans le projet de loi no 68, façon de procéder autoritaire dans le projet de loi no 70.

Alors, M. le Président, les observateurs sont inquiets. Ils se disent: Mais, où allons nous? Ce gouvernement est pris dans un trou qu'il a créé lui-même depuis 1970, avec une mauvaise administration et pris d'une façon inextricable dans des dépenses qu'il doit affronter avec des revenus qui vont en grandissant, en imposant des taxes supplémentaires. Malgré tout, il doit faire face à une situation inextricable dont il essaie de se sortir en imposant des décisions autoritaires à l'Assemblée nationale et aux contribuables d'une façon générale.

Il faudrait rappeler quel est l'état des finances publiques. Les finances publiques qui étaient très saines au moment où le gouvernement a pris le pouvoir en 1976 sont rendues dans une situation telle que le gouvernement, que ce ministre des Finances qui nous a dit que l'indépendance passait par des finances saines, est pris maintenant à écouter les diktats de Wall Street et à écouter les diktats des financiers de New York qui lui dictent maintenant quoi faire dans l'administration et dans la gestion de la province de Québec.

M. le Président, nous aurons un

automne chaud. Je vous le prédis, nous aurons un automne très chaud, puisque les problèmes financiers du gouvernement ne sont pas réglés. Malgré ces décisions autoritaires qu'il prend de jour en jour et de plus en plus, il sera encore pris dans des déficits budgétaires accrus, puisque les revenus qu'il escompte ne seront pas aussi grands qu'il l'a prédit, puisque les revenus qui devraient provenir, en particulier, des taxes qu'il perçoit des compagnies et qu'il avait évalués à environ 87% de la performance fiscale de l'an dernier ne se matérialiseront pas. En conséquence, il y aura encore une déficite accru qui forcera le gouvernement à intervenir encore d'une façon plus autoritaire.

M. le Président, je m'inquiète du climat social qui régnera à l'automne face à cette situation. Je m'inquiète de cette façon autoritaire du gouvernement de légiférer et de gouverner la province de Québec. Je me demande, avec d'autres personnes, d'autres observateurs, combien de temps ce gouvernement pourra durer, combien de temps ce gouvernement pourra imposer des décisions autoritaires à la province de Québec et jusqu'à quand il pourra gouverner de cette façon. Je crois, M. le Président, que nous aurons des élections bientôt et qu'enfin on pourra se débarrasser d'un gouvernement qui agit contre les intérêts des contribuables du Québec.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Pontiac.
(0 h 50)

M. Robert Middlemiss

M. Middlemiss: Merci, M. le président. Cela fait seulement un peu plus d'un an que je suis dans cette Chambre et, déjà, je dois faire face à une seconde motion de clôture, la première concernant le projet de loi no 16, au mois de décembre 1981. Ce n'est pas surprenant, dès le dépôt de ce projet de loi, il était voué à finir de la façon que le gouvernement le fait ce soir. Oui, ce projet de loi no 37 imposant une fusion forcée, cela s'est fait d'une façon unilatérale et aucune demande officielle, à ce sujet, n'a été faite, ni par la ville de Hauterive, ni par Baie-Comeau. Ce geste va même à l'encontre de la loi favorisant les regroupements municipaux adoptée par cette Assemblée nationale et qui prévoit certains mécanismes de consultation auprès de la population.

De la façon que le gouvernement procède aujourd'hui, il passe outre à sa propre législation. On serait porté à croire qu'un tel projet de loi ne pourrait émaner d'un gouvernement du Parti québécois, ce parti qui se disait transparent, social-démocrate, qui prône, dans son programme électoral, la réorganisation des structures

municipales en consultant obligatoirement la population concernée sur tout projet de restructuration, regroupement ou fusion.

De plus, je n'aurais jamais pensé, il y a près de huit ans maintenant, qu'un jour, je serais obligé de me lever dans cette Chambre pour convaincre un gouvernement du Parti québécois de ne pas pratiquer, une fois au pouvoir, ce qu'il reprochait au gouvernement du temps, en 1974, lorsqu'ils étaient dans l'Opposition. Pourquoi? Parce que, lors du débat sur la projet de loi no 98, les députés péquistes défendaient de grands principes qu'ils sont en train de renier aujourd'hui.

Au contraire, aujourd'hui, à la suite de la performance du leader du gouvernement, qui prenait plaisir, durant son allocution, à nous dire qu'il nous passerait sur le corps comme un bélier mécanique, ceci ressemble plus à un geste de dictateur. De plus, il a tenté de justifier ce geste de clôture en voulant nous faire croire qu'au moment de l'adoption de la loi no 98, les gens des municipalités concernées par ce projet étaient d'accord. Je dois vous dire qu'au moment de la présentation de ce projet de loi, il n'a pas été nécessaire d'utiliser la motion de clôture. De plus, si on vérifie les heures qui ont été allouées pour la discussion de ce projet de loi en commission parlementaire, on va s'apercevoir qu'il y en a eu beaucoup plus que pour le projet de loi no 37.

Ce projet de loi, comme bien d'autres présentés en cette Chambre depuis l'élection du 13 avril 1981, nous donne l'occasion de constater à quel point le gouvernement péquiste a lamentablement menti à la population du Québec à ce moment. De plus, il nous démontre, sans équivoque, que ces gens ont réussi, au cours de la dernière campagne électorale, à camoufler leur mauvaise gestion économique. Oui, ce sont ces mêmes personnes incapables de gérer convenablement notre économie qui s'engageaient à bâtir un Québec fort, à ouvrir de nouvelles voies de création d'emplois, à sanctionner la politique familiale, à humaniser les services publics. Ces engagements sont demeurés des promesses. Oui, ils ont été blanchis dans tous les domaines. C'est un gouvernement qui ne pratique pas ce qu'il prêche. Comme mon collègue de Chapleau, j'ai eu l'occasion de vivre, en 1974, les conséquences du projet de loi no 98. Mais, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, c'est que, du côté ministériel, même s'il y avait un ministre de la région qui avait préconisé un certain regroupement, nous autres, du comté de Gatineau, on était représentés par mon collègue le député de Gatineau et, même s'il était du côté ministériel, il s'était levé pour défendre la démocratie des municipalités concernées. Heureusement, à ce moment, on

avait un ministre des Affaires municipales ayant deux oreilles et qui écoutait aussi bien les simples députés que les ministres. Ceci nous a donné le regroupement de l'agglomération d'Aylmer d'aujourd'hui, formé d'Aylmer, Lucerne et Deschênes, les anciennes municipalités du temps.

M. le Président, le leader du gouvernement a tenté, ce soir, dans sa présentation, d'induire la population et cette Chambre en erreur en disant que les municipalités d'Aylmer, Lucerne, Deschênes ne voulaient pas de ce regroupement. Je vous dis que, même en 1978, avant que je devienne conseiller à la ville d'Aylmer, des demandes de ce genre avaient été faites...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! Je demanderais la collaboration de tous et chacun pour permettre au président d'au moins entendre l'intervention du député de Pontiac.

M. Middlemiss: Merci, M. le Président. Si les députés ont tellement la faim de parler, ils devraient parler sur cette motion de clôture que le gouvernement est en train de nous présenter aujourd'hui.

Une voix: C'est vrai.

M. Middlemiss: Gardez vos énergies, messieurs. En tout cas, pour revenir à ce que je disais, M. le Président, le regroupement était voulu de la part des trois municipalités. De plus, les six de l'Opposition, qui accusaient le gouvernement d'être un gouvernement antidémocratique, ont pris tous les moyens possibles pour s'informer auprès de la population pour savoir quel était son vœu. Cela a été fait par une consultation. Dans notre municipalité, on a aussi présenté des pétitions de 10 000 noms; mais le gouvernement du temps n'a pas mis le rapport de côté et n'a pas procédé à l'étude du projet de loi sans prendre en considération les vœux de la population.

Je dois dire que, dans le cas du projet de loi no 37, dans le regroupement forcé de Baie-Comeau et de Hauterive, on a fait une étude, on a mis sur pied un comité, on a fait préparer un rapport, on l'a reçu, mais on l'a mis sur les tablettes. Et on a quand même procédé avec le projet de loi qui avait été initialement présenté en cette Chambre.

Il semblerait, M. le Président, que le ministre des Affaires municipales a beaucoup de concurrence dans son ministère. Je dois dire que, chez nous, dans la ville d'Aylmer, tout récemment, le ministre des Affaires culturelles a menacé notre municipalité d'une cession de territoire au profit de notre ville voisine, Hull. Pourquoi? Parce que le ministre des Affaires culturelles veut avoir une salle de spectacle dans l'Outaouais et le seul endroit se trouve au cégep de

l'Outaouais. Mais je dois dire que la raison pour laquelle la ville d'Aylmer refusait d'accepter la gérance de cette salle, c'est parce que ce n'était pas économiquement rentable pour elle.

Je suggère fortement au ministre des Affaires municipales de devenir le maître de son ministère pour qu'il n'y ait plus d'injustice qui se produise dans le domaine municipal dans d'autres régions du Québec, comme on tente de le faire dans la région de Baie-Comeau-Hauterive.

M. le Président, j'espère que, la prochaine fois que le leader du gouvernement sera obligé de présenter une motion de clôture, il le fera avec un peu plus d'humilité et non pas avec un ton de dictateur. Merci beaucoup, M. le Président. (1 heure)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader adjoint du gouvernement et député de Lac-Saint-Jean.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: M. le Président, il y a une espèce de rituel de fin de session que l'Opposition se doit - sans cela elle aurait des remords pendant des mois - de respecter, une espèce de coutume qu'il est quasiment obligatoire de respecter même si cela n'est pas une règle écrite. Cela me fait un peu penser à la commedia dell'arte, théâtre comique italien, puisqu'on retrouve dans ce rituel de fin de session à la fois un canevas qui est le même, qui revient à chaque fin de session, avec le même schéma, le même scénario et aussi les mêmes rôles types.

Le canevas, c'est celui-ci, M. le Président: l'Opposition choisit un projet de loi. Dans le cas présent, c'est le projet de loi no 37. Vous savez comment il a été choisi. C'est tout simplement qu'à un moment donné le député de Hull est allé se commettre sur la Côte-Nord et il s'est engagé formellement à ce que le gouvernement lui passe sur le corps pour faire adopter le projet de loi no 37. Là, l'Opposition a été en quelque sorte obligée de choisir ce projet de loi pour le rituel de fin de session.

Donc, vous choisissez un projet de loi. Ensuite vous faites une obstruction systématique. C'est ce qu'ils ont fait. En deuxième lecture, on les a vus défiler tous et toutes l'un après l'autre. Il y a une motion de report, cela aussi fait partie du scénario. Il faut une motion de report de la deuxième lecture. Là, on intervient, tout le monde également. Ensuite, on va en commission et là le scénario exige que, pendant des heures et des heures, on s'attarde d'abord sur le choix d'un rapporteur. Cela, c'est important; il faut un bon rapporteur d'une commission. Cela peut prendre des heures de discussion. Je vois le

député de Rivière-du-Loup. H a déjà été proposé au sujet du projet de loi no 39. Cela a pris beaucoup de temps avant qu'on choisisse ce rapporteur.

Ensuite, vous proposez toutes sortes de motions en commission pour éviter l'étude article par article. Après des heures et des journées d'étude, vous n'en êtes encore qu'à l'article 1 du projet de loi. Cela, c'est le rituel, c'est le scénario prévu. Il faut le respecter. On agit donc - et cela aussi, c'est dans le scénario et là le gouvernement est bien obligé de s'introduire dans le scénario - de façon que le gouvernement utilise la motion de clôture qu'on appelle avec beaucoup d'indignation le bâillon, la guillotine. Cela aussi fait partie du scénario de façon à faire adopter le projet de loi. Le gouvernement est en quelque sorte acculé au pied du mur et il doit utiliser le règlement pour faire adopter son projet de loi. Le scénario se poursuit, le canevas se poursuit, le rituel se poursuit. À la motion de clôture, là aussi, tout le monde défile et généralement on passe la nuit ou une bonne partie de la nuit. Cela fait partie du scénario de fin de session. C'est ce qu'on est train de voir actuellement.

Donc, il y a dans un rituel de fin de session un scénario qui est toujours le même, il ne change pas, c'est la même chose. C'est un canevas qui revient à chaque fin de session. Il y a aussi, comme dans la commedia dell'arte que je vous rappelais au début, des rôles types qui reviennent, toujours les mêmes personnages. D'abord, il y a, évidemment, le méchant. Le méchant, c'est le gouvernement, en l'occurrence, plus particulièrement, c'est le leader du gouvernement qui propose la motion de clôture. C'est le méchant. C'est le violeur de la démocratie, c'est celui qui viole la démocratie, qui piétine les droits fondamentaux, les droits démocratiques. Puis, il y a le bon. Dans le scénario de fin de session, il y a le bon. Le bon, c'est l'Opposition. Le rôle du bon consiste, évidemment, à déchirer ses vêtements, à déchirer sa chemise, à s'indigner, à verser des larmes, à jeter les hauts cris. Cela fait partie du rôle, ça fait partie du personnage. Et vous passez la nuit comme ça, parce que ce n'est pas terminé, ils n'ont pas fini de défiler. Ils vont continuer tantôt et vous allez voir, on s'indigne, on verse des larmes, on s'apitoie sur le sort des pauvres citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive dont les droits fondamentaux sont violés et foulés aux pieds. Bon, ça, c'est le scénario de fin de session; on l'a vu, à chaque fin de session, se répéter. Je dois vous dire que, personnellement, ça ne m'impressionne guère, ça ne m'émeut plus. Je regrette, j'ai peut-être le coeur dur, mais ça ne m'émeut plus. Cela ne m'arrache aucune larme, ce rituel de fin de session.

Je voudrais, à propos du sujet qui est débattu présentement, faire quelques remarques brèves. On a parlé à maintes reprises, à l'occasion de l'étude de ce projet de loi, des fusions qui ont eu lieu chez nous, dans ma région - j'en ai déjà parlé également d'ailleurs - celle de Chicoutimi et de Chicoutimi-Nord, celle de Jonquière, d'Arvida, de Kénogami, celle de Bagotville, de Port-Alfred et de Grande-Baie, toutes des villes de chez nous.

Il y a eu une opposition à ces fusions. Et en particulier, celle qui a été la plus articulée, je dirais, c'est celle de la ville d'Arvida dont le maire à ce moment était Francis Dufour, qui est actuellement président de l'Union des municipalités du Québec. Mais ce que je voudrais dire à ce sujet, c'est que l'opposition qui a eu lieu dans ma région à cette époque, l'opposition aux fusions que le gouvernement d'alors, le gouvernement libéral, imposait, cette opposition a toujours été civilisée. Bien sûr, il s'est fait des démarches, des pressions, des rencontres, des témoignages devant des commissions parlementaires. Bien sûr, on a utilisé tous les moyens légitimes qui étaient mis à sa disposition, mais ça s'est toujours fait en respectant les règles élémentaires de la politesse, de la courtoisie, de la civilité, cette opposition. Et lorsque la fusion s'est faite, entre autres, de Jonquière, d'Arvida et de Kénogami, le maire d'Arvida, Francis Dufour, a reconnu, très courtoisement, qu'il avait été battu, qu'il n'avait pas eu gain de cause. Et savez-vous ce qu'il a fait? Il s'est présenté à la mairie de l'agglomération de Jonquière, il en a été élu maire - il l'est encore - et il est devenu récemment président de l'Union des municipalités du Québec.

On peut donc s'opposer à une fusion, c'est légitime, on peut le faire, mais je pense qu'il faut le faire dans les règles. Or, l'opposition au projet de loi no 37 n'a pas eu le même caractère, elle a donné lieu, vous le savez, à des scènes déplorables, disgracieuses. On pourrait dire que cette opposition au projet de loi no 37 est un peu à l'image du député de Hull qui pilote ce dossier, quand on prend connaissance d'une déclaration du député de Hull, en date du 23 janvier 1982, dans la Presse, déclaration qui est la suivante, et je cite le député de Hull: "La politique, c'est une affaire à coups de pied et à coups de poing; tu ne tapes pas sur le pouvoir avec un mouchoir". C'est en date du 23 janvier 1982, dans la Presse. Comment, quand on prend connaissance d'une telle déclaration, comment le député de Hull peut-il s'indigner qu'on lui impose le bâillon, quand on se rend compte que ce n'est pas avec sa tête qu'il fait de la politique, mais avec ses pieds et ses poings?

Je vous dirai, en terminant, que vous allez déposer très bientôt un rapport

circonscrit sur les événements qui se sont produits vendredi dernier à la commission parlementaire des affaires municipales. Vous pourrez peut-être, c'est une suggestion que je vous fais, mettre en exergue la citation que je viens de vous faire: "La politique, c'est une affaire à coups de pied et à coups de poing; tu ne tapes pas sur le pouvoir avec un mouchoir." Elle est du député de Hull, M. le Président. Cela irait très bien en exergue de votre rapport puisque la conception de la politique du député de Hull est à peu près la même que celle de ceux qui ont interrompu la commission de la façon que vous savez. Merci, M. le Président.

(1 h 10)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Marquette.

M. Claude Dauphin

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Tout d'abord j'aimerais signaler un constat. J'entendais tout à l'heure le whip en chef du gouvernement qui nous disait qu'il était pour nous laisser parler et qu'eux ne parleraient plus. Je me rends compte qu'il n'a pas tellement d'autorité sur ses troupes car je viens de voir le député de Lac-Saint-Jean intervenir sur un contenu qui laisse à désirer. Finalement, pour en revenir au sujet, M. le Président, on se rend compte...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le whip du gouvernement.

M. Chevette: Me permettez-vous 30 secondes, M. le député?

M. Dauphin: Non, non, non. Vous n'êtes pas d'accord avec mon intervention?

M. Chevette: Non, vous allez sourire.

M. Dauphin: Après l'intervention.

M. Chevette: Non, tout de suite, M. le Président. Je suis convaincu que le député va même sourire avec moi. Il nous reproche d'imposer le bâillon et il voudrait que le whip fasse pareil de ce côté-ci; deuxièmement, la démocratie exige un minimum d'expression et j'ai jugé bon que, tant qu'on aurait quelque chose à dire à la suite d'interventions qui auraient un tant soit peu de bon sens, on se lèverait. Il y en a eu quelques-uns qui ont ajouté des éléments, on les a relevés, mais jusqu'à maintenant vous n'avez rien dit de bon, vous.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Marquette.

M. Dauphin: Disons que je ne parlais pas de bâillon; effectivement, on en a un bâillon, mais je parlais de l'autorité du whip

sur ses troupes.

M. le Président, au même titre que le député de Pontiac tout à l'heure, j'en suis à mes premières armes en politique. Il y a seulement un an et quelques mois que je suis parlementaire, ici à l'Assemblée nationale, et pour la deuxième reprise, on nous impose le bâillon, la motion de clôture, la guillotine, et ceci après quelques heures. À ce qu'on m'a dit, il n'y a eu que quatorze heures de travaux à la commission parlementaire des affaires municipales pour discuter article par article du projet de loi no 37.

Ce projet de loi no 37, M. le Président, veut imposer la fusion forcée de deux municipalités de la Côte-Nord, Hauterive et Baie-Comeau. Ce projet de loi, M. le Président, ne respecte aucunement la démocratie. J'entendais le député de Lac-Saint-Jean, tout à l'heure, qui nous disait que cela ne le dérangeait pas plus que cela, qu'il n'était pas impressionné par ce projet de loi, mais nous, du côté de l'Opposition officielle, M. le Président, nous avons le respect de la démocratie. C'est pour cette raison que nous avons combattu, autant en deuxième lecture qu'en commission parlementaire, ce projet de loi qui va à l'encontre des intérêts des populations concernées, des deux municipalités de Hauterive et de Baie-Comeau.

Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche lui-même, alors qu'il était dans l'Opposition, alors qu'il intervenait sur le projet de loi no 98, en 1974, disait qu'il s'opposerait de toutes ses forces à une fusion forcée à l'époque entre Baie-Comeau et Hauterive. Nous nous rendons compte que ces gens, alors qu'ils étaient dans l'Opposition, avaient une certaine terminologie, un certain vocabulaire et, après avoir pris le pouvoir en 1976, leur terminologie, leur lexique a changé du tout au tout.

Nous avons constaté également - plusieurs de mes collègues l'ont mentionné - que, dans le programme politique du Parti québécois, il y a une déclaration de principe énonçant qu'ils sont contre toute fusion forcée à moins que ce ne soit à la suite d'une consultation des populations concernées. Encore une fois, M. le Président, un exemple bien concret de ce que ce gouvernement ne respecte même pas son propre programme politique.

M. le Président, nous assistons à un bâillon non seulement contre l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale, mais aussi à un bâillon contre les citoyens et citoyennes de Baie-Comeau et Hauterive. J'ai eu l'occasion ce soir, cet après-midi et ce matin, en commission parlementaire, de demander aux membres du parti ministériel, plus particulièrement aux deux ministres concernés, celui du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et celui des Affaires municipales, pourquoi la consultation ne se

faisait pas. Nous avons été témoins, il n'y a pas tellement longtemps, d'une consultation des membres des caisses d'entraide économique du Québec. Les membres ont eu l'occasion de se prononcer, ont eu l'occasion d'être consultés. Alors, pour quelle raison, M. le Président, le gouvernement n'a-t-il pas su consulter les populations concernées avant de forcer, et je dis bien forcer l'adoption du projet de loi en question.

Est-ce que le gouvernement a peur du résultat d'un éventuel référendum? Est-ce que le gouvernement, prévoyant le résultat, se défile et impose, comme je le disais tantôt, de façon forcée l'adoption dudit projet de loi? M. le Président, j'ai eu l'occasion de le mentionner antérieurement, c'est le peuple qui est souverain. Ces gens déclarent, depuis plusieurs années, que le peuple doit être souverain. Effectivement, nous sommes d'accord de ce côté-ci de cette Chambre que c'est la population qui est souveraine. La population de Baie-Comeau et de Hauterive, en tant que souverainement représentative, devrait avoir l'occasion de se prononcer sur ce projet de loi inopportun et non nécessaire.

Malheureusement, M. le Président, nous assistons à une situation explosive à Baie-Comeau. Nous avons eu l'occasion, ce matin, de constater par les médias qu'effectivement les esprits sont échauffés à Baie-Comeau que la population ne veut pas de ce projet de loi. Nous entendons le leader du gouvernement, pas plus tard qu'il y a une heure, une heure et demie dire en cette Chambre qu'il était pour nous passer sur le corps. Parlez-moi d'un langage parlementaire.

J'aimerais vous citer une déclaration ou une intervention de notre jeune leader du gouvernement en date du 11 mai 1982. Dans le journal des Débats, à la page 3383, sous le chapitre Ponctualité et décorum à l'Assemblée nationale, notre jeune leader du gouvernement, député de Vanier, nous disait: "M. le Président, il faut redonner à notre institution, l'Assemblée nationale du Québec, son caractère de noblesse, de solennité et de dignité." Un peu plus loin, il nous disait ceci: "Que l'Assemblée fasse en sorte que nous puissions redonner à cette institution son caractère de dignité et que la population du Québec puisse trouver à travers les débats de l'Assemblée nationale véritablement un reflet des valeurs, qui, normalement, doivent ici être véhiculées: le respect mutuel, le respect de la présidence, le respect de la démocratie." Un peu plus loin, toujours du même auteur: "Nous allons déployer tous les efforts pour faire en sorte que nous puissions démontrer à l'ensemble de nos concitoyens que nous voulons faire un travail sérieux dans le respect les uns des autres."

Il y a environ une heure et demie, deux heures, M. le Président, il nous disait qu'il voulait nous passer sur le corps. Quelle belle

démonstration. Quel agissement, M. le Président.

Avant-hier, nous avons eu l'occasion de voir dans la ville de Baie-Comeau 3500 personnes qui se sont rendues, après une invitation de vingt-quatre heures, s'exprimer, voter sur la question à savoir s'ils étaient consentants à la fusion forcée de Baie-Comeau et de Hauterive.

À 98,7%, ils ont voté contre la fusion forcée. Les deux ministres concernés, soit le ministre des Affaires municipales et le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche avaient été invités à cette réunion, à cette soirée, à cette consultation et, comme vous le savez, ils ont décliné l'invitation.

Comme je le mentionnais tantôt, je suis jeune en politique. Cela fait seulement un an et quelques mois que je suis député, cependant, je me considère assez âgé et assez expérimenté pour savoir ce qu'est la démocratie, ce qu'est le respect de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Je suis persuadé que, de l'autre côté de cette Chambre, les membres du gouvernement n'ont aucunement l'intention de respecter cette démocratie.

Si le chef du gouvernement, qui est chef de l'État suprême, chef du Parti québécois, président du Parti québécois, a cru bon désavouer ses membres, après un congrès général de son parti, pour quelle raison n'aurions-nous pas l'occasion de consulter les citoyens de Baie-Comeau et de Hauterive à savoir s'ils veulent prendre conscience de leur sort, s'ils veulent s'impliquer dans une fusion forcée? Pour quelle raison ne pas les consulter?

Mes collègues en ont fait état un peu plus tôt, c'est comme un mariage forcé, c'est comme si on forçait un individu à épouser un autre individu - le masculin comprend le féminin - en communauté de biens, sans qu'il puisse choisir son régime légal.

Comme le disait un peu plus tôt le député d'Outremont, il nous faut absolument, j'en ai eu la preuve depuis un an et demi en tant que parlementaire, se débarrasser - ce n'est pas pour rien qu'il y a des barricades autour de l'Assemblée nationale - de ce gouvernement non seulement impopulaire, non seulement injuste mais que les citoyens du Québec ne méritent pas. Merci.

(1 h 20)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Laprairie.

M. Jean-Pierre Saintonge

M. Saintonge: Merci, M. le Président. Une motion de clôture dans l'étude d'un projet de loi, c'est un jour sombre dans notre système parlementaire. La démocratie en prend un dur coup. En fait, une motion de clôture, c'est pour faire taire la

population, pour faire taire les députés, tous les députés, pas simplement les députés de l'Opposition, mais tous les députés, et faire taire tous les députés c'est faire taire la population que nous représentons. La motion de clôture, M. le Président, c'est le bâillon, c'est la guillotine. C'est donc un geste important, et des conditions sont fixées dans notre règlement pour en assurer l'exercice.

Je réfère à l'article 156 de notre règlement. Lorsqu'une commission a étudié un projet de loi pendant une période de temps correspondant à l'importance ou à la longueur du projet, c'est là que le bâillon peut arriver; donc, l'importance ou la longueur du projet. Dans le cas présent, l'étude de ce projet de loi, quelle a été la longueur de l'étude en question? En commission parlementaire, on a parlé de sept mois tantôt par opposition à dix jours en 1974. Vous pouvez remarquer que les sept mois, c'est depuis le dépôt du projet de loi, et l'étude en commission parlementaire de ce projet de loi se résume à quoi? Pas sept mois, pas un mois, cela se résume à onze heures et demie. Onze heures et demie avant que la motion soit imposée, c'est-à-dire trois heures pour discuter d'un rapport et huit heures et demie pour discuter du fond même du projet et commencer l'étude article par article. Huit heures et demie, c'est l'importance du projet de loi. Il ne faut pas faire de la frime avec cela, jeter de la poudre aux yeux, ce n'étaient pas sept mois, sept mois, c'est le délai pendant lequel on a reporté le projet petit à petit. On voulait noyer le poisson, laisser les gens se calmer tranquillement, tenter de faire oublier cela.

Donc, si, après huit heures et demie d'étude en commission parlementaire, le gouvernement décide d'imposer le bâillon, c'est l'importance qu'il accorde à la fusion des deux villes, et des villes importantes comme Baie-Comeau et Hauterive. Que les conseils municipaux du Québec prennent bien note de l'importance qu'on accorde à la démocratie, de l'importance que ce gouvernement accorde à la consultation des administrés, de l'écoute qu'on peut bien faire des conseils municipaux et des citoyens eux-mêmes: c'est huit heures et demie. Huit heures et demie, est-ce que c'est assez? C'est trop pour le gouvernement, je pense. Mon confrère, le député de Hull, a d'ailleurs reçu des télégrammes de nombreux conseils municipaux de plusieurs villes jusqu'à maintenant dénonçant l'attitude du gouvernement dans ce projet de loi d'imposer le bâillon, d'imposer la fusion forcée et approuvant l'attitude de l'Opposition qui s'oppose justement à cette façon qu'à le présent gouvernement de faire le jeu de la démocratie.

Nous assistons ce soir, M. le Président, à l'aboutissement de l'inacceptable arrogance du gouvernement dans ce projet de loi et

dans cette fusion. Le leader de l'Opposition rappelait justement que, de 1970 à 1976, le bâillon avait été imposé deux fois. Depuis 1976, en cinq ans et demi de pouvoir, le Parti québécois, lui, cinq fois, mais ce qui est le plus curieux, c'est que la cinquième fois on est rendu qu'on est content. Ce matin, le ministre des Communautés culturelles parlait de jouissance. On est rendu à la jouissance d'imposer un bâillon.

J'écoutais le leader du gouvernement nous dire: On va vous passer sur le corps, avec son petit air fanfaron de faux conquérant. C'est ce qu'il nous a dit ce soir. C'était le ton du débat que le leader du gouvernement a voulu imposer dans la discussion sur cette motion de clôture. Comment s'y est-il pris? Par un jeu de mots. J'écoutais certains de ses confrères faire les mêmes jeux de mots. On commençait par qui? le député "d'Hull". Il faut être bien subtile. Au moins le ministre Lessard, député de Saguenay, a eu la décence de parler du député de Hull. Quand on dit: Le député "d'Hull", on n'attaque non seulement le député comme tel, c'est la population de Hull qu'on attaque. La population de cet endroit devient une population "d'Hull".

On n'en avait pas assez des jeux de mots, on passe aux attaques personnelles contre le député de Hull exactement. Des attaques personnelles qui ont amené quoi? Qui ont amené le leader de l'Opposition à dire qu'en 26 ans de vie de parlementaire il n'avait jamais vu une telle attitude de la part d'un leader du gouvernement, attitude que le député de Marguerite-Bourgeoys a qualifiée d'irresponsable et je suis pleinement d'accord avec cela, une attitude pleine d'arrogance, de démagogie, de bassesse. C'était du délire, de la fureur et même de la rage à certains moments.

J'ai compris ce soir que le ridicule ne tue pas, je peux vous dire cela. S'il y avait un discours dans cette Chambre, depuis un an et quelques mois que j'y suis présent, auquel j'aurais, dans le fond, souhaité ne pas assister, c'était bien ce discours. S'il y a un discours que je voudrais bien ne pas montrer à quelqu'un pour démontrer de quelle façon notre système parlementaire doit être, de quelle façon un véritable parlementaire doit se comporter, c'est bien ce discours que je rayerais à toutes fins utiles des films qui ont été enregistrés ce soir par la télédiffusion des débats. Qu'est-ce que c'était? C'était un spectacle; "showtime", c'est cela. Est-ce que c'est cela, la responsabilité d'un député? Est-ce cela, la responsabilité d'un ministre? Est-ce que c'est cela, la responsabilité d'un leader du gouvernement? Ce qui me fait sourire, c'est que le leader du gouvernement disait lui-même que nous devons être responsables de nos paroles. Il nous parlait du sens des responsabilités qu'on doit avoir. En langage québécois, quand on entend des

choses comme celles-là, il y a simplement une phrase qui peut qualifier cette chose. Qu'est-ce que c'est? Eh bien: J'ai mon voyage!

Ce matin dans les journaux de Baie-Comeau, on disait: "Une étincelle suffirait à mettre le feu aux poudres". C'est ce qu'on rapportait ce matin. On a vu les événements. On a rapporté les événements malheureux de vendredi dernier en commission parlementaire. On parle aussi des événements qui sont peut-être aussi malheureux à Baie-Comeau où l'on doit faire des appels au calme dans les journaux, à la radio. Il y a même des compagnies privées qui font des appels au calme, à la population. Le leader du gouvernement se plaignait justement, il blâmait, il condamnait l'attitude des gens de Baie-Comeau. Est-ce que son attitude à lui, par exemple, ses paroles, la provocation qu'il a amenée par ses propos ne font pas en sorte de fouetter cette attitude des gens de Baie-Comeau? Est-ce qu'il ne va pas être lui-même l'allumette qui va mettre le feu aux poudres? C'est à se le demander.

Le leader de l'Opposition se disait attristé par l'attitude du leader du gouvernement, il se demandait où allait la démocratie. Je partage la tristesse du leader de l'Opposition, j'en suis solidaire. Le leader de l'Opposition a aussi parlé de l'approche différente - je me souviens, en décembre, du premier bâillon auquel j'ai assisté comme parlementaire, qui nous était imposé pour la loi no 16 - du leader d'alors, le député de Saint-Jacques, plus humble, plein de discernement, qui avait une certaine peine qui était même émouvante. L'attitude du député de Saint-Jacques était émouvante à ce moment. Ce soir, sur l'attitude du leader du gouvernement, j'ai un mot, c'est: Ouf! Je suis sûr d'une chose, c'est que le premier ministre n'est sûrement pas fier de l'attitude de son leader. Il doit sûrement s'ennuyer de son ancien leader. S'il ne s'ennuie pas, en tout cas, nous, du côté de l'Opposition, je vous assure que nous nous ennuyons sûrement de l'ancien leader du gouvernement qui faisait preuve de qualités parlementaires beaucoup plus à point que le présent leader.

Puisque le temps passe vite, il me reste simplement quelques minutes, ce que je dois dire, c'est que j'ai constaté que le passé, dans le cadre de la présente fusion, pour le gouvernement ne compte plus. On oublie les principes qu'on défendait il y a huit ans. On oublie également le programme du parti: Consulter obligatoirement la population sur tout projet de fusion. On oublie également les paroles que le ministre de la Justice nous rapportait. Il demandait: Quelle est l'urgence démocratique pour imposer une fusion forcée? C'est inacceptable, une fusion, avec le refus d'un référendum. C'est ce qu'il nous mentionnait. On arrive à quoi aujourd'hui? Aucunement;

on se fait le juge de l'intérêt de la population de Baie-Comeau. Je vous dirai que l'intérêt de la collectivité de Baie-Comeau et de Hauterive, les gens qui sont le plus aptes, à le décider, à le manifester, c'est la population même de la ville de Baie-Comeau et celle de Hauterive qui doivent être les premières à le manifester. Elles doivent être les premières qu'on doit entendre; les 6059 personnes qui ont signé la pétition; les 3000 présentes hier à l'assemblée publique qui ont refusé la fusion, qui sont contre cette fusion. C'est cela qu'on doit écouter.

En terminant - puisque je dois terminer - je pense qu'il y a une seule phrase qui va résumer mon propos; je dois dire ce soir: Le sort en est jeté, le gouvernement va nous passer sur le corps.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Viau.

M. William Cusano

M. Cusano: Merci, M. le Président. Depuis mon arrivée à l'Assemblée nationale, c'est la deuxième motion de clôture injustifiée à laquelle il m'est donné d'assister. La première fois, c'était le 15 décembre 1981 alors que ce gouvernement imposait la guillotine sur la loi no 16. Oui, on nous a imposé la guillotine parce que les députés de l'Opposition s'opposaient au fait que Hydro-Québec soit obligée de verser des dividendes au gouvernement par l'entremise d'augmentations de tarifs et de taxes.

Ce soir, on nous impose, encore une fois, la guillotine, non pas à cause d'une urgence nationale, mais pour satisfaire les désirs ambitieux du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Il est très difficile de comprendre pourquoi on est si pressé, de l'autre côté de cette Chambre, de faire adopter ce projet de loi. Spécialement, il est encore bien plus difficile de comprendre que ces ténors de l'autre côté de cette Chambre, le ministre de la Justice, le vice-premier ministre lui-même, l'ex-leader parlementaire aient professé qu'une fusion entre deux municipalités ne devrait jamais se faire sans consultation populaire. Le ministre du Loisir, de la Chasse, et de la Pêche disait: "Je sais que, tôt ou tard, il faudra envisager des responsabilités de fusion entre deux villes comme Baie-Comeau et Hauterive, cependant dans la région, jamais nous n'accepterons que le gouvernement vienne nous imposer une fusion sans aucune consultation, sans qu'il y ait eu, au préalable, un référendum au niveau de la population. Il continue: Nous voulons que les populations qui seront fusionnées aient d'abord appris à vivre ensemble; nous voulons que ces populations, qui seront les premières touchées, les premières mises en cause dans ce nouveau système, soient d'abord consultées par

référendum.

Maintenant que ce député et ministre est au pouvoir, il renie ses propres paroles, il amplifie l'abus du pouvoir. M. le Président, c'est un jour sombre que ceci se produise dans une Chambre des communes ou une Assemblée législative ou l'Assemblée nationale; la démocratie reçoit toujours un coup dur lorsque le gouvernement décide de faire taire la population par la voie des députés de l'Opposition, mais ce jour devient plus sombre lorsque le leader du gouvernement, le député de Vanier, se réjouit follement de son geste et de ses paroles totalitaires. Je vous le cite, il nous dit qu'il va nous passer sur le corps. J'ai été déçu parce que le président, vous comme président, ne l'avez pas rappelé à l'ordre, car les discours du leader parlementaire ressemblent aux discours des pseudo-parlementaires et des pseudo-démocrates des républiques de bananes.

Spécialement, il n'y a pas très longtemps, le 11 mai, ce leader parlementaire du gouvernement qui, ce soir, nous a menacés de nous passer sur le corps, faisait une promesse solennelle. J'aimerais vous la lire, il dit: "... au cours des prochains jours et des prochaines semaines, nous adoptions peut-être une politique de petits pas, mais une politique qui, au niveau de l'Assemblée nationale, fasse en sorte que nous puissions redonner à cette institution son caractère de dignité et que la population du Québec puisse trouver à travers les débats de l'Assemblée nationale véritablement un reflet des valeurs qui, normalement, doivent être ici véhiculées: c'est-à-dire le respect mutuel, le respect de la présidence, le respect de la démocratie... Il continue: Je peux donc aujourd'hui... vous assurer que nous allons déployer tous les efforts, au cours des jours et des prochaines semaines, avec votre collaboration et avec celle déjà acquise du leader de l'Opposition, pour faire en sorte que nous puissions démontrer à l'ensemble de nos concitoyens que nous voulons faire un travail sérieux dans le respect les uns des autres."

Où sont passés la dignité, le reflet des valeurs, le respect mutuel, le respect de la présidence, le respect de la démocratie, le respect des uns et des autres? À travers moi, c'est non seulement les électeurs du comté de Viau, mais l'ensemble de la population du Québec que le gouvernement insulte par ses procédures dictatoriales et totalitaires. C'est d'ailleurs une habitude de ce gouvernement que de prendre des libertés, je dirais plutôt des licences, avec des procédures démocratiques qui existent dans cette Chambre et qui nous ont déjà été léguées par une longue tradition.

M. le Président, il n'y a absolument aucune raison valable qui puisse justifier un abus aussi flagrant du système parlementaire

L'Opposition n'a aucunement dérogé à ses devoirs. Elle a discuté de manière constructive sur le projet de loi no 37, visant cette fusion forcée de Baie-Comeau et de Hauterive. Cette défense et ces suggestions constructives ont été faites depuis que ce projet de loi a été déposé en Chambre le 30 novembre 1981.

Oui, M. le Président, les députés de l'Opposition ont discuté de manière constructive de tous les éléments de ce projet de loi, afin que la population puisse connaître les vraies dispositions et les vraies conséquences d'une fusion forcée.

Que le gouvernement cherche à se faire du capital politique, par l'entremise du député de Saguenay, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, il n'y a rien là qui puisse nous surprendre. Depuis six ans, ce gouvernement a élevé la démagogie politique à la hauteur d'une institution et le mépris des institutions démocratiques est devenu sa philosophie de base.

Je rappellerai, à l'appui de ce que je viens de déclarer, que c'est ce gouvernement qui a limité la liberté d'expression des Québécois, par la loi no 92. C'est ce gouvernement qui vient d'adopter une loi pour essayer d'empêcher les citoyens québécois de jouir des droits fondamentaux que leur garantit la constitution canadienne. C'est ce gouvernement qui n'a pas hésité à utiliser l'intimidation et la flétrissure afin d'éviter de répondre de ses actes en faisant toujours dévier les discussions sur sa gestion vers des discussions sur la nationalisme. C'est ce gouvernement qui a institué un ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, instituant ainsi, comme en Afrique du Sud, deux catégories de citoyens. C'est ce gouvernement qui persiste à vouloir imposer à la population du Québec et à tous les Québécois sa vision caporaliste de ce que doit être la société du Québec. C'est ce gouvernement qui s'apprête à promulguer une réforme de l'éducation, une réforme à l'image du grand psychiatre national, comme le projet de loi no 37 est à l'image du député de Saguenay, et ceci en dépit de l'opposition manifeste, déclarée et exprimée de la majorité de la population et de ses mandataires.

M. le Président, dans sa recherche frénétique d'un monde qui serait à l'image de ses rêves les plus absurdes, ce gouvernement n'hésite pas à s'adonner à des méthodes licencieuses, répréhensibles et totalement inacceptables dans le régime qui est le nôtre.

Dans ces conditions, vous comprendrez qu'au nom de la population du Québec et au nom de tous mes électeurs du comté de Viau, je me vois contraint de dénoncer vigoureusement les procédés et les méthodes de ce gouvernement au sein d'une enceinte où il est censé respecter la volonté du

peuple et ses droits les plus inaliénables.

Je dis donc non à la motion de clôture, parce qu'elle est antidémocratique et qu'elle méprise mes privilèges de parlementaire et ceux des gens que je représente ici dans cette Chambre. Je dis non à la motion de clôture, parce qu'elle évite au gouvernement de faire examiner de manière responsable les conséquences néfastes de ses politiques. Je dis non enfin à cette motion de clôture, parce qu'elle représente un nouveau maillon de la chaîne avec laquelle ce gouvernement tente d'étrangler au Québec les libertés fondamentales. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le député de Papineau.

M. Mark Assad

M. Assad: Merci, M. le Président. M. le Président, je voulais seulement soulever quelque chose. Quand le leader du gouvernement a évoqué la question du regroupement qui avait eu lieu dans le comté de Papineau en 1974, lorsque j'ai eu le privilège d'être ici, il a fait allusion au fait que le regroupement de la ville de Buckingham avec les villes de Masson et de Notre-Dame-de-la-Salette et tous les endroits autour était un regroupement forcé. Je crois qu'il est nécessaire de lui dire qu'à l'époque j'étais très engagé dans ce débat et que ce n'était pas un regroupement forcé. Au contraire, chaque municipalité, à l'exception d'une sur l'ensemble d'une population de 15 000 personnes, a signé une entente pour le regroupement.

(1 h 40)

Quand on regarde cette question du regroupement forcé de Baie-Comeau-Hauterive, je trouve cela curieux, car, après l'expérience vécue par un gouvernement précédent, j'aurais cru que ce gouvernement aurait pu éviter tous les accrochages qu'on a vécus dans notre temps. M. le Président, c'est assez difficile et je comprends que dans les municipalités, il y a toujours un esprit de clocher qui existe. C'est normal parce qu'on veut toujours prêcher pour notre paroisse et on veut protéger des choses qui sont à notre avantage.

On sait que le député de Hull a très bien rempli son mandat comme membre de l'Opposition et il faut le féliciter. Le député de Hull est allé sur les lieux et même - je le lui ai demandé - il a rencontré des gens de Baie-Comeau et il a véritablement pu mettre le doigt sur le problème. Je suis sûr, M. le Président, que ce problème aurait pu être évité s'il y avait eu une véritable consultation, même si cela avait traîné. Le ministre de la région, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a dit: C'est un problème qui traîne depuis au-delà de quinze ans. C'est fort possible, M. le Président. Ce

n'est pas une autre année qui aurait cassé toute l'affaire en morceaux. Cela aurait pris à peine, peut-être, un peu de bonne volonté, un peu de latitude sur cette question et le problème aurait pu être réglé avec une entente entre les deux municipalités. Du moment qu'un débat a été engagé et que chacun met un peu d'eau dans son vin, il y a toujours une entente possible.

Mais de la façon que c'est arrivé ici, le gouvernement a créé le problème. On a vu vendredi dernier quelque chose qui s'est passé ici et qui était fort regrettable. Mais pourquoi est-ce arrivé? Je suis certain que les gens n'ont pas décidé de venir faire un genre de spectacle, parce que c'était prémédité. À un moment donné, on se sent tellement frustré et on ne sait pas comment démontrer notre frustration, à un point qu'on fait des choses regrettables. Ce n'est pas la première fois que cela arrive et je ne pense pas, de la façon qu'ils administrent, que ce sera la dernière fois.

De toute façon, pour revenir au regroupement, je pense que le principe qui nous a guidés quand on a fait le regroupement dans notre coin, c'est qu'on avait beaucoup plus de flexibilité, à l'époque, quand le débat a commencé. Cela a duré au-delà de deux ans. À l'époque, le ministre des Affaires municipales, qui était le député de D'Arcy McGee, le Dr Victor Goldbloom, avait une grande patience. C'est comme cela, forcément, à force de rencontrer les conseils municipaux, qu'il a pu graduellement leur faire comprendre que c'était à leur avantage. La chose que j'ai regrettée - je n'étais pas ici de 1976 à 1981 - c'est quand j'ai vu ce même gouvernement ici prendre le regroupement de ma région de Buckingham-Masson et le défaire. Ce sont les mêmes, ici, qui nous disent qu'ils veulent regrouper Baie-Comeau et Hauterive pour leur avenir, que la population va être mieux servie, qu'ils vont avoir des meilleurs services, qu'ils vont avoir des meilleurs outils à leur disposition. Mais je me demande ce qui est arrivé quand ils ont voté pour la séparation d'une municipalité qui commençait au moins à y voir clair. Il y a trois ans, ils ont séparé une municipalité où, pour une fois, on réussissait à mettre ses objectifs en commun, et à voir que, dans l'avenir, on pourrait avoir une grande municipalité avec des moyens beaucoup plus importants pour son accroissement.

J'ai écouté le député de Joliette qui a parlé des avantages du regroupement, et c'est le même gouvernement qui a inversé la machine quand il a touché la région chez nous. Donc, c'est difficile de savoir quels sont ses motifs. Est-ce que c'est de la bonne volonté? Pourquoi cette façon d'agir? Dans l'attitude et l'agressivité du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, c'est assez difficile de savoir au fond quels sont

ses véritables motifs. De toute façon, je pense que ce regroupement va entrer dans l'histoire. Il y a eu une grande participation des gens de la région. Et plus j'en entends, plus je me demande pourquoi le gouvernement ne veut pas, à son propre avantage, accepter une motion de report que nous avons présentée ici et regarder de nouveau ce problème.

Je suis certain qu'avec un peu de patience, le ministre des Affaires municipales, qui a l'air assez sympathique, au lieu d'arriver avec des mesures aussi draconiennes, pourrait régler ce problème à la satisfaction des gens, au lieu de les forcer à un regroupement, comme le gouvernement est en train de le faire. On a connu, à notre époque, les grands avantages d'un regroupement, mais cela a été hautement critiqué quand ce même gouvernement était dans l'Opposition. Mais encore, on n'est pas contre, comme le député de Hull l'a démontré à plusieurs reprises, on n'est pas contre le principe du regroupement; au contraire. Mais il y a une chose qu'on veut maintenir, c'est que les personnes ou les populations en question, c'est elles qui ont le dernier mot car ça les touche directement. Et c'est se créer des illusions que de croire qu'à nous seuls, on peut régler leur problème. Dans le fond, c'est elles qui en subissent les conséquences.

Donc, je crois que ça doit être clair dans l'esprit de tous ceux ici qui représentent des populations; il faut laisser les gens de ces deux municipalités s'entendre, arriver à un compromis ensemble et, par la suite, déclarer leurs intentions, leurs aspirations au ministre des Affaires municipales. Alors, on aura le droit de venir ici, de légiférer pour leur bien. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: Je vous signale que, de ce côté-ci, il n'y a plus d'intervenant. Je crois comprendre que c'est la même situation chez l'Opposition. Conformément à une entente, je fais motion pour que le vote sur la motion soit reporté à ce matin. La motion de report pour le vote. Je demande que le vote soit reporté à ce matin. C'est cela. Je pense qu'on pourrait aussi établir dès maintenant qu'à la suite d'une discussion, il a été convenu que demain, le tout se ferait suivant la procédure et la modalité suivante: il y aura d'abord, et je parle strictement du projet qui nous préoccupe, le vote sur la motion, et deuxièmement, le dépôt du rapport du rapporteur de la commission. C'est cela?

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Lalonde: En effet, après un débat de presque six heures, à 1 h 50 du matin, les intervenants de l'Opposition ont terminé leurs observations sur la motion du gouvernement telle qu'elle est libellée. Je pense que le rapport pourrait être fait après le vote, avant la fin de la séance du jeudi matin, probablement avant 13 heures demain, et non pas nécessairement à l'endroit de notre ordre du jour qui prévoit le dépôt des rapports.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: M. le Président, je pense qu'on s'entend très bien sur ceci. Sur ce, je fais motion pour que nous ajournions nos travaux à ce matin, 16 juin, 10 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est acceptée?

M. Lalonde: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, nos travaux sont ajournés à ce matin, 10 heures.

(Fin de la séance à 1 h 51)